



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries octobre 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 octobre 2017

CAUSERIE

Je n'ai pas actualisé le blog. Je l'avais créé pour que les lecteurs puissent s'exprimer, à leur demande, puisque une semaine plus tard il n'y figure aucun commentaire, tant pis, je le ferme.

La causerie d'aujourd'hui se compose en grande partie d'articles (ou d'extraits d'articles) que j'ai lus. Je sais que la présentation est nulle, je n'ai ni le temps ni l'envie pour le moment d'en faire plus, désolé. Je crois qu'il n'y a pas que nos oppresseurs qui nous prennent pour des cons, si vous voyez ce que je veux dire par là.

Comme je ne compte pas actualiser le portail d'ici quelques jours, j'en profiterai demain pour mettre les dernières causeries au format pdf après avoir corrigé les fautes, cet après-midi je n'ai pas le temps. Ici on bosse 6 jours par semaine figurez-vous, je parle de ma compagne qui ne peut pas m'aider à accomplir les tâches ménagères, entretenir la maison et le jardin, s'occuper des papiers, des chèvres, aller régler les factures, etc. Et puis je me fais vieux.

J'ai ajouté ce document dans la page d'accueil du portail : Pourquoi le socialisme ? par Albert Einstein (1949)

J'ai ajouté la réflexion suivante.

Quand on lit ce document exceptionnel, on est agréablement surpris de constater que son auteur ait recouru à un type de discours, des mots, des figures de style ou des tournures d'esprit d'une telle simplicité, au point de le rendre accessible à la totalité de la population, sans pour autant atténuer sa pensée ou dénaturer, nuire à son objet.

A sa manière il a démontré qu'il était parfaitement possible de s'exprimer ou de défendre le socialisme, de s'adresser aux travailleurs autrement qu'en recourant à cette épouvantable terminologie politique dont font usage nos dirigeants. On doit préciser qu'en recourant exclusivement à la propagande - qui par ailleurs est indispensable, nos dirigeants et les militants passent pour des doctrinaires, des fanatiques auprès des travailleurs, ce qui a le don de les faire douter de leurs réelles intentions autant que leurs capacités à les réaliser. Les militants ne comprennent pas pourquoi très souvent les travailleurs manifestent leur accord avec eux, mais ne souhaitent pas s'engager à leur côté, un peu comme s'ils ne voulaient pas leur ressembler, sans d'ailleurs savoir précisément pourquoi, disons que leur inconscience leur dicte cette attitude de méfiance face à une menace qu'ils ne parviennent pas à discerner. On est en droit d'en conclure qu'ils recourent à la propagande parce qu'ils ne maîtrisent pas le matérialisme dialectique qui est finalement quelque chose de très simple, qui comme toutes les choses simples devrait s'énoncer simplement. La réalité ou la logique est bien cruelle, n'est-ce pas ? Et je n'y suis pour rien.

Einstein était tout simplement parti de constats ou de faits, en faisant ressortir la logique dont ils étaient le produit ou dans laquelle ils s'inscrivaient, pour en faire ressortir les contradictions et la manière dont elles pourraient être résolues, en somme une formidable démonstration du matérialisme dialectique.

Chacun aura apprécié l'idéal humaniste qui guida sa pensée ou sa vie. Enfin, ce n'est pas un hasard si Einstein a conclu ce texte en posant la question des problèmes que le socialisme aurait à résoudre, effleurant la dérive stalinienne qui allait s'avérer être pire qu'un "puissant tabou", la négation du socialisme.

On retiendra qu'un intellectuel, un scientifique était parvenu au milieu du XXe siècle à la compréhension du processus matérialiste dialectique, qui est à l'origine de l'évolution ou de la transformation de la matière, de la nature, des hommes, de la société que les marxistes avaient découvert et théorisé, et qu'il partagea leurs conclusions en prenant la défense du socialisme, à l'heure où ses pires fossoyeurs étaient tout puissants au sein du mouvement ouvrier international.

Politiquement incorrect. Chez nous aussi les chiens de garde veillent...

On a du mal à comprendre pourquoi nos dirigeants et disons la quasi-totalité des militants, s'acharnent à nier que le prolétariat s'est embourgeoisé et qu'il est sous l'influence de l'idéologie ou de la propagande de la classe dominante.

Allez y comprendre quelque chose, l'argent ne corromprait que les classes moyennes ou celle des capitalistes, et la propagande officielle que les capitalistes s'emploient à verser de façon ininterrompue sur les masses n'aurait aucune emprise sur elles ou ne contribueraient en aucune manière à fausser l'idée qu'elle se font de leur condition, de la situation ou de la société, du monde et n'influerait pas sur leur comportement, qui pour faire bref se traduit par l'inaction politique ou une sorte d'insouciance ou de soumission.

Personnellement, j'ai eu l'occasion au cours de mon existence de tester pendant des années différents types de comportements, et très modestement j'en ai tiré quelques enseignements que j'essaie de partager.

Jusqu'à l'âge de 19 ans, je fus complètement arriéré, un crétin fini, un abruti incapable de penser, et pour cause, j'ignorais que cela s'apprenait, c'est con, n'est-ce pas ? Je voulais passer des voitures miniatures aux grandes voitures et devenir mécanicien auto, et si possible plus tard m'acheter un garage. Je n'étais pas foutu de lire un journal ou le moindre livre un peu sérieux, j'en étais resté aux magazines féminins (Nous Deux) que ma mère lisait, aux revues sur l'automobile bien sûr, sinon la collection rose ou verte. J'étais de droite comme mes parents (gaullistes et anticommunistes), qu'est-ce que j'aurais pu être d'autres en n'ayant rien dans la tête, franchement !

A 19 ans je fais la connaissance de garçons de mon âge qui étaient plus évolués que moi, il faut dire qu'ils venaient d'un autre milieu que le mien, mon père était menuisier en bâtiment, leurs parents appartenaient aux couches moyennes, papa était ingénieur, technicien ou directeur d'usine, et ils avaient des grands frères qui avaient fait des études supérieures.

Ce n'était pas des lumières mes nouveaux potes, mais ils étaient des produits dérivés de 68 qui avait libéré tout du moins la parole et l'imagination, à l'époque on rêvait encore d'un monde meilleur, et avec la drogue on allait pouvoir y accéder immédiatement, en faisant abstraction du monde déjà pourri dans lequel nous vivions. Ce que j'ignorais, c'est que le cannabis avait de multiples pouvoirs, notamment celui de faire sauter nos préjugés ou nos complexes, et surtout de démultiplier ou de libérer nos facultés intellectuelles, c'était en quelque sorte une formidable thérapie ou un terrible piège qui pouvait vous rendre fou ou épileptique ! Toujours est-il, il me permit de prendre conscience de l'étendue de mon ignorance, et c'est à partir de là que je mis à étudier sérieusement en commençant par la philosophie. Depuis je n'ai jamais cessé.

J'allais rapidement abandonner l'idée de devenir mécanicien, et je ne supportais plus l'idée de devenir un ouvrier comme mon père, l'idée de lui ressembler ou de reproduire son mode de vie était devenue un cauchemar, il fallait à tous prix que j'échappe à ce destin épouvantable, mais comment faire sans diplôme, sans avoir fait d'études supérieures, sans expérience ni connaissances particulières. C'est ainsi que j'allais enchaîner les petits boulots, à l'époque il n'y avait pas de chômage. Je pris des cours de maths et d'électricité pour devenir technicien en informatique, mais cela ne déboucha sur rien, j'étais apparemment voué à vivre ainsi le restant de mes jours, ce qui ne faisait pas mon affaire, car il fallait un bon salaire ou du fric pour échapper à la condition de mes parents. Que cela ne tienne, entre deux emplois je profitais de la vie, je restais souvent quelques jours ou quelques semaines sans travailler, c'était déjà cela de pris. A part cela, je ne savais pas au juste ce que je voulais et ce que j'allais devenir.

J'allais ainsi galérer pendant trois ans. Entre temps j'étais parti de chez mes parents ou plutôt ils m'avaient poussé à partir, j'étais très pauvre et ne mangeant pas toujours à ma faim. J'avais aussi fini par découvrir Marx et Engels, du coup j'allais complètement modifier mon mode de pensée et mon comportement, entrevoyant que ce n'était pas demain la veille que je pourrais conquérir ma liberté. Ce fut un terrible choc en réalité, un traumatisme même, car toutes mes illusions d'un monde meilleur à portée de la main s'évanouissaient brutalement, j'ai failli en faire une dépression, je ne voyais plus que l'avenir en noir, la tâche à accomplir me semblait si colossale pour se débarrasser du vieux monde pourri. Je ne pouvais pas découvrir Marx sans découvrir qu'ils existaient des partis ouvriers, et grâce aux grands frères de mes potes qui achetaient de temps en temps

Informations ouvrières au marché de Suresnes, j'allais faire la connaissance de l'OCI, puis y militer deux ans plus tard.

Devenu militant et étant bien obligé de travailler pour survivre, j'allais m'installer à Clichy-sur-Seine. Je ne voulais plus changer la vie mais la société, le monde. J'étais miséreux. Peu de temps après j'allais rencontrer ma future première épouse, en diffusant sur le marché le dimanche matin. Elle entrera à l'OCI et nous sortirons ensemble peu de temps après. On partageait les mêmes idées et les mêmes goûts sur un tas de choses, on semblait fait l'un pour l'autre, sinon on se complétait. Rapidement nous emménageable ensemble, ce qui fait que ma situation matérielle s'améliora grandement, enfin je sortais de la misère.

Petit à petit notre revenu augmenta considérablement, à l'époque il n'était pas rare d'augmenter son salaire de 20 à 30% simplement en changeant d'employeur, et par chance je réussis à obtenir un emploi de technicien en rapport avec ma qualification. On disposait chacun de 14 mois de salaire, on était habitué à dépenser peu, donc on pouvait économiser des dizaines de milliers de francs rapidement ou s'acheter tout ce dont nous avons besoin. Puis dans la foulée vint la naissance de notre fille. Une bonne nouvelle qui allait bouleverser notre existence. Du jour au lendemain, je n'allais plus compter pour ma compagne, de nature plutôt dépressive, elle allait me pourrir la vie pendant les sept années suivantes, c'est-à-dire jusqu'à notre divorce et séparation définitive.

Elle allait commencer par quitter l'OCI et exiger que j'en fasse autant, sans quoi elle menaçait de me quitter sur le champ, je m'exécutais parce que je l'aimais d'un amour fou aurait dit Breton (Et puis "l'imminence de la révolution", théorie foireuse des lambertistes, avait sérieusement du plomb dans l'aile). Mais cela n'allait pas suffire, rien ne suffirait d'ailleurs. On allait vivre bien, confortablement, on était très à l'aise financièrement, oubliant totalement la politique et le reste du monde, n'en parlant plus, on profitait de la vie, ce qui donnait l'impression d'avoir trouvé le bonheur, en réalité en sursis. On avait adopté le mode de vie et de pensée insouciant des petits bourgeois qui se permettent de tout critiquer, la bouche pleine, la garantie de l'emploi et le compte en banque bien garni...

Avant notre séparation, j'allais avoir la mauvaise idée de troquer mon emploi de technicien pour celui de commerçant (diététique) dans l'espoir de le revendre rapidement en faisant une plus-value pour partir par la suite en Bretagne, parce que ma compagne ne supportait plus Clichy et son boulot. Je m'étais dit que cela permettrait peut-être de recoller les morceaux, ou qu'à cette occasion cela lui changerait les idées et elle se rapprocherait de moi. Mais comme je n'avais pas la vocation à devenir patron, l'expérience tourna court, elle dura dix mois.

Les années suivantes j'allais galérer de petite boîte en petite boîte, mais je bossais malgré tout, aussi notre mode de vie ne s'en ressentait pas. Cependant le chômage et les tensions qui l'accompagnent n'allaient pas arranger nos rapports. On avait une vie normale, trop normale, comme des dizaines de millions de travailleurs, la routine allait finir par avoir raison du peu de sentiments qu'elle avait encore pour moi, elle s'ennuyait, la vie lui semblait terne dorénavant, et ne se voyant pas passer le restant de sa vie ainsi, elle décida un jour de me quitter.

J'allais immédiatement renouer avec le cauchemar des difficultés matérielles, car je n'avais pas trouvé un emploi stable, j'allais connaître le chômage une fois de plus, sauf qu'on n'était plus dans les années 70, j'allais parfois y rester pendant plusieurs semaines avec un loyer à payer. Pour autant, je n'allais ni changer de mode de pensée ni renouer avec le militantisme, je n'avais plus qu'une idée, quitter la France pour essayer de vivre mieux ailleurs, par crainte de finir clochard.

J'allais aller en Inde épouser une Indienne très pauvre, la faire venir en France, puis, avec le petit capital dont je disposais suite à un licenciement, je décidai de partir m'installer en Inde, c'était en décembre 1990. Tentative infructueuse et retour en France deux ans plus tard. Mon épouse me rejoint et garde des enfants. On a deux salaires (dont un au noir), je me mets immédiatement à économiser tout ce que je peux pour repartir le plus tôt possible en Inde car je ne supporte plus la France ou ma condition. J'avais le projet d'une exploitation agricole en Inde, une cocoteraie qui nous assurerait un revenu confortable à vie. Projet qui ne se réalisera jamais.

L'installation en Inde s'avèrera encore très compliquée, mais un succès puisque j'y suis encore 21 ans plus tard. Cette fois j'étais parti avec un capital un peu plus important (250.000 francs), mais pas suffisant. J'allais le prêter à des entreprises par l'intermédiaire d'un de mes beaux-frères et le faire fructifier en empochant des intérêts substantiels, et à l'époque la banque rémunérait à 16% les placements d'argent liquide. J'allais avoir de quoi faire construire une maison et vivre confortablement sans travailler, devenir un rentier, un modeste rentier. Et ce n'était pas le salaire ridicule que j'allais percevoir par la suite comme prof de français qui allait me permettre de m'enrichir. On finit pas habiter sur une plage, quel privilège inouï pour un ouvrier, même en rêve cela ne m'était jamais venu à l'esprit, un hasard en fait. Quelle vie tout de même, géniale ! J'avais bien emmené une caisse pleine d'ouvrages politiques, mais je n'y avais jamais touché, cela ne m'intéressait pas, j'avais autre chose en tête, disons de plus gai ou de moins contraignant. Et deux années passèrent ainsi tranquillement, plus ou moins, on est en Inde tout de même avec son lot d'emmerdements incontournables.

Puis vint le 11 septembre 2001. Là je réalisai soudain que je m'étais laissé aller pendant plus de 20 ans ! Je changeai immédiatement de mode de pensée et de comportement, je renouai avec la politique et le militantisme, vous connaissez la suite ou je l'ai racontée dans des causeries.

En conclusion, parce que j'ai tiré des enseignements de chacune de ces expériences, je ne peux pas en vouloir à ceux qui se détournent de la politique, qui cessent de militer ou encore qui ne partagent pas mes idées ou qui ont adopté un autre comportement que le mien pour en avoir changé à plusieurs reprises, ce serait stupide et injuste.

J'ai expérimenté trois conditions différentes.

Quand j'étais très pauvre et je rêvais d'un monde meilleur, cela m'a conduit au marxisme, au militantisme.

Quand je n'étais plus pauvre, j'ai cessé de rêver à un monde meilleur, cela m'a amené à rompre avec le militantisme.

Et quand j'ai cru qu'on était au bord d'une nouvelle guerre mondiale, j'ai réalisé que mon petit bonheur individuel était aléatoire pour renouer avec le militantisme.

J'ai eu l'impression de me réveiller après un long sommeil, et de renouer avec moi-même pour donner un sens à ma vie... D'où ce portail, qui est la seule activité politique à laquelle je peux me livrer en vivant en Inde. Et si je n'ai jamais eu de problèmes avec l'argent qui ne m'a jamais attiré, mes idées n'ont jamais été à vendre, pour que nos rapports soient parfaitement clairs et sains, je vis certes confortablement, mais très modestement, je me prive sur tout pour économiser pour les vieux jours de ma dernière compagne et je distribue autour de moi ce qui reste, en fait, en dehors de l'alimentaire je n'ai aucun besoin en particulier, pas de distractions, pas de vacances, pas de bibelots ou de trucs accrochés au mur, rien de superflu, aucun gâchis, j'en aurais trop honte ! Je me dois d'avoir un mode de vie qui soit en accord avec mon mode de pensée, j'en ai fait un principe, un art de vivre.

Ce que j'ai voulu montrer ici, c'est qu'on pouvait très bien prendre conscience de la nécessité de s'engager pour changer le monde, tout en ayant un mode de vie confortable. Je pense que c'est à la portée de la plupart des travailleurs, classes moyennes incluses. Comme l'on dit, je me suis fait tout seul, j'ai découvert seul Marx, personne ne m'a poussé à militer, au contraire à l'OCI ils ne voulaient pas de moi, et personne ne m'a forcé à partir en Inde ni à renouer avec le militantisme.

Ce témoignage est à relier à l'expérience d'Einstein qui n'avait nullement besoin d'adopter le socialisme, hormis qu'il n'existait pas dans la société d'autres idéals à la hauteur de ses principes ou de ses valeurs.

En complément. Parole d'internaute.

- "« Éduqué » ne veut nullement dire intelligent et « la capacité d'adaptation » (au Système promu jusqu'à l'écoeurement par nos merdia) est trop souvent la face cachée de sa soumission véritable."

Allez dire cela à ceux qui ne peuvent même pas se passer de la télévision...

A l'image de son maître.

- "Bruno Roger-Petit, c'est le choix de la servilité et et de la médiocrité satisfaite."

Notre époque...

[Ils osent tout. Ils peuvent se permettre d'avouer leurs crimes en l'absence de toute opposition organisée ancrée dans les masses.](#)

- Les Nations unies fustigent les dérives du capitalisme - Les Echos 15.09

L'hyperpuissance des grandes entreprises et l'insuffisante régulation de la finance sont au nombre des dérives dénoncées par l'ONU.

En 2010, le prix Nobel d'Economie, Joseph Stiglitz, avait déjà jeté un pavé dans la mare en dénonçant dans son ouvrage « le triomphe de la cupidité » comme l'origine de la crise de 2008. Sept ans plus tard, les Nations unies, fustigent à leur tour les méfaits de cette cupidité et les dérives du capitalisme vers un monde de rentiers. Dans son rapport annuel 2017 sur le commerce et le développement, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (Cnuced) ne mâche pas ses mots.

Un monde de profit sans prospérité

« Nous sommes aujourd'hui dans un monde de profit sans prospérité, où l'asymétrie des rapports de force sur les marchés contribue beaucoup à la hausse des inégalités de revenus », constate Mukhisa Kituyi, secrétaire général de la Cnuced. Premières à être mises sur le banc des accusés : les grandes entreprises. Ces dernières, « profitent de l'accroissement constant de leur pouvoir sur les marchés et de leur influence politique pour accroître leurs bénéfices en manipulant les règles du jeu ». Les

actionnaires et les haut dirigeants sont privilégiés au détriment des salariés.

Pour mesurer l'ampleur du phénomène de ce qu'ils appellent le capitalisme de rente, les économistes de la CnuCED ont analysé l'évolution des profits des grandes entreprises de 56 pays développés et en développement. Pour évaluer les sur-profits, ils se sont référés au taux de rendement sur actif médian ou au ratio du bénéfice d'exploitation sur les actifs totaux. Secteur par secteur.

Résultat : « entre 1995 et 2015, les profits excédentaires sont passés de 4% à 23 % des bénéfices totaux toutes entreprises confondues ». Pour les 100 premières entreprises, le pourcentage est passé de 19 % à 40%. En 1995, leur capitalisation boursière était de 31 fois supérieure à celle des 2.000 dernières du classement. Vingt ans plus tard, elle lui était 7.000 fois supérieure.

"Nous sommes aujourd'hui dans un monde de profit sans prospérité, où l'asymétrie des rapports de forces sur les marchés contribue beaucoup à la hausse des inégalités de revenus."

Et d'asséner que la part des 100 premières entreprises dans l'emploi ne progresse pas proportionnellement à leur emprise sur le marché qui ne cesse de croître. « Les grandes entreprises sont à la tête de véritables empires de plus en plus vastes, mais cela ne tient pas davantage à leurs prouesses technologiques qu'à l'inefficacité de la législation antitrust, à la protection excessive de la propriété intellectuelle et à leurs stratégies agressives de fusion-acquisition », pointe le rapport. Les industries pharmaceutiques, les médias et le secteur des technologies de l'information et de la communication sont particulièrement visés. Le monde de la finance n'est pas plus épargné.

La finance dénoncée

La finance déréglementée reste au coeur du monde hypermondialisé actuel. « Les mesurées prises jusqu'à présent n'ont pas interrompu, et de loin, la course folle de la finance », dénonce la Conférence qui s'alarme de la concentration du secteur bancaire. « Dans beaucoup de pays, les bilans consolidés des cinq premières banques représentent au total un montant supérieur au revenu national », poursuivent les auteurs. Parallèlement, la dette n'a cessé de croître. Dans les secteurs non financiers, l'endettement a atteint le taux record de 230% du PIB mondial en 2016 contre 188% avant la crise.

« Au vu de l'augmentation de l'endettement des ménages et de la réduction de la part des salaires dans le revenu, il devient de plus en plus difficile de fermer les yeux sur les liens entre endettement et insécurité », soulignent ils. La CnuCED invite donc la puissance publique à réagir.

L'incapacité à corriger les excès de l'hypermondialisation menace la cohésion sociale et mine la confiance dans les marchés et les responsables politiques, dit-elle. « Lorsque les machines et les ordinateurs, les motivations à faire du profit et les droits de propriété sont considérés comme plus importants que les gens, (...) le racisme, le matérialisme extrême et le militarisme sont incapables d'être vaincus ». Cité en préambule du rapport, Martin Luther King avait vu juste il y a 50 ans.

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/030565148539-les-nations-unies-fustigent-les-derives-du-capitalisme-2114605.php>

C'est un des traits marquant de l'orientation ou de l'évolution du capitalisme mondial.

Ils osent tout, non pas qu'ils soient cons, non, ils vous prennent pour des cons et force est de constater que les faits leur donnent raison. Ils profitent que la situation ou le rapport de forces est à leur avantage pour se foutre de nous, nous rabaisser, nous humilier, nous écraser...

En complément, lu dans un article.

- Les entreprises du CAC 40 ont annoncé 75,4 milliards d'€ de bénéfices sur 2016 (+32 %) et... 52 milliards sur le premier semestre 2017.

Parole d'internaute. A propos de la Catalogne.

Cela ne vous fait-il pas penser au poker menteur du Brexit ?

Certains sont pour d'autres contre son indépendance. Il faut préciser que les initiateurs de ce référendum se sont prononcés pour le maintien de la Catalogne dans l'UE. J'ai appris que les autorités de Catalogne avait bénéficié du soutien financier de G. Soros qu'on ne présente plus. Cela dit le spéculateur peut tirer profit du chaos qu'il aura encouragé...

Personnellement je n'ai pas étudié la question. Je pensais que cela pouvait être une bonne chose si cela entraînait la chute

de l'économie espagnol, mais l'UE ne le permettrait pas et ce sont les travailleurs espagnols qui en feraient les frais, c'est peut-être le but non avoué. Le Brexit devrait profiter en priorité à la City qui est déjà un Etat dans l'Etat, et renforcerait encore son pouvoir au détriment des travailleurs britanniques.

Je ne veux pas trop m'avancer, mais cela ressemble à une vaste opération télécommandée pour déstabiliser un Etat dont les institutions et le régime sont en crise, de manière à le pousser à adopter des mesures antisociales dans la foulée qu'il pourrait ainsi justifier, sur fond de répression violente histoire de décourager par avance les contestataires potentiels. A suivre.

1- "A qui profite une indépendance de la Catalogne?"

Pas aux catalans mais aux partisans des euro-régions.

L'euronarchie veut la mort des nations à ça ne la gêne pas de soutenir en sous main ce type de mouvement."

2- "On préférerait que la Catalogne se batte pour l'instauration d'une République d'Espagne. Quant à se coucher devant l'UE-rope nul besoin dans le cadre de UE-rope des eurorégions. Ainsi les menées séparatistes cadrent bien avec le projet totalitaire UE-ropéen de démantèlement à terme des Etats-nations par dissolution progressive de ceux-ci et montée en puissance des régions. La France vient d'ailleurs de procéder à un reagencement aussi soudain qu'antidémocratique de ses 21 régions ramenées à 13. Sorte de mise aux normes tacite."

3- "Il n'y a pas de Nations au sein de projet d'intégration UE-ropéen. La revendication nationaliste est un prétexte au démantèlement d'Etats-Nations historiques en un foisonnement d'entités balkanisées qui toute demandent à s'intégrer dans cette entité UE-ropéenne. Il est paradoxal d'appeler d'un côté à plus d'intégration UE-ropéenne d'un côté et à la désintégration des Etats de l'autre au profit d'un super État bureaucratique. Le tout en dehors d'un processus explicite et effectif. Il est paradoxal qu'on nous explique que d'un côté là France et ses semblables n'auraient plus la taille critique dans la nouvelle configuration et de l'autre d'envisager des comportements sécessionnistes."

4- "Bien peu ici ont eu le réflexe de se demander si la répression n'était pas justement voulue pour lancer l'éclatement de l'Espagne. Les gouvernements sont vendus à l'Union Européenne, n'importe qui de normalement constitué le sait.

Vous avez remarqué comment cette stratégie d'Euros-régions s'adapte parfaitement au contexte politico-historique de chaque pays? En Espagne ont met le doigt là où ça fait mal dans l'histoire récente, en France, on s'attaque au découpage administratif cher à la tradition française. Mais tout ceci ne peut être qu'un hasard. Aucun homme politique ne peut avoir des idées aussi tordues. n'est-ce pas(gne)?"

5- "A qui profite une indépendance de la catalogne?"

Pas aux catalans mais aux partisans des euro-régions."

Je ne suis pas sûr que l'Europe soit tellement hostile aux Etats; je m'explique : l'Europe est hostile aux Etats s'il s'agit pour eux d'exercer une quelconque souveraineté.

Cependant, l'Europe est parvenue à priver les Etats de frontières, de monnaie et d'une législation souveraine (puisque'elle est soumise à des directives voire à de simples principes supérieurs primant sur le droit national — à ce sujet, l'instrumentalisation des "Droits de l'Homme" mériterait des développements spécifiques).

Réduits à être des outils déconnectés des peuples, les Etats deviennent de simples courroies de transmission des diktats européens (et les institutions historiques de ces Etats de purs théâtres de marionnettes) et il est naturel que "Bruxelles" ne voie pas d'un bon oeil l'effilochement de ces courroies de transmission (et le renversement des décors de ce théâtre pseudo démocratique..)"

6- "Nous assistons à la continuité du processus de destruction des États d'Europe. Déjà plus ou moins dissous dans l'UE, ces États sont aussi menacés de fragmentation sous l'action de multiples courants séparatistes pour lesquels je n'ai aucune sympathie.

Les idéologues dominants de l'élite mondialiste apportent un soutien médiatique obscène à tout ce qui peut être à la source de conflits régionaux, potentiels déclencheurs de guerres civiles.

Pour y voir clair, il suffit de s'en référer à l'opprobre médiatique jeté sur un événement allant dans le sens inverse, celui d'une restauration de souveraineté, tel que le Brexit.

L'analyse des agissements outranciers des médias est une boussole irremplaçable."

En complément

- L'UE se range derrière Madrid - Liberation.fr

Tout en condamnant les brutalités policières, Bruxelles, comme Macron, donne un blanc-seing à Rajoy pour régler la crise. Liberation.fr 03.09

[A quoi bon en traînant les pieds...](#)

- FO: déjugé par sa base, Mailly contraint d'organiser une mobilisation contre les ordonnances - Liberation.fr

Le fossé s'élargit à Force ouvrière entre la base et sa direction. A l'issue de deux jours de conclave, le comité confédéral national (CCN, parlement de la centrale) a adopté vendredi un texte qui, de fait, met son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, en minorité. Même si la résolution finale est un subtil compromis entre la position de la direction et celle des membres du CCN. Le malaise est d'autant plus profond que la réaction de Mailly à l'issue de cette journée a laissé penser à de nombreux participants qu'il était alors sur le point de démissionner.

Lors de la première journée du comité, jeudi 28 septembre, le ton est donné. Parmi les 143 responsables d'unions départementales et de fédérations qui composent le CCN, «une majorité d'intervenants se prononce pour le retrait complet des ordonnances, mais également pour au moins une journée de grève interprofessionnelle», témoigne un des participants. Le lendemain matin, Jean-Claude Mailly monte à la tribune. Il réitère ses positions, rappelle le travail mené par la confédération pour peser sur les ordonnances, insiste sur le fait que la branche est consolidée mais commence aussi à donner quelques gages à son parlement: la confédération va étudier les recours juridiques possibles, va peser sur les décrets d'application et essayer d'obtenir davantage sur la hausse des indemnités légales de licenciement qui, dans le texte du gouvernement, ne concernent que les dix premières années d'ancienneté. Il reconnaît également que les ordonnances ne sont pas équilibrées et, surtout, évoque une possible mobilisation avec les autres confédérations. Mais il trace une ligne rouge: «Si on demande le retrait des ordonnances, le bureau confédéral est en vacances jusqu'au congrès.» Une menace de quasi-démission de la direction plane alors sur le CCN.

La commission des résolutions se réunit dans la foulée, sans la présence de Mailly, qui n'en fait pas partie. Le texte original, sur lequel les membres de la commission vont plancher pendant plusieurs heures, est écrit par la direction. Il mentionne dès le début que la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle est nécessaire. Mais ne se positionne pas «contre» les ordonnances. «Le bureau confédéral refusait que l'on mentionne le "retrait" des ordonnances, la grève et un calendrier de mobilisation, on a négocié mot à mot pendant des heures», témoigne un membre de la commission.

Un subtil compromis est finalement trouvé. Selon le texte de la résolution, que Libération s'est procuré, le CCN se positionne «contre les ordonnances», demande le «retrait des mesures inacceptables», et non pas des ordonnances, évoque une «mobilisation» et non pas une grève, mais impose un calendrier, soit une mobilisation avant la ratification de la réforme par le parlement. «C'était pour conserver l'unité de l'organisation et permettre à la direction de sauver la face», explique un autre participant. La résolution est alors adoptée par 123 voix et 20 abstentions.

Mais malgré ce texte de compromis, la direction va donner un étrange sentiment à l'assemblée. C'est d'abord le secrétaire général de la fédération des métaux, légitimiste, qui va expliquer qu'il s'abstient car la résolution «déjuge» le secrétaire général. C'est ensuite Jean-Claude Mailly lui-même qui, en fin d'après-midi, va semer la confusion. A la tribune, il déclare: «le bureau confédéral considère qu'il n'est pas soutenu par le CCN et se réunira lundi pour décider des suites». Stupeur parmi les membres du comité confédéral. «Il y a eu un grand moment de flottement, tout le monde pensait alors que Mailly allait démissionner», explique le responsable d'une union départementale FO. «Même si le texte lui permettait de s'en sortir, je pense qu'à ce moment-là, c'est l'esprit du texte qui lui saute à la figure, d'où sa réaction», explique un participant. Mais en fin de journée, Jean-Claude Mailly démentira lui-même, sur Twitter, l'impression qu'il a donnée à son CCN: «Non, je ne démissionne pas! Arrêtons l'intox!» écrit-il, accompagné d'un smiley tout sourire. Reste que le secrétaire général est désormais contraint de prendre langue avec les autres confédérations pour organiser une journée de mobilisation avec elles avant la ratification des ordonnances, prévue pour fin novembre. Une perspective qu'il s'était jusqu'alors refusé d'envisager, et qui sonne comme un vrai désaveu de la part de sa base. Liberation.fr 30 septembre 2017

- Loi travail Mailly cède sur la manif - Libération.fr

Poussé par sa base, le secrétaire général de FO a fini par plier en annonçant qu'il allait se rapprocher des autres centrales pour lutter contre les «mesures inacceptables» de la réforme du code du travail. Il va donc organiser une journée de «mobilisation», sans renier la «concertation». Une acrobatie subtile pour ne pas perdre la face. Liberation.fr 3 octobre 2017

N'en profitez pas pour tirer des plans sur la comète... Vous n'en avez pas encore marre de toutes ces comédies destinées à vous endormir ? Vous nous direz qu'il s'agit de lutte de classes, bordel. Tu parles, elle est où la classe là-dedans, où ? A l'extérieur des syndicats. Il n'existe même pas de courants révolutionnaires ou socialistes dans les syndicats...

Parole d'internaute.

(Travail : ton univers impitoyable – Cash investigation)

1- "Je me demande de plus en plus si cela vaut le coup de faire faire des études à nos enfants, passer plus de vingt ans sur des bancs d'école, à tuer son enfance (et son innocence), si c'est pour qu'ils deviennent publicitaires, DRH ou ministres, dont le métier est d'inciter à consommer, faire des charrettes ou tromper.

Ne vaut-il pas mieux être simple plombier ou menuisier dans son village, petite paye certes mais petites envies consuméristes (pas de grosse bagnole). Le tout entouré de beaux paysages qu'envient les citadins.

Car il ne faut pas se leurrer : grosses études = gros soucis, à peine compensées par grosse paye. Ce qui induit alors grosses dépenses de luxe, autant ostentatoires qu'inutiles, histoire de se persuader qu'on ne se fait pas ch*** au bureau pour rien."

Ce qui est intéressant ici, c'est de constater que même des nantis se posent des questions sur l'orientation de la société ou le sens de leur existence...

Il m'est arrivé dans des causeries d'expliquer que la condition des cadres n'était pas très enviable, car pour avoir un niveau de vie supérieur ils doivent accepter de très lourds sacrifices. En Inde, c'est bien pire encore...

2- "Le fils de mon amie est plombier dans une société de plusieurs dizaines de plombiers.

Actuellement il monte, aux étages supérieurs, sur le dos, grâce à des sangles qu'il a fabriquées lui-même, des radiateurs en fonte qu'il installe (je ne sais plus combien par jour). Le dos cassé, évidemment.

Sur le chantier pas de toilettes : chacun se débrouille avec son seau.

Il vient chercher la camionnette chantier au garage mais son temps de travail ne démarre qu'au chantier.

Vous en voulez plus?

Tout ce que j'écris est vrai et... illégal.

Et alors?

De l'autre côté de la ville une boîte de plomberie s'est montée avec un turn over organisé de polonais (si si).

Faut fermer sa gueule...sinon la porte est ouverte.

Le fascisme voulait une autorité forte, un parlement faible, une disparition des syndicats.

On y va, on y va"

Ai-je eu tort de qualifier le néolibéralisme d'extrême droite, en précisant que les objectifs de l'extrême droite ne sont pas différents?

Il est vrai que de nos jours chacun craint de caractériser qui ou quoi que ce soit, d'appeler un chat un chat, rendez-vous compte, et si c'était une chatte ! Le crétinisme ne concerne pas que les élites, il a largement atteint le mouvement ouvrier. Tenez, ses intellectuels mâles féminisés qui pour masquer leur impuissance (ou leur faillite politique) ont emboîté le pas des élites tout en se réclamant du marxisme. A défaut de reconnaissance par les travailleurs et parce qu'ils ne supportaient pas leur isolement, pour ne pas disparaître littéralement, ils ont préféré rejoindre le club bourgeois des féministes, des écologistes, des anti-racistes, des anti-fascistes, etc. dégénérés.

C'est minable, pathétique d'en arriver là, et dites-vous bien que s'ils sont capables de faire preuve d'une telle bassesse ou servilité pour si peu de choses, il est normal qu'ils versent dans le pire opportunisme ou populisme pour les grandes.

3- "Pas mieux.

L'angle du reportage est d'ailleurs surprenant.

En prenant 2 sociétés "low cost" on laisse entendre que les autres entreprises traitent mieux leurs employés.

Pour avoir de la famille embauchée à Auchan & SFR, je peux vous assurer que les pratiques sont tristement les mêmes..."

Vous devriez plutôt vous demander pourquoi ils tolèrent encore la diffusion de pareilles émissions. Ils en ont supprimé certaines, ils ont commencé à virer certains journalistes, et maintenant ce sont eux-mêmes qui décident qui doit critiquer certains aspects du capitalisme et comment, histoire de faire croire que la démocratie ou la liberté d'expression existeraient réellement et qu'ils en sont les garants. Ils détiennent dorénavant tous les pouvoirs, ils peuvent donc en faire ce qu'ils veulent ou pratiquement tout se permettre, puisqu'ils seront toujours en mesure d'en instrumentaliser les conséquences.

Quand ils présentent un aspect monstrueux du capitalisme, ce n'est pas pour lui faire du tort ou se faire du tort à eux-mêmes, mais pour montrer qu'ils sont tout puissants et que personne ne peut contester leur pouvoir, ce qui aura pour effet - c'est tout du moins c'est ce qu'ils escomptent, d'oter de la tête des travailleurs et des militants qu'il serait possible de changer la société, c'est démoralisant au possible pour des êtres faibles ou déjà réduits à l'impuissance, c'est un puissant moyen pour briser leur velléité de résistance, c'est comme leur dire, nous avons gagné la guerre de classe, soumettez-vous de bonne grâce, acceptez votre sort tel qu'il est, vous n'avez pas le choix.

4- "J'ai en effet l'impression que le système a toujours plusieurs coups d'avance. Comment résister au rouleau compresseur médiatique, aux valises de billet de l'IUMM, à la novlangue des politiques, à l'inversion permanente des valeurs, au consumérisme forcené, à notre tendance atavique à être des larbins ? Il faut une discipline mentale d'acier ne serait-ce que pour s'extraire individuellement de ce système des valeurs qui n'en sont pas. De là à imaginer un mouvement d'ampleur coordonné..."

C'est pourtant la seule voie pour en finir avec le capitalisme.

La question est dialectique, qu'est-ce que les travailleurs sont prêts à endurer, à quel niveau situent-ils le moment où ils ne peuvent plus supporter leur condition, qu'est-ce qui constituera la goutte de trop qui fera déborder le vase, qui servira de déclic à leur soulèvement.

Encore faut-il qu'on s'entende sur ce qu'on prend en compte dans notre définition de leur condition. La réalité ou la société se compose de facteurs matériels et de rapports sociaux qui ont une histoire, et dont les hommes (ou les classes) sont les acteurs inconscients.

Leur comportement dépendra de l'existence de ces facteurs ou rapports, autant que la manière dont ils les interprètent, selon qu'ils subissent plus ou moins l'influence de l'idéologie et de la propagande du régime. Les deux types de facteurs, objectifs et subjectifs, sont intimement liés.

Plus leur condition matérielle sera confortable, plus ils auront tendance à s'accommoder du régime ou à le soutenir, et plus elle se dégradera ou sera misérable, et plus ils auront tendance à le combattre ou à rompre avec lui. Autrement dit, plus leur condition matérielle sera confortable, et plus la propagande du régime aura d'emprise sur eux, et plus elle sera dégradée, et plus ils seront indifférents à cette propagande. Mais ce n'est pas parce qu'ils y seraient indifférents qu'ils ne la subirait pas à leur insu. On devrait donc plutôt dire qu'ils rejettent les aspects les plus insupportables du régime, mais ils continuent de s'en accommoder parce qu'ils estiment que leur existence quotidienne en dépend, alors qu'en réalité elle dépend autant des rapports établis entre les classes qui définissent la nature du régime, que l'interprétation qu'ils en font inconsciemment. C'est autant la manière dont la classe dominante traite les contradictions du capitalisme et qui détermine son évolution, que le comportement des travailleurs face aux conséquences qui en découlent pour eux, qui composent la situation.

Autrefois les travailleurs en général étaient peu évolués, ils demeuraient très arriérés, une grande partie d'entre eux savaient tout juste lire, écrire et compter, la plupart quittaient l'école très tôt, peu accédaient aux études supérieures, ils ne lisaient pas ou très peu, leurs connaissances étaient très rudimentaires, leur niveau intellectuel demeurait très bas, et les instruments qui existaient pour les conditionner se réduisaient à leur propre éducation, l'école, les prêches des curés et les discours politiques qui étaient colportés de bouche à oreille ou qu'ils entendaient à la radio, le cinéma et la chanson populaire pour les distraire ou mieux les endormir.

De nos jours, ils sont plus instruits, ils sont en principe moins arriérés, la plupart ont été scolarisés jusqu'en 3^e ou jusqu'au bac et une grande partie d'entre eux accèdent à l'université ou aux études supérieures, davantage lisent, fréquentent les bibliothèques municipales, continuent de s'instruire après avoir arrêté leurs études, leurs connaissances sont donc meilleures et leur niveau intellectuel s'est élevé, cependant ils demeurent formater par leur éducation, l'école, auxquelles il faut ajouter les jeux vidéos, la publicité, le cinéma, la radio la télévision, Internet, et s'ils se sont détournés des curés, ils les ont remplacés par des ONG et une multitude d'acteurs sociaux liés au régime.

Autrefois leur condition matérielle était très élémentaire ou très rude, ils travaillaient 15,12, puis 8 heures par jour, il existait peu de distractions, ils ne voyageaient pas ou ne sortaient pas de France, ils disposaient de peu de temps libre qu'ils consacraient à

se reposer ou à reprendre des forces avant de se remettre à la tâche, leurs besoins étaient réduits à peu de choses, de quoi s'alimenter et se vêtir, payer un loyer, quelques meubles, de quoi cuisiner et se chauffer, une cuvette pour se laver, une lessiveuse, un poste de radio, un vélo ou une mobylette pour aller travailler, et plus tard un tourne-disque et un réfrigérateur, ils partaient en car ou en train en vacances, en camping. Bref, tout leur rappelait à chaque instant qu'ils appartenaient à la classe inférieure et qu'ils n'avaient pas accès à certains besoins réservés aux nantis.

De nos jours, leur condition matérielle s'est améliorée au point de gaspiller leur temps et leur argent dans des objets inutiles ou des distractions qui ne leur apportent rien ou les abrutissent un peu plus. Ils ont fait de la consommation ou de l'accumulation de biens matériels leur idéal sans s'apercevoir qu'en procédant de la sorte ils s'enchaînaient un peu plus à un régime en faillite ou en putréfaction qui va les renvoyer à leur condition antérieure, en pire, parce qu'ils ne pourront plus espérer par la suite aucune amélioration de leur sort devenu plus précaire que jamais. Travailler toujours plus dans des conditions de plus en plus difficiles pour continuer de consommer des biens et des services dont ils n'ont pas forcément besoin, jusqu'au jour où ils devront s'en passer. Leur attention se portant de préférence sur les biens matériels plutôt que sur des valeurs, elles vont se dégrader également sans s'apercevoir que ce processus est en rapport avec la détérioration de leur condition matérielle, du fait qu'ils sont conditionnés pour penser ou agir de la sorte et qu'ils n'en ont pas conscience.

Quant à ceux qui vont continuer de disposer de conditions d'existence matérielles avantageuses, ils constateront que la précarité tend à s'étendre à l'ensemble des travailleurs, et que ces valeurs sont dorénavant ouvertement foulées aux pieds, sans pour autant changer de comportement ou s'engager pour les défendre, parce qu'ils sont davantage attachés à leurs privilèges matériels, ils préfèrent s'en remettre aux représentants du capitalisme pour rectifier ses excès plutôt que d'envisager de s'en débarrasser, sans se soucier de l'incohérence de leur démarche et de ses conséquences pour le reste des travailleurs. La seule chose qui pourrait les inciter à modifier leur mode de pensée et à passer à l'action réside dans la crainte de tout perdre brutalement, soit qu'ils soient victimes eux-mêmes des méfaits du néolibéralisme, soit qu'ils envisagent comme possible une nouvelle guerre mondiale, la propagande des va-t-en-guerre pourrait donc se retourner contre eux.

Au passage, on a là un exemple parmi tant d'autres qui démontre que la propagande loin d'avoir des conséquences insignifiantes qu'il faudrait négliger, détermine en grande partie le comportement des travailleurs, de la même manière que leur condition matérielle d'existence.

On lira avec un très grand intérêt un article relatif à la Première Guerre mondiale (La falsification de l'histoire : un moyen de maintenir le pouvoir impérial.) qui prouve documents ou preuves à l'appui, que les capitalistes avaient envisagé puis programmé cette guerre bien des années avant qu'elle ne se produise, et comment durant toute la période d'avant-guerre leurs représentants s'étaient employés à conditionner les peuples pour justifier cette guerre et obtenir leur consentement. A la fin de cette lecture, il ne reste plus rien de l'interprétation officielle qui figure dans les manuels scolaires ou dans les ouvrages des historiens ou encore dans la littérature généralement destinée aux militants du mouvement ouvrier, ne demeure que la cruauté, le cynisme des banquiers, des oligarques et leurs représentants, la monstruosité du capitalisme. C'est l'histoire telle qu'elle devrait être enseignée dans toutes les écoles et universités. Elle permettrait à chacun de comprendre que les guerres menées par les impérialistes ne sont pas le produit du hasard ou d'incidents fortuits, mais bien la combinaison des besoins du capitalisme et de la volonté de ceux qui trônent à son sommet pour perpétuer ce système économique et conserver leurs privilèges, leur hégémonie sur le reste de la société.

Les références de cet article :

La falsification de l'histoire : un moyen de maintenir le pouvoir impérial - Traduit par Horizons et Débats - Source: Zeit-fragen : <http://arretsurlinfo.ch/la-falsification-de-lhistoire-un-moyen-de-maintenir-le-pouvoir-imperial/> ou <http://www.zeit-fragen.ch/fr/editions/2017/no-21-6-septembre-2017/la-falsification-de-lhistoire-un-moyen-de-maintenir-le-pouvoir-imperial.html>

5- "...il m'est venu cette pensée : "on est très partiellement en démocratie et encore quelle démocratie ?""

Encore un petit effort et vous parviendrez au constat que ce n'était qu'une illusion...

6- "On peut facilement faire le rapprochement avec ce que disait Juncker "il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens" qui ne sont rien d'autre que des contrats économiques, nous ne sommes plus dans une démocratie mais dans l'entreprise Union Européenne. Une fois ceci compris le reste est clair."

Non, ce n'est toujours pas clair du tout, car la démocratie n'existait pas davantage auparavant, pas plus que le socialisme quelque part dans le monde d'ailleurs, puisqu'aucun peuple ne détenait réellement le pouvoir, la question est donc de savoir comment vous avez pu confondre un régime antidémocratique avec la démocratie, qu'est-ce que signifie la démocratie sinon que c'est le peuple qui détient le pouvoir (politique) de décider de l'orientation de la société...

7- "Bravo à nos chers dirigeants, tout à fait efficaces quand il s'agit de transformer ce qu'on appelait "travailleurs" il y a peu en ce qu'on va désormais appeler "esclaves"."

On vous laisse vos "chers dirigeants" qui ne méritent que la corde. La réalité toute crue que vous ne voyiez pas auparavant ou plutôt que vous ne vouliez pas voir.

Ils s'en trimballent des casseroles !

- Code du Travail: concerts de casseroles de militants LFI dans toute la France - AFP

A Lille, le député Ugo Bernalicis est venu avec une cinquantaine de militants

A Grenoble, une vingtaine de militants LFI ont déambulé dans le centre-ville en tapant sur des casseroles...

A Marseille, où se trouve la circonscription de Jean-Luc Mélenchon, une centaine de personnes se sont rassemblées dans le centre-ville...

A Lille, le député Ugo Bernalicis est venu avec une cinquantaine de militants. AFP 1 octobre 2017

Le Média, terme générique destiné à faire disparaître les contradictions de l'opportunisme ou toute opposition au régime.

Il est encensé par un des porte-parole du régime... via sa maison mère à Washington.

- Pourquoi la création d'un nouveau média citoyen est une bonne nouvelle - Le Huffington Post

Si le projet n'a pas tardé à subir certaines critiques sur les réseaux sociaux, la création d'un nouveau grand média français défendant une ligne alternative est une bonne nouvelle pour notre société, pour différentes raisons:

1. Un outil au service du pluralisme en France

La ligne alternative affichée par Le Média est un bol d'air dans le paysage médiatique français. Car, rappelons que la démocratie et la République reposent sur le débat citoyen... (L'entreprise consiste donc à faire croire qu'on serait en démocratie. Ce sera donc un instrument destiné à combattre la démocratie. - LVOG)

2. Une information indépendante des puissances financières

Le Media, en se voulant indépendant des grandes puissances financières, conservera sa neutralité vis-à-vis des enjeux financiers ou politiques liés au monde du business. De cette façon, son équipe n'aura pas à craindre de représailles, et pourrait être en capacité de creuser d'avantage certains sujets. Pour s'en convaincre, penchez-vous donc sur le nombre d'affaires sensibles dévoilées par Le Canard Enchaîné ou par Médiapart... (Qui ont soutenu la candidature de Macron ! - LVOG)

3. Un projet qui s'inscrit dans la société actuelle

En s'appuyant sur un modèle participatif renforcé par un réseau de correspondants venus d'ONG, le projet s'offre l'opportunité de donner la parole plus largement qu'aujourd'hui, et donc d'être plus représentatif de la société dans son ensemble. Un point essentiel, lorsqu'on connaît la défiance des Français vis-à-vis du monde médiatique, souvent accusé d'être déconnecté de la réalité. Le Huffington Post

Financé par l'Etat via le financement des partis qui y participeront, donc pas indépendant, CQFC.

Si au moins c'était vrai. D'autres ont déjà pris le relais, hélas!

- La social-démocratie au bout du rouleau en Europe - lepress.fr

France, Allemagne, Pays-Bas, Irlande, Autriche. Les élections tenues en 2017 ou à venir voient s'aggraver le recul des gauches de gouvernement. Voici pourquoi.

La dégringolade de la gauche peut-elle être stoppée en Europe? En France, le Parti socialiste était absent du second tour de la présidentielle du printemps, plafonnant à 9,5% aux législatives de juin. Aux Pays-Bas en mars, le parti travailliste néerlandais s'effondrait avec 5,7% aux législatives. Le SPD allemand s'en tire un peu mieux avec 20,5% des suffrages, le 24 septembre, mais c'est son pire résultat depuis 1949.

"Le déclin des partis sociaux-démocrates s'est accéléré depuis la crise de 2008, mais le recul, masqué par des succès électoraux ici et là, a commencé il y a trente à quarante ans", observe Philippe Marlière, professeur de sciences politiques à l'University College de Londres, spécialiste de la gauche en Europe.

Les sociaux-démocrates sont d'une certaine façon victimes de leur succès. Considérant la protection sociale comme un acquis, "les catégories populaires et moyennes de l'après-guerre sont devenues plus individualistes, elles ont moins le sens du collectif", souligne l'historien spécialiste du PS Alain Bergounioux.

En parallèle, les partis "progressistes" ont privilégié la classe moyenne, en essor, au détriment des catégories populaires. En sous-estimant parfois l'importance de ces dernières, qui ne se limitent pas aux cols bleus du secteur industriel... (...)

La crise économique des années 1970 a conduit les partis sociaux-démocrates à donner la priorité à la relance de la machine économique, au détriment de la protection sociale.

Tony Blair est celui qui a le mieux insufflé cette mutation avec la "Troisième voie", imitée un peu partout en Europe, en premier lieu par l'Allemand Gerhard Schröder. Il est le créateur de la "triangulation" (emprunter une partie du lexique du camp adverse) qui lui a valu dix années au pouvoir. Mais, admet Alain Bergounioux, "cette voie a conduit au creusement des inégalités".

Compromis entre le capital et le travail, la social-démocratie est un réformisme qui promeut la justice sociale et la redistribution économique. "En poussant le curseur du côté du capital au détriment de celui du travail, ces formations ont tout bonnement perdu leur utilité", diagnostique Philippe Marlière.

L'accélération de la globalisation a aggravé le phénomène, "ces politiques étant conçues pour fonctionner dans le cadre national, en s'appuyant sur des syndicats forts", complète Alain Bergounioux.

"Aux Pays-Bas, la flexibilité de l'emploi est généralisée. Plus aucun jeune adulte n'a un travail stable", commente à L'Express le politologue néerlandais René Cuperus. Dans ce monde en mutation, "la fin de l'hégémonie occidentale, l'avènement de sociétés multiculturelles, les inquiétudes en matière de sécurité alimentent le pessimisme, le déclinisme. Dans ce contexte, les questions identitaires, l'islam, l'immigration, sont des exutoires", poursuit ce spécialiste des gauches européennes. (...)

La plupart des pays connaissent un émiettement politique freiné seulement par le mode de scrutin majoritaire au Royaume-Uni : aux Pays-Bas, les trois premiers partis totalisaient 90% des voix il y a trente ans, ils ne rassemblent que 47% des électeurs aujourd'hui.

"L'âge des grands partis de gouvernement s'achève", Alain Bergounioux. Dans presque toute l'Europe, ils sont doublés soit sur leur gauche, soit sur leur droite par de nouveaux venus en politique, des mouvements plutôt que des partis: Podemos à gauche, Ciudadanos à droite, en Espagne. LREM et la France insoumise dans l'Hexagone, Syriza en Grèce, le mouvement 5 étoiles en Italie, premier des pays d'Europe à avoir vu disparaître la gauche de gouvernement...

"Les partis sociaux-démocrates sont devenus des machines à carrière, pour une élite complètement déconnectée de la population", ajoute René Cuperus, au point d'être surnommés "partis cartels" par les formations populistes, qu'ils ont contribué à faire croître.

"Cette crise sera probablement fatale à la social-démocratie, renchérit le politologue. Au Royaume-Uni, Jeremy Corbyn a réussi à ranimer le parti travailliste parce qu'il en a fait autre chose." En s'appuyant justement sur un mouvement, Momentum, et sur la base de militants qui ne l'ont pas lâché quand les élus se sont insurgés contre lui.

"Pour conduire cette mue, Corbyn apparaissait crédible comme force de renouveau parce qu'il a toujours été rebelle à la ligne du parti, décrypte Philippe Marlière. Ce n'est pas le cas de Martin Schulz qui en tant qu'élu européen, a accepté toutes les réformes communautaires libérales. Quant à Benoît Hamon, passé le vote sanction de la primaire, il n'a pas disposé de temps suffisant pour mettre en avant un programme par ailleurs pas assez focalisé sur le social, contrairement à ce qu'a réussi Jean-Luc Mélenchon."

Le Portugal fait lui aussi figure d'exception, avec, là aussi, un virage à gauche grâce au soutien (sans participation) de la gauche radicale. Le pays a ainsi tourné le dos à des années d'austérité et retrouvé le cercle de la croissance.

Autre contre-exemple, celui de la gauche de gouvernement scandinave qui échappe à la désaffection, parfois au prix d'une métamorphose déconcertante: ainsi du parti social-démocrate danois. Prônant un niveau élevé de protection sociale, il a adopté un discours populiste anti-immigration. Peut-on encore parler de gauche "progressiste"? lexpress.fr 30.09

Au Portugal, ils ont tellement tiré sur la corde qu'il n'y avait pratiquement plus rien à rogner, sous peine que la totalité de la

société devienne insolvable, ce qui aurait gravement compromis la stabilité ou pire l'existence du régime... Il était donc temps que le PS prenne la relève et ainsi de suite...

De la même manière qu'on n'entend plus parler de la Grèce...

La servilité n'a pas de limites.

- Les JO de Paris au prix de la mort de la langue française - Par Bernard Gensane — 29 septembre 2017

Ils étaient huit à Lima pour représenter la candidature de Paris. Cinq d'entre eux : Valérie Pécresse (résidente de la région Île-de-France, ancienne ministre de droite), Guy Drut (ancien champion olympique, ancien ministre de droite), Tony Estanguet (triple champion olympique de canoë), Youssef Halaoua (vidéaste), Anne Hidalgo (mairie solférinienne de Paris), se sont exprimés en anglais alors que le français est la première langue officielle de l'olympisme et que, lorsqu'il y a conflit entre la traduction d'un document en français et en anglais, c'est la version française qui fait foi.

Techniquement parlant, s'exprimer en anglais n'a aucun intérêt pratique car des traductions simultanées sont systématiquement offertes.

Article 24 de la Charte de l'Olympisme : 1 – Les langues officielles du Comité International Olympique sont le français et l'anglais. 2 – À toutes les Sessions, une interprétation simultanée doit être fournie en français, anglais, allemand, espagnol, russe et arabe. 3 – En cas de divergence entre le texte français et le texte anglais de la Charte olympique et de tout autre document du CIO, le texte français fera foi.

<http://arretsurinfo.ch/les-jo-de-paris-au-prix-de-la-mort-de-langue-francaise/>

Se réclamer d'un principe n'a aucune valeur en soi. C'est la nature de celui qui s'en réclame qui détermine ses réelles intentions et l'usage qu'il compte en faire.

- Pourquoi la liberté d'expression est un conte de fées - Par Bruno Guigue — 17 septembre 2017

La liberté d'expression fait partie des nobles principes dont se prévalent les régimes qui se disent «civilisés» et se prétendent «démocratiques». Pour l'idéologie libérale, les choses sont simples. Comme nous sommes libres et égaux, nous jouissons tous de la possibilité de nous exprimer comme nous l'entendons. Attachée à notre nature, cette liberté inaliénable serait à la portée de tous. Dans ce monde idéal où les libertés n'attendent que l'initiative individuelle pour s'accomplir, où chaque individu est un Robinson en attente d'une île déserte pour y bâtir un monde à son image, chacun serait libre de s'exprimer en toutes circonstances.

En réalité, il suffit de formuler clairement – comme nous venons de le faire – ce que devrait être la liberté d'expression pour s'apercevoir qu'elle est non seulement irréaliste, mais absolument impossible sous le régime social qui est le nôtre. Elle est irréaliste, en effet, pour la simple raison que tous les citoyens ne peuvent pas exercer cette liberté dans les mêmes conditions. Lorsqu'on vante la liberté d'expression qui régnerait dans les démocraties occidentales, on se contente en réalité d'une liberté abstraite, «formelle» comme disait Marx, et on raisonne comme s'il suffisait d'ouvrir la bouche pour jouir de cette merveilleuse liberté accordée à tous.

Or cette liberté tant vantée est un véritable conte de fées, car son exercice effectif – et non la simple possibilité abstraite de cet exercice – suppose la possession de moyens dont nous ne sommes pas également dotés. Dans le monde féérique du libéralisme cette inégalité ne pose aucun problème, mais il se trouve que nous vivons dans le monde réel. Si je n'ai pas les mêmes idées que mon voisin, il n'est pas indifférent de savoir qu'il possède un journal alors que je n'en possède aucun. Sa liberté d'expression ne sera pas équivalente à la mienne. Dans une société où une minorité détient la majeure partie du capital, il est clair que certains sont «plus libres» que d'autres. Parce qu'ils monopolisent l'exercice de la liberté d'expression, les riches, en réalité, en privent les pauvres.

Envisagée de manière concrète, la question de la liberté d'expression, par conséquent, recoupe celle de la propriété des moyens d'expression. En France, une dizaine de milliardaires possède la quasi-totalité des titres de la presse écrite et audiovisuelle, nationale et régionale. Mais ce n'est pas par amour pour la «liberté d'expression» que ces détenteurs de capitaux ont pris le contrôle des médias. Si c'était le cas, la ligne éditoriale de ces organes de presse ne serait pas monolithique jusqu'à la caricature. Elle ne refléterait pas aussi crûment les choix idéologiques d'une caste qui entend imposer sa vision du monde. «La liberté de la presse, disait Marx, est la liberté que les capitalistes ont d'acheter des journaux et des journalistes dans l'intérêt de créer une opinion publique favorable à la bourgeoisie». Le matraquage médiatique ayant conduit le godelureau de la finance à l'Élysée en est un bon exemple. (...)

Pour défendre la liberté d'expression, il faut d'abord cesser de lui prêter une réalité qu'elle n'a pas. On fait comme si chacun était

libre d'en jouir, alors qu'il s'agit d'une possibilité dont la réalisation dépend de moyens dont le simple citoyen est dépourvu. Tant que ces moyens sont monopolisés par la bourgeoisie d'affaires, cette réalisation est chimérique. Dans les prétendues démocraties, la liberté de la presse est le manteau dont se drape la classe dominante pour formater l'opinion. «La propagande est à la démocratie ce que la matraque est à la dictature», disait Chomsky. Toute parole qui échappe à la censure de la classe dominante est une victoire, mais c'est l'arbre qui cache la forêt. La seule façon de promouvoir le pluralisme, c'est l'expropriation sans condition des magnats de la presse.

<http://arretsurinfo.ch/pourquoi-la-liberte-dexpression-est-un-conte-de-fees/>

[Opération dilution ou supercherie intellectuelle](#)

Lu dans un article.

L'ennui avec une idéologie, quelle qu'elle soit, c'est que son approche de la réalité est rarement conforme avec les faits. Lénine disait qu'il n'y avait que deux idéologies, l'idéologie bourgeoise ou l'idéologie socialiste. En cela, comme sur d'autres points d'ailleurs, il avait tort. Il y en a une troisième : l'idéologie de l'Islam militant ou islamisme.

(Philippe Raggi est chercheur en géopolitique, spécialisé sur l'Asie du Sud-Est. Chef du département Asie du Sud-Est, à l'Académie Internationale de Géopolitique. Chargé de recherche, au Centre Français de Recherches sur le Renseignement (CF2R).)

A ce compte-là il existe une idéologie de droite, du centre-droit, du centre-gauche, de l'extrême droite, du fascisme, républicaine, féministe, écologique, de gauche, d'extrême gauche, ultra gauche, anarchiste, libertaire de droite, etc. on peut ainsi en créer autant qu'on en veut !

Mais surtout, il n'existe pas deux idéologies irréconciliable pour représenter les deux seules classes indépendantes de la société qui s'affrontent dans la lutte des classes, celle des capitalistes et celle des ouvriers au sens large du terme.

[Croire ou ne pas croire...](#)

Les Etats-Unis contrôlent aussi la communication: tout ce qui vient d'être mentionné est explicité sur Internet ou même imprimé, mais soigneusement tenu à l'écart du grand public. Du coup, la plupart d'entre nous continuent à croire que le chaos créé par les Etats-Unis est le fruit involontaire de ses politiques bienfaites. Ceux qui ne sont pas de cet avis sont catalogués de conspirationnistes. (Asad Durrani (né le 4 février 1941 à Lahore, Pakistan), est lieutenant-général retraité, ancien diplomate et directeur de divers services de renseignements.)

<http://arretsurinfo.ch/faire-les-foins-alors-que-la-grange-est-en-feu>

[Et depuis un siècle ou un siècle plus tard, rebelotte...](#)

- La falsification de l'histoire: un moyen de maintenir le pouvoir impérial Par Wolfgang Effenberger — 10 septembre 2017

L'auteur nous raconte comment la Première Guerre mondiale a été minutieusement préparée des années à l'avance dans les chancelleries, les amirautés... et par les banquiers, documents ou preuves à l'appui. - LVOG.

En 1979, David L. Hoggan écrit dans son ouvrage intitulé «Le siècle aveugle»: «Les électeurs américains frustrés, ne pouvaient pas désamorcer le système corrompu des nominations par les réunions des partis – dictant à volonté le choix des candidats aux présidentielles en les entourant ensuite avec un grand brouhaha insensé [...] – pour ces électeurs américains, l'année 1916 était à nouveau une élection présidentielle typique [...] entre les deux candidats, faisant semblant de se combattre, mais qui étaient en réalité de connivence avec J.P. Morgan et J.D. Rockefeller. Ces deux derniers avaient décidé longtemps avant la campagne électorale officielle [...] que l'entrée en guerre officielle des Etats-Unis était une nécessité absolue afin d'assurer les profits de Morgan et Rockefeller suite aux emprunts obligataires accordés aux alliés.»(9)

(9) - Hoggan, David L. Das blinde Jahrhundert. Tübingen 1979, p. 454

<http://arretsurinfo.ch/la-falsification-de-lhistoire-un-moyen-de-maintenir-le-pouvoir-imperial/>

[Cela ne vous rappelle-t-il rien, par exemple la Libye ou la Syrie ?](#)

La crise des réfugiés rohingya et le problème de l'objectivité - Par Gearóid Ó Colmáin — 16 septembre 2017

Le 25 août, un groupe terroriste de l'Armée du Salut Rohingya d'Arakan [ARSA, Arakan Rohingya Salvation Army, anciennement Harakah al-Yaqin, NdT] appuyé par l'Arabie Saoudite a pris d'assaut trente postes de police dans l'État d'Arakan au Myanmar, tuant 12 officiers de police et deux civils. Le gouvernement birman a réagi en lançant une opération militaire de contre-insurrection à grande échelle. 59 insurgés furent tués.

<http://arretsurinfo.ch/la-crise-des-refugies-rohingya-et-le-probleme-de-lobjectivite/>

[Ne trouvez-vous pas étonnant qu'on n'en tienne pas compte dans notre conception de la lutte de classe ?](#)

Une brève histoire de la propagande - Par Corinne Autey-Roussel — 11 septembre 2017

Ces mots du chef de file historique des pionniers de la propagande occidentale définissent également la publicité, et pour cause : la seule différence entre les deux est que la publicité s'affiche en tant que telle, alors que la propagande se fait passer pour la vérité. Que ce soit pour vendre un produit, une nouvelle loi, un candidat à la présidence, un coup d'État ou une guerre, la propagande (propagande, publicité, relations publiques, communication, gestion de la perception : cinq dénominations pour une seule et même industrie) est devenue le premier moyen de communication entre les décideurs (politiciens, multinationales, banques, etc) et le reste de la population.

USA : les pionniers de la propagande en tant que discipline « scientifique »

Après la révolution industrielle de 1845, les taux d'alphabétisation des populations occidentales grimpent en flèche (au Royaume-Uni, entre 1840 et 1900, le taux d'alphabétisation passe de 30 à 97%. La France suit le mouvement avec une évolution à la hausse, de 54,40% pour les hommes et 45% pour les femmes en 1866 jusqu'à 97% pour les deux sexes en 1911.³ Les Américains, quant à eux, jouissent d'un taux d'alphabétisation de 90% dès 1795⁴). Dans ces démocraties en grande partie définies par la liberté d'expression, les ventes de papier imprimé explosent, mais la multiplication des opinions et des plate-formes journalistiques a des effets imprévus : le ton monte rapidement, les positions se radicalisent, les invectives noient les débats et des mouvements protestataires radicaux émergent.

« Attention, les médias ne reflètent pas la réalité. » Le business de la communication (ou si on préfère, des manipulations publicitaires et médiatiques de l'opinion), qui atteint aujourd'hui les 200 milliards de dollars par an dans les seuls USA, représente le deuxième poste de dépense mondial, juste après l'armement.¹

En 2009, la campagne publicitaire la plus primée a été la campagne présidentielle de Barack Obama.

Pour les gouvernements et au premier chef celui du principal pays capitaliste, les États-Unis, il va s'agir d'harmoniser ces voix et d'étouffer celles qui pourraient les mettre en danger, par exemple celles du Parti communiste, de la gauche populiste ou encore des anarchistes. Pour leur part, les entreprises privées, qui ont découvert depuis les débuts de la presse écrite à quel point la publicité augmente leur profits, souhaitent les contrôler. Ce qui amènera les uns et les autres, au début du XXe siècle, à recruter des journalistes d'opinion dans le cadre d'une nouvelle discipline, les relations publiques/communication d'entreprise/publicité – autrement dit, la propagande.

« Les origines des relations publiques étaient une réponse à la montée d'une classe ouvrière remuante à la fin du XIXe siècle »
— Anne Bernays, romancière et fille d'Edward Bernays.

Bien entendu, ces pionniers de la manipulation de masse ne feront que structurer, codifier et développer quelque chose qui existe déjà, mais ce faisant, ils donneront forme à un secteur indispensable au maintien de l'économie capitaliste. Sans les constantes incitations à la consommation de sa publicité et le soutien quotidien de sa propagande politique, sociale et sociétale, il est en effet probable que l'économie de marché s'effondrerait en quelques semaines.

Ivy Lee, un propagandiste de premier plan crédité de l'invention du communiqué de presse, conseille Rockefeller et à partir de 1929, la corporation de l'Allemagne nazie IG Farben. Il a pour concurrent majeur Edward Bernays, le « père » du business moderne de la communication.

Le 28 octobre 1906, un train de la Pennsylvania Railroad défile à Atlantic City, faisant plus de 50 victimes. Confrontée à la perte brutale de sa crédibilité, la compagnie, une cliente de la toute nouvelle firme de relations publiques du journaliste Ivy Lee, lui demande de redorer son image. Jusque là, les compagnies ferroviaires répondaient à ce type d'accidents en minimisant les faits ou en les occultant, en couvrant les responsables et en refusant de répondre à la presse. Lee choisira la stratégie opposée : d'abord, il demandera à la compagnie d'envoyer une déclaration à la presse, puis il invitera des reporters et des photographes à se rendre sur place dans un train spécialement affrété pour eux. Sur les lieux de l'accident, il tiendra des conférences de presse, distribuera des fiches d'information et organisera des rencontres et des interviews avec des ingénieurs experts et des cadres de la compagnie. Le public, la presse et les officiels du gouvernement seront unanimement séduits par la bonne foi apparente, le souci de sécurité et la transparence de la Pennsylvania Railroad. Dans les années suivantes, toutes les compagnies de chemin de fer emboîteront le

pas aux méthodes d'Ivy Lee, et d'autres secteurs ne tarderont pas à suivre.

En 1914, La Colorado Fuel and Iron Company, une compagnie minière appartenant au milliardaire John D. Rockefeller Jr, fait tirer à balles réelles sur des mineurs grévistes et incendie leurs habitations dans un incident connu sous le nom de massacre de Ludlow.⁵ La réaction outrée de l'opinion publique pousse Rockefeller à recruter Ivy Lee. Avec sa stratégie habituelle de franchise et de bonne volonté apparentes, Lee enverra des communiqués de presse factuels à divers officiels et à des journaux, qu'il couplera à des opérations de séduction : il enverra John D. Rockefeller Jr dialoguer et manger avec les mineurs, danser avec leurs épouses et distribuer des piécettes à leurs enfants. Inconscients de la manipulation, les mineurs, la presse et le public sont encore une fois conquis.

Lee invitera ensuite les entreprises, en tout premier lieu Rockefeller, à entretenir une bonne image auprès du public et des médias en finançant des fondations à but ostensiblement philanthropiques et en opérant leurs propres départements de relations publiques.

La communication d'entreprise est née.

En quelques années, John D. Rockefeller Jr passera de l'image d'un requin sans âme – ce qu'il ne s'était pas caché d'être jusque-là – à celle d'un patron paternel et généreux.

En 1929, Ivy Lee devient conseiller en relations publiques de la corporation IG Farben, avec pour mission de désamorcer les critiques contre l'entreprise nazie aux USA. L'affaire finira mal pour Lee : en 1934, le Congrès lui demande de répondre d'accusations d'antisémitisme et de propagande nazie. Le décès de celui que l'écrivain Upton Sinclair appelait « Poison Ivy » depuis l'affaire du massacre de Ludlow interrompra l'enquête. ⁶

Selon Anne Bernays, Ivy Lee est probablement le vrai « père » des relations publiques. Il était motivé, a-t-elle écrit, par « le caractère divin de la richesse privée et le danger représenté par la foule. » ⁷

Propagande de guerre, propagande de paix : la Première Guerre mondiale de George Creel

La Première Guerre mondiale a été le creuset de tout l'appareil de communication/propagande moderne. En France, en Grande-Bretagne, les axes de la propagande se rejoignent sur une utilisation parallèle d'affiches encourageant au travail patriotique et au soutien de l'effort de guerre, ainsi que de diabolisations similaires de l'ennemi. Mais aux USA, des paramètres différents amèneront le gouvernement à coordonner une opération de propagande d'envergure inédite. Son grand ordonnateur en sera encore un journaliste, George Creel.

Jusqu'en 1917, la population des USA ne manifeste aucun enthousiasme envers cette guerre qu'elle ne considère pas comme la sienne. De plus, la neutralité rapporte bien assez : l'économie des USA a décollé grâce à la vente de produits alimentaires, de coton et de matériel de guerre aux alliés. Mais les événements finiront par forcer la main du président Woodrow Wilson et le 4 avril 1917, les USA déclarent la guerre à l'Allemagne. Reste à convaincre l'opinion publique, qui reste très majoritairement réticente à envoyer ses hommes sur des fronts étrangers.

Le journaliste d'investigation et politicien George Creel sera chargé de créer et de piloter un appareil de propagande de masse, le Committee on Public Information (CPI, également nommé Comité Creel). ⁸ Creel utilisera tous les recours possibles de l'époque : dessinateurs, photographes, journalistes, publicitaires, chansonniers, stars du muet, conférenciers et une armada de 75 000 hommes et femmes propagandistes de terrain, les dénommés « Four-minute men », qui sillonneront le pays pour haranguer les foules dans les églises, les cinémas entre deux séances, les réunions de loges maçonniques, les salles syndicales, les synagogues, les cours de catéchisme, jusqu'aux camps de bûcherons et aux réserves indiennes. Creel fera en outre composer des chansons patriotiques et organisera des tournées de conférences de héros de guerre français et britanniques. L'opération, un immense succès, fait basculer la population américaine de l'indifférence à la fièvre militariste en quelques mois.

Les techniques de propagande inventées par le Comité Creel, reprises, développées et perfectionnées au cours des décennies suivantes dans l'ensemble du monde occidental, fonderont le business de la fabrication du consentement qui s'installera dans la vie quotidienne des sociétés occidentales après la guerre. Walter Lippmann, les débuts du concept d'interventionnisme humanitaire et le triomphe de l'élitisme

Journaliste de gauche libérale modérée, Walter Lippmann (1889 – 1974), aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands chroniqueurs politiques au monde, rejoint Woodrow Wilson au cours de sa campagne de réélection de 1916. Malgré son pacifisme, les conseillers de Wilson persuaderont Lippmann de collaborer au Comité Creel et de s'engager dans la cause de la guerre. Dans une version progressiste de gauche du « fardeau de l'homme blanc » de Kipling, il la considérera comme un moyen privilégié d'exporter les valeurs libérales (autrement dit, de « civiliser les sauvages »).

Lippmann encouragera d'autres libéraux modérés à rejoindre ses idées. C'est le début des concepts de « guerre humanitaire » et d'exportation des « valeurs démocratiques » par les bombardements.

En 1917, il participe à The Enquiry, un service secret de renseignements voué à l'expansion du modèle démocratique américain dans le monde. A ce jour, les travaux de The Inquiry continuent d'influencer la politique étrangère des USA. 9

En 1922, Lipmann publie Public Opinion, un livre dans lequel il expose ses idées sur ce qu'il nomme la « fabrique du consentement ». Le peuple étant par nature, selon ses vues, « un troupeau irrationnel sans but » et le citoyen lambda un « intrus ignorant qui se mêle de tout », l'opinion publique doit être encadrée par un petit nombre d'administrateurs, d'experts et de politiciens, en d'autres termes une oligarchie. Cette élite d'experts (qui porterait « le fardeau de l'homme savant » ?) compenserait par son savoir la lacune principale des démocraties : le citoyen trop ignare pour voter de façon éclairée ou faire des choix rationnels.

Même si Lippman, déçu de la tournure des événements, finit par prendre ses distances avec le gouvernement Wilson et par militer contre la Guerre de Corée, son idée d'exportation de « valeurs progressistes et démocratiques » par l'interventionnisme militaire deviendra le socle de la propagande de guerre des USA et de l'OTAN, la « R2P » (« Responsabilité de protéger »).

Walter Lippmann influencera profondément Edward Bernays, « père » du business moderne de la communication.

« La manipulation consciente et intelligente des habitudes organisées et des opinions des masses est un élément important d'une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible constituent un gouvernement invisible qui est le vrai pouvoir régnant de notre pays... Nous sommes gouvernés, nos esprits sont formés, nos goûts dirigés, nos idées suggérées largement par des hommes dont nous n'avons jamais entendu parler. C'est le résultat logique de la façon dont notre société démocratique est organisée. De grands nombres d'êtres humains doivent coopérer de cette façon s'ils veulent vivre ensemble dans une société fonctionnelle harmonieuse... dans presque chaque acte de notre vie quotidienne, que ce soit dans la sphère politique, dans notre conduite sociale ou notre pensée éthique, nous sommes dominés par un nombre relativement réduit de personnes... qui comprennent les processus mentaux et les schémas sociaux des masses. Ce sont également eux qui tiennent les fils qui contrôlent l'esprit public ». – Edward Bernays, Propaganda, 1928. 10

« Quand je suis revenu aux USA, j'ai décidé que, si on pouvait utiliser de la propagande pour la guerre, on pouvait certainement l'utiliser en temps de paix. Et 'propagande' était devenu un mot négatif, à cause des Allemands. Alors, ce que j'ai fait a été de tenter de trouver un autre mot. Et j'ai fini par trouver 'relations publiques' ». – Edward Bernays, interview. 11

Années 20, la femme libre devient une icône et un stéréotype cinématographique. Une des grandes réussites de la propagande d'Edward Bernays pour l'industrie du tabac à la fin des années 20 : pousser les femmes à fumer au nom de leur émancipation.

Homme de l'ombre quasi inconnu du grand public, Edward Bernays (1891-1995), un neveu de Sigmund Freud, sera baptisé « le père de l'industrie des relations publiques » et influencera les sociétés occidentales dans les mêmes proportions que son illustre oncle. En mercenaire d'un cynisme totalement assumé, il érigera la propagande de masse en discipline scientifique, lancera le tabagisme chez les femmes, inspirera l'ensemble du business de la propagande moderne, et travaillera pour la CIA sur la propagande médiatique d'un coup d'État fomenté par les USA.

Bernays déclarera appliquer les découvertes de son oncle à la manipulation des masses, mais ses méthodes n'offrent qu'un rapport de surface avec la psychanalyse. S'il utilise systématiquement le nom de Freud comme carte de visite et caution scientifique, ses techniques proviennent au premier chef du Comité Creel (dont il avait fait partie), de Walter Lipmann, des recherches de Gustave Le Bon (Psychologie des foules, 1895), de Wilfred Trotter (Instincts of the Herd in Peace and War, 1916), ainsi que du nouveau champ des sciences comportementales (ethnologie, sociologie), auxquelles il ajoute quelques notions freudiennes mal digérées sur la sexualité et l'inconscient. Le cocktail s'avérera hautement toxique.

En 1925, la Beech-Nut Packing Company, une entreprise de salaisons, recrute Bernays pour augmenter ses ventes de bacon. Bernays pense à le mettre sur la table matinale des Américains et sollicite par lettre l'avis de 5000 médecins sur le petit-déjeuner idéal. Ils répondent tous en se déclarant favorables à un petit-déjeuner solide à la place du café matinal accompagné d'une tartine ou d'un bol de porridge avalé jusque-là par les Américains (Bernays n'a bien sûr pas mentionné le porc dans sa lettre aux médecins). Leurs réponses, envoyées à la presse américaine avec une note jointe suggérant le bacon, lanceront le petit-déjeuner dit « traditionnellement américain ». Et c'est ainsi qu'à ce jour, les Américains et à leur suite, les Britanniques mangent de salutaires tranches de porc entrelardées de graisse au petit-déjeuner.

Si ce premier gros coup publicitaire de Bernays installe durablement une habitude alimentaire et accroît exponentiellement les bénéfices de l'industrie du porc, ce n'est pas la plus célèbre de ses campagnes.

C'est avec la suivante qu'il forge son image de père fondateur du business de la propagande/publicité : en 1929, pour le compte de l'American Tobacco Company, il lance la mode du tabac chez les femmes au prétexte d'émancipation féminine. La campagne remporte un succès fracassant et double rapidement les ventes de tabac, mais l'histoire ne s'arrête pas là. Le rapport entre cigarette et sexe établi par Bernays sur les conseils d'un psychanalyste new-yorkais (la cigarette serait un « pénis pour les femmes ») pose le premier jalon d'une connivence entre business de la publicité, psychologie de bazar et revendications

de libertarisme sexuel qui conduira l'ensemble de la société occidentale, étape par étape, à la révolution sexuelle des années 60, 12 puis à la consommation « libidinale » actuelle (l'achat pour le simple plaisir d'acheter).

Dans un registre plus sombre, en 1954, recruté par une grande compagnie bananière américaine propriétaire de terres agricoles au Guatemala, la United Fruit Co, Bernays travaillera avec la CIA sur la propagande d'un coup d'État contre le président élu du pays, Jacobo Arbenz, un social-démocrate qui réclamait un peu trop de progrès social pour ses paysans au goût des USA. 13 Les pays d'Amérique centrale où des entreprises nord-américaines possédaient des terres arables achetées à bas prix, cultivaient la canne à sucre ou la banane en profitant d'une main-d'oeuvre indigène bon marché et dictaient la loi avec la complicité achetée de dictateurs locaux ont légué au vocabulaire courant la dénomination « république bananière ». L'intervention des USA au Guatemala se soldera par trente-six ans de guerre civile et plus de 250 000 victimes.

En 1939, pour les corporations unies contre le New Deal de Roosevelt (une initiative trop « socialiste » à leur gré), Bernays travaillera à lier les concepts de capitalisme, de liberté et de démocratie dans l'esprit des Américains, une fusion aujourd'hui si achevée qu'aux États-Unis comme en Europe, les trois mots sont devenus rigoureusement synonymes et interchangeables. Et pourtant, ce n'est que de la propagande...

Notes :

1 Jean-Claude Michéa, La Double pensée, page 34.

2 <http://abcnews.go.com/Business/Politics/story?id=7947528&page=1>

3 <http://www.jean-marcsdelporte.com/histoire-dalphabetisation.php>

4 <https://www.history.org/Foundation/journal/Winter11/literacy.cfm>

http://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1974_num_29_3_293505

5 Le massacre de Ludlow

<http://3d.cs.colorado.edu/systems/agentsheets/New-Vista/ludlow/>

6 'Poison Ivy' Lee and propaganda

<http://www.behindthespin.com/features/poison-ivy-lee-and-propaganda>

7 Anne Bernays, commentaire sur Amazon.

https://www.amazon.com/gp/customer-reviews/R2KEQJIHSTMSJY/ref=cm_cr_getr_d_rvw_ttl?ie=UTF8&ASIN=0465061796

8 Manipulating Minds: The War Propaganda Machine

<http://www.authentichistory.com/1914-1920/2-homefront/1-propaganda/>

9 <http://www.cfr.org/about/history/cfr/inquiry.html>

10 Le livre en libre téléchargement. En anglais.

<http://www.historyisaweapon.com/defcon1/bernprop.html>

11 Documentaire « The Century of the Self » d'Adam Curtis. Intervention de Bernays dans la première vidéo, à 7:57.

<http://www.entelekheia.fr/century-self-le-siecle-du-moi/>

12 Si le texte « fondateur » de la révolution sexuelle des années 60, le très faussaire Rapport Kinsey (1948) a été financé à l'origine par la très capitaliste Fondation Rockefeller, ce n'est pas un hasard. A la remorque de Bernays et de l'American Tobacco Company, le monde du business était à l'affût des profits à tirer de la psychologie et de la sexualité, d'où une multiplication de recherches brouillonnes dans les deux domaines. En matière de recherches en sexualité, deux noms se sont imposés, Wilhelm Reich et Alfred Kinsey. L'un était psychotique, l'autre escroc.

13 Tueurs d'espoir : 1954, les fruits amers de la CIA au Guatemala <http://www.entelekheia.fr/tueurs-despoir-fruits-amers-de-cia-guatemala/>

<http://arretsurinfo.ch/une-breve-histoire-de-la-propagande/>

A lire également :

- De la propagande et encore de la propagande - Par Moon of Alabama — 14 septembre 2017

<http://arretsurinfo.ch/de-la-propagande-et-encore-de-la-propagande/>

[Mais pourquoi se donneraient-ils tant de mal pour rien ?](#)

- La désinformation : comment fonctionne-t-elle ? - Par Brandon Smith — 29 septembre 2017

Parfois, ces stratégies sont utilisées par des personnes ayant des problèmes sérieux de personnalité. Cependant, si vous voyez quelqu'un utilisant souvent ces tactiques ou en utilisant plusieurs d'entre elles en même temps, vous pourriez avoir affaire à un troll payé.

Arrêt de la désinformation

La meilleure façon de désarmer les agents de désinformation est de connaître leurs méthodes à l'intérieur et à l'extérieur. Cela nous permet de souligner exactement ce qu'ils font en détail au moment où ils essaient de le faire. L'exposition immédiate d'une tactique de désinformation telle qu'elle est utilisée est très destructrice pour la personne qui l'utilise. Cela la fait paraître stupide, malhonnête et faible pour avoir même tenté d'en user. Les trolls surtout sur Internet ne savent pas comment gérer quand leurs méthodes sont déconstruites juste devant leurs yeux et habituellement ils se replient et s'en vont lorsque cela se produit.

La vérité est précieuse. Il est triste qu'il y en ait tant de gens dans notre société qui en ont perdu le respect ; les gens qui ont négocié avec leur conscience et leur âme pour un confort financier temporaire tout en sacrifiant la stabilité et l'équilibre du reste du pays dans le processus.

La psyché humaine respire dans l'air de la vérité. Sans elle, l'humanité ne peut pas survivre. Sans elle, les espèces s'effondreront, affamées par le manque de subsistance intellectuelle et émotionnelle. La désinformation ne menace pas seulement notre vision du fonctionnement de notre monde ; cela nous rend vulnérables à la peur, à l'incompréhension et au doute : tout ce qui mène à la destruction. Cela peut conduire de bonnes personnes à commettre de terribles atrocités contre d'autres, ou même contre eux-mêmes. Sans un effort concerté et organisé pour désamorcer les mensonges de masses produits en série, l'avenir est sombre.

<http://arretsurinfo.ch/la-desinformation-comment-fonctionne-t-elle/>

[Cela ne s'invente pas.](#)

Le récit discutable de Varoufakis des origines de la crise grecque et ses étonnantes relations avec la classe politique - Par Eric Toussaint — 03 septembre 2017

A propos d'Adults in the Room de Yanis Varoufakis. Extraits.

Varoufakis explique comment progressivement il a convaincu Tsipras, Pappas et Dragasakis de ne pas respecter l'orientation adoptée par Syriza en 2012 puis en 2014. Il explique qu'il a élaboré avec ceux-ci une nouvelle orientation qui n'a pas été discutée dans Syriza et qui était différente de celle présentée par Syriza lors de la campagne électorale de janvier 2015. Cette orientation conduisait au mieux à l'échec, au pire à la capitulation. (...)

« Du sang, de la sueur et des larmes, voilà ce que Churchill a promis au peuple britannique en 1940 quand il a pris la tête du gouvernement. Et pourquoi ? Pour gagner la guerre. [3] »

Prendre comme référence positive W. Churchill dans une critique publique adressée au programme de Thessalonique, c'est toute une affaire. Churchill a organisé la répression sanglante des manifestations et des grèves qui ont secoué la Grèce à la fin de l'année 1944 lorsque, dans le cadre des Accords de Yalta, la Grande-Bretagne a pris le contrôle du pays en réprimant les principales forces qui avaient libéré le pays de l'occupation nazie.

Varoufakis et Antonis Samaras

A plusieurs reprises Varoufakis se réfère aux contacts qu'il entretenait avec des personnalités de premier plan de la classe politique grecque qu'elle soit du PASOK ou du principal parti conservateur, la Nouvelle Démocratie.

"Concernant Samaras, d'aucuns se seraient posé la question : « N'est-ce pas inquiétant de recevoir des compliments d'un des dirigeants clés du parti conservateur ? ». Cela n'a pas été le cas de Varoufakis."

« Un soir (de 2011, NDLR), en rentrant chez moi après une émission de l'ERT, la radio et la télévision publiques grecques, le fixe a sonné. J'ai décroché et j'ai reconnu la voix d'Antonis Samaras, dirigeant de la Nouvelle Démocratie, le parti conservateur, qui, à l'époque, représentait l'opposition officielle. (...) « On ne se connaît pas, M. Varoufakis, me dit-il, mais je viens de vous regarder à la télévision et il fallait absolument que je vous appelle. Je crois que je n'ai jamais entendu des propos aussi profonds et touchants sur un plateau de télévision. Je voulais vous remercier pour votre prise de position. » Samaras n'est pas le seul membre de l'establishment grec à avoir pris contact avec moi. Ma croisade m'avait amené à avoir de nombreuses discussions en aparté avec des ministres socialistes, des députés conservateurs de l'opposition, des dirigeants de syndicats et autres, qui sentaient bien que je représentais autre chose. Dès que je leur avais fait part de mon analyse, ils étaient d'accord, tous sans exception. (...) Les conservateurs, en tout cas jusqu'en novembre 2011, étaient un peu plus audacieux : comme leur dirigeant, Antonis Samaras, avait adopté un point de vue anti-austérité et anti-renflouement, ils étaient plus libres pour me suivre. [10] »

Après avoir reçu un coup de téléphone comme celui de Samaras, d'aucuns se seraient posé la question : « N'est-ce pas inquiétant de recevoir des compliments d'un des dirigeants clés du parti conservateur ? ». Cela n'a pas été le cas de Varoufakis.

L'amitié entre Stournaras et Varoufakis

Varoufakis ne consacre pas moins de quatre pages à la relation d'amitié qu'il a liée avec Yanis Stournaras [11]. Entre la fin des années 1990 et la période des mémorandums, Yanis Stournaras est passé du PASOK à la Nouvelle Démocratie. Varoufakis explique : « C'est lui qui avait réussi à convaincre Bruxelles et Berlin d'intégrer la Grèce à la zone euro. Une fois le pays définitivement admis, en 2000, le Premier ministre, membre du Pasok, l'avait remercié en lui offrant le poste de PDG et Président de la Banque commerciale de Grèce [12]. C'est à cette époque que nous avons fait connaissance. En dépit de son emploi du temps bousculé, Stournaras se rendait toujours disponible pour enseigner, avec plaisir et avec dévouement. Nos points de vue d'économiste et nos opinions politiques divergeaient, mais son engagement à l'université et nos affinités naturelles ont donné naissance à une profonde amitié. »

"Même si à l'époque Varoufakis n'occupait aucune fonction officielle, il entretenait des relations avec des dirigeants clés et certaines de ses idées n'étaient pas rejetées par les dirigeants conservateurs, loin de là."

Varoufakis raconte qu'ils ont passé ensemble, dans l'appartement de Stournaras, la soirée électorale du 4 octobre 2009 qui a vu la victoire du PASOK. À cette époque, Stournaras était un des hauts conseillers des « socialistes » et avait épousé l'orientation pro-mémorandaire de Papandréou. Varoufakis poursuit : « En 2010, année cruciale pour la Grèce, Stournaras a fait un choix qui en a surpris plus d'un en devenant président d'un think-tank d'économistes créé à l'origine par la Confédération nationale des industries de Grèce, l'organisation patronale la plus puissante et la plus établie du pays, traditionnellement liée à la Nouvelle Démocratie. » Cela n'a pas affecté leur amitié. Un mois avant les élections de mai 2012, Varoufakis de passage à Athènes a appelé Stournaras : « je l'ai retrouvé le lendemain dans le café d'un hôtel situé au pied de l'Acropole. Nous sommes tombés dans les bras l'un de l'autre (...). Puis nous sommes passés aux choses sérieuses et je l'ai briefé sur les discussions que j'avais eues à Berlin avec des représentants de la BCE et du gouvernement allemand, avec des journalistes financiers et d'autres. J'ai également mentionné une conversation que j'avais eue avec George Soros. Qui était d'accord avec mon analyse de la situation de la Grèce et avec l'essentiel de mes propositions de politique économique pour l'Europe en général. » Varoufakis explique que Stournaras et lui ne sont pas tombés d'accord sur la viabilité du mémorandum mais qu'ils se sont quittés en se promettant de conserver intacte leur amitié. Les choses se sont gâtées quand Stournaras quelques mois plus tard a accusé Varoufakis de spéculer avec Soros sur les titres de la dette grecque. C'est à ce moment que leur relation s'est interrompue. Entre-temps, Stournaras était devenu ministre de la Compétitivité (mai-juin 2012). Après les élections de juin 2012, il est devenu ministre des Finances du gouvernement d'Antonis Samaras. Ensuite, à partir de juin 2014, Samaras l'a placé à la tête de la banque centrale de la Grèce où il se trouve encore.

Par Eric Toussaint 17 août 2017

1e partie - <http://arretsurinfo.ch/les-propositions-de-varoufakis-qui-menaient-a-lechec/>

2e partie - <http://arretsurinfo.ch/le-recit-discutable-de-varoufakis-des-origines-de-la-crise-grecque-et-ses-etonnantes-relations-avec-la-classe-politique/>

3e partie - <http://arretsurinfo.ch/comment-tsipras-avec-le-concours-de-varoufakis-a-tourne-le-dos-au-programme-de-syriza/>

En complément. Une rectification qui est la bienvenue et à l'honneur de son auteur.

Arrêt sur Info a publié de nombreuses analyses donnant une appréciation positive de la gestion de la crise Grecque par Yanis Varoufakis et Alexis Tsipras. Au vu de ce que nous savons aujourd'hui il nous paraît nécessaire d'apporter une rectification en portant à la connaissance de nos lecteurs les écrits de l'historien belge Eric Toussaint montrant une facette sombre de ces deux personnages. Arrêt sur Info.

Comment les Etats-Unis arment les barbares. Un témoignage.

- Un ex-chef de l'ASL: Les Etats-Unis ont fermé les yeux sur la vente d'armes à Daesh — 02 septembre 2017

Un ex-responsable syrien de la base américaine d'Al-Tanf accuse les militaires américains d'avoir fermé les yeux sur la vente d'armes US à Daesh. Selon lui, le chef d'un groupe rebelle syrien affilié à l'ASL aurait fait affaire avec les terroristes.

Asaad al-Salem était chef de sécurité de la section syrienne de la base américaine d'Al-Tanf en Syrie, dans laquelle des soldats US entraînent des combattants rebelles syriens, et les forment au maniement des armements fournis par les Etats-Unis.

Il appartenait à la branche de l'Armée syrienne libre opposée aux troupes du président syrien Bachar el-Assad, le groupe rebelle qui se nomme Maghawir al-Thawra.

Selon RT, il a récemment choisi de quitter les rangs de l'ASL, pour passer du côté des territoires sous contrôle du gouvernement syrien. Parmi les raisons qui l'ont poussé à le faire, explique-t-il, figure notamment l'attitude ambiguë, selon lui, des militaires américains à l'égard de Daesh.

Le commandant de notre groupe vendait des armes à Daesh

«Le commandant de notre groupe [Maghawir al-Thawra] Muhannad al-Tala? vendait des armes [américaines] aux terroristes de Daesh», a raconté Asaad al-Salem dans une interview à la chaîne russe Rossiya 24, publiée le 31 août et reprise par l'agence de presse RIA Novosti.

«Quand nous avons appris cela, nous l'avons rapporté aux commandants américains de la base [d'Al-Tanf]. Mais eux, de leur côté, n'ont fait que raffermir leur soutien à cette personne [...] qui faisait des affaires avec Daesh», a expliqué l'ancien combattant de l'opposition syrienne.

D'après Asaad al-Salem, parmi les armements qui seraient vendus aux terroristes, on pouvait retrouver tout ce qui était confié aux rebelles de Maghawir al-Thawra.

«Des armements de production américaine : des canons anti-char, des mitrailleuses, des véhicules, et surtout des fusils M-16 et M-4 en grande quantité, après le dernier contrôle les américains avait un manque de 4 700 unités», précise l'ancien rebelle.

<http://arretsurinfo.ch/un-ex-chef-de-lasl-les-etats-unis-ont-ferme-les-yeux-sur-la-vente-darmes-a-daesh/>

Il n'y a jamais de fumée sans feu.

- Une guerre sinistre sur notre droit à détenir du cash - Par William Engdahl — 07 septembre 2017

Une opération qui a commencé comme une discussion académique assez obscure il y a trois ans est en train de devenir une campagne de propagande massive par certaines des institutions les plus puissantes du monde industrialisé. C'est ce qu'on appelle à juste titre la guerre contre le cash. Comme la guerre contre la terreur, la guerre contre le cancer ou la guerre contre les drogues, son véritable agenda est sinistre et opaque. Si nous sommes assez sots pour avaler la propagande de l'élimination complète du cash en faveur de l'argent bancaire purement numérique, nous pouvons bientôt dire adieu à notre autonomie restante et à notre vie privée. La dystopie de George Orwell, 1984, sera devenue réalité et sous stéroïdes.

Permettez-moi d'être bien clair. Nous ne discutons pas ici de diverses technologies numériques comme la blockchain, appelées crypto-monnaies. Nous ne traitons pas ici des systèmes de paiement privés tels que le système chinois, WeChat. Nous ne discutons pas non plus du commerce électronique ou de l'utilisation de cartes bancaires telles que Visa ou Master Card ou d'autres. Ces moyens sont d'une qualité totalement différente de l'objectif de la sinistre guerre en cours contre le cash. Ce sont tous des services privés non étatiques.

Ce dont nous discutons, c'est d'un complot. Et c'en est un, dirigé par les banques centrales, des gouvernements choisis, le

Fonds monétaire international en collusion avec les principales banques internationales pour forcer les citoyens – c'est-à-dire nous ! – à abandonner le cash pour payer nos achats. Au lieu de cela, nous serions forcés d'utiliser les unités bancaires numériques. La différence, aussi subtile qu'elle puisse paraître d'abord, est énorme. Comme en Inde à la suite de la folle guerre contre le cash de Modi, inspirée par les États-Unis, à la fin de 2016, les citoyens perdraient pour toujours leur liberté personnelle de décider comment payer ou autrement dit leur vie privée en termes d'argent. Si je veux acheter une voiture et payer avec de l'argent liquide pour éviter les frais des intérêts bancaires, je ne peux pas. Ma banque limitera le montant d'argent numérique que je peux retirer un jour donné. Si je veux rester dans un bel hôtel pour célébrer une journée spéciale et payer avec de l'argent liquide pour des raisons de confidentialité, ce n'est pas possible. Mais ce n'est que la surface des choses.

Visa se joint à la guerre

En juillet, Visa International a lancé ce qu'il appelle « Le défi Visa du sans cash ». Avec des mots-clés soigneusement calibrés pour montrer la façon dont la technologie a transformé le commerce mondial, Visa a annoncé un programme pour payer certains petits propriétaires de restaurants aux États-Unis s'ils acceptent de refuser d'accepter l'argent liquide de leurs clients en ne prenant que les cartes de crédit. Le site officiel de Visa annonce : « Jusqu'à 500 000 \$ de prix. 50 propriétaires de services alimentaires admissibles. La quête du 100% sans cash. » Maintenant, pour une société gigantesque comme Visa avec des revenus annuels dans une fourchette de 15 milliards de dollars, un montant de 500 000 \$ est une brouille. De toute évidence, ils croient que cela va faire progresser l'utilisation des cartes Visa dans un marché qui préfère jusqu'à présent l'argent liquide, celui du petit restaurant familial.

Le « défi » de Visa pour atteindre ce qu'il appelle la « quête du 100% sans cash » n'est pas un jeu en toute décontraction. Cela fait partie d'une stratégie très réfléchie non seulement de Visa, mais aussi de la Banque centrale européenne, de la Banque d'Angleterre, du Fonds monétaire international et de la Banque de Réserve de l'Inde pour n'en citer que quelques-uns.

FMI fait bouillir les grenouilles

En mars de cette année, le Fonds monétaire international à Washington a publié un document de travail sur ce qu'ils appellent « la réduction du cash ». Le document recommande que la « suppression complète du cash devra être progressivement échelonnée ». Il constate qu'il existe déjà « des étapes initiales et des mesures largement non contestées, telles que l'élimination progressive des coupures de gros montants, le placement de plafonds sur les opérations de trésorerie et la déclaration des mouvements de trésorerie à travers les frontières. D'autres mesures pourraient inclure la création d'incitations économiques pour réduire l'utilisation du cash dans les transactions, en simplifiant l'ouverture et l'utilisation de dépôts transférables et en informatisant davantage le système financier ».

En France, depuis 2015, la limite pour une personne voulant payer une entreprise en espèces est de seulement 1000€, «... pour lutter contre le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale ». En outre, tout dépôt ou retrait de cash d'un compte bancaire excédant 10 000 € par mois sera automatiquement signalé à Tracfin, une unité du gouvernement français chargée de lutter contre le blanchiment d'argent, des « étapes largement non contestées » et qui n'augurent rien de bon.

Le document du FMI ajoute encore comme argument pour éliminer l'argent liquide que la « suppression du cash devrait améliorer la collecte des impôts en réduisant l'évasion fiscale ». Dit autrement, vous allez être obligé d'utiliser uniquement des transferts d'argent numériques depuis une banque. Les gouvernements de presque tous les pays de l'OCDE ont aujourd'hui un accès juridique aux données bancaires de leurs citoyens.

En avril, un mois après le document du FMI sur la fin du cash, la Commission européenne de Bruxelles a publié une annonce qui déclare :

« Les paiements en espèces sont largement utilisés dans le financement d'activités terroristes. Dans ce contexte, la pertinence des limites supérieures potentielles de paiements en espèces pourrait également être explorée. Plusieurs États membres ont mis en place des interdictions pour des paiements en espèces supérieurs à un seuil spécifique. »

Même en Suisse, à la suite de campagnes implacables de Washington, leur secret bancaire légendaire a été gravement compromis dans le cadre d'un argument fallacieux d'entrave au financement d'organisations terroristes. Un coup d'œil sur les récents titres de presse européens sur les attaques de Barcelone, à Munich, à Londres, à Charlottesville expose cet argument comme un simulacre. Aujourd'hui, dans l'UE, suite à la pression de Washington, en vertu de la Loi sur la conformité à la taxe sur les comptes étrangers (FATCA), les banques extérieures aux États-Unis où les citoyens américains détiennent un dépôt, sont obligées de déposer des rapports annuels sur les actifs de ces comptes au Financial Crimes Enforcement Network du Trésor des États-Unis. De manière opportune, les États-Unis en tant que principal paradis fiscal émergent, ont refusé pour eux-mêmes, bien que ce soit spécifié dans la loi, de se joindre à la loi FACTA.

En 2016, la Banque centrale européenne a cessé d'émettre des billets de 500€ en arguant que cela entraverait le crime organisé et le terrorisme, une mauvaise blague, comme si les réseaux sophistiqués de criminalité organisée dépendaient encore des devises papier. Aux États-Unis, les principaux économistes comme l'ancien président de Harvard, Larry Summers,

défendent l'élimination des billets de 100 dollars pour la même raison.

Limite de 10 dollars ?

Le but réel de la guerre contre le cash a cependant été souligné dans un journal de Wall Street, OpEd, par l'économiste de Harvard et ancien économiste en chef au FMI, Kenneth Rogoff. Celui-ci fait valoir qu'il devrait y avoir une réduction drastique de l'émission de cash par la Réserve fédérale. Il demande que tous les billets au-delà de 10 \$ soient retirés de la circulation, ce qui obligera les gens et les entreprises à dépendre uniquement des paiements numériques ou électroniques. Il répète le faux mantra que son plan réduira le blanchiment d'argent, réduira ainsi le crime tout en exposant les tricheurs qui échappent à l'impôt.

Cependant, l'agenda caché de cette guerre contre le cash, c'est la confiscation de notre argent lors de la prochaine crise financière inévitable, que ce soit dans les pays membres de l'UE, les États-Unis ou des pays en développement comme l'Inde.

Déjà, plusieurs banques centrales ont utilisé une politique de taux d'intérêt négatifs alléguant, faussement, que c'était nécessaire pour stimuler la croissance suite à la crise financière et bancaire de 2008. En plus de la Banque centrale européenne, la Banque du Japon, la Banque nationale danoise adhère à cette politique étrange. Toutefois, leur capacité à baisser encore plus les taux d'intérêt des banques membres est limitée tant que les liquidités sont abondantes.

Ici, le document du FMI ci-dessus permet de dévoiler le pot aux roses. Il y est dit :

« En particulier, la politique de taux d'intérêt négatif devient une option disponible pour la politique monétaire si les économies en devises physiques sont découragées et considérablement réduites. Avec la fin du cash, la plupart des fonds seraient stockés dans le système bancaire et, par conséquent, seraient facilement affectés par des taux négatifs, ce qui pourrait encourager les dépenses de consommation... »

C'est parce que votre banque commencera à vous facturer le « service » consistant à vous permettre de déposer votre argent chez eux, d'où il peuvent l'utiliser [comme collatéral, NdT] pour gagner plus d'argent. Pour éviter cela, on nous dit que nous devrions dépenser comme s'il n'y avait pas de lendemain. De toute évidence, cet argument est faux.

Comme le souligne l'économiste allemand Richard Werner, les taux négatifs augmentent les coûts de fonctionnement des banques.

« Les banques répondent en transmettant ce coût à leurs clients. En raison des taux de dépôt déjà nuls, cela signifie que les banques augmenteront leurs taux d'intérêts pour les crédits. »

Comme le note Werner,

« Dans les pays où une politique de taux d'intérêt négatif a été introduite, comme le Danemark ou la Suisse, la découverte empirique est que ce n'est pas efficace pour stimuler l'économie. C'est plutôt l'inverse. Et cela parce que les taux négatifs sont imposés par la banque centrale sur les banques – pas sur le public emprunteur. »

Il souligne que la politique de taux d'intérêt négatif de la BCE vise à détruire le fonctionnement, traditionnellement conservateur des caisses d'épargne de l'UE telles que l'allemand Sparkassen et Volksbanken en faveur du sauvetage en douce des méga-banques géantes et financièrement corrompues telles que Deutsche Bank, HSBC, la française Société Générale, Banque Royale of Scotland, Alpha Bank of Greece, ou Banca Monte dei Paschi di Siena en Italie et beaucoup d'autres. Le président de la BCE, Mario Draghi, est un ancien partenaire de la méga banque, Goldman Sachs.

Pourquoi maintenant ?

La question est pertinente de savoir pourquoi maintenant, soudainement, y-a-t-il urgence à pousser à l'élimination du cash par les banques centrales et des institutions telles que le FMI ? Les roulements de tambour pour l'abolition du cash ont commencé nettement après le forum mondial de l'économie de Davos, en janvier 2016, où les principales personnalités des gouvernements occidentaux, les banquiers centraux et les sociétés multinationales ont été rassemblés. L'offensive de propagande préparant l'offensive actuelle de la Guerre contre le Cash a commencé immédiatement après les discussions de Davos.

Plusieurs mois plus tard, en novembre 2016, guidés par des experts de l'USAID et, et oui, Visa, le gouvernement indien de Narendra Modi a annoncé la démonétisation immédiate ou le retrait forcé de tous les billets de 500 roupies (8 US \$) et de 1000 roupies (16 US \$) sur la recommandation de la Reserve Bank of India. Le gouvernement Modi a affirmé que cela réduirait l'économie de l'ombre et restreindrait l'utilisation de l'argent illicite et contrefait pour financer les activités illégales et le terrorisme.

Notamment, le Parlement indien a récemment réalisé une étude de suivi des effets de la guerre de Modi contre le cash. Le rapport du Comité parlementaire sur la démonétisation signale que pas un seul objectif déclaré n'a été atteint. Aucune somme

importante d'argent sale n'a été trouvée et la démonétisation n'a eu aucun effet sur le financement du terrorisme, les raisons invoquées par le gouvernement pour mettre en œuvre une politique aussi drastique. Le rapport a noté que, bien que la banque centrale de l'Inde se serait attaquée à l'argent noir par démonétisation, la grosse partie de cet argent illégal, qui se trouve dans les paradis fiscaux offshore, a été simplement recyclé de retour en Inde, « blanchi » via des investissements étrangers directs par des groupes criminels ou des entreprises appliquant légalement une pratique connue sous le nom de « Round Tripping ».

Pourtant, le rapport du Parlement détaille que la véritable économie indienne a été dramatiquement touchée. La production industrielle en avril a diminué d'un gros 10,3% par rapport au mois précédent, alors que des milliers de petites entreprises dépendant de leur cash ont fait faillite. Les principaux médias indiens auraient été prévenus par le gouvernement Modi de ne pas publier le rapport du Parlement.

Si nous relient tous les points, il devient plus clair que la guerre contre le cash est une guerre contre notre liberté individuelle et nos degrés de liberté dans nos vies. Forcer notre argent à devenir numérique est la prochaine étape vers sa confiscation par les gouvernements de l'UE ou des États-Unis ou partout ailleurs où la prochaine crise bancaire majeure, comme en 2007-2008, va éclater.

À la fin de juillet de cette année, l'Estonie, en tant que présidence tournante de l'UE, a publié une proposition soutenue par l'Allemagne qui permettrait aux régulateurs nationaux de l'UE d'empêcher « temporairement » les gens de retirer leurs fonds d'une banque en difficulté avant que les déposants puissent créer une « panique bancaire ». un précédent dans l'UE a déjà été vécu à Chypre et en Grèce, où le gouvernement a bloqué les retraits d'argent au delà de petits montants quotidiens.

L'ancien analyste bancaire américain Christopher Whelan souligne dans une analyse récente sur l'échec des autorités de l'UE à nettoyer efficacement leur désordre bancaire depuis la crise financière de 2008, « l'idée que la clientèle des banques – ceux qui généralement ont des montants de dépôts bien en-dessous de la limite maximale assurée – pourrait se voir interdire d'accès au cash assure pratiquement qu'ils vont s'envoler et qu'une contagion plus large se produira en Europe la prochaine fois qu'une institution de dépôt sera en difficulté ». Whelan souligne que neuf ans après la crise de 2008, les banques de l'UE restent dans un état dramatique. « Il reste près de 1 000 milliards d'euros de prêts douteux dans le système bancaire européen. Cela représente 6,7% de l'économie de l'UE. C'est énorme. Il souligne que les prêts douteux des banques en tant que part du PIB pour les banques américaines et japonaises sont respectivement de 1,7 et 1,6%. »

Comme les gouvernements, que ce soit dans l'UE ou en Inde ou ailleurs, refusent de freiner les pratiques frauduleuses de leurs plus grandes banques, cela les oblige à éliminer l'utilisation du cash et à conserver toute les liquidités dans des dépôts numériques auprès des banques réglementées par l'État, ouvrant la voie à une confiscation par l'État de ces biens lorsque la prochaine urgence va survenir. Si nous sommes assez sots pour permettre à cette escroquerie d'être mise en place sans répondre, peut-être méritons nous de perdre tout vestige d'autonomie financière. Heureusement, la résistance populaire contre l'élimination du cash dans des pays comme l'Allemagne est massive. Les Allemands se rappellent les jours de la république de Weimar en 1920 et de l'hyperinflation et que c'est la crise bancaire de 1931 qui a mené au Troisième Reich. L'approche du FMI est celle du proverbe chinois sur les grenouilles que l'on fait bouillir lentement. Mais les êtres humains ne sont pas des grenouilles, semble-t-il ?

<http://arretsurinfo.ch/une-guerre-sinistre-sur-notre-droit-a-detener-du-cash/>

[Le Monde champion de la désinformation.](#)

- Fake news: Le quotidien Le Monde ressuscite les morts pour mentir sur le Venezuela - Par Romain Migus — 22 août 2017

Depuis plusieurs années, le journal Le Monde compte sur les habituels pamphlets antichavistes de ses collaborateurs Marie Delcas et Paolo Paranagua. La première est correspondante du journal pour couvrir les événements au Venezuela. Petit détail, elle est en poste à Bogota, soit à 1400 kilomètres de Caracas. Ça peut paraître assez étrange. On imagine assez mal un correspondant en Espagne relatant les derniers événements tragiques de Catalogne depuis Paris. Pourtant la distance entre les deux villes européennes est plus courte que celle qui sépare les deux capitales latines. Pour remédier à l'éloignement, la dite correspondance relève plus du commentaire élogieux des opinions de l'opposition à la Révolution bolivarienne. Mais ça, le lecteur du Monde n'en saura rien.

La deuxième personne est un éditorialiste. Il s'agit de Paolo Paranagua, alias le Comandante Saúl, responsable de plusieurs attentats dans les années 70 comme le rappelait encore Jean Luc Mélenchon (1). Viscéralement opposé aux gouvernements populaires d'Amérique Latine, Mr. Paranagua confond, depuis maintenant de nombreuses années, propagande politique et journalisme, et massacre régulièrement la notion d'information honnête et équilibrée. Mais ça, le lecteur du Monde ne le sait pas.

A ces deux militants politiques qui, sous couvert de leur carte de presse, relaient les tracts les plus odieux de l'extrême droite vénézuélienne, s'ajoute désormais un troisième larron.

Depuis maintenant deux semaines une envoyée spéciale du Monde, Fanny Du Villars rédige des écrits à charge contre la Révolution Bolivarienne dans le plus grand mépris de toute déontologie et en claire violation de la Charte de Munich (au moins en ce qui concerne les articles 1,3,6,8,9 relatifs aux devoirs des journalistes). Or Fanny du Villars n'existe au Monde que depuis deux semaines, et n'a jamais rien écrit auparavant pour ce journal, ni pour aucun autre média.

Fanny De Villars n'est pourtant pas une inconnue au Venezuela. Née en 1775 en France, c'est une lointaine cousine du Libertador Simon Bolivar, avec qui celui-ci aurait entretenu une relation amoureuse et a correspondu jusqu'à la fin de sa vie. Fanny De Villars est décédée le 21 décembre 1837, près de Lyon. Ce que l'on sait moins c'est que, visiblement, elle serait revenue à la vie, et travaillerait désormais pour le groupe de communication de messieurs Pigasse, Bergé et Niel.

Certaines mauvaises langues qui ne croiront pas un seul instant à cette histoire de réincarnation pencheront plutôt pour dire qu'il s'agit là d'un pseudonyme. Or le titre « d'envoyée spéciale » confère une certaine légitimité aux faits rapportés par une personne qui est sur place, et qui est censée nous proposer une vision fidèle des événements. Mais si cette personne n'existe pas, on peut se demander s'il y a vraiment un envoyé spécial du journal Le Monde au Venezuela ? Et si oui, pourquoi alors utiliser un pseudonyme ? Il y a, à Caracas, des dizaines de journalistes étrangers travaillant pour des médias ou des agences internationales, et à notre connaissance, aucun ne se cache derrière le masque de l'anonymat. Ce qui nous amène à nous demander qui est derrière ce pseudonyme et surtout d'où vient l'information que Le Monde offre à ses lecteurs.

En effet, « Fanny du Villars » est-elle une personne directement liée aux franges les plus radicales de l'opposition vénézuélienne et dont la crédibilité ne résisterait pas à l'examen de son curriculum politique ? Est-ce un membre de la « Resistencia », ces groupes connus pour avoir brûlé vif des afro-vénézuéliens parce qu'ils ressemblaient à des chavistes ? Qui écrit ? Qui nous informe ? Un journaliste qui nous rapporte des faits ou un mercenaire de l'information, payé pour tergiverser et mentir sur la réalité du Venezuela ?

Les articles du spectre Fanny du Villars sont tellement caricaturaux qu'on peut aussi légitimement se demander s'il ne s'agit pas de travaux élaborés par un bureau de diplomatie publique, et qui échoue dans les pages d'un journal qui se prêterait au jeu de la propagande. Un grand classique qui nous renvoie aux actions menées par Otto Reich et à la Office of Public Diplomacy for Latin America and the Caribbean du gouvernement des Etats-Unis lors de la guerre contre le Nicaragua Sandiniste (2).

Il ne s'agit là, évidemment, que d'hypothèses mais une chose est sûre: les articles de « l'envoyée spéciale » Fanny du Villars ne sont pas l'œuvre d'un journaliste honnête dont le but est d'informer ses lecteurs.

Le journal Le Monde est une nouvelle fois pris la main dans le sac de la propagande de guerre. Derrière « Fanny du Villars », c'est notre droit à être informé qui est piétiné par le quotidien de révérence au pouvoir dominant.

<http://arretsurinfo.ch/fake-news-le-quotidien-le-monde-ressuscite-les-morts-pour-mentir-sur-le-venezuela/>

[Quand le droit-de-l'homme se nourrit, flatte, instrumentalise l'individualisme.](#)

- La supercherie du droit-de-l'homme - Par Bruno Guigue — 23 août 2017

Hormis les réactionnaires qui pensent que les hiérarchies sociales sont fondées en nature et qu'il y a des hommes faits pour commander et d'autres pour obéir, tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut défendre les droits de l'homme. Mais il faut admettre que les uns et les autres ne parlent pas de la même chose. Si l'on entend par cette expression la possibilité pour chacun de jouir du bien commun, alors l'accès à l'emploi, au logement, aux soins et à l'éducation fait partie des droits de l'homme – ou des droits humains, ne jouons pas sur les mots – au même titre que la liberté d'expression ou le choix de son orientation sexuelle. Prendre au sérieux les droits de l'homme, c'est y inclure les droits collectifs, c'est-à-dire la possibilité de vivre dans des conditions matérielles décentes.

Les militants des droits de l'homme, pourtant, ne s'intéressent qu'aux droits individuels et délaissent ostensiblement les droits collectifs. Que des individus soient emprisonnés ou empêchés de s'exprimer par des gouvernements autoritaires leur est insupportable, mais que des masses d'affamés subissent la loi d'airain du capital mondialisé leur est indifférent. Leur compassion pour l'humanité souffrante est étrangement sélective. Ils ne se mobilisent que pour des minorités ou des individus isolés, ils agissent au cas par cas en sélectionnant les individus ou les groupes qu'ils jugent dignes de leur attention, et on ne les voit jamais prendre fait et cause pour une classe socialement opprimée.

Le vocabulaire de la plupart des ONG – majoritairement anglo-saxonnes – en témoigne clairement. Elles entendent combattre la discrimination et non l'exploitation, l'exclusion et non la pauvreté, la privation de liberté infligée à quelques-uns et non la misère imposée au grand nombre. Leur philosophie est celle de l'individualisme libéral, qui ne connaît que des individus porteurs de droits et se soucie peu de savoir s'il y a parmi eux des riches et des pauvres. Ne parlons pas de la lutte des classes, ce gros mot qu'elles ne veulent même pas entendre prononcer. La seule lutte qui compte à leurs yeux, c'est celle qui vise à aligner des individus abstraits sur un standard restreint aux libertés formelles – et individuelles – en oubliant allègrement que ces libertés n'existent que sous certaines conditions.

Pour tout dire, le droit-de-l'homme ordinaire occulte le fait que ces libertés individuelles ne sont effectives que si les droits collectifs sont garantis par des structures sociales qui les favorisent. En d'autres termes, les droits individuels ne sont réels que si les individus sont correctement nourris, logés, éduqués et soignés, et ces conditions ne sont réunies à leur tour que si un rapport de forces entre classes sociales les inscrit dans la durée. Bref, les droits-de-l'hommes oublient tout bonnement que les individus ne sont rien sans la société et que les droits individuels dont on réclame l'application ne sont que du vent si la société est divisée en dominants et dominés.

Cette indifférence aux conditions d'exercice des droits dont ils font pourtant leur fonds de commerce n'est pas étonnante. Petits-bourgeois des pays riches, les défenseurs des droits de l'homme défendent les droits dont ils jouissent, dont ils pourraient jouir ou dont ils voudraient que jouissent ceux qui leur ressemblent. Pourquoi dépenseraient-ils leur énergie à lutter contre la faim dans le monde quand leur assiette est pleine ? Pourquoi se battraient-ils pour l'appropriation collective des richesses puisqu'ils n'ont aucun problème de fin de mois ? En luttant pour les droits de l'homme, ils aspergent d'eau bénite leurs états d'âme de nantis que leurs conditions d'existence n'amènent jamais à interroger les ressorts de l'oppression et de l'injustice qu'ils ont constamment à la bouche, mais sans savoir de quoi ils parlent.

Que les pauvres soient pauvres importe peu à leurs yeux, car les pauvres revendiquent en général autre chose que la reconnaissance de droits individuels rendus impossibles par l'absence de droits collectifs. Lorsque l'extrême richesse côtoie l'extrême pauvreté, revendiquer la liberté d'expression avec un minimum de sérieux impliquerait d'exiger l'expropriation des capitalistes qui contrôlent la presse afin de créer les conditions d'une information plus objective. Mais on n'a jamais entendu un droit-de-l'homme formuler ce genre de revendication. Le contrôle des médias ne s'expose à sa foudre vengeresse que s'il est exercé par de méchants dictateurs qui défient le nouvel ordre mondial. Pour les autres, il n'y a pas de problème.

Sélective, cette indignation pseudo-humaniste choisit ses victimes. Les autres peuvent crever. Lors de la chute du communisme, en 1991, les organisations droits-de-l'hommes ont crié victoire. L'idéologie des droits de l'homme ayant été inventée pour lutter contre l'URSS, cette victoire finale sembla consacrer leur vision du monde. Mais aucune de ces organisations n'a souligné que les prisons soviétiques étaient vides depuis longtemps et que le totalitarisme dont la philosophie politique des années 70 faisait un mal absolu était une coquille vide. On ne s'émue pas davantage, chez les humanistes, en constatant que sous la présidence Eltsine (1991-2000) l'espérance de vie régressa de dix ans sous l'effet des réformes structurelles dictées à la Russie par le FMI. C'est normal. Les petits vieux qui meurent en masse dans le paradis capitaliste n'intéressent pas les défenseurs des droits de l'homme.

L'humanité souffrante dont se soucient des ONG pétries d'humanisme se résume à un agrégat indistinct d'individus abstraits, atomisés, dont le sort n'est intéressant que s'il témoigne d'une violation de leurs droits individuels, de préférence dans un pays exotique dont le procès est instruit par la doxa occidentale. Mais on n'a jamais vu "Amnesty International" – dont le seul intitulé relève de la publicité mensongère – s'insurger contre le fait que 800 millions de personnes souffrent de malnutrition, ou que des centaines de milliers d'ouvrières sont surexploitées par les multinationales occidentales dans les "maquiladoras" de la frontière mexicaine. On répondra sans doute que ce n'est pas l'objet social de cette organisation, et je répondrai à mon tour que c'est précisément le problème sur lequel il convient d'insister.

Cette triple sélectivité dans le choix des droits en question, des individus concernés, et enfin des pays sur lesquels on braque le projecteur, explique donc beaucoup de choses. Elle explique que l'on fasse le tri parmi les victimes en évitant soigneusement d'incriminer les structures – celles de l'exploitation capitaliste mondialisée – qui sont responsables de 90% des malheurs qui frappent l'humanité. Elle explique aussi la fascination des ONG droits-de-l'hommes pour la défense des LGBT. La lutte contre les discriminations qu'ils subissent est légitime, mais il faut être lucide sur l'effet de cantonnement qu'elle génère. Car cette cause, aux yeux du droit-de-l'homme petit-bourgeois, présente l'avantage de transcender la division sociale, d'évacuer la question des rapports de classe, bref de conférer à la lutte pour les droits humains une universalité abstraite qui sert les intérêts dominants.

La sélectivité du droit-de-l'homme permet aussi de comprendre pourquoi la condamnation des violations incriminées épouse toujours un axe nord-sud. Aucune ONG vénézuélienne ne mène campagne contre la mainmise d'une poignée de milliardaires sur la quasi-totalité des médias en France ou aux USA. En revanche, les ONG occidentales dénoncent sans relâche les violations de la liberté de la presse au Vénézuéla, alors que la presse, loin d'y être opprimée par le pouvoir, appartient à une poignée de capitalistes qui combattent le gouvernement. Machine de guerre contre les Etats récalcitrants, le droit-de-l'homme bénéficie donc de financements colossaux, à l'image de ces "Casques blancs" qui jouent au djihadiste côté cour et au brancardier côté jardin grâce aux 15 millions de dollars versés par des fondations britanniques. Moyennant une trousse à maquillage, ils arrivent même à fabriquer des victimes pour émouvoir le populo scotché devant les petites lucarnes.

Ces exemples montrent également que la fonction expresse de l'idéologie droit-de-l'homme – servie par ces appareils idéologiques de masse que sont les ONG – est de saper la souveraineté des Etats qu'elle a pris pour cibles. De la fondation de George Soros aux officines qui participent aux conflits armés sous couvert d'action humanitaire en passant par les révolutions de couleur organisées de l'étranger, la galaxie droit-de-l'homme intervient partout, distribuant subventions, éléments de langage et certificats de moralité à qui-mieux-mieux dans le seul but de semer le désordre dans des pays dont la liste est fournie par la CIA et dont le seul tort est de faire obstacle à l'hégémonie occidentale. La Russie en sait quelque chose, et on comprend qu'elle

ait neutralisé cette poignée d'exhibitionnistes à moitié débiles (Femen) dont l'activisme desservait les intérêts du peuple russe.

Savamment orchestrée au nom des droits de l'homme, toute cette agitation a pour but de vider de sa substance le droit des peuples à s'organiser comme ils l'entendent. Dirigée contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, cette ingérence fait peser une menace d'implosion sur les sociétés dont l'essor ou la résistance déplaît à Washington, Londres ou Paris. Pratiquée à grande échelle, l'intervention militaire chez les autres n'a pas toujours donné les résultats escomptés. Elle est désormais remplacée par cette épée de Damoclès planant sur la tête de tous ceux qui osent défier l'Empire et contester le monopole du dollar. Faute de pouvoir vitrifier ses opposants étrangers à l'arme lourde, un Occident arrogant brandit alors l'étendard de l'internationalisme humanitaire. Relayé par un gauchisme qui dissout ses illusions perdues dans le pathos et oublie Trotsky avec BHL, il agite frénétiquement le miroir aux alouettes des droits de l'homme, éblouissant beaucoup de bonnes âmes qui ne voient pas que cette idéologie est le faux-nez de l'impérialisme.

L'Occident a beau croire qu'il a découvert la pierre philosophale, la conception des droits de l'homme, pourtant, n'est pas univoque. Pour les Chinois, le premier des droits est celui de ne pas mourir de faim. Cette priorité n'est pas celle de la gauche occidentale, sinon elle mobiliserait davantage d'énergie à lutter contre la faim dans le monde qu'à promouvoir les droits des minorités. Mais cette divergence n'est pas une raison suffisante pour dire que les idées chinoises ne valent rien. "A plusieurs, nous sommes moins sujets à l'erreur que lorsque nous sommes seuls à décider", disait Aristote. On veut bien admettre qu'un milliard 379 millions de Chinois puissent se tromper, mais on peine à croire que ce soit le cas tout le temps, d'autant que leur pays qui était un champ de ruines en 1949 est aujourd'hui la première puissance économique du monde. A défaut de quelques coups bien mérités sur le museau, un peu d'humilité éloignerait homo occidentalis de son penchant indéfectible à donner des leçons à la terre entière.

<http://arretsurinfo.ch/la-supercherie-du-droit-de-lhommisme/>

[Comment justifier le recours à la répression du mouvement ouvrier.](#)

- Pourquoi les médias font-ils la promotion des antifas? - Par Gabriel Black — 06 septembre 2017

Au cours des dernières semaines, l'affiliation anarchiste antifa («antifasciste») a reçu une large et favorable couverture de la part des grands médias.

Le 18 août, le New York Times, la principale voix journalistique du Parti démocrate, a publié un article important en première page intitulé «Les antifas deviennent la faction de gauche amenée à combattre, littéralement, l'extrême droite». Cet article, écrit par Thomas Fuller, Alan Feuer et Serge F. Kovalevski, démontre les positions de ce mouvement au travers d'entretiens avec ses membres.

L'article présente les antifas comme une force sérieuse pour combattre le fascisme, en invitant quasiment les lecteurs à rejoindre le mouvement. «Contrairement à la plupart des contre-manifestants à Charlottesville et ailleurs», rapporte le Times, «les membres des antifas n'ont démontré aucun scrupule à user de leurs poings, bâtons ou poivre de Cayenne pour accueillir une panoplie d'opposants de droite qu'ils considèrent comme une menace fasciste pour la démocratie américaine».

Le journal a interviewé plusieurs membres de cette affiliation, qui, le Times affirme, croient «que la nouvelle droite ascendante dans le pays requiert une réponse physique». Les citations sont toutes présentées sous un jour favorable, incluant celle de quelque'un qui se dit membre des antifas et qui affirme que la «confrontation physique» avec les groupes nazis est nécessaire, «parce que les nazis et les suprémacistes blancs ne sont pas là pour discuter».

L'article du Times n'est pas le seul exemple. Le 20 août, l'émission de NBC, «Meet the Press» a présenté un segment mettant en vedette Mark Bray, l'auteur de Antifa: The Anti-Fascist Handbook et conférencier à Dartmouth.

Bray a également été invité à écrire un éditorial dans le Washington Post, propriété du PDG d'Amazon, Jeff Bezos. L'article, «Qui sont les antifas?», publié le 17 août, était en quelque sorte une publicité gratuite, encourageant les lecteurs à appuyer ou à rejoindre le mouvement. Le descriptif d'une photo indique: «Les antifascistes peuvent paraître comme une nouveauté, mais ils sont présents depuis très longtemps. Peut-être devrions-nous commencer à les écouter».

La couverture importante et bienveillante des antifas par le Times, le Post et NBC est politiquement sinistre. Le Times a la politique d'exclure toute opinion authentiquement de gauche, alors que «Meet the Press», qui est l'émission d'information du dimanche soir la plus regardée, n'interview ou n'inclut jamais dans ses panels quiconque n'est pas considéré acceptable par l'establishment politique.

Au même moment qu'ils offrent une couverture favorable aux antifas, le Times, le Post et les autres agences de médias collaborent avec Google qui tente d'étouffer toute opposition de gauche authentique, incluant le World Socialist Web Site et d'autres sites.

La promotion des antifas sert plusieurs fonctions connexes. D'abord, la violence physique d'une poignée de protestataires dans n'importe quelle manifestation est utilisée régulièrement comme prétexte pour de la provocation policière. C'est vrai non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe et à travers le monde. La police offre aux «antifascistes» et aux groupes anarchistes carte blanche pour faire de la provocation qui est ensuite exploitée pour mener une répression violente.

Ces groupes sont eux-mêmes facilement infiltrés par des agents provocateurs de la police, qui encouragent les actes violents pour arriver au but désiré.

Les objectifs politiques de ces divers groupes qui comprennent les antifas sont, plus encore, entièrement compatibles avec ceux du Parti démocrate, et remplissent une fonction pour cette section de l'establishment politique.

Avant même l'élection de Trump, le Parti démocrate a cherché à canaliser l'opposition populaire endémique à l'égard Trump derrière l'appareil militaire et de renseignement. En fait, les conflits au sein de la classe dirigeante depuis les violences nazies de Charlottesville ont abouti au renforcement de la mainmise des militaires et de l'élite financière sur l'administration Trump. Le premier produit de cette restructuration a été l'annonce par Trump d'une escalade majeure de la guerre en Afghanistan.

Les démocrates et leurs médias affiliés, particulièrement le Times, ont cherché à enterrer les questions de classes fondamentales – la lutte contre les inégalités sociales, la guerre et l'autoritarisme – à travers la promotion d'une série de sujets de diversion.

Le Times a sans cesse fait la promotion de la campagne antirusse cherchant à diriger l'opposition contre Trump derrière une demande de mesures plus agressives à l'égard du gouvernement de Vladimir Poutine. Il a encouragé la notion selon laquelle les États-Unis sont déchirés par des divisions raciales profondes, promouvant les politiques identitaires des démocrates et offrant une couverture médiatique respectueuse et même admirative à l'égard des «nationalistes blancs». Il a également notablement mis en vedette le magazine Jacobin, affilié aux socialistes démocrates d'Amérique, qui appuient le Parti démocrate.

La promotion des antifas est conforme à ce programme. En effet, plusieurs des groupes impliqués dans les antifas sont essentiellement des factions du Parti démocrate. By Any Means Necessary (littéralement, par tous les moyens nécessaires), BAMN, qui est nommé cité dans un article du Times, est parmi les plus fervents promoteurs des politiques raciales des démocrates. Il a reçu une attention nationale en 2014 lors de sa campagne pour la discrimination positive, qui fut menée en alliance avec les démocrates et des sections de l'élite économique et militaire.

Les adhérents des antifas clament qu'ils combattent la menace fasciste en empêchant physiquement les néonazis d'être entendus, leur bloquant l'accès aux écoles et aux villes où ils pourraient atteindre de potentiels disciples. Toutefois, ils ignorent le rôle des démocrates et celui des conditions sociales et politiques qui créent le fascisme.

Les groupes néonazis sont présentement une force sociale minuscule, incapable de rassembler plus de quelques centaines de personnes à leurs grandes manifestations, incluant celle à Charlottesville. Trump et ses conseillers fascistes (incluant Stephen Bannon, désormais parti), malgré tout, cherchent à exploiter la confusion et l'aliénation politiques afin de développer un mouvement extra-parlementaire de l'extrême droite nationaliste.

Dans la mesure où un mouvement fasciste pourrait se développer, c'est parce qu'il bénéficie du soutien d'une section de l'élite dirigeante dans des conditions où les politiques de la classe politique ne sont pas contestées. Dès lors, c'est la subordination de la classe ouvrière au Parti démocrate et à ses divers affiliés, dans lesquels sont impliqués les antifas, qui crée la possibilité aux groupes fascistes de croître.

En ce qui a trait à leur base sociale, les antifas attirent les couches désorientées, particulièrement au sein de la classe moyenne, sur la base d'un programme compatible avec les vues du Parti démocrate et de l'élite dirigeante, lesquels sont indifférents et même ouvertement hostiles à une mobilisation de la classe ouvrière. C'est pour cette raison que les médias en font la promotion.

<http://arretsurinfo.ch/pourquoi-les-medias-font-ils-la-promotion-des-antifas/>

[L'Etat terroriste.](#)

- Le passage des terroristes en France indique que l'État était au courant du projet d'attentat à Barcelone - Par Kumaran Ira — 29 août 2017

Une série d'informations a soulevé des questions sur la connaissance préalable que les gouvernements américain et européens pouvaient avoir des attentats terroristes du 17 août à Barcelone et à Cambrils qui ont tué 15 personnes et en ont blessé plus de 100, et sur comment on a pu laisser commettre cet attentat. Il devient de plus en plus clair que la cellule terroriste de l'État islamique (ÉI) était surveillée par de multiples services de renseignement des puissances de l'OTAN, y compris la France, les États-Unis et la Belgique.

Étonnamment, quelques jours seulement avant l'attentat, plusieurs membres de la cellule terroriste se sont rendu à Paris, qui est un centre de la surveillance par les services de renseignement des activités islamistes en Europe. Ils étaient surveillés, et des responsables français en ont informé les autorités espagnoles après les avoir repérés en France, conduisant la voiture Audi A3 avec laquelle ils ont écrasé des piétons de la station balnéaire de Cambrils, tuant une femme. La voiture a été flashée par un radar en France.

BFM-TV a rapporté : « deux membres de la cellule jihadiste, qui a attaqué Barcelone et Cambrils, dont Younès Abouyaaqoub, l'auteur présumé de l'attaque des Ramblas, ont fait un aller-retour "express" à Paris » du 11 au 12 août. L'Audi a été photographiée à 13 h le 11 août au péage de Lestelle dans les Pyrénées, roulant vers le Nord, avant d'être flashée par un radar. Les deux membres de la cellule auraient passé la nuit dans un hôtel bon marché de la banlieue parisienne de Malakoff et sont allés dans un centre commercial avant de retourner en Espagne.

Le ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, a ensuite confirmé que Paris suivait ces personnes et avait transmis cette information au gouvernement espagnol. Il a dit : « La voiture a bien été flashée en région parisienne. Oui, nous avons vu ce qui se tramait mais nous ne connaissions pas ces individus. Nous avons transmis les informations [...] Ce groupe est venu travailler à Paris, mais ce fut un aller-retour rapide. »

Les déclarations de Collomb soulèvent plus de questions que de réponses. Si les autorités françaises savaient qu'elles devaient suivre quelqu'un qui leur était inconnu, qui les a prévenues ? Et s'ils étaient au courant de « ce qui devait arriver » – c'est-à-dire une attaque terroriste – et en ont ensuite informé les responsables espagnols, pourquoi est-ce qu'aucune action n'a été prise alors que les services de renseignement français et espagnols étaient au courant de la menace ?

Cette question est d'autant plus importante que les agences de renseignement aux États-Unis avaient des connaissances détaillées d'Abouyaaqoub sur les plans du groupe.

Abouyaaqoub était en communication électronique directe via WhatsApp avec Exeintel, une agence de renseignement privée des États-Unis qui proclame sur son compte Twitter qu'elle fournit des « informations utiles » qui ne seront « accessibles qu'aux forces de l'ordre ». Selon un rapport publié par Público, un opérateur d'Exeintel se présentant comme un autre terroriste djihadiste a envoyé un texto à Abouyaaqoub le 31 juillet et a obtenu de lui de nombreux détails concernant la planification opérationnelle de la cellule terroriste.

Abouyaaqoub a confirmé à Exeintel qu'il était situé en Espagne, que son « émir », ou chef, était également en Espagne et qu'il surveillait les déploiements de la police afin de pouvoir mener des attaques multiples dans les petites villes de Catalogne. Il a déclaré que le groupe utilisait des transactions en bitcoins pour se cacher du suivi financier. Il a également affirmé être en contact avec trois « frères » aux États-Unis, desquels ils cherchaient à obtenir des armes. Público écrit : « ce que Exeintel Group Intelligence Service déclare définitivement, comme il l'affirme fermement sur sa page Web, c'est qu'il a lancé une « alerte rouge » aux services de renseignement américains et européens. Ce fut 17 jours avant le massacre. »

Les agents de sécurité n'ont pas expliqué comment on a permis cette attaque, bien que l'Espagne soit en alerte et que la France soit sous un état d'urgence qui suspend les droits démocratiques fondamentaux, supposément pour permettre à l'État de lutter contre le terrorisme.

Les attaques de Barcelone suivent une série d'attaques similaires perpétrées par des jihadistes prétendus liés à l'État islamique (EI) dans les grandes villes d'Europe. Les attaquants – y compris les attaquants à Charlie Hebdo et au théâtre de Bataclan à Paris en 2015, et ceux de l'attentat de Bruxelles en 2016 – étaient, avant les attaques, pratiquement tous connus de la police et des services de renseignement européens. Ils provenaient tous d'un réseau d'opérateurs islamistes travaillant en Europe et combattant dans diverses guerres de l'OTAN pour le changement de régime au Moyen-Orient (lire : « Des rapports des renseignements soulèvent davantage de questions sur l'origine des attentats de Bruxelles et Paris »)...

<http://arretsurinfo.ch/le-passage-des-terroristes-en-france-indique-que-letat-etait-au-courant-du-projet-dattentat-a-barcelone/>

[Dossier sur le Myanmar](#)

- Les Rohingya du Myanmar – Des pions dans la guerre que les Anglais livrent aux Chinois par l'intermédiaire des djihadistes saoudiens - Par Moon of Alabama — 05 septembre 2017

L'attention des médias est dirigée vers des violences ethniques mineures au Myanmar, l'ancienne Birmanie. Selon la presse « occidentale », les Rohingya musulmans sont injustement vilipendés, chassés et tués par des foules bouddhistes et par l'armée dans l'Etat de Rakhine près de la frontière avec le Bangladesh. Les « organisations humanistes libérales » comme Human Rights Watch joignent leurs voix à celles d'islamistes comme le président de la Turquie, Erdogan, pour déplorer le sort des Rohingya.

Cette curieuse alliance s'est également nouée pendant les guerres en Libye et en Syrie. Cela doit nous alerter. Y aurait-il autre

chose derrière ce conflit local au Myanmar? Est-ce que quelqu'un jette de l'huile sur le feu?

C'est bien le cas, en effet.

Alors que le conflit ethnique dans l'Etat de Rankine est très ancien, il s'est transformé au cours des dernières années en une guerre de guérilla djihadiste financée et dirigée par l'Arabie saoudite. La zone a un intérêt géostratégique:

L'Etat de Rakhine joue un rôle important dans OBOR [la nouvelle route de la soie chinoise], car il s'agit d'une sortie vers l'océan Indien où sont prévues des réalisations chinoises pour un montant d'un milliard de dollars : une zone économique sur l'île de Ramree, et le port en eau profonde de Kyaukphyu qui a des pipelines de pétrole et de gaz naturel reliés à Kunming dans la province du Yunnan.

Les pipelines qui vont de la côte ouest du Myanmar vers la Chine à l'est permettent l'importation d'hydrocarbures du golfe Persique vers la Chine tout en évitant le goulet d'étranglement du détroit de Malacca et les sites de la mer de Chine méridionale qui font l'objet d'une contestation.

C'est « l'intérêt de l'Occident » d'entraver les projets de la Chine au Myanmar. Encourager le djihadisme dans l'Etat de Rakhine pourrait y contribuer. Il existe un précédent historique d'une telle guerre par procuration en Birmanie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les forces impériales britanniques ont incité les musulmans Rohingya du Rakhine à se battre contre les bouddhistes nationalistes birmans alliés aux impérialistes japonais.

Les Rohingya immigrèrent dans les régions du nord d'Arakan, l'Etat actuel du Rakhine au Myanmar, depuis le 16ème siècle. Il y a eu une grande vague d'immigration sous l'occupation impériale britannique, il y a environ cent ans. L'immigration illégale en provenance du Bangladesh s'est poursuivie au cours des dernières décennies. Au total, environ 1,1 million de Rohingya musulmans vivent au Myanmar. Le taux de natalité du Rohingya est plus élevé que celui des Bouddhistes locaux d'Arakanese. Ces derniers se sentent sous pression dans leur propre pays.

Alors que ces populations sont mélangées dans certaines villes, il y a de nombreux hameaux habités à 100% par les uns ou les autres. Les Rohingya sont généralement peu intégrés au Myanmar. La plupart ne sont pas reconnus officiellement comme citoyens. Au cours des siècles et des dernières décennies, il y a eu plusieurs épisodes violents entre les immigrants et les populations locales. Le dernier conflit entre les musulmans et les bouddhistes a éclaté en 2012.

Depuis lors, une insurrection clairement islamique s'est développée dans la région. Elle a pris le nom d'Armée du Salut des Rohingya de l'Arakan (ARSA) et elle est dirigée par Atallah abu Ammar Junjuni, un djihadiste pakistanais. (ARSA s'appelait auparavant Harakah al-Yakin, ou Mouvement de la paix.) Atallah est né dans la grande communauté Rohingya de Karachi, au Pakistan. Il a grandi et a été éduqué en Arabie Saoudite. Il a reçu une formation militaire au Pakistan et c'était un Imam wahhabite en Arabie Saoudite avant son arrivée au Myanmar. Depuis, en lavant les cerveaux, il a recruté et formé une armée locale de guérilla d'environ 1000 Takfiris.

Selon un rapport de 2015 du journal pakistanais Dawn, il y a plus de 500 000 Rohingya à Karachi. Ils sont arrivés du Bangladesh au cours des années 1970 et 1980 à la demande du régime militaire du général Ziaul Haq et de la CIA pour lutter contre les Soviétiques et le gouvernement de l'Afghanistan:

La communauté Rohingya [à Karachi] est plus religieuse et elle envoie ses enfants dans les madressahs. C'est une des principales raisons pour lesquelles de nombreux partis religieux, en particulier l'Ahle Sunnat Wal Jamaat, le JI et le Jamiat Ulema-i-Islam-Fazl, ont leur base organisationnelle dans les quartiers birmans.

« Un certain nombre de Rohingya vivant à Arakan Abad ont perdu des proches dans les attaques bouddhistes de juin 2012 au Myanmar », a déclaré Mohammad Fazil, un militant local de la JI.

Les Rohingya de Karachi recueillent régulièrement des dons, le Zakat* et des peaux d'animaux sacrifiés, et les envoient au Myanmar et au Bangladesh pour aider les familles déplacées.

Reuters a noté, à la fin de 2016, que le groupe djihadiste était formé, dirigé et financé par le Pakistan et l'Arabie saoudite:

Le groupe de musulmans Rohingya qui a attaqué les gardes-frontières du Myanmar en octobre est dirigé par des gens qui ont des liens avec l'Arabie saoudite et le Pakistan, a déclaré le groupe International Crisis Group (ICG), jeudi, en donnant quelques noms.

« Bien qu'on en n'ait pas de preuves, il semble que [Atallah] soit allé au Pakistan et peut-être ailleurs, pour s'entraîner à la guérilla moderne », a déclaré le groupe. Il a noté qu'Ata Ullah était l'un des 20 Rohingya d'Arabie Saoudite qui dirigeaient les opérations du groupe dans l'Etat de Rakhine.

Par ailleurs, un comité des 20 émigrés Rohingya influents supervise le groupe qui a son siège à La Mecque, a déclaré l'ICG.

Les Djihadistes d'ARSA affirment qu'ils n'attaquent que les forces gouvernementales, mais des civils bouddhistes arakanais ont également été pris dans des ambuscades et massacrés. Des hameaux bouddhistes ont également été brûlés.

Le gouvernement du Myanmar prétend qu'Ataullah et son groupe veulent instituer un Etat islamique indépendant. En octobre 2016, son groupe a commencé à attaquer la police et d'autres forces gouvernementales dans la région. Le 25 août de cette année, son groupe a attaqué 30 postes de police et des avant-postes militaires et a tué environ 12 policiers. L'armée et la police ont répondu, comme toujours dans ce conflit, en brûlant des communes Rohingya soupçonnées de cacher des forces de la guérilla.

Pour échapper à la violence croissante, beaucoup de bouddhistes locaux arakanais fuient leurs villes et se réfugient dans la capitale du Rankine. Des musulmans Rohingya locaux fuient vers le Bangladesh. Seuls les derniers réfugiés semblent retenir l'attention internationale.

L'armée du Myanmar gouverne le pays depuis des décennies. Sous la pression économique, elle s'est ouverte à l'Occident de manière formelle en instituant la « démocratie ». La chérie de l'Occident au Myanmar est Daw Aung San Suu Kyi. Son parti a remporté les élections et elle joue un rôle important dans le gouvernement. Mais Aung San Suu Kyi est avant tout une nationaliste, et le pouvoir réel est encore détenu par les généraux.

Aung San Suu Kyi ait été choisie pour servir d'icône démocratique, mais elle a peu de mérite personnel, à part celui d'être la fille de Thakin Aung San, un chef célèbre de l'Armée birmane pour l'indépendance (BIA) et le « père de la nation ». Dans les années 1940, Thakin Aung San a été recruté par l'armée impériale japonaise pour mener une guérilla contre l'armée britannique coloniale et la ligne d'approvisionnement britannique vers les forces anti-japonaises en Chine:

Le jeune Aung San a appris à porter des vêtements traditionnels japonais, à parler la langue, et a même pris un nom japonais. Dans « La rivière des traces perdues » l'historien Thant Myint-U dit qu'il a « apparemment été entraîné dans l'euphorie fasciste qui l'entourait », mais il note qu'il est resté fidèle à la lutte pour l'indépendance du Myanmar.

Les conflits ethniques dans l'État du Rakhine ont également joué un rôle dans le conflit britannico-japonais sur la Birmanie:

En avril 1942, les troupes japonaises se sont avancées dans l'État du Rakhine et ont atteint la commune de Maungdaw, près de la frontière de qui était alors l'Inde britannique et qui est maintenant le Bangladesh. Lorsque les Britanniques ont fait retraite en Inde, l'État du Rakhine est devenu une ligne de front.

Les bouddhistes arakanais locaux ont collaboré avec la BIA (British Intelligence Agency) et les forces japonaises, mais les Britanniques ont recruté des musulmans de la région pour contrer les Japonais.

« Les deux armées, britanniques et japonaises, ont exploité les frictions et les animosités de la population locale pour faire avancer leurs propres objectifs militaires », a écrit Moshe Yegar**.

Lorsque les Britanniques ont gagné la guerre contre les Japonais, Thakin Aung San a changé de camp et a négocié la fin de la domination impériale britannique sur la Birmanie. Il a été assassiné en 1947 avec l'aide d'officiers britanniques. Depuis lors, la Birmanie, qui a été renommée Myanmar par la suite, est gouvernée par des factions de l'armée qui se disputent le pouvoir.

La fille de Thakin Aung San, Aung San Suu Kyi, a reçu une éducation britannique et a été élevée en vue de jouer un rôle au Myanmar. Dans les années 1980 et 90, elle s'est querellée avec le gouvernement militaire. Elle a reçu un prix Nobel de la paix et les intellectuels « occidentaux » la considèrent comme une progressiste qui défend les droits de l'homme. Ils sont maintenant déçus qu'elle ne se prononce pas en faveur des Rohingya. Mais en le faisant, elle se mettrait dans le camp opposé à celui pour lequel son père a glorieusement combattu. Elle s'opposerait également à la majorité de la population du Myanmar qui ne porte pas dans son cœur les Rohingya et leur combat djihadiste.

En outre, les projets autour de la nouvelle route de la soie chinoise (OBOR) sont un énorme bonus pour le Myanmar et aideront à son développement économique. Les Saoudiens et les Pakistanais envoient des commandants de guérilla et de l'argent pour pousser les Rohingya au Djihad au Myanmar. Il s'agit d'une réédition historique de l'opération de la CIA contre l'influence soviétique en Afghanistan. Mais contrairement à l'Afghanistan, les habitants du Myanmar ne sont pas musulmans et, au lieu d'y participer, ils vont sûrement se battre contre un djihad dans leur pays. Les Rohingya ne sont plus que des pions dans le grand jeu et ils en feront les frais.

* La zakât ou zakat ou zakaat (?????? zakat), un mot arabe traduit par « aumône légale », est le troisième des piliers de l'islam. Le musulman est tenu de calculer chaque année lunaire (hégire) ce montant et de le donner aux plus pauvres dans son pays de résidence.

**Moshe Yegar était secrétaire adjoint à l'Ambassade d'Israël de Rangoon au début des années 1960. Pendant son séjour en Birmanie, il a soumis une thèse appelée « Les Musulmans de Birmanie » à l'Université hébraïque de Jérusalem.

<http://arretsurinfo.ch/les-rohingya-du-myanmar-des-pions-dans-la-guerre-que-les-anglais-livrent-aux-chinois-par-lintermediaire-des-djihadistes-saoudiens/>

La crise des « Rohingyas »: réalité, rumeurs et ramifications - Par Andrew Korybko — 06 septembre 2017

<http://arretsurinfo.ch/la-crise-des-rohingyas-realite-rumeurs-et-ramifications/>

Soros et les hydrocarbures: ce qui se cache vraiment derrière la crise des « Rohingyas » au Myanmar

...la Burma Task Force [Groupe de Travail sur la Birmanie, NdT], qui comprend plusieurs organisations financées par George Soros, a activement réalisé des opérations au Myanmar depuis 2013 appelant la communauté internationale à mettre un terme à ce qu'ils appellent « le génocide du groupe musulman minoritaire rohingya ». Cependant, l'interférence de Soros dans les affaires domestiques du Myanmar plonge plus profondément dans l'histoire de ce pays.

En 2003, George Soros se joignit à un Groupe de Travail US visant à augmenter « la coopération des USA avec d'autres pays afin d'apporter une transformation politique, économique et sociale à la Birmanie [Myanmar], qui tarde depuis trop longtemps. »

Le document de 2003 du Council on Foreign Relations (CFR) intitulé « Birmanie: Le Moment du Changement » (<https://www.cfr.org/report/burma-time-change-LVOG>), et qui annonçait l'établissement du groupe insistait sur l'idée que « la démocratie... ne peut survivre en Birmanie sans l'aide des États-Unis et de la communauté internationale. »

<http://arretsurinfo.ch/soros-et-les-hydrocarbures-ce-qui-se-cache-vraiment-derriere-la-crise-des-rohingyas-au-myanmar/>

- Le président turc Erdogan et les photos truquées d'un soi-disant génocide en Birmanie — 07 septembre 2017

Page Facebook de « The World of Islam »: Une petite fille victime d'un accident de la route dans la province d'Oddar Meanchey en 2015 au Cambodge devient une gamine rohingya décapitée par les soldats birmanis:

Il y a aussi cet activiste tibétain s'immolant par le feu pour protester contre la visite du président chinois en Inde en 2012 qui est devenu par un coup de baguette magique un Rohingya brûlé par les Birmans:

Ou encore ces moines tibétains rassemblant les victimes du tremblement de terre au Sichuan en Chine en 2008 devenus des gardiens d'un camp de la mort pour Rohingyas:

Et l'intellectuel islamiste Tariq Ramadan n'est pas en reste avec cette photo d'une catastrophe au Congo prétendument en Birmanie selon lui:

Certaines sont reprises par des agences de presse comme l'AFP qui a diffusé une vidéo de civils bouddhistes fuyant les combats entre l'armée birmane et les groupes islamistes armés en prétendant qu'il s'agissait de réfugiés rohingyas. L'AFP s'est ensuite excusée mais les deux phrases d'excuses n'ont guère été remarquées et le mal était fait.

Ce ne sont que quelques exemples. Des centaines d'autres photos à la légende détournée ou carrément truquées sont diffusées sur le net par le gouvernement turc, des associations islamistes fondamentalistes saoudiennes ou autres et des particuliers.

Cela jette un gros doute sur la véracité des informations qu'on nous donne sur ce qui se passe en Birmanie.

<http://arretsurinfo.ch/le-president-turc-erdogan-et-les-photos-truquees-dun-soi-disant-genocide-en-birmanie/>

En complément. Quelques articles.

Des Rohingyas musulmans refusent d'adhérer à l'Armée Rohingya - Par Nyein Nyein — 11 septembre 2017

<http://arretsurinfo.ch/des-rohingyas-musulmans-refusent-dadherer-a-larmee-rohingya/>

Rohingyas : idéologies et approche victimaire - Par Philippe Raggi — 14 septembre 2017

<http://arretsurinfo.ch/rohingyas-ideologies-et-approche-victimaire/>

La crise des réfugiés rohingya et le problème de l'objectivité - Par Gearóid Ó Colmáin — 16 septembre 2017

Le dernier des moines birmans - Par Fernand le Pic — 17 septembre 2017

<http://arretsurinfo.ch/le-dernier-des-moines-birmans/>

La déstabilisation du Myanmar: un plan américain pour créer un 'Rohingyaland', sorte de 'Kosovo' d'Asie du Sud-est - Par Andrew Korybko — 18 septembre 2017

<http://arretsurinfo.ch/la-destabilisation-du-myanmar-un-plan-americain-pour-creer-un-rohingyaland-sort-de-kosovo-dasie-du-sud-est/>

Qui est responsable du « nettoyage ethnique » au Myanmar? - Par Gearóid Ó Colmáin — 30 septembre 2017

<http://arretsurinfo.ch/qui-est-responsable-du-nettoyage-ethnique-au-myanmar/>

Au Kosovo, on aime bien les terroristes « premier ministre » - Par Nikola Mirkovic — 10 septembre 2017

<http://arretsurinfo.ch/la-crise-des-refugies-rohingya-et-le-probleme-de-lobjectivite/>

[Un "gangster" qui a commis des « crimes horribles, cruels et violents » Premier ministre avec la bénédiction de Washington et Berlin...](#)

Après Hashim Thaçi, chef du mouvement terroriste UCK, « Premier ministre » de 2008 à 2014 et aujourd'hui « président » du Kosovo, le « Parlement » du Kosovo vient de désigner son nouveau « Premier ministre », lui aussi issu des rangs de l'UCK : Ramush Haradinaj.

Haradinaj est un Albanais né au Kosovo à Glodjane. Ex-videur de boîte de nuit devenu commandant de l'UCK en Métochie, il a terrorisé et tué Serbes, Roms et même Albanais fidèles à Belgrade pendant les années 1990. Haradinaj a été arrêté en France en début d'année suite à un mandat d'arrêt international déposé par la Serbie contre lui pour crimes de guerre. Un de ses frères menaçait alors d'expulser tous les Serbes du Kosovo s'il n'était pas relâché et Haradinaj, dont le nom de guerre était « Rambo », fut libéré, ce qui n'est malheureusement pas une surprise car « Rambo » s'en sort toujours. Il a déjà été poursuivi deux fois par le Tribunal pénal international de La Haye et, deux fois, il a été acquitté. Le procureur du TPI, Carla del Ponte, avait pourtant déclaré que Haradinaj est un « gangster » qui a commis des « crimes horribles, cruels et violents » et qui « a du sang sur les mains ». Malgré cela, Haradinaj en sortit indemne.

Lors de ses procès, les hommes prêts à témoigner contre lui meurent souvent dans des conditions violentes, changent soudainement leurs versions ou retirent leur témoignage et ce, malgré la protection supposée de EULEX, qui dépend directement de l'Union européenne. Haradinaj a le bras long et la gâchette facile et il sait qu'il est protégé par Bruxelles et Washington. Lors d'une altercation avec la famille Musaj, une famille d'Albanais du Kosovo qui l'accuse d'avoir tué leur frère, la dispute se transforme en échange de tirs et « Rambo » est blessé. C'est alors l'armée américaine qui doit le récupérer et l'hélicopter au camp de Bondsteel avant de l'exfiltrer en Allemagne pour le faire soigner. L'Oncle Sam prend soin de ses hommes de main.

<http://arretsurinfo.ch/au-kosovo-on-aime-bien-les-terroristes-premier-ministre/>

En complément.

L'Iran, la Grande-Bretagne, le pétrole et la CIA : 1953, Operation Ajax - Par Corinne Autey-Roussel — 13 septembre 2017

<http://arretsurinfo.ch/liran-la-grande-bretagne-le-petrole-et-la-cia-1953-operation-ajax/>

- Comprendre la crise coréenne grâce à l'histoire - Par William R. Polk — 14 septembre 2017

<http://arretsurinfo.ch/comprendre-la-crise-coreenne-grace-a-lhistoire/>

[Etats-Unis. Quand le complexe militaro-industriel-financier est au pouvoir.](#)

A propos de la junte... - Par Moon of Alabama — 25 août 2017

Selon une théorie politique des années 1950, La structure du pouvoir dans la société américaine repose principalement sur trois groupes d'élites, les hauts-gradés de l'armée, les dirigeants de grandes sociétés et les dirigeants politiques (par « direction politique » j'entends en fait la bureaucratie, la CIA et leurs forces par procuration du Congrès.)

Le jour de l'élection, j'ai noté que seuls les militaires avaient soutenu la campagne Tout sauf Hillary. Les deux autres angles du triangle, les multinationales et l'exécutif ont soutenu Hillary Clinton et ont continué à le faire même après la victoire de Trump. (Ce n'est que récemment que la propagande de la « collusion avec la Russie » a tout à coup cessé). J'ai écrit:

L'armée va exiger son dû et ce sera plus que les trois généraux qui sont maintenant au cabinet de Trump.

Cela s'est avéré juste. Une junte militaire dirige maintenant les États-Unis:

À la Maison Blanche, les généraux gèrent les interactions de Trump heure par heure et murmurent à son oreille – et ces murmures, comme pour la décision de cette semaine d'étendre les opérations militaires américaines en Afghanistan, deviennent souvent des décisions politiques.

Parmi les proches de Trump, il y a un trio chevronné de généraux qui ont l'expérience du commandement des champs de bataille: le chef d'état-major de la Maison Blanche, John F. Kelly, le secrétaire à la Défense Jim Mattis et le conseiller de sécurité nationale H. R. McMaster. Les trois hommes ont soigneusement cultivé des relations personnelles avec le président et ont gagné sa confiance.

Kelly, Mattis et McMaster ne sont pas les seules figures militaires qui servent à des niveaux élevés dans l'administration Trump. Le directeur de la CIA, Mike Pompeo, le procureur général Jeff Sessions, le secrétaire à l'énergie Rick Perry et le secrétaire à l'Intérieur, Ryan Zinke, ont servi dans plusieurs branches de l'armée, et Trump a récemment mis l'ancien général d'armée, Mark S. Inch, à la direction du Bureau fédéral des prisons. [...] Le Conseil de sécurité nationale [...] compte deux autres généraux parmi les cadres supérieurs.

Avec le licenciement du renégat Flynn et de divers autres conseillers de Trump, la Junte a déjà éliminé toutes les voix indépendantes de la Maison Blanche. Elle attache maintenant plus de fils à sa marionnette « chargée de la vente » pour la contrôler mieux encore:

Le nouveau système, décrit dans deux notes co-écrites par [les généraux] Kelly et Porter et distribuées aux membres du Cabinet et récemment au personnel de la Maison Blanche, vise à s'assurer que le président ne prendra connaissance d'aucun document de politique extérieure et intérieure, d'aucunes notes de service, rapports d'agence, ni même articles qui n'aient pas été validés.

Trump a un faible pour l'armée depuis qu'il a étudié dans une Académie militaire de New York pendant sa jeunesse.

Mais il n'aime pas être contrôlé. Je m'attends à ce qu'il se révolte un jour. Il se rendra alors compte qu'il est trop tard et qu'il est impuissant. Moon of Alabama — 25 août 2017

En complément

- Administration Trump : Tom Price, septième renvoi - Libération.fr

Le ministre américain de la Santé, Tom Price, a été contraint à la démission vendredi. Il rejoint une longue liste de collaborateurs écartés par Trump depuis son entrée à la Maison Blanche. Liberation.fr 1 octobre 2017

[Ils osent tout...](#)

- Réforme de l'ISF: "Le problème n'est pas qu'on ait trop de riches" (Bergé, LREM) - AFP

- Lienemann : "Le PS est sans ambiguïté dans l'opposition" - Franceinfo

- Edouard Philippe annonce un nouveau plan contre l'antisémitisme, "bête immonde" - AFP

- Loi antiterroriste SOS Racisme dénonce le «délit au faciès» ouvert par l'article 10 - Liberation.fr

Vive la guerre !

- "Le monde réarme": Philippe justifie les hausses à venir du budget de la Défense - L'Express.fr

En déplacement sur la base navale de Toulon, le Premier ministre a affirmé que "la parenthèse enchantée des dividendes de la paix est refermée".

- Bayrou se pose en défenseur «d'une exigence de justice sociale» - Liberation.fr

A l'occasion de l'université de son parti, il a réaffirmé son soutien au président. Liberation.fr

- Wauquiez attaque Macron et «les élites qui prétendent dicter leur loi» - LeFigaro.fr

- "La peau sur les os": les enfants Rohingyas menacés par la malnutrition - AFP

- Ouest de la Birmanie: l'ONU fait état d'une "souffrance humaine inimaginable" - AFP

- Encore 20 jours de prison pour Navalny, un cadeau pour Poutine ? - euronews

Fabrication du consentement.

- Sondage: confiance en hausse pour Macron et Philippe - AFP

La cote de confiance d'Emmanuel Macron (49%, "3 points) et celle d'Edouard Philippe (48%, "4) se redressent en septembre par rapport à août, selon un sondage Harris Interactive diffusé lundi. AFP 03.09

Conclusion : Plus le chômage et les dividendes des actionnaires du CAC40 augmentent, plus Macron et Philippe gagnent en popularité... Vous en déduisez quoi ? Je n'ose pas vous dire ce que je pense, vous en seriez choqués...

[Haut de page ↗](#)

Le 4 octobre 2017

CAUSERIE

Je n'ai pas encore consulté les infos d'hier, j'ai consacré ma matinée à écrire la contribution suivante qui constitue un complément à la causerie de la veille.

Pour alléger le volume de la page d'accueil j'ai retiré les causeries de juillet jusqu'à fin septembre, je les archiverai ce soir.

Einstein a posé une question en rapport avec l'instauration et le développement rapide d'une caste bureaucratique parasitaire à l'intérieur du nouvel Etat ouvrier en Russie dans les années qui ont suivi la fin de la guerre civile, et à laquelle nous n'avons jamais répondu à ma connaissance :

- *"comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contrepoids démocratique au pouvoir de la bureaucratie ?"*

Quelques remarques.

On aura constaté qu'Einstein ne remet pas en cause la stratégie qui avait été adoptée par le parti bolchevik (ou communiste), et qui permit de mener à son terme le processus révolutionnaire tout en portant ce parti au pouvoir.

Il concevait qu'il était inévitable que le parti qui avait lutté résolument pour renverser le régime en place et s'attaquer aux fondements du capitalisme, concentre le pouvoir politique et économique entre ses mains une fois la victoire de la révolution devenue une réalité.

Il avait compris qu'un Etat quel qu'il soit ne pouvait pas fonctionner sans bureaucratie, tout comme n'importe quel parti politique par ailleurs. La question ensuite qui restait à résoudre, était de savoir comment il serait possible de la contrôler démocratiquement, afin d'éviter qu'elle ne se transforme pas en un instrument d'oppression tournée contre le peuple. Dit autrement, comment faire pour que la bureaucratie soit ou demeure l'expression de la démocratie, et ne se transforme pas en son contraire en rompant avec

le mandat qui lui avait été confié par le peuple travailleur.

De nos jours, quand on observe la servilité dont font preuve en général les travailleurs et plus particulièrement les fonctionnaires face à leurs patrons ou à l'Etat des capitalistes, de quelle manière ils sont prêts à justifier les sacrifices qui leur sont imposés, tout comme les inégalités, les injustices et les guerres impérialistes du moment que leur mode de vie est préservé, bien qu'ils soient plus évolués qu'au début ou au milieu du XXe siècle, on est en droit d'en déduire que nombreux ou la majorité d'entre eux seraient prêts à se faire les instruments aveugles d'une dictature bureaucratique ou à s'en accommoder dès lors qu'elle leur consentirait des privilèges ou leur accorderait un statut supérieur au reste des travailleurs.

Ce constat va peut-être déclencher une salve de consternations chez les ouvriéristes. Nous leur répondrons que les marxistes n'avaient pas hésité à le faire à leur époque, sans complaisance et parfois même dans des termes d'une extrême violence qui sont inutiles ici. Pour prendre l'exemple le plus parlant ou le plus cru de manière à éviter tout équivoque, s'ils avaient à l'esprit l'Allemagne et le prolétariat de la fin des années 10 et du début des années 20, et ceux des années 30-40, peut-être comprendraient-ils quelque chose à la nature humaine et à la lutte des classes qui sont capables du meilleur comme du pire, pour définir les tâches que l'avant-garde doit se fixer pour aider les masses à avancer vers le socialisme.

Revenons à notre sujet.

Les travailleurs ne peuvent exercer un contrôle démocratique sur les institutions ou l'Etat pour empêcher leur dérive dictatoriale, qu'à partir du moment où ils auront atteint un certain niveau intellectuel et de conscience politique. Prétendre qu'il suffirait que la démocratie soit effective ou réalisée pour que chacun y participe, ne veut strictement rien dire. Des millions de travailleurs ont un jour ou une multitude de fois participé à des actions de classe sans pour autant que leur conscience politique progresse, donc qu'on arrête de nous raconter des histoires à dormir debout. Imaginer en étant animés de bonnes intentions qu'il suffirait que le parti au pouvoir, le gouvernement mettent la démocratie à la portée des travailleurs pour qu'ils s'en saisissent, c'est se leurrer ou se faire de graves illusions, car tout dépendrait du niveau de conscience qu'ils auraient atteint au début de la révolution, sans pour autant que l'inertie de l'histoire cesse de les tirer en arrière ou qu'ils se défassent du mode de pensée profondément ancré en eux...

Ne vous est-il pas venu un jour à l'esprit qu'un gouvernement révolutionnaire et socialiste pourrait prendre des mesures qu'un grand nombre de travailleurs rejetteraient ou qualifieraient d'antidémocratiques, parce qu'ils ne comprendraient pas qu'il soit impossible de faire autrement dans un contexte donné ?

Non seulement les travailleurs sont très hétérogènes sur le plan de leur statut social ou de leur condition dans la société, mais en plus, ils sont plus ou moins arriérés ou évolués au sein de toutes leurs couches, par travailleurs j'entends du cantonnier au médecin. Il est donc très difficile, voire impossible de définir un discours qui serait accessible à chacun d'entre eux en partant de ces facteurs, que nous prendrons en considération à un autre moment. Il ne nous reste plus que la logique, le matérialisme dialectique, en prenant pour base ou support les faits et l'enchaînement des faits, leurs rapports, l'orientation qui s'en dégage, etc. pour que la situation devienne claire et compréhensible à tous.

Les travailleurs manquent cruellement de logique, ils ne cessent d'en faire la démonstration quotidiennement, par exemple en justifiant l'existence des riches, ils cautionnent l'existence des pauvres, c'est assurément le meilleur moyen de le rester. Par milliers on pourrait multiplier cet exemple qui traduit leurs faiblesses. Ne pas en prendre conscience lors d'une révolution lui serait fatale, et ne pas en prendre conscience plus tôt constitue un obstacle pour avancer sur la voie du socialisme.

On vient d'apprendre que les entreprises du CAC 40 avaient réalisé 52 milliards d'€ de bénéfices sur le premier semestre 2017, sans que cela ne fasse l'objet d'une quelconque réaction, pendant qu'ils rognent les APL de 5€ à des millions de travailleurs pour économiser quelques centaines de millions d'euros qui viendront grossir le budget de la Défense par exemple, ou compenseront en partie les baisses d'impôts consenties par le gouvernement aux plus fortunés. Quand on s'accommode d'une politique qui est la négation de nos droits, on signifie par là qu'on a abdiqué nos droits ou qu'on n'a pas acquis la conscience de leur légitimité, cela démontre qu'on n'est pas prêt pour exercer la démocratie.

On dit beaucoup de mal de Mélenchon et nous l'assumons, en revanche il faut admettre qu'il a raison au moins sur un point, à savoir qu'il faut tout faire pour élever le niveau de conscience (et d'organisation) des travailleurs, non pas pour réformer le capitalisme puisque c'est impossible ou au profit des classes moyennes, mais dans la perspective de le renverser.

Les dirigeants et les militants de l'avant-garde considèrent qu'élever le niveau de conscience politique des travailleurs ne serait pas une priorité ou une tâche qu'ils doivent se fixer, ils considèrent que ce serait un facteur négligeable ou secondaire, contrairement à Trotsky qui avait expliqué le contraire après avoir constaté que c'était le principal facteur qui avait été à l'origine de la dégénérescence de la révolution et du parti bolchevique, de la défaite de toutes les révolutions après celle de la Russie en 1917, de l'essor et du triomphe du stalinisme. A croire qu'ils n'en ont retenu aucun enseignement ou qu'ils sont passés à côté du principal, avec la nécessité de construire un parti et une internationale sur le modèle du parti bolchevik, puisque c'est seulement à l'échelle mondiale que le socialisme pourra l'emporter sur le capitalisme.

Il existe des facteurs contradictoires dans la situation actuelle, à nous de savoir les exploiter pour les orienter dans la bonne direction. Chacun convient que la situation est devenue délétère, nauséabonde, insupportable. D'un côté les travailleurs se sont embourgeoisés, pas forcément sur le plan matériel, mais sur le plan idéologique, d'un autre côté ils sont suffisamment évolués pour comprendre que leur inaction, leur passivité ou leur neutralité face au régime ne peut que contribuer à la détérioration de leur sort et à renforcer Macron et son gouvernement minoritaire et illégitime, qui prépare une nouvelle offensive contre leurs droits fondamentaux.

On doit donc leur tenir un discours axé à la fois sur la légitimité de leurs besoins ou aspirations, en refusant à quiconque le droit de remettre en cause l'ensemble de leurs acquis sociaux, et la nécessité de rompre avec le capitalisme et les institutions qui sont exclusivement à son service, en démontant pièce par pièce la propagande officielle qui est destinée à les induire en erreur, à les conditionner afin qu'ils abdiquent leurs droits parfaitement légitimes au profit de ceux des capitalistes, qu'ils acceptent indéfiniment de nouveaux sacrifices, en leur expliquant qu'ils sont ou qu'ils détiennent la solution à la crise du capitalisme, pour peu qu'ils prennent conscience que c'est en se tenant à l'écart de tout engagement politique qu'ils creusent leur propre tombe ou sont voués aux pires souffrances dans l'avenir.

La fatalité, s'il devait en exister une, elle serait le produit de leur incapacité à prendre conscience que la situation recèle des contradictions d'où ressort deux orientations opposées de la société, dont l'une peut permettre de mettre fin au capitalisme et un terme à tous leurs maux, dès lors qu'ils s'organisent pour que ces objectifs se réalisent.

On ne peut pas vouloir à la fois une chose et son contraire, à un moment donné il faut trancher ou choisir. Soit on s'en tient à ses droits et on déclare que ceux des capitalistes sont illégitimes, soit on estime que ceux des capitalistes sont légitimes et dans ce cas on abdique nos droits, on se soumet, on accepte de vivre dans une société qui nous traite pire que des esclaves.

En toute logique, les travailleurs doivent s'organiser dans le ou les partis qui combattent quotidiennement pour en finir avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions nationales, européennes, internationales. Ils doivent se détourner de tous ceux qui s'en accommodent et leur mentent sur leurs réelles intentions. Et si pour une raison ou une autre ils ne sont pas en mesure de rejoindre un tel parti ouvrier, qu'ils rompent avec les institutions et le soutiennent en suivant ou en participant à son intervention dans la lutte des classes, qu'ils en deviennent des sympathisants ou qu'ils s'organisent dans les structures plus souples que ce ou ces partis ont créées.

Leur sort et celui de la société est entre leurs mains, à eux de saisir l'occasion qui leur est fournie de rompre avec un mode de pensée et un comportement qui leur ont été inculqués par les tenants du capitalisme pour les maintenir dans la servitude. Ils pourront ainsi se donner un idéal dont ils pourront être fiers, et donner un sens à leur vie

Absolument tout nous est imposé dans cette société sans qu'on ait notre mot à dire, et quand on nous demande notre avis, on n'en tient pas compte. On ne vit donc pas dans une société démocratique.

C'est de là qu'il faut partir, qui décide, qui est légitime pour décider de l'orientation de la société.

Est-il légitime qu'il y en aie qui se goinffrent tandis que d'autres crèvent de faim ? Est-il légitime que certains habitent dans des villas cossues ou des palaces et d'autres dorment dans la rue ? Est-il légitime que ceux qui ne produisent aucune richesse accumulent des fortunes colossales, tandis que ceux qui travaillent peinent à joindre les deux bouts ? Est-il légitime que certains soient rentiers et riches, et d'autres au chômage et miséreux ?

On a tout dit là. Alors stop ou encore ? Si on ne dit pas stop, il ne faut pas venir se plaindre d'être mal traité ou de faire face à une multitude de difficultés sans jamais en voir le bout. C'est une question, non pas de bon sens, mais de logique élémentaire, ce qui fait le plus défaut aux travailleurs et à un grand nombre de militants.

Si maintenant on refuse de partir du b.a.-ba, comment voulez-vous ensuite que les travailleurs vous suivent ou progressent ? C'est comme si avant d'avoir appris à lire, on mettait entre les mains d'une personne un traité de philosophie, et qu'on s'étonne qu'elle n'y comprenne rien. Au lieu de conclure qu'elle aurait un problème, on ferait mieux d'admettre que c'est nous qui avons un grave problème à résoudre pour avoir entrepris une telle démarche. Avant de se mettre à la place des travailleurs ou de parler en leur nom, on ferait bien de commencer par apprendre à les connaître.

Si les rapports sociaux sont déterminés par le mode de production et la place qu'y occupent les différents acteurs sociaux, ils ne se réduisent pas qu'à ce seul facteur. Pourquoi ? Parce qu'il a donné naissance à une multitude de représentations idéologiques (politiques, juridiques et autres) qui paraissent indépendantes ou évoluer indépendamment des rapports établis entre les classes, alors qu'en réalité elles y puisent leur origine. Les travailleurs en ont une perception faussée qu'il s'agit de rectifier, pour qu'ils cessent d'en subir l'influence ou les cautionnent, puisque par leur nature de classe, dès l'origine ces représentations idéologiques n'étaient pas destinées à concourir à leur bien-être, mais uniquement à perpétuer aux différentes époques l'existence du système économique en vigueur ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'ils doivent abolir pour conquérir leur liberté.

Voici ce qu'en disait Engels en 1893, et ce qui vaut pour les intellectuels est valable pour la plupart des gens comme il le précise :

- "L'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute avec conscience, mais avec une conscience fausse. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui restent inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique. Aussi s'imagine-t-il des forces motrices fausses ou apparentes. Du fait que c'est un processus intellectuel, il en déduit et le contenu et la forme de la pensée pure, que ce soit de sa propre pensée ou de celle de ses prédécesseurs. Il a exclusivement affaire aux matériaux intellectuels ; sans y regarder de plus près, il considère que ces matériaux proviennent de la pensée et ne s'occupe pas de rechercher s'ils ont quelque autre origine plus lointaine et indépendante de la pensée. Cette façon de procéder est pour lui l'évidence même, car tout acte humain se réalisant par l'intermédiaire de la pensée lui apparaît en dernière instance fondé également sur la pensée. (...)

C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens. (...)

A cela se lie également cette idée stupide des idéologues : comme nous refusons aux diverses sphères idéologiques qui jouent un rôle dans l'histoire, un développement historique indépendant, nous leur refusons aussi toute efficacité historique. C'est partir d'une conception banale, non dialectique de la cause et de l'effet comme de pôles opposés l'un à l'autre de façon rigide, de l'ignorance absolue de l'action réciproque. Le fait qu'un facteur historique, dès qu'il est engendré finalement par d'autres faits économiques, réagit aussi à son tour et peut réagir sur son milieu et même sur ses propres causes, ces messieurs l'oublent souvent tout à fait à dessein."

Les médias, les instituts de sondages, la publicité, le cinéma, le théâtre, la littérature, la chanson populaire, les religions, les philosophies, les partis politiques, les ONG, les think tank, les institutions, etc, tous sont des "facteurs historiques" en liaison avec des "faits économiques", et ils ont une influence sur l'ensemble de ces facteurs, de la société, y compris leurs causes, mais étrangement voyez-vous, ils n'en auraient pas sur l'état d'esprit ou le comportement des travailleurs selon certains militants et leurs dirigeants ; il n'était pas exagéré d'affirmer que décidément nous ne vivions pas dans le même monde, vous l'admettez, passons.

Mes détracteurs en sont restés à la conception de la lutte de classe qui prévalait au début du XXe siècle, et qui présentait bien des carences que l'on n'a jamais essayé de combler depuis. On pourrait admettre que c'était impossible ou inévitable autrefois du fait du degré d'arriération des travailleurs, mais depuis ils ont évolué, la société également, et elle a donnée naissance à de nouvelles représentations idéologiques qui poursuivent le même objectif, dès lors qu'elles puisent à la même source et servent les mêmes intérêts, pas ceux des travailleurs évidemment, et même s'ils parviennent parfois à s'en saisir pour obtenir certains avantages, jamais elles ne rompent le lien qui les relie à leur origine ou au point de renier leur nature de classe.

En guise d'épilogue pour se détendre un peu.

J'ai téléchargé plus de 550 films principalement de réalisateurs français et datant des années 30 à 60. J'en regarde 4 ou 5 par semaine, le soir uniquement. Depuis je suis passé par plusieurs stades, de l'enthousiasme à l'écoeurement, au point qu'aujourd'hui, une fois la projection terminée, je n'en fais plus qu'une analyse ou un résumé sociologique ou politique qui tient en quelques phrases, tant ils étaient bourrés de clichés ou de propagande facilement repérable, et qui finalement tendait à se répéter sans fin pour gaver le peuple jusqu'à la gueule, d'où la nausée que j'ai fini par ressentir à la longue.

Si je prends encore du plaisir à les regarder, c'est parce qu'ils sont susceptibles de me rappeler mon enfance ou les années qui l'ont précédée et dont je n'ai plus aucun souvenir. Mais aussi par curiosité, pour essayer de ressentir ce que devaient éprouver les travailleurs à ces différentes époques en les regardant, en liaison avec la situation politique que je connais davantage pour mieux la comprendre encore. Ce qui m'indispose le plus, c'est le jeu des acteurs qui figuraient en haut de l'affiche, parce qu'ils surjouaient leur propre personnage jusqu'à l'outrance et au-delà du ridicule au détriment du personnage qu'ils étaient censés interpréter, un peu comme si les spectateurs ne venaient pas voir un film ou entendre une histoire, mais uniquement des acteurs, des stars qui ont tourné dans un grand nombre de navets, tant les scénarios étaient maigres ou insignifiants.

Mais je dois avouer aussi que le cinéma ne m'a jamais vraiment intéressé, pour reproduire ce que je vivais et que je ne supportais déjà pas, je ne voyais pas où était l'intérêt d'en rajouter franchement. Cela dit, cela permet de faire abstraction de son quotidien quand on se replonge dans une autre époque. On se rend compte de ce qui a changé ou non dans la société, ce qui n'est pas sans intérêt pour le coup.

Je ne regarde jamais de films de guerre, celles d'aujourd'hui me suffisent amplement. Je préfère les documentaires qui sont tout autant orientés mais qui présentent l'avantage de montrer certains aspects de la réalité et non des décors fabriqués. J'ai toujours préféré l'original à la copie ou les maîtres à leurs disciples. Et il ne me viendrait pas à l'idée de regarder un film de notre époque ou des années 90 ou 2000, je les ai vécues et je les ai en mémoire, je ne tiens pas à les revivre, merci bien, je me contenterai du présent où je puise mon imagination pour préparer l'avenir...

De la même manière, j'ai en horreur la littérature de la seconde moitié du XXe siècle, hormis les surréalistes qui se résument à

André Breton. Idem pour les arts en général, sauf la musique bien sûr, de préférence sans parole ou dans une langue que je ne comprends pas, je ne supporte pas la chanson populaire, pas même Brassens, Ferré ou Brel, les contes à l'eau de rose ou destinés à se donner bonne conscience, ce n'est pas mon truc, ma propre existence au quotidien et celle de mes proches est suffisamment riche en émotions, pour que je n'éprouve pas le besoin d'aller en pêcher ailleurs, là aussi j'ai ma dose !

Je pourrais pratiquement en dire autant de la littérature en vieillissant. L'intérêt que j'y portais autrefois s'est déporté ou s'est affiné, je ne sais pas si on peut dire les choses ainsi, de sorte que c'est la manière dont l'auteur a construit son histoire qui présente encore un intérêt sur le plan historique et psychologique, ce qui nécessite de bien le situer dans son époque ainsi que son ouvrage. C'est ce que j'avais beaucoup apprécié quand j'avais enseigné au lycée français de Pondichéry, et je crois que cela avait passionné mes élèves.

La réalité est suffisamment riche et complexe en expériences pour alimenter notre imagination, pour qu'on n'ait pas besoin de recourir à des fictions pour se la représenter ou inventer je ne sais quelle stratégie politique qui n'aura qu'un rapport lointain avec elle. Et si la réalité ne se réduit pas au présent, on ne peut pas ou on ne doit pas forcément la traduire en employant les instruments qui appartiennent à un passé définitivement révolu.

La nostalgie n'est pas bonne conseillère, elle est souvent trompeuse, et ne conduit qu'à des désillusions douloureuses qu'on a déjà eu l'occasion de ressasser mille fois ou à refaire le monde et notre vie, signe qu'on n'y a pas compris grand chose, ce qui est plutôt démoralisant. Mais si cela peut aider à en prendre conscience, pourquoi pas, chacun emprunte un chemin différent pour progresser, et loin de moi l'idée d'en dicter un à suivre, surtout au regard de mon parcours atypique qu'on me reproche suffisamment comme cela.

Ce serait intéressant que les militants proposent des solutions aux problèmes soulevés par Einstein, pour qu'on puisse en discuter tranquillement, librement, fraternellement si c'est encore possible, à son époque c'était impossible. L'air de rien, cela fait partie de la défense du marxisme et du socialisme, avis à ceux qui y tiennent vraiment, leurs contributions seront les bienvenues.

[Haut de page ↗](#)

Le 5 octobre 2017

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter les infos d'hier. Les causeries de juillet à fin septembre sont disponibles au format pdf si cela vous intéresse. Apparemment nous n'aurons pas d'électricité toute la journée, donc service minimum, il est déjà 12h05.

De nos jours, la quasi-totalité des événements qui se produisent dans le monde font l'objet intentionnellement d'une interprétation officielle frauduleuse qui relève de la propagande relayée par les médias-oligarchiques, qui consiste à manipuler les faits ou à instrumentaliser les différents acteurs qui y participent, de sorte que les peuples partagent cette interprétation, de manière à ce que leurs auteurs ou commanditaires puissent agir à leur guise ou commettre leurs forfaits contre les peuples en toute impunité, atteindre leurs objectifs politiques inavouables puisqu'ils sont tournés contre les intérêts de tous les peuples sans exception.

Comment fonctionne ce mécanisme ?

Cette interprétation frauduleuse va comporter inévitablement des contradictions qui vont apparaître au grand jour plus ou moins rapidement, ce dont leurs auteurs ont parfaitement conscience dès le départ sans que cela les gêne plus que cela. Bien au contraire, parce qu'ils vont s'en servir pour dresser les partisans de leur interprétation contre ceux qui la contestent, mieux, un grand nombre d'acteurs politiques parmi leurs plus zélés serviteurs vont s'en charger à leur place, ce qui contribuera à créer un climat d'affrontement et de confusion permanent, autrement dit, ils seront parvenus à créer une situation inextricable où plus personne ne sera en mesure de penser quoi que ce soit de tel ou tel événement, ce qui leur laissera les mains libres pour agir selon leur plan et la boucle sera bouclée. On peut en conclure que toute contestation de leur interprétation se verra réduite à l'impuissance ou demeurera sans conséquence quel que soit par ailleurs l'accueil qu'elle aura reçu de la part de la population.

Il en était déjà de même hier ou les gouvernants manipulaient déjà les faits, mais ce qui a changé, c'est que contrairement à autrefois ils n'accordent plus la parole à ceux qui contestent leur version, ils les chassent des médias ou leur en interdisent l'accès. En revanche, quand ils s'aperçoivent que des révélations prennent trop d'ampleur, pour ne pas perdre la main, ils se chargent eux-mêmes par l'intermédiaires des médias de critiquer leur propre interprétation en mêlant soigneusement à leurs contrevérités quelques vérités pour donner un aspect plausible à leur récit frelaté, inspirer la confiance, de manière à ce que les lecteurs, téléspectateurs ou auditeurs aient l'impression trompeuse qu'ils ont à faire à la réalité, alors qu'en fait ils se font manipuler une fois de plus, puisqu'ils concluent généralement leur récit par une formule sibylline qui les laissera sur leur faim ou leur inspirera le doute.

Ils auront ainsi atteint leur objectif, qui était d'empêcher que la population parvienne à se forger des convictions contraires à leurs intérêts (des dominants) ou qu'elle y voit plus claire dans la situation, et surtout qu'elle ne puisse pas s'en servir par suite contre le régime, pendant que leurs véritables intentions demeureront obscures au plus grand nombre, qui sera conduit à adopter une attitude passive ou neutre.

Leur technique de conditionnement des masses est plus complexe ou élaborée qu'elle n'y paraît au premier abord... Dénoncer les mensonges des médias à longueur de temps ne sert à rien, si on ne prends pas la peine d'expliquer les différents mécanismes auxquels ils recourent, et qui leur permettent de donner l'illusion qu'ils incarneraient la démocratie ou continuer de se réclamer de la liberté d'expression, alors qu'ils les piétinent allègrement de manière systématique. Cela permet au passage de redorer leur blason auprès des esprits faibles, ils sont légions. Leur but étant de conserver le contrôle des esprits pour la suite de la lutte de classes, puisque c'est de cela dont il s'agit.

Les travailleurs et les militants prennent position pour ou contre tel ou tel référendum, en faveur ou non de tel ou tel protagoniste dans une guerre ou une guerre civile, ils sont partagés sur la politique ou les mesures qui sont adoptées par le gouvernement, hormis celles qui sont ciblées ouvertement contre les travailleurs, pour tout le reste c'est la division et confusion la plus totale qui règne.

Après avoir étudié les questions kurdes et catanes, je me prononce contre les deux référendums, le premier parce qu'il a été précédé par une épuration ethnique, qui plus est les millions de Kurdes concernés qui vivent en Turquie et en Iran n'ont pas été consultés, ensuite, il participe de la balkanisation ou au démantèlement de la Syrie et de l'Irak, et pour le second, parce qu'il s'inscrit dans le cadre des euro-régions défini par l'UE. Ils existent d'autres faits ou arguments pour étayer ces positions.

Je condamne la déstabilisation en cours du Myanmar (et de sa région) par l'impérialisme Américain flanqué de ses alliés habituels, comme je condamne l'instrumentalisation politique de l'exode des Rohingya, je ne participerai à aucune campagne sur ce plan-là.

De manière générale, je ne participe à aucune campagne initiée par les représentants des impérialistes qui sont uniquement destinée à diviser et opposer les peuples ou leurs différentes couches exploitées ou opprimées, à déstabiliser des Etats afin que l'oligarchie anglo-saxonne atteignent les objectifs économiques ou politiques qu'elle s'est fixée.

Je pars du fait ou du principe que les différents impérialistes et leurs représentants ne peuvent adopter une politique ou des mesures en faveur des peuples exploités ou opprimés, et qu'en conséquence on doit les combattre systématiquement et farouchement sans leur céder la moindre concession, même lorsqu'elles se présentent sous un faux jour progressiste, en aucun cas on ne doit donner l'impression aux travailleurs ou aux militants qu'on en serait les complices en leur laissant le champ libre ou en gardant le silence sur leurs véritables intentions.

C'est seulement en procédant ainsi qu'on demeure strictement sur notre terrain de classe, et qu'on peut être digne des idées ou de l'idéal qu'on prétend défendre ou représenter. Que ces positions soient à contre-courants de celles adoptées par la majorité du mouvement ouvrier ou de la population, ne nous impressionne pas ou ne nous fera pas fléchir, car cela signifie simplement qu'ils sont sous l'influence de la propagande de la réaction. J'ignore si un ou des partis, des courants du mouvement ouvrier partagent mes positions, il semblerait que non à ma connaissance, pour verser dans un épouvantable dogmatisme antédiluvien qui les aveugle et les amène dans certains cas à combattre au côté de nos ennemis de classe.

Quoiqu'il en soit, si j'ai un conseil à donner aux lecteurs, c'est de lire un maximum d'articles de sources diverses sur une question avant d'adopter une quelconque position. Et pour ne rien changer à mes habitudes, je ne les appelle pas à partager les miennes. C'est à eux de se forger librement des convictions à partir des éléments en leur possession, à partir des faits, de tous les faits et non pas seulement ceux minutieusement sélectionnés par les uns ou les autres.

On peut facilement se faire manipuler à nos dépens, parfois par excès d'enthousiasme communicatif (Grexit, Grèce, Tunisie, etc. ce qui ne fut pas mon cas je précise), en adoptant des positions sur des bases pourries ou faussées qu'on ne veut pas voir ou prendre en considération, qui auront de graves conséquences politiques par la suite, qui consisteront à les justifier en s'écartant toujours plus de la réalité et finir par ne plus rien comprendre à la situation et nous condamnera à l'impuissance, à la démoralisation... A suivre.

Pour alimenter la discussion, je vous propose un article qui constitue en quelque sorte un verdict sans appel de l'Union européenne, sans forcément partager les orientations de son auteur.

- L'Union européenne s'attaque à la liberté de choix par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 02.09

Jadis les choses étaient simples : on organisait un vote pour connaître la volonté des citoyens et on appliquait le résultat. Du coup, des générations se sont battues pour obtenir ce droit d'expression. Aujourd'hui, il en va tout autrement avec l'Union européenne : le vote ne doit comporter aucun risque ou être interdit. C'est juste un moyen de donner une apparence populaire à ce que Bruxelles a préalablement décidé ou le scrutin ne doit pas avoir lieu.

De nombreux acteurs politiques sont hypocrites, tenant des propos publics dans un sens et agissant en sous-main dans l'autre sens. Cette duplicité peut être légitime et habile dans des situations conflictuelles si ces acteurs politiques défendent des intérêts ou des principes précis. Elle est insupportable lorsque ces acteurs ne varient pas simplement dans leurs apparences, mais aussi sur le fond.

Depuis trente ans, l'Union européenne est passée d'une institution prévisible à une bureaucratie défendant des intérêts mouvants et obscurs. Depuis trois ans, elle piétine avec constance les idéaux dont elle se réclame. En voici cinq exemples :

- En 2005, les Français et les Néerlandais votèrent contre le Traité établissant une constitution pour l'Europe.

L'Union européenne stoppa alors les référendums prévus au Danemark, en Irlande, en Pologne, au Portugal, en République tchèque et au Royaume-Uni. Puis, en 2007, elle modifia quelques éléments de pure forme du Traité et le fit adopter par le Conseil européen sous le nom de Traité de Lisbonne.

Par obligation constitutionnelle, un référendum fut cependant organisé en Irlande où la population rejeta le Traité. La Commission européenne déclara que le texte avait été mal compris et, sans aucune modification de celui-ci, obtint que les Irlandais se prononcent une seconde fois, en 2008. Ils l'approuvèrent alors.

- En 2014, un pays d'Europe orientale a été victime d'un coup d'État qui mit au pouvoir des nazis assumés. Plusieurs régions de cet pays se sont soulevées pour rétablir la légitimité constitutionnelle. L'une d'entre elles a organisé un référendum pour rompre avec l'État central et s'intégrer dans un État fédéral démocratique dont elle avait fait partie par le passé.

L'Union européenne a choisi de soutenir le coup d'État et le nouveau gouvernement, nazis inclus. Elle a pourtant dénoncé le caractère selon elle anti-constitutionnel du référendum et a pris des mesures de rétorsion économique contre l'État qui avait accepté d'intégrer cette région rebelle.

Ce faisant, l'Union européenne a soutenu publiquement des nazis assumés, s'est appuyée sur une légalité que leur coup d'État avait abrogé, a fait passer cette légalité devant la légitimité des gouvernants, et a déclaré une guerre économique à un État qui n'était pas d'accord avec elle.

- Trois mois plus tard, en juin 2014, l'Union européenne a interdit la tenue d'un scrutin présidentiel dans les consulats d'un pays étranger.

Ce faisant, elle a violé de manière flagrante la Convention de Vienne.

Considérant que le vainqueur possible de cette élection ne devait présider ce pays, elle a refusé à l'avance de reconnaître ce scrutin qui s'est cependant tenu dans le pays donné et dans tous ses consulats situés hors de l'Union.

Lorsque les résultats ont été annoncés, la totalité des ambassades étrangères présentes dans ce pays —y compris celles de membres de l'Union— a assuré que ce vote s'était déroulé de manière loyale et sincère. Mais l'Union européenne a maintenu son refus de le reconnaître.

- Trois ans plus tard, en septembre 2017, un clan qui exerce le pouvoir sans mandat électoral dans une région du Moyen-Orient et sur des champs pétroliers voisins qu'il occupe illégalement a organisé unilatéralement un référendum d'indépendance. Non sans avoir d'abord expulsé les habitants des zones qu'il avait conquises.

L'Union européenne a considéré que l'instabilité dans cette partie du monde rendait impossible la tenue d'une élection présidentielle, mais possible celle d'un référendum d'indépendance. Elle a déclaré que celui-ci était légitime, mais que le moment n'était pas approprié.

- Quelques jours plus tard, au sein même de l'Union, un gouvernement régional a organisé unilatéralement un référendum d'indépendance pour s'accaparer les richesses dont il jouit.

L'Union, qui avait largement subventionné les associations indépendantistes, n'a pas souhaité se prononcer sur ce référendum qui —à la différence de la Justice en Pologne et en Hongrie— constitue selon elle une question intérieure d'un pays membre.

Lorsque le gouvernement de cet État a fait un usage anti-constitutionnel de la force pour empêcher la tenue de ce référendum lui aussi anti-constitutionnel, l'Union européenne n'a pas réagi à ce comportement de force d'occupation.

- Mettant à part nos sentiments personnels vis-à-vis des Français et des Néerlandais, des Irlandais, des Ukrainiens criméens,

des Syriens, des Irakiens kurdes et des Espagnols catalans, dans aucun de ces cas, l'Union européenne n'a cherché à connaître et à respecter le choix des citoyens. Elle n'a pas non plus fait preuve de logique sur le fond.

(Source : « L'Union européenne s'attaque à la liberté de choix », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 octobre 2017, www.voltairenet.org/article198129.html)

Elle a sauvé l'essentiel en s'en tenant au fond en présence d'un grand nombre de contradictions qui lui échappaient et qu'elle devait gérer au mieux, ce qui peut tenir lieu de logique.

Quand un Président de la République est réactionnaire, Hollande par exemple, et propose par exemple des mesures (en faveur de certaines minorités) qui se situent sur le terrain traditionnel de ce qu'ils appelaient la gauche, et qu'au même moment il adopte une politique ouvertement antisociale, de droite ou réactionnaire contre l'ensemble des travailleurs, là aussi on pouvait considérer au premier abord qu'il n'avait pas fait "preuve de logique sur le fond", assurément, dès lors qu'on ne discernait pas que les premières relevaient d'une tactique et la seconde d'une stratégie, et qu'on n'avait pas à l'esprit que la tactique doit toujours être subordonnée à la stratégie, et dans ce cas il était impossible de discerner pas finalement la "logique sur le fond" avait bien été respectée.

Quand une tactique est employée dans un but stratégique par notre ennemi, il est pratiquement impossible de s'en saisir pour l'orienter dans une autre direction, on en devient fatalement le complice. Voyez où en est rendu le NPA par exemple. Il ne nous reste plus qu'à nous en détourner en dénonçant ses véritables intentions, ce qui permet de rester sur notre propre terrain de classe et de demeurer fidèle au socialisme, de nous axer sur l'essentiel, au lieu d'aller emprunter celui de notre ennemi.

Quel que soit le contenu de la tactique employée par notre ennemi, on doit la combattre, contrairement à ce que pensent les opportunistes qui estiment que ce serait s'éparpiller ou une perte de temps, parce qu'elle a été conçue pour tromper les masses, généralement pour les diviser, les endormir. Il paraît que cela n'aurait aucune incidence sur leur état d'esprit ou leur comportement ! Et le plus fort, c'est que ces opportunistes sont les premiers à réclamer à cors et à cri l'unité ! Il y a ainsi des militants qui veulent toujours avoir raison, même lorsque les faits ou la logique la plus élémentaire prouvent le contraire, que voulez-vous !

[Haut de page ↗](#)

Le 8 octobre 2017

CAUSERIE

On est dimanche et c'est le seul jour de repos de ma compagne, aussi j'ai bouclé rapidement cette causerie pour y consacrer un peu de temps.

Une petite histoire indienne pour se détendre, mais pas seulement.

Je rappelle que Selvi (47 ans) avec laquelle je vis depuis trois ans et demi, a été mariée de force à l'âge de 12 ans à un homme alcoolique d'une vingtaine d'années, qu'elle accouchera de son premier enfant à 14 ans et que son époux la frappera, l'attachera avant de la violer pendant 10 ans. Par chance son épouvantable cauchemar prendra fin au bout de ces dix ans, quand son époux sera emportée par une cirrhose, une semaine après la naissance de son troisième enfant, qui aujourd'hui à 27 ans. Elle est illettrée, bien qu'elle ait commencé à apprendre le tamoul avec moi, elle est ultra arriérée, dans le sens où son niveau de conscience demeure en dessous du stade élémentaire, en quelque sorte ses réactions sont naturelles, brutes de décoffrage, plus instinctives que raisonnées ou pensées, plus humaines et logiques parfois que peuvent l'être celles de gens dits évolués qui la qualifieraient d'idiotes, oubliant qu'on est toujours l'idiote de quelqu'un !

Ce constat est fort intéressant et encourageant, parce que cela nous rapproche de la nature, de notre nature sur laquelle nous ignorons tant de choses, dont le fonctionnement correspond à une certaine logique qu'on appelle dialectique et qui est commune à chaque être humain et à la société, ce qui signifie qu'il existe un fil unique qui relie l'ensemble des expériences qu'a connues l'espèce humaine ou celle dont nous sommes les descendants, et que quel que soit le degré d'évolution auquel les hommes soient parvenus, il est possible de saisir ce fil de manière à progresser dans la compréhension de la société ou du monde dans lequel nous vivons, afin d'en modifier l'orientation ou d'agir pour les transformer.

Autrement dit, quel que soit le degré d'évolution ou intellectuel d'une personne, son niveau de conscience peut progresser, pour peu qu'on lui tienne un discours à sa portée, qui devra de toute évidence recourir à la logique ou à la dialectique, puisque c'est le seul langage universel que les hommes partagent et peuvent comprendre, sans exagérer on peut affirmer qu'à l'état naturel elle coule dans leurs veines, il ne leur reste plus qu'à en prendre conscience ou en faire bon usage pour perpétuer l'existence de

leur espèce ou disparaître.

Ce n'est pas qu'une simple histoire de jupon !

Ma compagne m'a demandé de lui acheter des jupons de différentes couleurs, alors qu'elle en possède déjà de ces couleurs, mais il se trouve qu'ils sont délavés ou la couleur est passée, tout en étant en parfait état. Un jupon indien est composé d'un morceau d'étoffe en coton et une ficelle, cela vaut entre 130 et 200 roupies (entre 1,5 et 2,5 euros). Toutes les femmes en portent sous leur sari, mais elles ne mettent pas de slip, ce qui est préférable compte tenu de la chaleur et de l'humidité qui règnent ici toute l'année.

Je lui ai fait remarquer que ses jupons pouvaient encore faire de l'usage pendant des années et qu'il n'était pas nécessaire d'en acheter d'autres de la même couleur, par contre on peut en acheter des couleurs qui lui manquent pour qu'ils soient assortis à ses saris. J'ai ajouté que personne n'était censé les voir, hormis elle et moi. Elle a bougonné, puis elle m'a dit de faire ce que je voulais. On ne va tout de même pas réduire en chiffon quatre ou cinq jupon sous prétexte que la couleur est passée, alors qu'ils sont encore en parfait état, ce serait gaspiller notre argent stupidement. Si elle a fini par en convenir, c'était plus pour mettre un terme à notre discussion qu'autre chose, je l'ai bien vu, je la connais bien.

Maintenant pourquoi a-t-elle cette attitude, pourquoi attache-t-elle tant d'importance à un sous-vêtement que personne ne verra jamais hormis nous ? Parce que l'idée de porter des jupons délavés est rabaissant, ses préjugés vont jusque là, et bien au-delà en fait. Mais pourquoi ? Parce que quelque part c'est humiliant, c'est la honte d'être pauvre ou d'être catalogué comme tel par les autres, il faut éviter de le montrer quitte à faire n'importe quoi ou avoir un comportement stupide, qui de surcroît vous coûte de l'argent.

Le regard que les autres porte sur vous est plus important qu'avoir un comportement logique ou cohérent en rapport avec sa condition, parce qu'on est complexé d'être pauvre.

C'est un défaut, une tare, alors qu'on y est pour rien ou on n'a pas choisi de l'être, la société est injuste et on n'en porte aucunement la responsabilité. Et si personne ne devrait nous dicter notre mode de vie, personne non plus ne devrait nous juger. Et quant à ceux qui malgré tout nous jugent, quand bien même ils n'en auraient aucun droit, il ne faut pas s'occuper de ce qu'ils disent à notre sujet, de la même manière qu'on n'a pas à s'occuper des affaires qui ne regardent qu'eux-mêmes, sinon tu n'as aucune liberté, tu vas toujours être à la merci des autres, l'esclave de quelqu'un, c'est épouvantable, cauchemardesque de concevoir la vie ainsi. Et puis tu dois bien te dire, que ceux qui te jugent seront les derniers à te venir en aide en cas de difficultés, quand ils ne fuiront pas. Tu t'apercevras à cette occasion, que l'estime ou le respect que tu croyais qu'ils te portaient n'était en réalité qu'une posture, car seule ne compte à leurs yeux que leur petite personne. Généralement les gens ne portent un intérêt qu'envers ceux qui leur ressemblent ou qu'ils envient, sans se coucier qu'ils les méprisent parce que ce sont des crétiens.

Il faut t'affirmer et t'assumer telle que tu es sans envier les autres, sans te sentir obligée de les imiter, sans les haïr non plus, hormis les plus riches auxquels il est préférable de ne pas vouloir ressembler puisqu'ils ont fait fortune sur le dos des pauvres. Tu dois vivre ou organiser ta vie uniquement en fonction de tes moyens, et dès lors qu'ils te permettent de satisfaire tes besoins élémentaires, tu dois profiter de cette chance et ne pas t'estimer plus malheureuse que ce que tu es, tu vas te faire du mal inutilement. En revanche, tu peux maudire la société telle qu'elle fonctionne ou ceux qui détiennent les richesses, qui la gouvernent pour t'imposer une existence aussi rude et précaire, faite de tant de frustrations, de privations, d'humiliations, d'injustices en tous genres. C'est contre eux que tu dois diriger ta haine, mais jamais contre ceux qui te ressemblent ou partagent ta condition, parce qu'ils ne sont pas responsables de tes difficultés, et ils subissent les mêmes ou d'autres à des degrés divers.

Si tu dois être animé de bons sentiments envers tes semblables ou avoir des rapports fraternels avec eux, tu ne dois pas tolérer pour autant qu'ils empiètent sur ta liberté, de la même manière que tu t'emploieras à ne jamais empiéter sur la leur. C'est parce que les gens ne respectent pas ce principe qu'ils haïssent les autres indistinctement, tous ceux qui ne leur ressemblent pas jusqu'à la terre entière, en fait ils sont très malheureux et se pourrissent eux-mêmes la vie, pas de quoi les envier ou les imiter, n'est-ce pas ?

Si on commence par accepter que quiconque décide à notre place ce qui est bon ou mauvais pour nous, tout va y passer, on va finir par justifier tout ce qui se passe dans la société ou y être indifférent, de sorte qu'on ne sera jamais en mesure de la changer. Et même si cette perspective nous semble éloignée ou hors de portée, elle n'en demeure pas moins indispensable et juste, le seul idéal auquel on peut se raccrocher ou pour lequel on doit oeuvrer, ce qui commence par affirmer notre indépendance, notre liberté, sans lesquels nos droits, nos besoins ou nos aspirations légitimes ne seront jamais pris en compte ou satisfaits, si nous n'interdisons pas à quiconque de décider de notre sort à notre place, si nous ne prenons pas en mains notre propre destin.

Je n'en veux pas à ceux qui m'ont accusé de mépriser ma compagne ou qui ont pu le penser, entre autres infâmies, manifestement ils évoquaient quelque chose qu'ils ignoraient.

J'ai écrit cette petite histoire ou cette démonstration sans but précis au départ, en hommage à Selvi qui est une femme d'un courage et d'une bonté exceptionnels. Je préfère lutter contre le racisme en employant ce procédé qui nous ramène à la lutte des classes, ce qui aurait été impossible sans recourir à la dialectique, au matérialisme dialectique.

Les opposants au marxisme ou au socialisme, au communisme, se figurent que nous serions des militants qui se seraient laisser endoctriner, alors qu'en réalité nous ne faisons que décrire à la manière d'un anatomiste, un biologiste ou un physicien les rapports qui existent entre différents facteurs appliqués à la société ainsi que leur évolution au fil des décennies, des siècles ou même des millénaires, nous n'inventons rien, nous n'imaginons rien. Nous nous contentons d'observer les différentes orientations qui se présentent à eux, pour saisir celle qui nous permettrait de nous émanciper du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui signifie qu'elle existe réellement, ce n'est pas un fantasme ou une lubie ou encore un désir. Et si les conditions existent pour qu'elle se réalise, cependant elles demeurent éparpillées ou elles sont ensevelies sous un amas d'illusions trompeuses qu'il nous faut débayer pour s'en débarrasser et y voir plus clair, afin que toutes les conditions soient réunies pour envisager sérieusement la possibilité d'orienter la société conformément aux besoins de l'ensemble de l'humanité ou agir pour la changer de fond en comble.

L'interprétation qu'on nous reproche, consiste donc à opter pour une orientation de la société plutôt qu'une autre, nous l'assumons, nous assumons entièrement notre engagement politique.

Encore une question de dialectique.

Pensez-vous que nous devrions adopter la caractérisation de néo-impérialisme avancée par certains, est-elle justifiée, sur quoi repose-t-elle ?

J'irai plus loin : la caractérisation de néo-capitalisme qui pourrait l'accompagner, ne devrait-elle pas s'appliquer également, en se posant les mêmes questions cette fois sur le plan économique (et non plus politique et militaire) ?

Je répondrai positivement à ces deux questions qu'on a déjà eu l'occasion de formuler autrement. En cas de réponse négative, il faut la justifier évidemment. Bon courage aux dogmatiques et autres esprits bornés, généralement de vieux militants totalement sclérosés.

Quel intérêt cela présente-t-il ? Devinez. J'ai comme l'impression que cela devrait nous conduire à modifier certains aspects de notre stratégie et de notre conception de la lutte de classes, non ? Personnellement j'en suis absolument convaincu. A suivre.

To be or not to be.

Chers lecteurs, chers camarades, militants, travailleurs,

Ce portail a connu plusieurs évolutions depuis fin 2014 en rapport avec celle de son auteur et animateur, mais pas seulement. S'il a été conçu dans l'esprit de permettre à chacun à se forger librement ses propres convictions, il n'a pas été créé dans le but de vous distraire ou pour permettre à un militant de se distinguer en exposant son point de vue individuel qu'il aurait souhaité partager, bien au contraire puisque j'ai toujours manifesté les plus extrêmes réserves ou témoigné une grande méfiance envers ceux qui prétendaient partager mes idées. Pourquoi ? Parce qu'à travers leurs courriels ils me démontraient le contraire ou m'incitaient à penser que ce n'était pas le cas, et je dois avouer que j'ai dû en décourager plus d'un de suivre ma démarche en me montrant particulièrement maladroit, volontairement, parce que je n'avais rien de plus à leur proposer, et que de leur côté ils n'étaient pas en mesure de prendre le relais sur le plan pratique ou organisationnel, bref, je ne pouvais pas compter sur eux pour développer une quelconque activité. En de multiples occasions j'ai indiqué que je refusais leur confiance, car ce n'était pas le genre de rapports que j'envisageais d'établir avec eux, tout du moins dans un premier temps. Je crois avoir été d'une sincérité ou d'une honnêteté absolue envers eux.

Ce support n'a pas été créé non plus pour servir de service après-vente à je ne sais quel parti ou pour vous vendre quoi que ce soit ou encore récolter des dons, quelle horreur ! Si les personnes qui se sont connectés à ce portail se sont méprises sur mes réelles intentions après leur avoir exposé en long, en large et en travers la totalité de mon existence depuis ma naissance, ils ne doivent s'en prendre qu'à elles-mêmes, je refuse d'en porter la moindre responsabilité ou de l'assumer à leur place.

Je n'ai jamais caché mon orientation idéologique socialiste comme aurait dit Lénine et mon engagement en faveur de la révolution socialiste mondiale. Jamais je n'ai avancé masqué et j'ai répondu à toutes les polémiques dont j'ai fait l'objet, de la même manière que j'ai abordé avec la même rigueur absolument tous les sujets d'actualité qui nous étaient imposés, j'ai reconnu publiquement avoir commis des erreurs et je les ai rectifiées le plus rapidement possible.

J'ai indiqué que ce portail comportait deux volets, un consacré à l'information, l'autre au combat politique proprement dit.

J'aurais sans doute dû m'abstenir de publier certains articles ou documents, vidéos, j'ai déjà avoué que je n'avais pas eu le temps de tous les lire attentivement, donc je dois admettre que j'ai manqué de rigueur en la matière, depuis j'ai rectifié le tir si je puis dire.

Quant à celui consacré au combat politique, comme je l'ai rappelé, j'ai toujours fait en sorte d'étayer ou d'argumenter mes positions sans jamais exigé que quiconque les partage. Finalement, j'ai mis l'accent sur la méthode du matérialisme

dialectique emprunté aux maîtres du marxisme, sur cet instrument de la logique qui nous permet non seulement d'interpréter la situation mais également de percevoir comment fonctionne et se transforme la société, la nature, les hommes, la matière puisqu'ils sont régis par les mêmes lois dialectiques, c'est-à-dire qu'il suffisait de s'en tenir aux faits et à leur enchaînement, de les observer attentivement avant de les interpréter ou d'en tirer des conclusions théoriques ou pratiques.

Contrairement à ce que certains pensent, je n'ai pas relégué au second plan ou encore moins bazardé la théorie, je l'ai relégué provisoirement à la place que je pensais qu'elle devait occuper en fonction de l'évolution de la situation politique, pour privilégier la méthode qu'on vient d'évoquer, ce qui ne m'empêche pas d'y faire référence quand j'estime que c'est nécessaire... Pourquoi ? Parce que cette méthode nous ramène aux questions élémentaires et déterminantes à côté desquelles nous passons habituellement, estimant qu'on ne peut pas progresser ou aller de l'avant sans y avoir répondu au préalable, ce qui vaut pour l'ensemble des travailleurs.

On entend dire souvent à tort et à travers qu'un tel ou un tel n'aurait pas de principes, ce qui ne veut pas dire grand chose ou rien. Je préfère dire qu'ils ont une logique ou que leurs idées ou leur comportement correspondent à une logique bien précise, reste à savoir laquelle et quelle en est l'origine pour en déterminer la nature, ce qu'ils ignorent la plupart du temps, puisqu'il ne leur viendra pas à l'idée de se poser ce genre de questions ou ils ne chercheront pas à approfondir le sujet.

Cela m'a amené au constat que les travailleurs manquaient singulièrement de logique bien que leur condition matérielle se soit considérablement améliorée depuis un siècle. Autrement dit, ils ont progressé sur le plan matériel, mais pas sur celui de leur niveau de conscience qui demeure à la traîne. Aussi me suis-je dit qu'il fallait à tous prix les aider à remonter ce niveau pour qu'ils aillent de nouveau de l'avant sur les deux plans en même temps, car je n'ai jamais souhaité que leur condition matérielle se détériore, cela dit, force est de constater qu'à défaut de les tirer en avant elle les tire plutôt en arrière pour n'avoir pas fait le lien dialectique qui existait avec le processus (ou la perspective) historique dans laquelle elle s'inscrivait ou avec la crise du capitalisme.

D'où l'importance d'admettre qu'ils se sont embourgeoisés et qu'ils vivent pour la plupart d'entre eux leur existence ou le sort qui leur est réservé dans une sorte d'insouciance, qui va porter gravement préjudice à leur avenir et se solder par la détérioration rapide de leur condition matérielles ou pire encore. Il ne s'agit pas là d'un jugement et encore moins d'une condamnation, mais d'un simple constat auquel il faut s'attaquer en revenant à des questions basiques ou élémentaires qu'ils peuvent parfaitement saisir. Car il n'y a rien de sorcier dans la logique ou la dialectique, inconsciemment ils en font une multitude d'expériences tout au long de leur vie, la question est justement qu'ils en prennent conscience et s'en servent pour interpréter leur condition, la société, afin de trouver la voie pour en finir avec ce régime.

Les militants qui estiment qu'il faudrait en revenir aux bases principales du marxisme comme ils disent se trompent lourdement, car le problème se situe ailleurs actuellement, et voyez-vous ce qui nous distingue et explique pourquoi on a ensemble un dialogue de sourd, c'est qu'eux ils raisonnent en militants, alors que moi je raisonne en me mettant à la place des travailleurs, je ne cherche pas à leur inculquer quoi que ce soit, je leur demande juste de m'expliquer ce qu'ils pensent sachant qu'ils ne le savent pas eux-mêmes pour qu'ils le découvrent eux-mêmes, mon boulot étant juste de les aider dans cette démarche que je ne dois surtout pas faire à leur place, cela ne leur serait d'aucun profit.

Ce qu'on peut observer, c'est que les travailleurs ont adopté des idées, un mode de pensée, des préjugés, un comportement, des rapports, etc. sans savoir pourquoi ou sans savoir à quoi cela correspond, quelle en est l'origine, et c'est là la question déterminante, et je me dis qu'ils seraient les premiers surpris de l'apprendre, et que cela pourrait produire un choc salutaire chez eux. Vous voyez, je reste prudent, je ne m'emballe pas, car sais que cela ne sera pas le cas systématiquement. Je refuserais toute discussion aussi longtemps que cette question n'aurait pas été abordée et résolue dans un sens ou un autre, elle doit leur hanter l'esprit, les empêcher de dormir s'il le faut.

Si vous dites à un travailleur que tout est normal ou que tout va bien, il va vous demander si vous ne vous foutez pas lui, mais en même temps, il adopte un comportement qui laisse à penser qu'il estime que tout ce qui se passe est normal, vous allez en déduire en pensant en militant au lieu de se mettre à sa place qu'il a adopté ce comportement parce qu'il serait sous l'influence de facteurs extérieurs à lui, ce qui est vrai et faux à la fois, parce qu'en réalité il n'a jamais eu un autre comportement, c'est donc qu'il y a quelque chose de profondément ancré en lui qui le conduit à la passivité, son comportement repose sur un rapport unique ou originel sur lequel reposent tous les autres, qu'il a adopté pendant son adolescence, au cours de son éducation, au contact de la société, on serait alors tenté de l'aborder sur le plan politique puisque ce sont les rapports sociaux de production qui sont à l'origine de tous les rapports dans la société, et on ferait fausse route bien que ce soit exact bien sûr, car il n'a pas atteint le niveau de conscience politique qui lui permettrait d'aborder notre question sous cet angle-là. Il lui faut se débarrasser de ce qui l'a conduit à adopter cette attitude servile ou passive, à penser de la sorte, ce qui témoigne qu'il manque cruellement de logique pour ne pas avoir accordé une place prépondérante à ses besoins ou droits. Pourquoi agirait-il ainsi, sinon qu'il estime qu'ils ne sont pas légitimes, il vous affirmera peut-être le contraire sans qu'on y accorde plus d'attention, puisqu'il agit en sens inverse. Il doit parvenir à se persuader qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond chez lui et découvrir lui-même quoi, ensuite tout le reste s'expliquera ou suivra très facilement.

Dès lors que l'on considère que les causes des conséquences qu'on va subir sont normales, inévitables, légitimes, on doit en chercher l'origine dans le mode de pensée qu'on a adopté et qui défie la logique. Une minorité décide que pour avoir une vie dorée

ou conserver ses privilèges, elle doit pourrir l'existence de la majorité qui est sommée de s'y soumettre par la force. Celui qui fait partie de la majorité et qui accepte qu'on le traite de la sorte manque avant tout de logique, car c'est le principe opposé qui devrait s'appliquer dès lors que la minorité veut lui pourrir la vie, il devrait la neutralité pour l'empêcher de nuire à ses intérêts, en aucun cas elle ne devrait gouverner ou posséder le moindre pouvoir d'orienter la société.

Rien ni personne ne nous oblige à abdiquer nos droits, et si on y consent, on est foutu, car cela signifie qu'on est prêt à en accepter toutes les conséquences, et c'est ce que va s'employer à faire celui qui a renoncé à ses droits. Il va au moyen d'arguments malhonnêtes ou déloyaux s'avilir jusqu'à justifier tout ce qu'il va subir, y compris les guerres, et il ne pourra pas réagir ou revenir en arrière temps qu'il ne sera pas revenu sur ce principe ou qu'il ne l'aura pas abandonné pour adopter une attitude logique qui plus est sera conforme à son statut social d'exploité ou d'opprimé.

Ce que j'ai voulu expliquer, c'est qu'à la base il y a quelque chose de vicié dans le mode de pensée des travailleurs et un grand nombre de militants, et que partant de là le reste sera à l'avenant.

On pourrait nous rétorquer que les travailleurs ont conscience qu'ils ont des droits, cependant ils estiment qu'ils n'ont pas les moyens de les imposer, donc ils ne combattront pas pour y parvenir, et par conséquent ils n'ont pas d'autre choix que de se résoudre à subir le sort qui leur est réservé...

Effectivement cela semble logique, à ceci près que ce syllogisme repose sur un postulat qui ne repose pas sur la réalité, car même lorsqu'ils ont l'occasion de démontrer qu'ils ont conscience d'avoir des droits sans que cela ne leur coûte quoi que ce soit, ils n'en feront pas usage parce que dans la vie quotidienne ils ne cessent de se conduire comme s'ils n'avaient pas vraiment conscience de leurs droits. En fait, il suffit de les observer pour s'apercevoir que leur mode de vie est profondément imprégné par l'idéologie de la classe dominante, et que pour le justifier ils vont emprunter ses arguments, ce qui signifie que leur mode de pensée l'est également, et pourquoi, pardi, mais parce que justement ils ont abdiqué leurs droits ou ils n'en ont pas conscience, sinon pourquoi agiraient-ils de la sorte, on n'agit pas contre ses intérêts quand on en a réellement conscience ou alors c'est qu'on est fou et je ne pense pas que les travailleurs le soient.

Et l'argument selon lequel ils seraient conduits à se soumettre à l'ordre établi, parce que le mouvement ouvrier serait pourri ne tient pas non plus, car la plupart des travailleurs n'y prêtent aucune attention ou l'ignorent, il n'exerce aucune influence sur eux. Il ne faut pas confondre adopter des idées ou un comportement en étant sous l'influence de facteurs extérieurs, et se forger soi-même une conviction en prenant uniquement en considération sa propre condition. Quand je me demande si le sort qui m'a été réservé est normal, absolument personne ou aucun facteur extérieur va intervenir dans la réponse que je vais fournir à cette question, moi seul vais en décider parce que c'est moi qui vis ma condition et personne d'autre. Donc si je me résous à admettre que ma condition est normale à défaut d'être meilleure ou pire, je vais adopter le mode de pensée et le comportement qui en découle, inconsciemment je vais en subir les conséquences sans savoir jusqu'où va m'entraîner l'abdication de mes droits.

Et si notre travailleur formule le constat que rien n'est normal dans la société, et qu'il en déduit que cela ne présente aucun intérêt qu'il considère sa condition normale ou non, c'est juste pour se soustraire à la question qu'on lui a posée, qu'est-ce que cela signifie ? Qu'on est en présence de quelqu'un de soumis et hypocrite qui ne s'assume pas et cherche à nous embobiner, pour ne pas avouer que dans le fond il considère sa condition normale, ce qui lui évitera de rentrer en conflit avec la société parce qu'il n'y tient pas.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que paradoxalement il est plus confortable d'abdiquer ses droits ou de se laisser vivre, de vivre dans l'insouciance, car partant de là on ne se sentira pas directement concerné par ce qui se passe dans la société, on pourra toujours en faire peser la responsabilité sur n'importe qui, alors que lorsqu'on estime avoir des droits, il est mal aisé ensuite d'expliquer pourquoi on ne fait rien pour les défendre ou on adopte une attitude passive face à ceux qui les remettent en cause, ce qui pourrait déboucher sur un sentiment de culpabilité ou un cas de conscience embarrassant.

Quand vous écoutez les travailleurs, à les entendre ils ne sont responsables d'absolument rien de ce qui se passe dans la société ou dans le monde, n'est-ce pas ? Il faut dire qu'ils y sont encouragés par les crétins de militants qui les confortent dans leur ignorance... que finalement ils partagent avec eux.

Certains vont nous dire que tout cela n'est que du bavardage sans intérêt. On doit en déduire qu'ils ont dû résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés et qu'ils tardent à nous les faire connaître ou que, si nous ne nous en sommes pas encore aperçus, tout comme les travailleurs d'ailleurs, c'est sans doute parce que nous sommes des idiots ou de mauvaise foi !

La logique, la dialectique, le matérialisme dialectique, servent de support à l'ensemble des représentations ou des manifestations, des transformations de la matière, y compris les hommes et leur histoire, c'est comme un fil qui parcourt l'ensemble de leur existence, de leurs expériences de leur naissance à leur mort, dont la résistance, longueur ou la chute (point d'arrivée) ou encore le destin dépendra de la conscience qu'ils en auront acquise ou non.

On n'imaginera pas un funambule ou un équilibriste se livrer à un exercice sans s'être assuré auparavant que son fil était solidement accroché aux deux bouts. Et bien nous devons-nous prendre la même précaution sous peine de tomber dans le vide

et d'entraîner les travailleurs dans une chute fatale.

[La "totale indépendance des organisations ouvrières vis-à-vis de ce gouvernement et de ces institutions" demeurera une chimère à défaut d'en prendre la direction.](#)

Daniel Gluckstein a terminé son dernier éditorial en posant une question :

- "Poser la question, c'est y répondre." (POID - La Tribune des travailleurs du 4 octobre 2017)

Assurément, et c'est ce que pour notre part nous avons toujours soutenu sous tous les gouvernements antérieurs. Mais à notre tour nous voudrions poser une question à Daniel Gluckstein : Pourquoi n'avez-vous jamais posé cette question aussi ouvertement ou directement quand Mitterrand ou Hollande était à la place de Macron ? C'est une question que les militants sont en droit de se poser, non ?

Cette question en appelle une autre : êtes-vous prêt à rompre avec les appareils corrompus des syndicats et à les combattre, y compris en constituant dans chaque syndicat ouvrier un courant socialiste-révolutionnaire ?

Au regard des rapports qu'il envisage entre eux et le gouvernement ou les institutions, il semble que non.

- *"Si le but de la mobilisation envisagée est, vraiment, de contraindre le gouvernement à reculer et à renoncer à ses projets mortifères, cela n'impose-t-il pas, pour commencer, une totale indépendance des organisations ouvrières vis-à-vis de ce gouvernement et de ces institutions ?"*

Comment des syndicats dont les dirigeants ont appelé à voter Macron ou militent au PS pourraient-ils être indépendant de l'Etat et ses représentants ? Poser la question, c'est y répondre. Bravo !

Parce que même si les dirigeants syndicaux cessaient de s'asseoir autour d'une table avec des ministres, ce qui s'est déjà produit à de nombreuses reprises dans le passé sans que cela ne change quoi que ce soit à l'arrivée, ils ne rompraient pas pour autant avec leur stratégie politique destinée à empêcher les travailleurs de s'unir pour abattre le régime, ils ne changeraient pas de nature (réactionnaire ou contre-révolutionnaire) ou ils ne cesseraient pas d'être des agents du capitalisme et des fossoyeurs des intérêts des travailleurs, du syndicalisme, autrement dit les "organisations ouvrières" qu'ils contrôlent ne seraient pas plus indépendantes de l'Etat pour ne jamais y avoir été dans le passé.

Il voudrait nous faire croire une fois de plus que ce miracle pourrait se produire, qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Car c'est bien beau d'évoquer "une totale indépendance des organisations ouvrières", encore faudrait-il rappeler ou mentionner l'orientation actuelle du mouvement ouvrier dans son ensemble, qui à ma connaissance s'inscrit dans une logique purement réformiste bourgeoise ou ouvertement corporatiste, au lieu de se situer dans la perspective de l'émancipation du capital... Que cela ne soit pas le cas des militants du POID, on était prêt à l'admettre, mais maintenant on est en droit d'en douter. Car dans les syndicats, dans les entreprises, quels militants relient le combat pour exiger le retrait des ordonnances de Macron ou pour telle ou telle revendication, à la nécessité d'abattre le capitalisme ? Cet objectif ne devrait-il pas être adopté par chaque syndicaliste révolutionnaire, et n'aurait-il pas pour tâche politique de le partager avec le plus grand nombre de travailleurs possibles ou de les aider à en prendre conscience pour avancer vers leur émancipation ?

La lutte de classe dans les syndicats a été ravalée depuis des lustres à des questions immédiates ou alimentaires en abandonnant les questions de fond, conformément à l'idéologie réformiste adoptée par les renégats (social-démocrate ou stalinien) du socialisme, ses opposants ou ses ennemis qui se sont accommodés du capitalisme et qui sévissent dans le mouvement ouvrier.

Saper les bases du régime par tous les moyens à notre disposition pour préparer les travailleurs à l'affrontement direct entre les classes qui se produira un jour ou l'autre, ne devrait-il pas être une tâche politique de chaque instant pour les militants révolutionnaires ? Sur quelle autre base ou perspective devraient-ils combattre dans les syndicats pour en prendre la direction ou créer un nouveau syndicat ouvrier dès lors que les appareils ne leur permettraient pas ou plus de mener ce combat ?

Alors je sais d'avance ce qu'on va me rétorquer : mais mon pauvre vieux tu es complètement à côté de la plaque, tu ne t'imagines pas où en sont rendus les travailleurs de ton trou en Inde ou depuis ton écran d'ordinateur, ils ne se posent pas ce genre de questions, changer la société, abattre le régime ou passer au socialisme, plus personne ne l'évoque, cela existe uniquement dans ta tête détraquée, il faut te faire soigner et j'en passe.

Vraiment, j'avais cru comprendre au contraire que les travailleurs faisaient face à tant de difficultés et d'angoisses qu'aucune réponse partielle ne serait être à la hauteur de leurs attentes ou ne pouvait les satisfaire, et que par conséquent seule une réponse globale (une issue politique à la crise du capitalisme) à leurs multiples problèmes leur semblerait appropriée, sérieuse et cohérente pour mettre un terme à leur condition insupportable, pour peu qu'on leur tienne un discours qui ne relève pas de la pure propagande évidemment.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais je me dis que lorsque tout va mal, ce n'est pas en changeant quelque chose à la marge que cela ira mieux demain, il en faudrait beaucoup plus. Peut-être que la majorité des travailleurs n'en sont pas encore arrivés à cette conclusion, mais il suffirait de leur souffler et de leur répéter sans cesse pour qu'ils finissent pas se dire que finalement il y a du vrai dans tout cela, car ils ne sont pas plus idiots que vous ou moi, ils sont capables d'être logiques pour peu qu'on les y aide un peu. Mais si maintenant seulement une infime minorité de travailleurs étaient susceptibles de saisir ce discours ou notre argumentation, cela signifierait que l'immense majorité s'estimerait satisfaite de sa condition, et notre tâche en trouverait d'autant plus compliquée, mais est-ce le cas ?

J'ai cru comprendre que l'état des contraintes, des interdictions, des devoirs s'était considérablement refermé sur eux, tandis qu'ils avaient de moins en moins de droits, on est donc en droit d'en déduire que leur mode de vie s'est dégradée d'autant, ce qui logiquement devrait les amener à se poser un tas de questions sur la société (et son orientation) qu'ils ne se posaient pas auparavant, non ? Serait-ce parce qu'ils ne s'en posent pas certaines ou qu'ils n'en sont pas encore arrivés à ce niveau-là, qu'il faudrait se passer de les aborder avec eux ? Dans ce cas-là on se demandera à quoi cela peut bien servir d'avoir atteint un niveau de conscience politique supérieur ou prétendu tel, si ce n'est pas pour en faire la démonstration ou les aider à progresser.

Cette attitude peut peut-être s'expliquer par le fait que les militants ont de graves lacunes, et pas seulement théorique ou politique. Quand on discute avec un travailleur, on ne sait jamais par quel bout il va aborder la situation, on peut facilement être déconcerté par sa manière de voir les choses, c'est très confus dans sa tête, aussi on ne peut pas y voir clair si on n'est pas capable de situer où il en est ou si on essaie de le situer à partir de nos propres critères ou de notre propre expérience, généralement il nous entraînera sur une fausse piste en prenant un ton assuré, alors qu'en réalité il n'a même pas conscience de la signification de ce qu'il dit ou des idées qu'il a adoptées, il ignore d'où elles viennent ou leur nature. Si on l'écoute et qu'on accorde du crédit à ce qu'il dit, on lui prêtera facilement un niveau de conscience qui n'est pas le sien, à son avantage ou non, peu importe ici, et si on continue la discussion sur cette base faussée dès le départ, il y a tout lieu de penser qu'elle n'aboutira à rien ou qu'elle aura été totalement inutile. Pourquoi ? Parce qu'on sera passé à côté de l'essentiel qui consistait à savoir s'il avait ou non acquis un certain nombre de principes de base qui déterminent ou structure son mode de pensée.

Par exemple, que voulez-vous tirer d'un travailleur qui estime normal que les riches existent pu s'enrichissent toujours plus ? Ne les envie-t-il pas, ne rêve-t-il pas de devenir plus riche ? J'en ai croisé qui m'ont dit qu'ils s'en foutaient qu'ils y aient des riches, si personnellement ils avaient un bon revenu ou pouvaient vivre confortablement. On cherchera en vain chez eux une quelconque conscience de classe. A quoi peut aboutir une discussion avec un travailleur qui estime légitime ou qui cautionne les fondements du capitalisme, qui sont à la base de toutes les inégalités sociales et injustices, des guerres, etc. ? Quand on discute avec un travailleur, il faut savoir ce qu'il pense de ce facteur, il faut aborder cette question avec lui, sinon la discussion va partir dans tous les sens. On prêtera à notre travailleur de partager certaines de nos idées, alors qu'en réalité il n'en est rien puisqu'il demeurera fidèle à des convictions contraires ou qui en sont la négation. Il donnera l'impression trompeuse qu'il a progressé, mais en fait pas du tout, et la plupart des militants qui se bercent d'illusions en seront satisfaits et iront ainsi de désillusion en désillusion. Pourquoi ? Mais parce que eux aussi ils ne sont pas remontés à l'origine de tous les rapports qui existent dans la société, qui les a formés pour qu'ils acquièrent ou prennent conscience de cette dialectique, personne.

[Ni de droite ni de gauche, tout simplement réactionnaire.](#)

Qu'y a-t-il de commun entre Libération, Le Huffington Post et Médiapart ?

Ils sont subventionnés par l'Etat, donc le pouvoir actuel, et ils ont soutenu la candidature de Macron.

Mais encore. On a gardé le meilleur pour la fin, ils hébergent des blogs dont les auteurs publient des articles qui critiquent la politique du gouvernement Macron-Philippe histoire de faire croire à la pluralité d'expression dans les médias ou que la démocratie ne serait pas un vain mot sous une dictature ploutocratique. Et quel est le point commun entre tous ces auteurs ? Aucun ne remettra en cause l'existence du régime en place, aucun n'appellera à chasser Macron et son gouvernement. D'accord, on s'en serait douté.

Alors à quoi tout cela rime ?

Libération, Le Huffington Post et Médiapart notamment diffusent au quotidien la politique du gouvernement auquel ils servent de caution démocratique. Et puis il ne faudrait pas que les lecteurs de ces médias s'en détournent, ils restent les seuls liens entre eux et les représentants du régime.

Deux exemples tout frais pour l'illustrer qu'ils osent tout.

Ah ben alors s'écrit le naïf, ils y vont fort contre Macron ! Assurément, vous ne saviez pas encore que le milliardaire Drahi était son pire ennemi ?

- GM&S : après la casse sociale, le mépris de classe - Liberation.fr

La petite phrase du Président envers ceux qui «foutent le bordel» a exaspéré les ouvriers creusois licenciés. Liberation.fr 6 octobre 2017

Un rappel et une ressemblance peu flatteurs...

- Le fils caché de Sarkozy - Liberation.fr

Président des riches, tendance à l'invective, comme mercredi avec les salariés de GM&S... le jupitérien Emmanuel Macron rappelle l'hyperprésident de 2007. Liberation.fr 6 octobre 2017

- 3 similitudes et 3 différences entre les dérapages de Sarkozy et de Macron -Le Huffington Post

Puis vient le moment du retournement ou les masques tombent.

- Macron ironise face aux journalistes: le "bordel", "c'est vous qui le mettez" - L'Express.fr

- Quatre fois où les mots d'Emmanuel Macron sont sortis de leur contexte - Franceinfo

Ah ben ça alors, je n'y comprends plus rien, un jour ils le critiquent et le lendemain ils le soutiennent !

Si tu parlais de l'essentiel, de la base, des faits, à savoir que tous les médias institutionnels sont aux ordres des oligarques qui ont mis Macron sur le trône, cela t'éviterait de passer de l'enthousiasme à la nausée, de la constipation à la diarrhée, et n'oublie pas de tirer la chasse derrière Macron, ça pue, merci !

Le sinistre Jupiter a choisi son camp par Mathieu Morel — 07 octobre 2017 - Arrêt sur Info

Ce petit enfant gâté provoque sciemment.

Ça n'est pas « sorti du contexte ». Ça n'est pas « maladroit ».

Il sait que si son camp veut pouvoir se gaver encore un peu, c'est maintenant. Et il faut aller vite. Il sait aussi qu'il est temps de fédérer solidement, et que quand on est enfin « chef », ce n'est plus le temps des « compromis » mais bien celui des « compromissions assumées ». (...)

Il ne faut pas se tromper d'adversaire.

Ses prédécesseurs étaient des boulets, des vendus, des corrompus, des tordus, des pas grand-chose. Lui est clairement en train de nous exprimer qu'il a fait le choix d'être un ennemi, parce qu'il fait le pari que nous sommes suffisamment ramollis pour continuer à le considérer comme un adversaire à la loyale. Ce que lui et ses copains ne feront évidemment pas.

C'est quelque chose qu'il faudra peut-être, un petit peu, le jour venu, retenir contre lui.

Je n'aime pas beaucoup le registre de l'insulte. Ça n'est pas ma « culture ».

C'est pourquoi je reconnais volontiers qu'il ne l'a peut-être pas fait exprès. Il n'est sans doute pas né odieux et il a sûrement plein d'autres excuses.

Mais il l'est devenu, et il s'en vante. Et il s'en sert pour nous déclarer une guerre sans merci.

Ce sinistre Jupiter a choisi son camp.

Juste en face du mien.

Cet animal aurait pu être un adversaire. Il lui aurait suffi de faire semblant d'un minimum de loyauté.

Avec un adversaire, on discute, on débat.

Un ennemi, on le combat d'autant plus âprement qu'à la fin, on sait qu'il ne doit en rester qu'un.

Source: <http://www.vududroit.com/author/mathieu/> ou Arrêt sur Info.

Ce qui me fait sourire, c'est que Macron est un pur produit du PS (Attali, Jouyet, Hollande, etc.) et de l'oligarchie, alors que pas plus tard qu'hier il y en avait qui refusaient de placer le PS dans le camp de nos ennemis, et qui s'en accommodent encore aujourd'hui ou auraient bien voté pour son candidat à la présidentielle...

Ils osent tout. En ploutocratie, ils sont tout et vous n'êtes rien.

- Des GM&S tentent de rencontrer Macron, ils sont accueillis par des lacrymos - L'Express.fr

- Macron conseille à ceux qui «fotent le bordel» pour sauver GM&S de chercher du travail ailleurs - Liberation.fr

Camarades, ils vous haïssent, mais surtout n'inciter pas les travailleurs à les haïr, car la haine est mauvaise conseillère paraît-il. C'est un "frère" lambertiste qui m'a sorti cela un jour. Je n'en ai jamais tenu compte et je ne m'en porte pas plus mal pour autant, pouvu que notre haine soit orientée dans la bonne direction, cela va de soi.

Qui a dit que le crime ne payait pas ?

- Les Français pour la loi sur la sécurité intérieure, dit un sondage - Reuters

Les Français approuvent à une écrasante majorité les mesures du projet de la loi qui doit permettre au pays de sortir de l'état d'urgence le 1er novembre, mais ne sont qu'un sur deux à faire confiance à l'exécutif pour lutter contre la menace d'attentats, selon un sondage Elabe pour BFM TV publié mercredi.

Les personnes, interrogées dans les jours qui ont suivi l'attaque à l'arme blanche qui a fait deux morts dimanche à la gare de Marseille, se disent largement favorables, au moins à 80%, à six mesures tirées du projet de loi "sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme" voté mardi par l'Assemblée nationale.

La «fermeture de lieux de culte participant à la diffusion d'idées appelant au terrorisme, à la haine ou à la discrimination, à l'initiative du préfet» est validée par 91% des Français.

Ceux-ci plébiscitent aussi, à 90%, la mise en place d'un périmètre de sécurité permettant la fouille des individus, des bagages et véhicules dans un lieu susceptible d'être visé par un attentat.

Ils approuvent aussi, à 87%, l'autorisation des perquisitions administratives pouvant être demandées par les préfets dans certaines conditions ainsi que l'obligation qui pourrait être faite à certains suspects de fournir leurs identifiants de messagerie électronique et numéros de téléphone (à 84%).

Les Français ne sont toutefois que 56% à juger "efficace" Sentinelle, les patrouilles de militaires français mises en place au lendemain des attentats de janvier 2015 à Paris dans un but de prévention des attentats.

De même, 50% des personnes interrogées disent faire confiance à Emmanuel Macron et au gouvernement d'Edouard Philippe pour lutter efficacement contre "la menace terroriste". Les réponses à cette question sont toutefois très contrastées en fonction de l'appartenance politique des sondés. Reuters

A l'ONU aussi ils osent tout. Ses partisans aussi.

Quand l'un des régimes membres du Conseil des droits de l'homme de l'ONU armé par les impérialistes américain et français notamment est accusé par la même institution d'avoir tué ou mutilé plus de 8.000 enfants au Yémen, sans que sa participation à ce Conseil ne soit remise en cause.

- Yémen: la coalition arabe pour la première fois sur une liste noire de l'ONU - AFP

La coalition arabe engagée dans la guerre au Yémen sous la direction de l'Arabie saoudite figure pour la première fois sur une liste noire annuelle de l'ONU dénonçant les pays et entités commettant lors de conflits des exactions contre des enfants.

Sans citer précisément l'Arabie, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a souligné jeudi dans un communiqué que "plus de 8.000 enfants avaient été tués ou mutilés dans des conflits en 2016" lors "d'attaques inacceptables".

"Au Yémen, les actions de la coalition ont provoqué en 2016 lors d'attaques d'écoles ou d'hôpitaux 683 victimes enfants lors de 38 évènements vérifiés", indique le rapport du secrétaire général de l'ONU.

Plusieurs ONG ont accueilli favorablement l'inscription de la coalition arabe sur la liste noire annuelle de l'ONU. AFP 6 octobre 2017

Les ONG (dont Human Rights Watch) accréditées et subventionnées par l'ONU, financées par les multinationales anglo-saxonnes.

- Ryad menace de représailles les pays soutenant un projet d'enquête internationale - AFP

L'Arabie saoudite menace de représailles économiques les pays qui soutiendraient le projet d'enquête internationale sur le conflit au Yémen présenté devant la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, dans une lettre dont l'AFP a pris connaissance mardi. "L'adoption du projet de résolution présenté par les Pays-Bas et le Canada devant la Commission des droits de l'Homme pourrait affecter de façon négative les relations bilatérales économiques avec l'Arabie saoudite", prévient le royaume saoudien dans cette lettre. Plus de 8 500 personnes ont été tuées et près de 49 000 autres blessées depuis le début du conflit, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Plus de 17 millions de Yéménites sont confrontés à des pénuries alimentaires et une épidémie de choléra a fait plus de 2 100 morts depuis avril. AFP

Au fait, ce n'est pas le sinistre illusionniste et populiste Mélenchon qui a exigé que le drapeau de l'UE soit retiré de l'enceinte de l'Assemblée nationale au profit de celui de l'ONU ? Il avait aussi oublié (notamment), que c'était l'ONU qui en reconnaissant les droits des sionistes à créer Israël avait signé l'arrêt de mort de la Palestine...

Quand le populisme assumé incarne les pires trahisons du mouvement ouvrier.

On a également appris que l'histrion du régime avait troqué le triangle rouge qu'il portait constamment agrafé sur ses vestes et chemises en hommage aux communistes déportés pendant la seconde guerre mondiale, contre le drapeau ("la tricolor") de la seconde République d'Espagne, renversée en 1936 par le coup d'État mené par le général Franco.

Il a cru bon de déclarer : "Je suis partisan de la République en Espagne, et je porte-là le drapeau des républicains. Parce que je n'oublie pas que nous autres républicains, avons été battus en Espagne par un coup d'État". (Le Huffington Post 5 octobre 2017)

Pas vraiment, puisqu'en réalité les républicains trahirent la révolution espagnole, voilà de quoi se revendique le faussaire. - *"Les ouvriers et les paysans ont porté deux fois les républicains au pouvoir, ainsi que leurs agents : en avril 1931, et en février 1936. Les deux fois, les héros du Front populaire ont cédé la victoire du peuple aux représentants les plus réactionnaires de la bourgeoisie. La troisième victoire remportée par les généraux du Front populaire signifierait leur accord inévitable avec la bourgeoisie fasciste sur le dos des ouvriers et des paysans. Un tel régime ne serait qu'une autre forme de la dictature militaire, peut-être sans monarchie ni domination ouverte de l'Eglise catholique."* (Source : Leçons d'Espagne : dernier avertissement. 17 décembre 1937 - Œuvres - décembre 1937 - Léon Trotsky)

En famille. Mélenchon ridiculisé par un misérable marcheur.

Sacha Houlié (LREM) a quant à lui glissé: "Je me demande si M. Mélenchon était si dérangé par le drapeau de l'Union européenne lorsqu'il ramenait ses fiches de paye au Parlement européen", une élue ironisant dans la foulée sur le fait que l'ex-eurodéputé (2009-2017) "n'était pas là souvent". AFP 6 octobre 2017

Vous aurez compris que les républicains bouffaient à tous les râteliers et qu'ils étaient prêts à vendre votre peau au plus offrant pour exister, même à un terrible dictateur si nécessaire plutôt que de s'attaquer au capital et ses institutions.

[Fake news. Libération pris en flagrant délit.](#)

- Rohingyas : silence d'Arabie - Liberation.fr

Alors que plusieurs pays musulmans ont manifesté leur solidarité avec les Rohingyas, l'Arabie Saoudite a réagi très modérément à l'égard de la Birmanie. Liberation.fr 7 octobre 2017

Vraiment ?

Tu parles, c'est elle qui a armé les barbares qui se dénomment L'Armée Rohingya pour le Salut de l'Arakan, qui sont en train de déstabiliser le Myanmar en employant le même procédé qu'en Libye et en Syrie pour le compte de l'impérialisme américain...

Quelques articles pour en savoir davantage sur ce sujet.

<http://www.voltairenet.org/article198122.html>

<http://arretsurinfo.ch/larmee-rohingya-pour-le-salut-de-larakan-est-liee-aux-groupes-djihadistes-etrangers/>

<http://arretsurinfo.ch/rohingyas-ideologies-et-approche-victimaire-2/>

La vermine solitaire

- Benoît Hamon va créer "un nouveau groupe écologiste et solidaire" au conseil régional d'Île-de-France - Le Huffington Post

L'ex-candidat PS à la présidentielle Benoit Hamon va constituer un nouveau groupe avec les écologistes au sein du conseil régional d'Île-de-France, a-t-on appris ce vendredi 6 octobre auprès du groupe et de l'entourage de Benoît Hamon. Le Huffington Post

Diviser pour mieux régner ou qui sème le chaos en récupère les dividendes.

- Les Français désapprouvent l'indépendance de la Catalogne - LeFigaro.fr

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et France Info, les Français sont très partagés sur ce qu'il doit advenir après le référendum illégal organisé dimanche.

Huit sondés sur dix ont été choqués par la réaction de Madrid et les images de violences policières. De ce fait, la bataille des images a été largement remportée par les séparatistes. (Lire : par les médias, dont les oligarques. - LVOG)

Par ailleurs, une majorité de Français estiment que l'indépendance de la Catalogne serait mauvaise pour l'Espagne (69 % des sondés le pensent)... LeFigaro.fr et Franceinfo 6 octobre 2017

Ceux qui sont supposés détruire les Etats-nations ou en attendre un bénéfice, l'UE, Washington, Macron, etc. supportent les autorités de Madrid, et ceux qui sont supposés s'opposer à l'Europe des régions supportent les indépendantistes de Barcelone !

Ceux qui sont supposés défendre les Etats indépendants et souverains, dominés, agressés par des Etats dominants ou impérialistes, qui se réclament du droit des peuples à l'autodétermination des peuples, se rangent au côté de leur impérialiste ou des agresseurs-envahisseurs.

Ceux qui sont censés défendre l'intégrité des nations et des peuples syrien et irakien, approuvent le référendum sur l'indépendance du Kurdistan qui participe du dépeçage de la Syrie et de l'Irak.

Ceux qui sont censés défendre les droits des minorités qui ne peuvent être garantis ou effectifs qu'à partir du moment où les droits collectifs de l'ensemble des citoyens sont respectés, vont soutenir ceux qui au même moment liquident ces droits collectifs, sous prétexte qu'ils accorderaient des droits nouveaux à des minorités.

Il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans le mouvement ouvrier. Quelle chute vertigieuse, quel niveau théorique misérable, c'est pitoyable, effarant ! Dans ces conditions, effectivement le pire est à venir. Les militants qui ne réagissent pas sont morts politiquement.

Il n'y a rien à en attendre.

- Les syndicats évoqueront lundi une mobilisation unitaire - Reuters

Les organisations syndicales CGT, FO, CFE-CGC et CFTC devraient se réunir lundi pour discuter d'une éventuelle mobilisation unitaire contre la réforme du Code du travail, ont dit jeudi à Reuters les organisations syndicales.

Il n'était pas encore possible jeudi de confirmer la présence de la CFDT. Reuters 5 octobre 2017

INFOS EN BREF

POLITIQUE

iger

- Niger: la mort de soldats américains révèle leur présence au Sahel - AFP

La mort de trois soldats américains dans une embuscade au Niger a révélé au grand jour à quel point les forces américaines sont impliquées dans la lutte contre les jihadistes dans la région.

Les Américains sont très présents au Niger, notamment sur l'aéroport d'Agadez (nord) avec une base géant des drones qui surveillent la zone sahélienne. Les militaires opérant sur cette base ne sortent toutefois qu'extrêmement rarement de cette position.

Outre les Américains, la France, ancienne puissance coloniale et partenaire privilégié du Niger, compte une base sur l'aéroport de Niamey à partir duquel opèrent des avions de chasse Rafale et des drones. Dans le cadre de l'opération Barkhane, les forces spéciales françaises disposent aussi d'une base à Madama, dans le nord nigérien. AFP 5 octobre 2017

Togo

- Les manifestations s'achèvent sous tension au Togo - AFP

Des milliers de Togolais ont manifesté jeudi à Lomé et en province dans un climat tendu, au deuxième jour de marches pour réclamer des réformes et protester contre le régime de Faure Gnassingbé, qui fait face à une importante contestation populaire depuis plus d'un mois.

Le chef de l'Etat, qui effectue son troisième mandat, a succédé avec le soutien de l'armée à son père, le général Gnassingbé Eyadéma, décédé en 2005 après avoir dirigé le pays d'une main de fer durant 38 ans.

Faure Gnassingbé a été réélu à deux reprises, en 2010 et en 2015, lors de scrutins très contestés par l'opposition. AFP 5 octobre 2017

[Haut de page ↗](#)

Le 10 octobre 2017

CAUSERIE

Une contribution politique.

Alors que jusqu'à présent l'oligarchie s'en était remise au PS pour représenter au mieux ses intérêts en alternance avec le parti de l'ordre officiel, LR (ex-UMP-RPR-UDR) ou gérer la société pour son compte, désormais elle a décidé de s'en charger elle-même en portant au pouvoir le candidat qu'elle a patiemment formé au cours de la dernière décennie pour remplir cette mission, Emmanuel Macron.

Elle a donc décidé de se passer des services des deux partis qui avaient alterné au pouvoir dans le cadre des institutions de la Ve République pour assurer la continuité du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant, en instaurant un régime conforme au pouvoir qu'elle détient et aux besoins du capitalisme en crise.

Si le régime est toujours de type bonapartiste, il a évolué en prenant une tournure ouvertement ploutocratique, où ce sont les oligarques qui sont directement à la manoeuvre, afin d'éviter toute dérive ou faiblesse qui se traduirait par des compromis avec la classe ouvrière ou ceux qui sont censés la représenter. L'oligarchie entend ainsi profiter du rapport de force entre les classes qui lui est favorable, et de l'absence de toute opposition organisée profondément ancrée dans les masses, pour pousser le plus loin possible son avantage ou étendre davantage son pouvoir à l'ensemble de la société, qui est sommée de se soumettre à ses exigences toujours plus pressantes ou à son modèle de société qui relève de la dictature absolue, d'où le ton impérial emprunté par son représentant, Macron.

Une fois qu'elle avait décidé que l'heure avait sonné d'appliquer la totalité de son programme ultra réactionnaire ou que les conditions étaient réunies pour y parvenir, elle n'a pas hésité un seul instant à employer les grands moyens ou à recourir aux coups les plus tordus pour torpiller toutes les candidatures qui s'opposaient à son candidat lors des élections présidentielles, y compris celles qui lui étaient acquises, mais qui présentaient l'inconvénient d'incarner des rapports entre les classes qu'elle estimait périmees ou inappropriées pour exécuter son programme de démolition sociale systématique ou encore affronter la classe ouvrière. Il valait mieux encore que ces différents outsiders s'effacent et demeurent en réserve, servent de forces d'appoint à son parti (LREM), tout en donnant l'illusion qu'ils figuraient dans l'opposition parlementaire, tandis que toute opposition serait neutralisée ou réduite à l'impuissance, de sorte que les apparences démocratiques soient sauvées.

Tous les partis institutionnels devaient sortir laminés au terme de ce processus et profondément divisés, de sorte qu'ils ne pourraient pas offrir de résistance à son coup d'Etat, en admettant qu'ils en auraient eu l'intention, tout en sachant pertinemment qu'ils n'auraient pas l'intention de s'y opposer.

Cette explication recèle une faiblesse ou plutôt une inexactitude, elle aurait pu être valable hier, mais elle ne l'est plus aujourd'hui. Car quelles que soient les mesures antisociales que Macron adoptera, elles ne suffiront pas pour résoudre la crise du capitalisme minée par ses contradictions. Il peut bien réduire les salaires et augmenter le temps de travail, généraliser la précarité, ce ne sera pas suffisant pour concurrencer la main d'oeuvre à bon marché que les capitalistes peuvent s'offrir sur tous les continents. Il faut donc en déduire que leur plan vise un autre objectif qui se situe davantage sur le plan politique, à savoir prévenir, dévoyer, détourner, dénaturer, décrédibiliser, criminaliser, tuer dans l'oeuf, briser net toute tentative de résistance, de contestation ou d'opposition organisée à leur régime dictatorial en usant de tous les moyens à leur disposition (dès la maternelle!), ce qui ne devrait pas leur poser de réels problèmes dès lors qu'ils détiennent tous les pouvoirs, il suffira juste de les employer au moment opportun.

Les trois ou quatre dernières décennies leur auront servi à peaufiner leur tactique, et lentement mais sûrement ils seront finalement parvenus à atteindre pratiquement tous les objectifs qu'ils s'étaient fixés, il ne leur reste plus qu'à s'emparer des organismes sociaux qu'ils n'ont pas encore privatisés pour que la boucle de la dictature se referme.

L'atomisation de la classe ouvrière, sa destruction en tant que classe ne servira pas uniquement à augmenter le taux d'exploitation dans le cadre du capitalisme comme on le pensait il y a peu de temps encore, car combinée à sa philosophie nihiliste qui a pour objectif de détruire tous les rapports ou les liens qu'elle avait tissés dans le passé et qui lui servaient de repères pour mener sa lutte de classe, et à leur intention de s'affranchir des contradictions ou des lois de fonctionnement du capitalisme à l'aide de leurs instruments financiers de type maffieux, à laquelle il faut ajouter leur emprise totale sur les institutions incluant l'appareil judiciaire et le contrôle de l'ensemble des médias, l'oligarchie vise à instaurer une société de serfs numérisés, décérébrés, soumis ou dociles, sans droits ni pouvoirs, une sorte de camisole de force à l'état individuel ou un immense camp de concentration à l'état collectif auxquels personne ne peut échapper ou ne peut envisager de s'échapper. D'où sa rhétorique tenant de discours d'un Etat policier : admettez de perdre le peu de liberté dont vous disposiez encore, et en échange nous assurerons votre sécurité. Et sa traduction sur le plan social : acceptez de nouveaux sacrifices, et en échange nous nous engageons à lutter contre le chômage.

La confusion qui s'est emparée aujourd'hui de pratiquement tous les esprits à peu d'exceptions près, suite au chaos auquel ils ont commencé à recourir au moyen de la terreur pour lui donner une tournure encore plus aiguë et angoissante, devrait encourager chacun à se recroqueviller sur lui-même et à se réfugier dans la passivité par crainte de subir un châtement encore plus sévère, créant ainsi une atmosphère propice à leur laisser les mains libres pour agir à leur guise et participer à de nouvelles guerres, par exemple.

Tous les anciens facteurs économiques n'auront pas forcément disparu pour autant sans que plus personne ne s'en soucie. Ils continueront de les instrumentaliser aussi longtemps que leur pouvoir ne s'étendra pas à la terre toute entière, mais ils n'auront plus aucune influence dans les pays ou sur les peuples qu'ils seront parvenus à pacifier, à réduire en esclavage. D'ailleurs qui ose encore les évoquer sans qu'il soit tourné immédiatement en ridicule ou entraîne un haussement d'épaules, faire référence à la crise du capitalisme dans une démonstration, c'est aussi crédible que prétendre pouvoir atteindre la lune avec ses doigts !

Le facteur financier n'a pas seulement supplanté tous les autres facteurs sur le plan économique, il n'est plus que le seul facteur avec lequel se confond l'économie, elle lui est totalement subordonnée, la quantité s'est transformée en qualité à un moment donné qu'on n'a pas su percevoir à temps, hélas ! Et que ce facteur ait été amené à prendre ouvertement une tournure maffieuse allait dans l'ordre des choses, ce qu'on a refusé d'admettre pendant longtemps, il n'en fallait pas davantage pour qu'on soit réduit à l'impuissance pour le combattre, ce qu'on admettra encore moins évidemment.

L'emprise tentaculaire de la dictature de la finance sur l'ensemble de l'économie et de la société est finalement parvenue à modifier à son avantage les rapports qui existaient entre les différents facteurs sociaux et politiques, en leur otant toute trace d'indépendance. On comprend mieux dès lors pourquoi ils font preuve de tant d'arrogance envers ceux qui ne sont rien ou qui ne pensent qu'à foutre le bordel, dixit Macron, puisqu'ils sont voués à se soumettre de gré ou de force à l'ordre établi.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les oligarques sont parvenus à concentrer tellement de pouvoir, qu'il est dans leur pouvoir d'imposer leur volonté ou leur modèle de société à tous les peuples sans avoir de compte à rendre à quiconque, puisque ce sont les maîtres du monde et qu'il n'existe aucune force organisée qui puisse leur résister. Bien entendu leur oeuvre n'est pas encore achevée, mais ils sont sur la bonne voie pour y parvenir si on ne parvenait pas à les arrêter, or on est très mal parti puisque l'ensemble du mouvement ouvrier rejette cette analyse. Disons qu'on a atteint un point critique, au-delà duquel tout retour en arrière ou toute tentative de changer la société s'avèrera définitivement impossible, dites-moi si je me trompe, j'ai même cru comprendre que cette perspective politique était déjà devenu impensable chez la plupart des travailleurs et des militants.

Maintenant il faut relier cette emprise de la finance sur la totalité de l'économie aux guerres incessantes que livrent les différents impérialistes à travers le monde pour que ce sombre tableau soit complet. Effectivement, un facteur a connu

une modification depuis 2001, désormais toutes les guerres ou presque se poursuivent indéfiniment, guerres qui toutes se déroulent à l'extérieur des pays qui les ont fomentées ou déclarées, ce sont les pays où ils puisent les matières premières dont ont besoin leurs multinationales qui servent uniquement de champs de bataille à leurs guerres et à leurs destructions, leur massacres, semant le chaos et la désolation derrière eux.

Tout cela nous amène à la conclusion que le néo-capitalisme et le néo-impérialisme ont supplanté le capitalisme et l'impérialisme, sans forcément avoir supprimé les bases du capitalisme et de l'impérialisme, sans avoir modifié d'un poil leur nature évidemment. C'est cette faiblesse ou lacune qu'il faut bien discerner pour parvenir à les abattre.

Disons qu'ils sont passés à un stade supérieur, où le capitalisme financier a entrepris d'instaurer un régime despotique qui contourne les contradictions du capitalisme sans les faire disparaître, ou il a les moyens de les contrôler pour empêcher un soudain et brutal effondrement de leur système économique, en fait, il est en mesure de les instrumentaliser en injectant d'énormes masses de capitaux qu'il leur suffit de créer en fonction de la situation ou de leurs besoins sans avoir de compte à rendre à personne. Autrement dit, les gangsters de la finance agissent en toute indépendance (et toute impunité) où ils veulent et quand ils veulent.

Et quant à l'impérialisme, il n'est plus uniquement engagé dans des guerres pour préserver ses parts de marché ou en conquérir, s'accaparer les ressources de pays qu'il pille déjà, il vise désormais à écraser leurs peuples et à détruire leurs sociétés auxquels il a décidé d'interdire définitivement de disposer d'eux-mêmes et de leurs ressources, ils sont engagés dans un processus de guerres perpétuelles contre l'humanité tout entière.

Ils ont franchi un nouveau cran dans la barbarie en somme, qui relègue le progrès social et la paix au rang d'utopie.

Les lecteurs peuvent lire les articles de Thierry Meyssan *Interprétations divergentes au sein du camp anti-impérialiste* et *Le projet militaire des États-Unis pour le monde* que j'ai mis en ligne, qui fournissent de nombreux éléments permettant de confirmer la stratégie adoptée par notre ennemi. Vous m'excuserez de ne pas avoir fait référence au Monde, à Libération ou au Figaro ou à la littérature du mouvement ouvrier, puisqu'ils restent obstinément muets sur cette question déterminante ou préfèrent l'ignorer.

De mon côté, je n'ai pas fourni d'éléments précis pour étayer mon argumentation par manque de temps et ne pas parodier Meyssan, et puis chacun à en tête les principaux événements qui se sont produits dans le monde depuis 2001 qui confirment notre analyse. Dans de nombreuses causeries, j'ai eu l'occasion de fournir des éléments sous forme de faits ou de témoignages dans des articles ou vidéos auxquels je renvoie les lecteurs.

Quant à mes détracteurs, ils empruntent les mêmes méthodes que les défenseurs de la version de G. W. Bush du 11 septembre 2001, en ignorant ces éléments ou en refusant de répondre aux questions que je pose ou plutôt que pose la situation, notamment sur l'effondrement du capitalisme qui tarde tout de même à venir, sans que cela ne pose le moindre problème à ces "marxistes". Ils croient qu'en se réfugiant dans le déni ou en fuyant la réalité, ils oeuvrent à notre cause, qu'il nous soit permis d'en douter sérieusement.

Maintenant, cette perspective de chaos et de guerres permanente dans de nombreux pays sur tous les continents ne règle pas toutes les questions qu'on peut se poser sur l'orientation du capitalisme mondial, car on est en droit de se demander comment tous ces peuples pourraient vivre un tel cauchemar indéfiniment. Cela dit, on peut observer que c'est déjà le cas du peuple palestinien depuis 60 ans, mais il concerne une population restreinte ; il y a aussi les peuples afghan et irakien depuis 14 ans déjà, alors que là plus d'un milliard devrait subir cet effroyable destin, cela paraît inimaginable. Mais c'est peut-être pour cette raison que cela pourrait se produire, car il faut bien constater que le capitalisme est passé au stade de l'impérialisme depuis plus d'un siècle sans qu'on en voit le bout ou qu'on puisse prévoir pendant combien de décennies encore il va continuer de sévir, les peuples ayant supporté tous ses horribles méfaits ou crimes sans trouver les moyens de le renverser, donc partant de là on est bien obligé d'admettre dans une certaine mesure que tout est effectivement possible ou envisageable.

On aurait tort de s'en remettre à des a priori pour le nier, cela risquerait de nous être fatal, vaut mieux encore considérer la réalité dans sa totalité aussi terrifiante soit-elle pour la combattre... On peut affecter une attitude indifférente face aux transformations du monde, à l'évolution des facteurs au sein du capitalisme, aux modifications des rapports intervenus entre les classes ou en général dans la société et le monde. On peut décréter qu'elles n'ont jamais eu lieu ou les minimiser pour ne pas en tenir compte, et répéter indéfiniment les formules qu'on a apprises un jour par coeur, pour n'avoir finalement rien n'appris d'autres depuis et s'être fossilisés, c'est un peu comme se munir d'une hache ou de flèches pour affronter des tanks et des missiles, c'est désuet et pathétique, criminel ou monstrueux quand en plus on colporte ces fadaïses.

Je pars du principe qu'il vaut mieux encore se contenter d'une analyse qui peut présenter des faiblesses ou un certain nombre d'imprécisions que l'on pourra toujours compléter par la suite, quitte si nécessaire à apporter quelques modifications à notre stratégie, plutôt que d'en avoir aucune ou de reproduire sans cesse les mêmes erreurs ou s'en remettre à des théories foireuses qui nous ont conduits où nous en sommes pour ne pas avoir de tendance suicidaire.

[En guise d'épilogue](#)

Quelques extraits brièvement commentés de Bolchevisme contre stalinisme de Léon Trotsky

- *"Le déclin actuel du capitalisme a non seulement définitivement sapé la démocratie, mais a aussi dévoilé toute l'insuffisance du bonapartisme de l'ancien type: à sa place est venu le fascisme. Cependant, comme un pont entre la démocratie et le fascisme (en Russie, en 1917, comme un "pont" entre la démocratie et le bolchevisme) apparaît un "régime personnel", qui s'élève au-dessus de la démocratie, louvoie entre les deux camps et sauvegarde en même temps les intérêts de la classe dominante: il suffit de donner cette définition pour que le terme de bonapartisme soit pleinement fondé."*

Si le bonapartisme est *"comme un pont entre la démocratie et le fascisme"*, force est de constater de nos jours que celui qui l'incarne en France (Macron), est plus proche du fascisme que de la démocratie, car il ne se contente pas de louvoyer *"entre les deux camps"* pour sauvegarder *"en même temps les intérêts de la classe dominante"*, il privilégie ouvertement la classe des exploités tout en affichant sa haine de celle des exploités.

- *"Aucun de nos critiques ne s'est donné la peine de faire apparaître le caractère spécifique des gouvernements pré-fascistes, Giolitti et Facta en Italie, Brüning, Papon et Schleicher en Allemagne, Dollfus en Autriche, Doumergue et Flandin en France"*

Cela ne vous dit-il rien de nos jours ?

- *"Exiger de ne pas sortir des limites de la démocratie bourgeoise, c'est, en fait, non pas jouer à la révolution démocratique, mais y renoncer."*

Ne serait-ce pas *"les limites"* assignées à la *"révolution citoyenne"* ou par *"les urnes"* de l'illusionniste Mélenchon ?

Le front populaire a toujours défendu et opposé la démocratie bourgeoise à la révolution démocratique ou au socialisme, et qu'est-ce que cela a donné à l'arrivée : le fascisme et la guerre.

[A propos de la Catalogne.](#)

« Indépendance » de la Catalogne : derrière les apparences, quels enjeux cachés ? - Ruptures 02.10
<https://ruptures-presse.fr/actu/referendum-catalogne-independance-ue>

Courriel adressé à Arrêt sur Info.

Je vous signale que l'article signé Gearóid Ó Colmáin que vous avez publié le 06 octobre 2017 et intitulé L'indépendance catalane – une arme du capital contre le salariat (<http://arretsurinfo.ch/lindependance-catalane-une-arme-du-capital-contre-le-salariat>), contient un ramassis de contre-vérités ou de faux grossiers sur le déroulement de la révolution espagnole de 1936, destinés uniquement à camoufler la responsabilité et les crimes commis par Staline et ses représentants en Espagne qui ont conduit à la victoire du général Franco.

Et pour que le tableau soit complet, monsieur Colmáin reproduit les arguments fabriqués par les propagandistes staliniens de l'époque imputant aux trotskystes la défaite de la révolution espagnole en les accusant de collusion avec Franco, ce qui servira à justifier l'assassinat des dirigeants et des militants de ce courant politique du mouvement ouvrier, qui oeuvraient en Espagne à l'établissement de la démocratie ou du socialisme. On est donc en présence de la pire des infâmies qui soit, du stalinisme pur jus.

En lisant ces lignes je me serais cru revenu à l'époque ignoble et terrifiante des procès de Moscou à la même époque, au cours desquels les principaux dirigeants de la révolution russe de 1917 et compagnons de Lénine et Trotsky furent déclarés coupables de crimes qu'ils n'avaient jamais commis et condamnés à mort pour que le dictateur Staline puisse conforter son pouvoir.

En guise de droit de réponse, je publie à l'adresse de mes lecteurs la version de la révolution espagnole de Trotsky. Voyez-vous, j'ai la particularité ou le défaut à défaut de lui reconnaître des qualités selon ses pires ennemis, de vouer un culte à la vérité des faits, cela fait partie de mon idéal de liberté, c'est un devoir autant qu'un principe que j'entends honorer, sans quoi je ne pourrais pas être digne de mon idéal, vous comprenez.

Il existe une multitude de documents et de témoignages qui prouvent que Staline a servi de bourreau des éléments les plus révolutionnaires au sein du mouvement ouvrier, en les exécutant pour le compte de Franco. Le nier, c'est adopter une idéologie opposée à celle des révolutionnaires, des socialistes, des démocrates, laquelle sinon celle de la bourgeoisie, du capitalisme, qui dans sa version la plus hideuse a produit le fascisme. Voilà où l'esprit policier de monsieur Colmáin puise son inspiration ou son poison.

Leçons d'Espagne : derniers avertissements - 17 décembre 1937 - L. Trotsky

● Au format pdf ou

● Au format html

A propos de la "gauche révolutionnaire" dégénérée.

Je rappelle que j'ai pris position contre l'indépendance de la Catalogne, contre la création du Kurdistan supervisée par Washington et Israël.

Gauche révolutionnaire : la grande manipulation - Vincent Lenormant - 4 Octobre 2017 - Arrêt sur Info

Depuis une dizaine d'années, les courants libertaires, trotskistes, «antifas» qui forment la gauche révolutionnaire ont été retournés pour servir des objectifs de guerre.

La gauche révolutionnaire désigne l'ensemble des formations politiques qui sont en principe favorables à une révolution pour mettre fin au capitalisme, en s'appuyant sur des précédents historiques comme la Commune de Paris ou la Guerre d'Espagne ; en France, ces groupes se nomment NPA, Alternative Libertaire, CNT, Fédération Anarchiste... Leurs militants ne sont pas très nombreux, mais ils bénéficient d'une bonne image chez toute une population sensible aux idées libertaires, trotskistes, antifascistes, révolutionnaires. Nous allons voir comment ces groupes ont été manipulés, épurés, restructurés pour servir des objectifs de guerre, de la simple propagande jusqu'au recrutement de combattants.

La guerre en question, c'est avant tout celle de Syrie, qui a commencé par ce qu'on n'ose plus appeler « Printemps Arabe », tant ces événements furent une catastrophe pour le monde Arabo-musulman, avec l'arrivée au pouvoir des Frères Musulmans en Tunisie et en Egypte et la destruction de la Lybie et du Yémen. Au début des années 2000, la gauche révolutionnaire était encore fidèle à ses positions traditionnelles : anti-capitalisme, anti-impérialisme, anti-sionisme. La guerre d'Iraq en 2003 avait été l'occasion de manifestations qui la dénonçaient pour ce qu'elle était : une guerre d'agression, sous des prétextes mensongers. Et les manifestants ne se faisaient traiter d' »Husseïnistes », d'admirateurs de Saddam, que par les néoconservateurs habituels. En 2004, le journal d'Alternative Libertaire dénonçait les projets étasuniens pour le « Grand Moyen-Orient », c'est-à-dire « la déstabilisation, la chute des régimes locaux, et un « remodelage » des territoires ». Citation : «Bush a précisé la portée de la guerre qui se préparait : " Un Irak libéré pourra montrer comment la liberté peut transformer cette région qui revêt une importance extrême, en apportant espoir et progrès à des millions de personnes (...) Pour d'autres nations de la région, un nouveau régime en Irak servirait d'exemple spectaculaire et impressionnant de la liberté. En ce qui concerne les pouvoirs en place, l'avertissement est clair : [...] La question qui se pose maintenant est "qui sera le suivant ?" L'extrême droite chrétienne milite pour un règlement définitif de la question palestinienne qui passe par l'installation de régimes à la botte des USA en Syrie et au Liban, et qui donne carte blanche à la droite israélienne pour organiser la purification ethnique des territoires occupés. »

Un tel article serait aujourd'hui inimaginable dans ce journal, son auteur serait traité de conspirationniste, d'ami des dictateurs, de « rouge-brun » ou carrément de fasciste. En 2004 toujours, le même journal dénonçait un début de collusion entre extrême-gauche et « islamisme », sans vraiment comprendre toutefois ce que signifiait cet « islamisme ». Ce mot est utilisé par ceux qui ne comprennent pas la nature du phénomène, comme par ceux qui veulent semer la confusion entre l'islam et la secte wahhabite. Le wahhabisme a été rendu tout-puissant au cours du XXème siècle par les Etats-Unis, qui ont fait de la famille Saoud leur principal allié arabe au Moyen-Orient. Dans le silence général en Occident, les Saoud ont cherché à se poser en leader du monde Arabo-musulman ; ils ont construit des mosquées dans le monde entier où est enseignée leur doctrine obscurantiste et dévoyée, leur logique sectaire. Depuis des décennies, ils modifient les consciences, détruisent les cultures. Cela n'a rien à voir avec la religion : il s'agit d'impérialisme culturel et de fascisme.

Les Occidentaux se sont alliés aux Saoud car ils étaient les plus anti-communistes, les plus fanatiques, les plus à même de mettre les musulmans au pas, et les plus serviles. Parallèlement, les Frères Musulmans et Al Qaïda, tous deux liés à la CIA, ont tissé un réseau international, politique pour le premier et militaire pour le second. Les Frères Musulmans sont une sorte de franc-maçonnerie musulmane, ils ont été abondamment financés par le Qatar et la Turquie (Erdogan lui-même en est membre).

On peut se gratter la tête et traiter de fou celui qui dénonce la collusion entre les groupes terroristes pseudo-islamistes et le Pentagone, tant les media dominants font tout pour nous empêcher de comprendre, mais au bout d'un moment les faits et les preuves s'accumulent, et la plus évidente est la complicité et l'alliance totale entre l'OTAN, les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et Israël (les Saoud et Israël ne font même plus semblant de ne pas s'entendre), sous le commandement des Etats-Unis. Les militants dévoyés de la pseudo-gauche ont adopté le réflexe de protéger les Etats-Unis en disant que la Russie ou la Chine sont, eux aussi, des pays impérialistes, et qu'ils ne sont pas moins dangereux. C'est tout simplement faux. Le budget militaire des Etats-Unis est égal à la somme de tous les budgets militaires de tous les autres pays du monde. Ils possèdent des bases partout (plus de 800 à hors de leur territoire), et il serait bon de prendre conscience qu'ils mettent le monde à feu et à sang, qu'ils sont les seuls à avoir utilisé l'arme atomique, qu'ils n'hésitent pas à utiliser des armes chimiques ou radioactives, et que rien que depuis les début les années 2000 ils ont détruit des pays, massacré des millions de personne, pour le seul profit de l'oligarchie qui contrôle l'armée impériale qu'est l'OTAN. Ils ont clairement la prétention de dominer le monde et ils ont

clairement choisi la guerre comme moyen d'y parvenir. Et pourtant en France les gens ne tremblent pas d'effroi à la simple évocation de la CIA. Le mot «CIA» évoque le mystère, le cinéma, le complot et immédiatement l'autocensure vient : il ne faut pas croire aux théories du complot. Il s'agit de conditionnement et de contrôle de la pensée. Personne ne veut s'avouer manipulé, même si tout le monde peut comprendre l'intérêt du «neuro-marketing» par exemple, et assister à sa mise en œuvre.

Il va de soi que les gens qui nous gouvernent et les chefs militaires s'intéressent de près à la manipulation des consciences et des opinions, et qu'ils financent la recherche scientifique allant dans ce sens. La guerre mondiale en cours au Moyen-Orient est l'occasion pour eux de faire des essais grandeur nature. Certaines choses ont marché, en particulier l'autocensure qu'ils ont réussi à installer au sein de la gauche révolutionnaire.

PHASE I : L'EPURATION

5 ans après les articles précités, en 2009, Alternative Libertaire avait adopté une nouvelle ligne : la tendance était à la chasse aux «conspis». Le journal publie donc une série d'articles désolants d'ignorance et/ou de mauvaise foi, dans lesquels sont amalgamés les gens qui remettent en cause la version officielle du 11 septembre et ceux qui croient aux illuminatis ou aux extra-terrestres : tous des imbéciles qui dérivent vers l'extrême-droite.

A cette époque, de nombreux sites apparaissent, des sites étranges qui dressent des listes. Le mouvement «antifa», bizarrement, ne s'intéresse plus vraiment au FN ou aux néo-nazis, mais décide d'opérer un tri au sein de la gauche ; des gens comme Etienne Chouard, Michel Collon, Annie Lacroix-Riz ou Jean Bricmont sont soudainement considérés comme des fascistes, les «antifas» viennent faire le coup de poing lors de leurs apparitions publiques, ils sont calomniés, leurs auditeurs insultés et ridiculisés, traités de «conspirationnistes», «confusionnistes», «campistes», «rouge-bruns», «amis des dictateurs»... Le point commun entre toutes les personnalités incriminées, c'est bien sûr leur anti-impérialisme et leur critique des media dominants. Dans une logique pour le coup véritablement confusionniste, les faux «antifas» vont répandre l'idée que si vous vous opposez à la guerre en Libye, c'est que vous êtes un admirateur de Qadhafi. Si vous n'êtes pas avec les «rebelles syriens», c'est que vous adorez Assad. Si vous critiquez les Etats-Unis, vous êtes un idolâtre de Poutine. Dans tous les cas vous êtes assimilé au fascisme. Le site « confusionnisme.info » va exceller dans ce registre, jusqu'à ce que l'UPR, cible de leurs calomnies, révèle le vrai visage de l'animatrice de ce site, et sa proximité avec les néoconservateurs étasuniens.

Il a suffi aux manipulateurs d'aller dans le sens d'un sectarisme déjà présent dans ces milieux : «pas de dialogue avec l'extrême-droite». C'est un véritable terrorisme intellectuel qui fut instauré, et internet a été très utilisé dans ce but ; il est certainement moins cher et plus simple de troller des forums que d'infiltrer des agents. Résultat : toute parole dissidente fut assimilée à l'extrême-droite. C'est une stratégie de la boule puante. Le dialogue devint impossible, et de nombreux militants furent mis de côté, tandis que les autres surveillaient leur langage. Sur les forums internet affiliés à la gauche révolutionnaire, comme le forum anarchiste, le forum anarchiste révolutionnaire, le forum libertaire, la chasse était ouverte. Bientôt le simple fait d'évoquer la CIA devint impossible ; ça tombait bien : la guerre allait commencer.

On pourra objecter que c'est une vision complètement farfelue et paranoïaque d'imaginer que la CIA ou d'autres puissent s'intéresser aux groupuscules libertaires français, qui ne représentent que quelques centaines de militants. Mais si on considère le projet global, qui est de faire passer des guerres d'agression impérialistes pour des révolutions, on comprend mieux l'intérêt : il s'agit de prendre le contrôle de tous les groupes de gauche révolutionnaire, dans tous les pays occidentaux, pour y rendre inaudible l'anti-impérialisme et, par solidarité révolutionnaire, leur faire applaudir la guerre. Car le mouvement révolutionnaire brise un tabou intéressant : il rend acceptable le fait que dans un pays, une minorité prenne le pouvoir par la violence. La violence et la destruction y sont considérés comme un mal nécessaire pour passer à une société censée être plus juste. Quant à savoir si les responsables de cette manipulation sont la CIA, le Mossad, le MI6 ou tout simplement les Opérations Psychologiques de l'armée étasunienne (qui ne cachent pas du tout leurs buts et leurs moyens), impossible de le savoir, mais c'était dans l'intérêt de l'alliance OTAN/Saoud/Israël qui a provoqué cette guerre.

Au sujet du 11 septembre, est-il vraiment si farfelu de se demander pourquoi les États-Unis maintiennent avec l'Arabie Saoudite des liens aussi étroits, alors que toute l'enquête incrimine ce pays ? Et pourquoi l'ensemble des pays occidentaux qui se prétendent en « guerre contre le terrorisme » ne cessent d'étaler leur amitié et de vendre des armes au principal pourvoyeur idéologique et financier du terrorisme pseudo-islamiste ?

PHASE II : LA RÉVOLUTION DES FRÈRES MUSULMANS

L'immolation par le feu d'un commerçant tunisien en décembre 2010 est-elle le fruit d'un complot ? Sans doute pas, mais ce qui est sûr et certain, c'est que ce fut le prétexte au lancement d'une opération préparée de longue date (le remodelage du Grand Moyen-Orient, comme le dénonçait Alternative Libertaire en 2004). Toute la pseudo-gauche, du PS à la Fédération Anarchiste, va s'enthousiasmer pour le « Printemps Arabe ». Seuls quelques grincheux déjà mis au ban de la gauche, ostracisés, ridiculisés, vont être sceptiques, se demander si les États-Unis ne seraient pas encore en train de rejouer l'air des Révolutions de Couleur (Ukraine, Géorgie, Kirghizistan...). Et ceux, très rares, qui comprenaient un peu ce que signifiait l'«islamisme», ne pouvaient que craindre l'arrivée au pouvoir des Frères Musulmans ou d'autres forces alliées au fascisme wahhabite.

Les groupes de gauche révolutionnaire, NPA et Alternative Libertaire en tête, ne vont pas se contenter d'applaudir les révolutions, ils vont réclamer une solidarité internationale et distiller une propagande insidieuse. Comme pour Milosevic, Hussein, Qadhafi il s'agit d'abord de faire passer Bachar al-Assad, l'ophtalmologue, pour le nouvel Hitler, un sadique prenant plaisir à mutiler des enfants. Il suffira pour cela d'emboîter le pas à la gigantesque machine de propagande destinée au grand public, à partir d'attentats sous faux drapeau, d'images fabriquées... Ce n'est pas l'objet de cet article de décortiquer la fabrication du récit officiel de la guerre syrienne, cet article-là s'y intéresse plus en profondeur.

Dans les media de la gauche révolutionnaire, la propagande va s'articuler autour de plusieurs idées-force :

1) La banalisation des Frères Musulmans et la relativisation de la menace sectaire.

Pour les besoins de la propagande, il va falloir dire que les Frères Musulmans ne sont pas si dangereux, qu'ils peuvent même être des alliés. En mars 2011, dans un article hallucinant avec le recul historique, Alternative Libertaire nous apprend qu'ils «semblent aujourd'hui sur la voie sinon d'une sécularisation, du moins d'une scission très nette entre démocrates et partisans d'un mouvement islamiste plus strict». En Egypte et en Tunisie, les Frères sont présentés comme composante indispensable de la révolution, tiraillés entre conservatisme et démocratie. Alternative Libertaire accepte et fait accepter l'idée que les Frères peuvent faire partie d'une révolution démocratique, sociale et libertaire.

Il est bon de rappeler que dans les années 70, ils ont mené une vaste campagne de terrorisme en Syrie, faisant des centaines de morts. C'était déjà l'expression de l'impérialisme des Etats-Unis et des Saoud. La réponse du pouvoir au début des années 80 syrien fut brutale : c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le massacre de Hama. Une note de la DIA évoque 2000 victimes dans les rangs des Frères Musulmans, mais les chiffres ont été gonflés pour les besoins de la propagande de guerre. Les propagandistes vont donc régulièrement parler du massacre de Hama comme du massacre de 40000 civils, par sadisme de la part du pouvoir syrien, sans jamais évoquer les crimes des Frères Musulmans qui en sont la cause : « Hama, ville syrienne, théâtre en 1982 d'un massacre de sa population perpétré par Hafedh El Assad », « Le régime de Bachir al Assad utilise tous les moyens, militaires et policiers, pour liquider les opposants, comme à Hama en 1982 », etc, etc... Comment dire que les Frères étaient « individuellement présents » mais « discrets » au début des événements alors qu'il s'agissait de la principale force d'opposition dans le pays, une force internationale avec des financements internationaux ? Fin 2012, alors que les djihadistes ont depuis longtemps fait leur apparition en Syrie, le NPA dira encore que « les islamistes ou frères musulmans » n'ont que « peu d'écho et de présence militante sur le terrain. »

Certains auteurs n'hésiteront pas à qualifier d'« islamophobes » ceux qui pointent du doigt le danger pseudo-islamiste, et Gillbert Achcar, en 2013, ira jusqu'à dire que « même si le soulèvement était guidé par des forces islamiques, cela ne devrait pas changer notre position ». Voilà le NPA prêt à soutenir la victoire des barbus.

Rappelons-nous que la Syrie n'est pas peuplée uniquement de sunnites, mais que sa population est une mosaïque de peuples et de croyances diverses, Chiites, Druzes, Chrétiens... Par conséquent l'arrivée d'un pouvoir religieux et sectaire serait une catastrophe pour les Syriens. Dès 2012, à Alep, les « insurgés » ont mis en place des tribunaux islamiques. Quel peut-être le sort d'un chrétien devant un tribunal d'inspiration wahhabite ? Combien de Chiites, d'Alaouites, de Chrétiens ont été massacrés par les « rebelles » ?

Dans une stratégie de renversement de situation qui est une constante pour les propagandistes, ils ont également cherché à dire que le sectarisme était du côté du pouvoir baathiste, et ils ont même martelé qu'Assad était allié à Daech pour écraser la révolution. La libération de prisonniers politiques issus des Frères par Assad, à des fins de négociation, a été l'occasion pour eux de dire qu'Assad avait créé de toutes pièces le djihadisme. Sur le site Juralib, un article totalement halluciné présentera Daech comme une création d'Assad et de Poutine, tout en regrettant que la France n'ait pas participé à la Guerre d'Iraq. Rappelons que Daech a commencé à perdre du terrain seulement au moment où l'armée russe est venue en aide à la Syrie, en septembre 2015. Jusque là, la Coalition menée par les États-Unis n'a rien fait contre eux, ils ont été soignés par Israël, soutenus quasi-ouvertement par la Turquie elle-même membre de l'OTAN, et il y a de plus en plus de preuves de la complicité entre les forces spéciales américaines et Daech.

Cette stratégie d'inversion des faits a atteint son paroxysme dans une interview de Robin Yassin Kattab où celui-ci dit en substance :

géopolitique = conspirationnisme.

Impérialisme = Russie et Iran.

Dire que la rébellion syrienne c'est Al Qaida = islamophobie.

Lutter contre le terrorisme = être de droite. Anti-impérialisme = soutien aux dictatures. Révolution syrienne = guerre d'Espagne.

Assad = djihadisme = fascisme. Dans la même publication, le site Lundi Matin, on pourra lire également qu'Assad est pire que Daech. Il faudra le demander aux Syriens confrontés aux attentats aveugles qui ensanglantent tous les jours leur pays.

2) L'appel à la violence, le refus du dialogue

Dès le mois d'avril 2011, sur le site du NPA, on pourra lire que « certains opposants et observateurs estiment qu'il est trop tard

pour ces tentatives [de dialogue]. » « La population ne se laissera plus amadouer par la dictature en place, alors même qu'une partie du peuple syrien se méfiait jusqu'ici de la perspective d'une révolution violente ». Pas de place pour le dialogue donc, la gauche révolutionnaire veut que le sang coule en Syrie. Les éditorialistes ne vont cesser de nous dire ce que veut le peuple syrien : la chute du régime. Le peuple n'a plus peur, il accepte de verser son sang. « Ceux qui sont aujourd'hui dans la rue ne reviendront jamais en arrière et ne veulent rien négocier. Pour eux, le seul mot d'ordre reste «?le peuple veut la fin du régime?» ». A partir de là, les propagandistes vont demander des armes pour les « rebelles » : « nous avons besoin d'armes, d'entraînement aussi », mais il faudra éviter de dire d'où viennent ces armes et à qui exactement elles vont être distribuées. Fin 2012, alors que des dizaines de milliers de djihadistes du monde entier affluent vers la Syrie, qu'ils sont entraînés aux frontières turques et jordaniennes, le NPA dira que « Les prétendues aides militaires ne proviennent que du Qatar, d'Arabie saoudite et de la Libye. Elles sont infimes et destinées aux petits groupes «?islamistes?» marginalisés ». La CIA vient tout juste d'arrêter son programme d'aide aux « rebelles », et quand bien même évoquer ce programme était impossible à cette époque sans être taxé de conspirationnisme, c'est à présent tout à fait officiel. Mais nous sommes en 2012 et le NPA veut des armes pour les « rebelles » : « On ne saurait pas être contre, à condition toutefois de préciser certaines conditions. [...] Des systèmes d'armement sophistiqués exigent parfois un personnel hyperspécialisé et créent donc une forme de dépendance extérieure. Ce n'est pas ce que demandent les rebelles syriens, qui ont avant tout besoin d'armes antichar et de missiles antiavions pour se protéger des assauts meurtriers de l'artillerie et des avions de chasse du régime. Ces conditions étant précisées, on pourra dire?: chiche?! »

Chiche. Les armes ont été livrées, les « rebelles » entraînés, la guerre de Syrie atteint les 500000 morts. Le NPA est-il satisfait ? En 2014, Gilbert Achcar, celui qui sait mieux ce que « le peuple veut » que les Syriens eux-mêmes, va se lancer dans un appel à la guerre totale : en Syrie selon lui, « il est illusoire d'espérer provoquer le renversement du despote par de simples manifestations », la famille régnante « ne peut être renversée que par les armes ». Il faut donc « une révolution qui l'emporte au moyen d'une insurrection populaire armée débouchant sur une guerre civile avec formation de zones libérées qui s'étendent progressivement jusqu'à la victoire finale ». « La révolution syrienne ne pourra se développer qu'en se transformant en guerre civile ». « La grande faillite des démocrates et progressistes de l'opposition syrienne, c'est qu'ils n'ont pas saisi d'emblée l'inéluçabilité de la guerre civile » .

La guerre civile, la pire horreur qui puisse arriver à un pays, devient vertueuse dans la bouche d'Achcar. Il faudra lui payer un voyage à Alep, pour qu'il explique directement aux Syriens que c'était pour leur bien.

3) Protéger les Etats-Unis, Israël et les Saoud

Les propagandistes ont tout fait pour cacher et protéger les véritables responsables de la guerre, l'alliance OTAN/Israël/CCG. Au début des événements, ils ont d'abord voulu faire croire que celle-ci protégeait Assad, afin de semer la confusion chez les anti-impérialistes. Alternative Libertaire savait en 2011 que les puissances occidentales « ne maîtrisaient plus rien ». Le NPA, lui, nous expliquait « la relative prudence des puissances occidentales, des saoudiens et surtout d'Israël face aux événements. Pour eux, Assad est un « mal connu », et, malgré tout, un pilier de l'ordre régional. Ce qui peut venir après lui est beaucoup plus terrible pour eux ». Par conséquent, « le maintien du régime syrien est la meilleure option possible pour Israël ». Le NPA ira jusqu'à présenter ce mensonge comme une évidence : « pourquoi l'Occident et Israël craignent-ils tellement de perdre le régime de Bachar al-Assad? ». La réponse arrive quelques mois plus tard : « La victoire de la Révolution syrienne ouvrira un nouveau front de résistance contre les puissances impérialistes, alors que sa défaite les renforcerait ». Le mois suivant : « Sous prétexte qu'Assad s'est moins aligné sur les USA et Israël que d'autres régimes arabes [...], ou craignant une montée de l'intégrisme religieux, certains à gauche ne soutiennent pas l'insurrection syrienne. C'est un contre-sens ! La place des anti-impérialistes et anticapitalistes, c'est d'agir aux côtés des révolutionnaires arabes » .

Achcar toujours, va prétendre en 2012 que « les événements en cours signalent un fort déclin de l'hégémonie américaine », « L'influence que peuvent avoir les États-Unis sur le processus en cours en Libye est très limitée ». L'année suivante, il déclare sans rire « Washington ne souhaite le démantèlement d'aucun Etat. Il veut une « transition ordonnée » – que le pouvoir change de mains, mais en garantissant la continuité fondamentale de la structure de l'Etat » (après que les États-Unis aient détruit les États somalien, afghan, iraquien, libyen...). Et bien sûr, « Les puissances occidentales ne vont apporter de soutien substantiel – en particulier militaire – à aucune force de l'opposition, parce qu'elles ne font confiance à aucune de ses composantes » .

Les auteurs précités ne sont évidemment pas tous des agents, même si en ce qui concerne Gibert Achcar, Ghayat Naisse, Joseph Daher ou l'hystérique Ziad Majed on est en droit de le penser. Ce qu'on peut constater et tenter d'étudier, avec le recul historique, c'est un édifice immense de contrôle de la pensée, d'interdiction de la parole dissidente par la censure et par l'autocensure, un édifice qui dépasse largement le cadre de notre étude (la gauche révolutionnaire en France), puisqu'il s'est avant tout manifesté dans les media dominants, à destination du grand public. C'est dans Le Monde qu'on trouvera la propagande la plus vile, en particulier sous la plume de Jean-Pierre Filiu, qui a par ailleurs écrit le scénario d'une bande dessinée de propagande (la bande dessinée est un bon angle pour toucher le public de gauche.) On sait maintenant que Le Monde prenait ses ordres directement de l'Élysée ou du quai d'Orsay, mais est-ce une surprise ? Un militant de gauche devrait pouvoir comprendre que les media subventionnés par l'État sont au service de l'État, et qu'en cas de guerre, la liberté de la presse n'a plus aucun sens puisque c'est la sécurité nationale et le secret défense qui priment.

Cela n'empêchera pas bien sûr les groupes de gauche révolutionnaire de se référer exclusivement aux media dominants pour étayer leur argumentation, et de rejeter tout point de vue alternatif. Chez le NPA, AL et consorts, il est de bon ton de considérer

toute info provenant de Russia Today comme mensongère (la voix du Kremlin, quelle horreur !), mais de ne jamais douter d'une info provenant du Monde ou du New York Times.

Le paroxysme de l'absurdité a été atteint en décembre 2016, quand tous les media dominants ont hurlé au génocide de la population alépine par les sauvages armées « de Bachar et de Poutine ». A ce moment-là, Philippe Poutou lui-même a été mis a contribution pour s'indigner devant ce « massacre » : « les massacres ont commencé dans Alep-est. Toutes les informations sont concordantes. » Le NPA ne manquera de culpabiliser la gauche : « la vérité choquante est que le peuple syrien dans sa lutte pour son émancipation n'a pas trouvé une solidarité internationale à la hauteur de ses sacrifices. Il reste seul devant l'enfer des armes d'un régime sanguinaire, et il montre un courage extraordinaire, de ses jeunes, des masses populaires révoltés, qui font face à la barbarie extrême du régime et de ses alliés. » Ces jeunes, ces masses populaires révoltées, c'était en fait des milliers de djihadistes venus des quatre coins de la planète, qui tenaient la population d'Alep-Est en otage, avaient mis en place des tribunaux pseudo-islamiques, volé, violé, torturé, massacré, terrorisé. Mais pour le NPA, ce sont des « héros ». Il faudra donc aussi leur payer un voyage à Alep, pour qu'ils puissent demander directement aux Alépinois s'ils regrettent le temps où des barbus semaient la terreur dans leurs quartiers et violaient leurs filles.

Le NPA, Alternative Libertaire mais aussi l'UJFP, Cedetim, Émancipation, Ensemble, le Forum Palestine Citoyenneté, L'Insurgé, Nasskoune, l'Union syndicale Solidaires se sont réunis en 2013 au sein d'un collectif : « Avec la Révolution Syrienne » afin d'aider activement les « rebelles syriens » qu'ils présentent comme des militants pacifiques et démocrates, alors que les combattants sont payés avec des fonds provenant de l'étranger, qu'ils possèdent des tanks, et que les plus puissants d'entre eux sont des djihadistes prêts à mourir pour Dieu. Le collectif ARS va répandre la bonne parole de propagandistes comme Joseph Daher pour faire croire à une administration libertaire des zones rebelles ; il faut pour cela réussir à imaginer des zones libres habités par des libertaires progressistes qui font vivre la démocratie directe en harmonie avec les djihadistes coupeurs de têtes qui les protègent.

C'est en 2013-2014 que l'idéologie communiste libertaire va commencer à être vraiment mise à contribution. Une certaine Leila « Shrooms » Shami, se présentant comme militante anarcho-féministe, va faire l'éloge d'Omar Aziz, présenté comme un anarchiste syrien ayant théorisé le fonctionnement de conseils locaux en s'inspirant de Rosa Luxembourg ou de la Commune de Paris. Pourtant, si on lit le texte en question, l'auteur reconnaît l'autorité du Conseil National Supérieur créé par les Frères Musulmans en Turquie, et demande aux conseils de s'y soumettre et de se mettre au service de l'Armée Syrienne Libre. On aura vraiment du mal à y trouver la moindre trace d'anarchisme. On trouve sur Youtube une interview où la caméra ne vient jamais filmer le visage de Leila Shami, mais on peut entendre sa voix, la voix d'une anglophone ne sachant pas prononcer l'arabe, aux côtés de Charles Lister, intermédiaire entre les Etats-Unis et les groupes armés rebelles d'une part et propagandiste dans toute la presse mainstream, lié au Qatar. Le mythe des conseils démocratiques des « rebelles modérés » sera répété sans cesse par le collectif ARS ainsi que par les media qui y sont liés. Le collectif tient ses conférences sous le drapeau de l'ASL, le drapeau du colonisateur français (les Français ont peut-être oublié les massacres commis par la France en Syrie au temps du mandat, mais pas les Syriens. Et il faut être bien mal avisé pour imaginer que les Syriens voient dans l'état français un « libérateur ».)

PHASE III : LE ROJAVA

A partir de 2014 une nouvelle opération est lancée : le Rojava. Les militants libertaires, sans abandonner leur soutien à la rébellion islamo-communarde, vont devenir fascinés par les Kurdes des YPG-YPJ, la branche syrienne du PKK. Le leader du PKK, en prison en Turquie, est censé avoir adopté l'idéologie communiste libertaire, un « municipalisme » dont l'inspirateur serait l'anarchiste étasunien Murray Bookchin. La rébellion Kurde déclare mettre en place dans ses territoires une société libertaire, égalitaire, anticapitaliste et écologique. Dès lors, il est urgent de les soutenir et d'inciter les gens à partir se battre. A partir de 2014, des anarchistes du monde entier affluent vers la Syrie, empruntant le même chemin que les djihadistes qui les ont précédés. Il est difficile d'imaginer que cela représente plus de quelques milliers de combattants, mais, comme pour les djihadistes, cela permet aux États d'origine de se débarrasser d'un certain nombre de radicaux et de mettre leur colère à profit.

Or il est évident que le Kurdistan n'est rien d'autre que le Plan B des États-Unis, après l'échec des djihadistes. Un Kurdistan indépendant en territoire syrien et iraquien leur permettrait de démembrer et donc d'affaiblir ces deux états, et mettre la main sur de gigantesques ressources énergétiques. L'Iran, qui héberge une large population kurde, serait menacé. Il faut absolument garder en tête que les habitants du nord de la Syrie ne sont pas majoritairement Kurdes. Le Rojava est en dehors du Kurdistan, les Kurdes se trouvant essentiellement en Turquie. En Iraq les Kurdes sont soutenus par Israël. On peut penser que la Turquie est opposée à la création d'un Kurdistan mais on peut aussi penser qu'il pourrait en profiter pour y déporter ses Kurdes tout en en repeuplant le sud de la Turquie avec les Syriens. Et effectivement les YPG/YPJ sont soupçonnés de procéder à des déplacements de population.

Pour brouiller les cartes, les États-Unis ont créé les Forces Démocratiques Syriennes qui regroupent les Kurdes avec des combattants arabes, mais concrètement les YPG/YPJ sont largement majoritaires et procèdent à une « kurdisation » forcée de la région. Le pouvoir est au parti, le PYD. Le paradis libertaire est censé régner dans des zones organisées depuis toujours de manière tribale, en guerre, sous le contrôle de soldats armés et commandés par les États-Unis. C'est dur à avaler et de nombreux articles vont tenter de faire passer la pilule, au nom du réalisme et au moyen, encore et toujours, de la culpabilisation : « Il est incroyablement facile — sinon honteux, à certains égards — de s'asseoir dans le confort de nos maisons occidentales et de critiquer la « trahison » d'un mouvement au nom de sa « collaboration » avec l'impérialisme lorsque la vie de tant de personnes

est, littéralement, en jeu. [...] Le révolutionnarisme et la solidarité de fauteuil, uniquement conditionnés par les notions de « pureté » n'ont aucun sens dans le monde réel », pourra-t-on lire dans Ballast.

Les États-Unis ont implantés une bonne dizaine de sites militaires au sein des communes libres du Rojava, ils ont pu envoyer des milliers de soldats : ils ont donc envahi la Syrie, en toute discrétion. Les derniers événements montrent clairement que les Kurdes sont actuellement plus en guerre contre l'État syrien que contre Daech. Ils ont réussi à reprendre de vastes territoires riches en pétrole à Daech sans que ceux-ci ripostent, afin d'empêcher l'armée syrienne d'en reprendre possession. Daech a ensuite lancée une grande offensive contre l'armée-syrienne, permettant aux Kurdes de s'emparer d'encore plus de puits de pétrole et de gaz. On a vu un chef de tribu auparavant daechiste se mettre au service des Kurdes. Il est encore trop tôt pour savoir ce qui se passe vraiment au Rojava, mais il y a de quoi se méfier et être prudent.

Les groupes de gauche révolutionnaire vont déclarer apporter un soutien critique, mais dans les faits, ils prouvent ultra-activement les YPG/YPJ, par des levées de fond et une propagande incitant les militants à franchir le pas et passer à l'action : aller se battre en Syrie, tirer sur des Arabes avec des armes étasuniennes.

On pourra suivre les aventures d'un communiste libertaire dans les YPG, rêver en voyant des combattants poser devant tous les symboles de l'anarchisme et de l'antifascisme, les drapeaux rouges et noirs, les A cerclés... Le site Lundi Matin nous expliquera précisément la marche à suivre pour s'engager et rejoindre le front. Voilà comment les États-Unis ont réussi à envoyer des anarchistes du monde entier se faire tuer en Syrie pour leurs intérêts. C'est un tour de force qui ne doit pas faire une grande différence sur le plan purement militaire, mais qui est très intéressante pour eux sur le plan psychologique : soutien de la gauche « radicale » à la création d'un « nouvel Israël » où le PKK deviendra peut-être « la gauche Kurde », mais où le pouvoir sera toujours au mains des atlantistes et sionistes.

Reste à savoir ce que signifie le retournement de la gauche révolutionnaire pour la France. Il n'est effectivement pas rassurant de voir un site de propagande comme Lundi Matin se faire passer pour la voix des anarchistes et appeler à l'émeute et à la violence. Cette violence éclatera tôt ou tard du fait de la situation désastreuse de la France, et il est évident que dans les tiroirs du Pentagone, des plans sont déjà prêts.

<http://arretsurinfo.ch/gauche-revolutionnaire-la-grande-manipulation/>

Ils osent tout.

- Le gouvernement cherche à donner une touche plus sociale à son action - Publicsenat.fr

- Florence Parly a touché 52 000 euros par mois à la SNCF - LePoint.fr

Sur les 6 premiers mois de l'année, la ministre des Armées a touché 80 % de sa rémunération annuelle prévue auprès de la SNCF, rapporte "Marianne". LePoint.fr

- L'Otan lance une nouvelle force multinationale en Roumanie - Reuters

- Tunisie : un Français incarcéré pour "atteinte à la pudeur" après qu'il a embrassé son amie - Franceinfo

Nessim Ouadin a été condamné à 4 mois et demi de prison ferme pour avoir embrassé son amie dans une voiture. Franceinfo

- Une Saoudienne verbalisée pour avoir pris le volant - AFP

La police saoudienne a déclaré lundi avoir verbalisé une femme qui était apparue sur une vidéo en train de conduire et a exigé le "respect de la loi" jusqu'à la levée effective de l'interdiction l'année prochaine. AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Ballons, sifflets, merguez, marrons chauds, demandez le programme...

- La CGT appelle à une nouvelle journée d'action le 19 octobre - Reuters

La CGT a lancé lundi soir un appel à une nouvelle journée de grève et de manifestations contre la réforme du travail préparée par le gouvernement pour le jeudi 19 octobre.

Réunis au siège de la centrale dirigée par Philippe Martinez, les syndicats français n'ont pu trouver un terrain d'entente quant à la mise en place d'un front commun sur ce dossier.

Mardi, ce sont les fonctionnaires qui se mobilisent contre les projets de l'exécutif les concernant, à l'appel des syndicats CFDT, CGT, FO et Unsa. Près de 130 manifestations et rassemblements sont prévus partout dans le pays. Reuters 10 octobre 2017

ACTUALITE EN TITRES

L'Empire veille.

Le président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe démissionne.
<http://www.voltairenet.org/article198223.html>

Comment ils déstabilisent le Myanmar.

Arrestation d'un jihadiste qui brûlait un village rohingya
<http://www.voltairenet.org/article198222.html>

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Otan

L'Otan lance une nouvelle force multinationale en Roumanie - Reuters

L'Otan a lancé lundi une nouvelle force multinationale en Roumanie avec l'objectif de renforcer son flanc Est face à la Russie et sa présence sur les rives de la mer Noire, trois ans après l'annexion par Moscou de la péninsule ukrainienne de Crimée.

Cette force qui s'appuie sur dix pays membres de l'Alliance atlantique dont l'Italie et le Canada doit épauler un contingent de quelque 900 soldats américains déjà positionnés en Roumanie.

"Notre objectif est la paix, non la guerre", a assuré le président roumain Klaus Iohannis lors d'une séance de l'Assemblée parlementaire de l'Otan organisée à Bucarest.

"Nous ne sommes pas une menace pour la Russie, mais il nous faut une stratégie alliée sur le long terme, il nous faut dialoguer à partir d'une position forte de défense et de dissuasion."

La Russie accuse l'Otan de chercher à l'encercler et de mettre en péril la stabilité en Europe orientale.

Trois pays riverains de la mer Noire - Roumanie, Bulgarie et Turquie - appartiennent déjà à l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord et deux autres - Géorgie et Ukraine - aspirent à la rejoindre.

Peu de détails ont filtré sur la composition de cette nouvelle force qui doit être déployée sur terre, dans les airs et en mer.

La composante terrestre comprend une brigade multinationale, soit 3.000 à 4.000 homes, mais la contribution des pays autres que la Roumanie reste modeste.

"Nous envoyons aujourd'hui un message très clair: l'Otan est ici, l'Otan est forte et l'Otan est unie", a dit le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, devant des soldats roumains, polonais, espagnols et portugais réunis pour l'occasion sur la base de Craiova, dans le sud-est de la Roumanie.

Les patrouilles de l'Otan en mer Noire seront renforcées par des visites plus fréquentes de bâtiments de pays alliés dans les

ports roumains et bulgares, ainsi que par des exercices militaires sur une échelle limitée.

Les forces aériennes seront également limitées dans un premier temps mais la Grande-Bretagne est en train de déployer des avions de combat en Roumanie et des pilotes canadiens patrouillent déjà aux côtés de leurs homologues roumains. L'Italie effectue quant à elle des patrouilles dans l'espace aérien bulgare. Reuters 9 octobre 2017

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

- Londres, "capitale de la pauvreté", selon un rapport - Reuters

Plus d'un Londonien sur quatre est confronté à la pauvreté en raison de la stagnation des salaires et de l'augmentation rapide des loyers, selon un rapport publié lundi par le New Policy Institute.

Sur les 2,3 millions de personnes concernées, 1,3 million ont un emploi, précise-t-il dans ce rapport établi sur la base de chiffres officiels.

Sont considérés en situation de pauvreté, les célibataires auxquels il reste moins de 144 livres (161 euros) par semaine après impôts et loyer. Pour une famille de quatre enfants, le seuil se situe à 347 livres (389 euros).

"Malgré sa prospérité éclatante et ses avantages, Londres reste la capitale de la pauvreté en Angleterre, principalement en raison des loyers élevés", déplore Adam Tinson, membre du New Policy Institute, dans un communiqué.

Le loyer moyen est de 1.800 livres (2.017 euros) dans la capitale britannique, qui est l'une des villes les plus chères au monde pour le logement, selon la société de prêts immobiliers Landbay.

Si les loyers sont notoirement élevés depuis longtemps dans l'immobilier privé, ceux des logements sociaux construits par les pouvoirs publics et les associations connaissent aujourd'hui la hausse la plus forte, poursuit Adam Tinson.

Dans le public, ils ont ainsi augmenté de 30% depuis cinq ans, soit 10 points de plus que dans le privé, selon le rapport.

La proportion de Londoniens vivant sous le seuil de pauvreté, c'est à dire ceux dont les revenus sont inférieurs de 60% à la moyenne, est passée de 29 à 27% en six ans, mais le total reste inchangé du fait de la croissance démographique. La part des travailleurs pauvres (58% du total), est en revanche à un niveau record. Reuters 9 octobre 2017

[Haut de page ↗](#)

Le 14 octobre 2017

CAUSERIE

Encore une causerie politiquement incorrecte. Les infos d'hier n'ont pas été prise en compte.

Et bonne lecture !

Quelques citations à point nommé.

"Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez." Hannah Arendt

Heil Hitler, vive le petit père des peuples, vive Macron !

Ce fut valable aussi pour elle. On va en dire deux mots rapidement plus loin, mais avant on constatera qu'elle a décrit la

méthode adoptée systématiquement par ceux plus particulièrement qui gouvernent depuis 10 ans en France, 16 ans aux Etats-Unis, que l'on pourrait assimiler au nihilisme ou au lavage de cerveau au moyen de mensonges ou de contrevérités éhontées qui frappent les esprits, de sorte que les peuples soient plongés dans une profonde confusion qui les paralyse, tandis qu'ils appliquent leur programme politique.

On s'était demandé pourquoi ils mentaient ouvertement, on a là la réponse. Si plus personne ne croit plus rien ni personne par voie de conséquence, la vérité connaîtra le même sort que le mensonge, donc elle sera inaccessible, et vous ne serez plus en mesure de faire la distinction entre les charlatans et les gens honnêtes qui partagent votre idéal.

Ce n'est pas nouveau évidemment, ce qui l'est en revanche à notre époque, c'est qu'ils ont franchi un cran de plus dans l'imposture, la voie qui conduit au despotisme absolu. J'ai envie de dire que l'attitude en général des lecteurs de ce portail envers son auteur en est une parfaite illustration. Qui croit encore dans le socialisme ou qu'on pourrait changer la société, plus personne ou presque, donc tous ceux qui y croient encore ou qui prétendent le contraire sont assimilés à des charlatans.

L'intérêt du mensonge éhonté, c'est qu'on ne peut rien lui opposer, on ne peut pas le réfuter, on peut simplement le caractériser comme tel. Mais sa faiblesse, c'est que le temps qui passe va se charger de ruiner sa crédibilité ou réduire son impact à zéro. Son avantage pour ses auteurs et son inconvénient pour ses victimes, c'est qu'entre temps il aura permis aux uns d'en tirer profit et aux autres d'en subir les conséquences, et c'est bien là son objectif, non seulement sur les consciences mais sur la société.

Il y a ceux qui mentent aux travailleurs en affirmant qu'ils n'ont pas d'autres alternatives que de se résigner à de nouveaux sacrifices tout en oeuvrant à leur bien-être, tandis que d'autres leur assurent que le capitalisme recèlerait encore des vertus qui pourraient être employées à bon escient afin de soulager ou de mettre un terme à tous leurs maux. Ils ont comme point commun l'horizon indépassable du capitalisme auquel ils sont soumis. Les uns assument être de droite, les autres se prétendent de gauche, cherchez l'erreur. Les premiers mentent ouvertement, les seconds par omission. Ils vont le nier tous les deux. Ils ne sont pas plus fréquentables ou recommandables l'un que l'autre partant de là.

Maintenant quand le mensonge structure leur mode de pensée ou qu'ils en ont fait le principal instrument de leur théorie (Intellectuels, historiens, journalistes, dirigeants de partis politiques, etc.), ils vont devoir recourir sans cesse à de nouveaux mensonges pour couvrir les précédents et ainsi de suite, jusqu'au moment où acculés ou par accident ils en viendront à se contredire, à se trahir eux-mêmes. Ils pourront toujours clamer leur bonne foi pour berner une fois de plus les esprits les plus faibles et cela indéfiniment ou non, tout dépendra du contexte social et politique. Et puisque la société est entraînée dans un processus de régression sans fin à la suite du capitalisme, il n'y a pas lieu de penser qu'ils cesseront d'y recourir du jour au lendemain, bien au contraire.

Dans ces conditions ceux qui s'en tiennent strictement aux faits et à leurs conséquences, se retrouveront marginalisés, totalement isolés et leur voix sera inaudible. Il faudra attendre que la situation se dégrade davantage au point de devenir insupportable et que les travailleurs se dressent contre le régime ou des jours meilleurs, pour que la vérité supplante le mensonge sans pour autant crier victoire sur l'infamie.

Car le plus déconcertant sera de constater que les masses feront preuve d'amnésie ou d'inconsistance dans ce domaine comme dans bien d'autres, ce qui d'ailleurs s'expliquent très bien dès lors qu'on ne les idéalise pas ou qu'on ne leur prête pas un niveau de conscience qu'elles n'ont jamais atteint en réalité, l'un des plus gros défaut des militants qui se leurrent également sur eux-mêmes.

Les menteurs sont comme les flatteurs, ils vivent au détriment de ceux qui les écoutent.

En revanche dans la vie quotidienne, quand une personne démasque un menteur, elle le rudoie vertement et généralement elle cesse d'avoir confiance en lui, quand elle ne décidera pas de prendre ses distances avec lui ou de rompre leurs relations. Il arrive qu'on estime nécessaire de mentir à quelqu'un et que ce soit légitime, mais c'est un autre sujet puisqu'on est animé de bonnes intentions, ce qui n'est jamais le cas des acteurs dont nous venons de parler.

Personnellement, mentir est inutile, stupide et indigne, sauf en cas de force majeure, par exemple face à un patron, un agent de police ou pour ne pas choquer inutilement une personne qui ne supporterait pas la vérité. Ce n'est pas une question de morale, mais d'intelligence avant d'être un principe. Et puis, comment vivre en paix avec sa conscience quand on ment pour un oui ou pour un non. Je sais qu'il est très facile de se donner bonne conscience et d'abuser de la naïveté de gens bien disposés à notre égard, je trouve cela dégueulasse ou me fait horreur.

Le plus intéressant ou ce qu'on retiendra ce n'est pas l'attitude des menteurs professionnels, mais celle de leurs victimes, parce qu'ils savent quelque part qu'on leur ment et ils n'en tiennent pas compte, ils n'en tirent aucun enseignement, ils sont inconsistants, ce qui témoigne de leur faible niveau de conscience ou qu'ils ont peu évolué contrairement aux apparences, vaut mieux le savoir, cela évite de se faire bien des illusions ou de leur tenir un discours inapproprié.

Hannah Arendt, je ne connais pas ou très mal. Je suis tombé sur cette citation dans un article d'un blog, donc par hasard et

j'en resterai là avec cette philosophe qui ne m'intéresse pas. Il paraîtrait qu'elle aurait cautionné l'idéologie nazie, là n'est évidemment pas notre propos. J'ai ajouté cette précision qui a valeur d'avertissement en direction des lecteurs : qu'ils ne se précipitent pas tête baissée sur ses écrits sans posséder un solide esprit critique ou acquis les bases du matérialisme dialectique.

L'intérêt de ce portail, c'est qu'on pouvait échanger librement des idées sans aucune contrainte ou obligation, sans que personne ne nous juge, de manière à ce que nous puissions progresser ensemble et chacun à son rythme, cet aspect pourtant capital et passionnant n'intéresse apparemment personne, tant pis.

C'est étrange et embarrassant, que ce soit un modeste ouvrier qui constate que des intellectuels de haut niveau fassent preuve d'un tel aveuglement. 99,99% se fourvoient ici ou là, aucun ou très rares sont ceux qui font preuve de cohérence ou qui vont au bout de leurs analyses. Aucun parmi ceux qui officient dans les médias dits alternatifs, aucun parmi les intellectuels militants avec lesquels j'ai eu des échanges. Par contre, tous vont vous débiter à la chaîne ou à la pelle des discours, des articles ou des bouquins, ils sont intarissables en sophismes. Personnellement, cela me prend du temps pour écrire un misérable article qui contiendra pas ou peu de références, les leurs en sont bourrés à craquer. On ne fonctionne donc pas du tout de la même manière.

Eux, ils disposent du matériel prêt à l'emploi avant même d'écrire le premier mot, moi je dois le rechercher au fur et à mesure dans ma petite tête, et si je ne le trouve pas, c'est la panne sèche ! Tout ce qui leur reste à faire, c'est d'ordonner leurs idées ou de faire un plan, ils vont les chercher dans les petites boîtes où ils les ont soigneusement rangés. Contrairement à eux, je ne peux pas les ordonner ou faire un plan, puisque mes idées vont me venir à l'esprit au fur et à mesure de la progression de ma réflexion, je ne sais jamais à l'avance ce que je vais écrire ni dans quelle direction et où je vais aboutir. Je ne sais pas si c'est très clair. J'ai bien acquis des connaissances ou des certitudes, mais elles ne sont pas figées.

Si par exemple vous demandez à un intellectuel ce qu'il pense d'une campagne contre le racisme, il va trouver cela très bien parce qu'il est anti-raciste, moi aussi, mais il y a de forte chance que je ne partage pas sa décision, parce que je vais poser la question de savoir qui en est à l'initiative, qui y participe et dans quel but, si elle ne va pas servir à cautionner la politique du gouvernement ou l'aider à passer... Donc à la question qui nous est posée, lui il a une réponse toute prête, alors que je dois construire la mienne au fur et à mesure des questions que je vais me poser et des réponses que j'y aurai apportées. Lui il va réagir spontanément, moi non. Lui il va partir d'a priori sans se donner la peine de réfléchir, moi non. Bref, ce n'est pas celui qu'on croit qui va réfléchir le plus ! Et même quand il est amené à réfléchir sur une question, il va réfléchir non pas librement, mais en fonction de la manière dont son cerveau a été formaté au cours de ses études, selon un schéma et une logique préétablie et il n'en sortira pas, il en sera généralement incapable ou il n'en aura pas la volonté. Cela permet de comprendre pourquoi ils sont si arrogants ou leur absence de modestie en général.

Eux, ils recourent à une logique préétablie, ils ont appris à penser d'une certaine manière et ils pensent comme ils ont appris à le faire, c'est rudimentaire mais terriblement efficace, c'est cela qui distingue un intellectuel et pourquoi je n'en serai jamais un, cela tombe très bien puisque je ne les envie pas du tout, je les plains au contraire. Chez moi, c'est la progression de ma réflexion qui va constituer le support logique à l'ensemble de mes idées, parce que je ne pars pas d'a priori, hormis la méthode du matérialisme dialectique qui m'aide à découvrir les rapports de cause à effet qui existent ou ont existé, à quel moment la quantité se transforme en qualité, etc.

Je n'étaie pas ma science, pour la simple raison qu'à chaque fois je dois reconstituer mon argumentation ou recomposer ma démonstration avec le risque d'oublier quelque chose. C'est un inconvénient assurément, mais cela présente l'avantage de pouvoir en vérifier la cohérence et de pouvoir rectifier des erreurs, de combler des lacunes, et petit à petit avec l'expérience on parvient à produire des analyses de plus en plus précises, bref, on progresse.

Les intellectuels appartiennent à la catégorie de travailleurs qui ont les idées les plus fermées, ce sont les plus bornés et têtus. Ils gèrent leurs idées comme un propriétaire gère son patrimoine ou sa fortune pour la faire fructifier sans s'occuper du reste. Ils sont bourrés d'idées préconçues comme des bigotes, et ce sont les premiers à se moquer des préjugés des masses arriérées. C'est ce qui les rend si insipides, écoeurants. Ils ont intégré l'idéologie du régime qu'ils adaptent à leurs besoins, et ils sont prêts à tout pour le justifier (comme Hannah Arendt) d'où la difficulté d'en changer, ce qui explique pourquoi finalement ils n'auront jamais progressé une fois leur cursus universitaire terminé. Vous voyez qu'ils sont plus à plaindre qu'à envier. Mais on en a besoin ou ils peuvent servir, la preuve.

On terminera par d'autres aphorismes ou citations. Franchement, pourquoi se casser la tête pour exprimer clairement nos idées, quand d'autres l'ont fait si bien avant nous, il ne faut pas être idiot.

Les faits, rien que les faits.

- "La liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat."

Votez Macron !

- "Politiquement, la faiblesse de l'argument du moindre mal a toujours été que ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal."

Divertir les masses pour qu'elles demeurent ignorantes...

- "La société de masse ne veut pas la culture mais les loisirs."

Tout est lié ou l'impact de la parole...

- "Les mots justes trouvés au bon moment sont de l'action."

Les exploités et les opprimés rassemblés constituent une force invincible...

- "Le pouvoir jaillit parmi les hommes quand ils agissent ensemble."

Nouvelles du bled.

Quand l'extrême droite est au pouvoir.

- Le Taj Mahal sorti des guides touristiques indiens - lepoint.fr

Le Taj Mahal, immense mausolée en marbre édifié entre 1631 et 1648 par un empereur dévasté par la mort de sa femme et monument le plus emblématique de l'Inde, vient d'être sorti des guides touristiques du pays, rapporte Franceinfo. À l'origine de cette démarche, la ministre du Tourisme de l'État de l'Uttar Pradesh (le plus peuplé du pays, rappelle RFI) et de la ville d'Agra où se situe le monument. La ministre estime que le Taj Mahal ne reflète pas la culture indienne.

En réalité, derrière cette suppression, on retrouve des raisons éminemment politiques et historiques, décrypte Franceinfo. En effet, le parti nationaliste hindou actuellement au pouvoir dans cette région ne souhaiterait pas mettre en avant ce monument bâti par un Moghol, un musulman. « Les Moghols, un temps considérés comme les premiers bâtisseurs de l'Inde, sont aujourd'hui accusés par l'extrême droite hindouiste d'avoir commis un holocauste sur les populations locales », rappelle Franceinfo. Résultat, des rues à leurs noms ont aujourd'hui disparu au profit de noms hindous et le passé moghol du pays a été chassé des manuels scolaires. L'État de l'Uttar Pradesh compte pourtant un cinquième de musulmans.

Un enjeu économique majeur

Dans la ville d'Agra, la suppression du Taj Mahal des guides touristiques laisse les habitants pantois : « C'est le tourisme qui fait vivre la ville : il y a plus de 400 000 personnes qui travaillent de près ou de loin pour ce monument qui génère 20 % du budget de l'État de l'Uttar Pradesh », explique un homme d'affaires à Franceinfo. Entre 7 et 8 millions de personnes visitent ce monument classé au patrimoine mondial de l'Unesco chaque année. L'enjeu économique est donc majeur, d'autant que la fréquentation du Taj Mahal serait aujourd'hui en baisse. lepoint.fr 11.10

Le BJP réécrit l'histoire de l'Inde. Le Parti du Congrès l'avait précédé en faisant disparaître la promesse de Nehru à lors Mountbatten d'organiser un référendum sur le rattachement du Cachemire à l'Inde ou au Pakistan, alors que la population du Cachemire se composait majoritairement de musulmans.

- L'or cote 2 800 dollars l'once en Inde - La chronique Agora le 22 novembre 2016

Extrait. La guerre contre le cash en Inde a propulsé les cours de l'or à 2 800 dollars l'once en Inde. Ceci est la preuve que l'or reste une monnaie recherchée en cas de répression financière violente. Ils sont fous, les Indiens ? Acheter de l'or 2 800 dollars l'once alors que toutes les cotations nous indiquent autour de 1 200 dollars l'once. Non, ils ne sont pas fous : ils sont victimes de répression financière. Comme vous le savez, leur gouvernement a autoritairement décidé de supprimer deux billets très utilisés dans le pays. De 500 roupies et 1 000 roupies. 97% de l'économie du pays tourne avec des espèces et 86% avec ces billets. Les petites entreprises ont été ébranlées, certaines ne pourront jamais s'en remettre. Les gens échangent leurs roupies contre des dollars. Les capitaux sortent du pays. Même l'économiste de Princeton Kenneth Rogoff, pourtant grand avocat de la société sans cash, a émis des réserves sur les méthodes brutales du gouvernement Modi.

Si dans un pays où l'or est répandu, une panique monétaire fait monter les cours à plus du double du cours officiel, quel serait le résultat d'une telle expérience monétaire dans un pays où l'or est moins courant ?

Bill Gates était en Inde lors de la désastreuse expérience monétaire du gouvernement Modi et a indiqué à The Economic Times à New Delhi : « le monde basculera dans le cashless et l'Inde adoptera rapidement une économie à paiement numérique ».

Le milliardaire fondateur de Microsoft est très impliqué dans la promotion du paiement numérique qui arrange bien ses affaires. Selon le quotidien indien financier Business Standard, Gates souhaite devenir un partenaire privilégié du gouvernement. « C'est une période très intéressante en Inde et certaines opportunités de ces plateformes digitales sont vraiment étonnantes », a indiqué Gates. Mais ses ambitions ne s'arrêtent pas là : « Nous devons travailler sur les questions de santé, les applications santé ».

<http://la-chronique-agera.com/or-2800-dollars-once-inde>

Comme quoi on peut se passer du capitalisme et de ses lobbies.

- Charente-Maritime: il invente un plastique qui pourrait bouleverser l'industrie agroalimentaire - bfmtv.com

Dans une première version du produit, cet ingénieur a utilisé un déchet de la canne à sucre pour produire un plastique entièrement végétal et donc biodégradable, composable et recyclable. bfmtv.com 12.10

Le prix Nobel à l'imposture.

Que va changer l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Ican qui milite pour le désarmement nucléaire ? Rien, ni en France ni chez aucun des neuf pays détenteurs de la bombe. C'est l'une des particularités de cette arme suprême : entre les mains des dirigeants qui la possèdent, elle est bien sûr un outil militaire de dissuasion, mais pas seulement. lepoint.fr 11.10

Militer pour le désarmement nucléaire en direction des gouvernements en place, car cet objectif pourrait être atteint sans envisager un changement de régime. C'est d'ailleurs bien pour cela qu'ils ont attribué ce prix à cette ONG. On a envie de dire à force : Quelle connerie ! Cela relève de la manipulation des masses.

C'est quoi cette ONG ?

La Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (ICAN) est une coalition internationale qui vise à mobiliser les citoyens de tous les pays pour inspirer, persuader et faire pression sur leurs gouvernements afin de lancer et de soutenir des négociations en faveur d'un traité interdisant les armes nucléaires. <http://fr.icanw.org>

Toujours dans le portail d'ICAN :

Hans Blix Inspecteur de l'ONU : "Je suis fier de soutenir la Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires."

Ban Ki-moon ex-Secrétaire général de l'ONU : "Je félicite ICAN de travailler avec tant d'ardeur et de créativité."

Et parmi ses partenaires en France : le PCF, la CGT, la FSU, la Fondation Copernic (PS), les Verts Ligue des Droits de l'Homme, etc. bref la "gauche"...

Contribution politique. Nous aussi on a de la suite dans les idées.

On va être plus concis et plus précis qu'avant-hier.

La nouvelle stratégie définie par les idéologues néoconservateurs anglo-saxons et les généraux du Pentagone est destinée aux pays et aux peuples qui sont trop développés ou trop peuplés pour leur faire la guerre sans prendre le risque d'être détruit en retour.

Elle concerne ou englobe tous les pays qui possède l'arme atomique et qui sont appelés à devenir leurs alliés, à défaut de pouvoir les conquérir ou les soumettre en recourant à la force, d'où la guerre de basse intensité qu'ils leur livrent, le harcèlement ou les pressions qu'ils exercent sur eux en permanence, la surveillance et l'infiltration dont ils font l'objet pour parvenir à leur objectif. Il faut que ces pays s'intègrent dans leur stratégie.

Quand aux autres pays ou continents, ils en sont exclus, ils sont voués au chaos et à la guerre ou encore au régime de la terreur indéfiniment.

On a pu observer que dans le passé ils avaient pu maintenir dans un état de sous-développement pendant un siècle des pays immenses et intensément peuplés comme l'Inde ou la Chine, alors ils s'imaginent que ce sera d'autant plus facile avec des pays à la superficie réduite et beaucoup plus faiblement peuplés. Sauf que certains pays d'Afrique (Nigéria, Egypte, etc.) ou d'Asie vont atteindre rapidement ou ont déjà dépassé les 100 millions d'habitants (Pakistan, Indonésie, etc.) et il s'avèrera impossible de les tenir en laisse très longtemps, à moins de les balkaniser ou de les démanteler pour les affaiblir, il faut dire qu'ils ont acquis une certaine expérience dans ce domaine en Europe en dépeçant la Yougoslavie, en démembrant la

Tchécoslovaquie, ailleurs, le Soudan, l'Indonésie (à vérifier ou Philippines - Timor oriental), bien avant aussi, en fait tout au long du XXe siècle en Asie et en Afrique, au son du canon ou à l'aide d'une règle ils ont dessiné ou orchestré leur balkanisation ou leur partition, de sorte qu'aucun ne sera en mesure de les concurrencer ou de se développer à leur niveau, pour qu'ils conservent leur hégémonie sur le monde.

Il leur faut absolument intégrer dans leur stratégie la Russie, la Chine, le Brésil, l'Australie et l'Inde, quant à l'Europe, ils ont déjà atteint cet objectif par le biais de l'UE qu'ils ont fondée dans cette perspective.

Aujourd'hui les seuls garants de la stabilité de l'économie capitaliste mondiale sont le dollar, les banques et institutions financière américaine dont la Fed. Le dollar sert d'étalon au taux de change entre les différentes monnaies, cependant cette valeur étalon n'est pas fixe ou plutôt unique, elle peut varier ou fluctuer face à chaque monnaie selon des critères qui ne sont pas seulement économique, mais en fonction de la politique prédatrice adoptée par l'oligarchie anglo-saxonne, c'est-à-dire qu'elle ne tient pas compte des facteurs économiques des pays de ces monnaies, ce qui signifie qu'un pays peut connaître une forte croissance économique, et en même temps la valeur de sa monnaie face au dollar peut diminuer ou se dégrader, alors qu'en principe cela devrait être le contraire. Il y a une explication très simple à ce phénomène, c'est que plus un pays va se développer et plus il devra mettre la main à la poche pour obtenir des dollars, autrement dit il devra payer plus cher ses importations libellées en dollar ou le produit de sa croissance partira en fumée ou plus précisément il atterrira dans la poche des banquiers anglo-saxons. Cela relève autant du racketting que du pillage de ces pays.

Je me suis fait cette réflexion en me rendant chez un agent de change il y a quelques mois, en observant que la parité entre le dollar et la roupie avait évolué en faveur du dollar en passant de 1 dollar pour environ 40 à 45 roupies il y a encore peu de temps, pour dépasser aujourd'hui les 70 dollars, tandis que la parité avec l'euro était demeurée relativement stable autour de 70 dollars. On aura aussi remarqué que si la parité entre le dollar et l'euro avait connu des fluctuations importantes ou quelques accès de fièvre, elle était demeurée finalement relativement stable autour d'1,20 euro pour 1 dollar. Hormis l'explication que j'ai fourni, comment sinon expliquer que la roupie se soit effondrée face au dollar, tandis qu'elle était demeurée stable face à l'euro, pendant que l'économie indienne connaissait une forte croissance. De plus, cela avantage les multinationales américaines implantées en Inde qui disposent de dollars et n'ont donc pas à pâtir de la hausse du dollar face à la roupie, ce qui ne sera pas le cas de leurs concurrentes indiennes ou des entreprises du secteur public, par exemple celles qui importent du pétrole.

Les Américains possèdent une surface financière et une multitude d'instruments financiers qui leur permettent de fixer et manipuler les taux de pratiquement toutes les marchandises qui s'échangent sur le marché mondial, dont les monnaies, l'or et toutes les matières premières, les intérêts bancaires, les obligations (où dettes des Etats), les produits dérivés et autres produits financiers, sans oublier la planche à billets. Ce sont eux et eux seuls qui fixent la quantité de dollars en circulation, et c'est la BRI qu'ils contrôlent, la banque centrale des banques centrales, qui fixe la fourchette dans laquelle les taux d'intérêt pratiqués par les différentes banques centrales dans le monde doivent évoluer en accord avec leurs gouverneurs. Qu'un Etat prenne une mesure défavorable au dollar, et elle sera immédiatement compensée par différents mécanismes, soit en agissant sur les taux de change entre les monnaies, soit en recourant à la planche à billet et basta.

Donc tout effondrement soudain et brutal du dollar ne pourrait provenir que de l'oligarchie anglo-saxonne elle-même (comme dans le passé), contrairement à ce que racontent tous les charlatans qui prédisent sa chute incontrôlée ou non souhaitée par les banquiers américains depuis maintenant des décennies.

Donc ceux qui estiment que la théorie de l'effondrement du capitalisme serait encore valable ou que la crise du capitalisme conduirait fatalement à une explosion de l'économie mondiale se font de graves illusions ou nous racontent de mauvaises blagues, bien qu'ils soient bien intentionnés, ceci n'empêche pas cela, et gare à ceux qui les croiraient sur parole puisque les faits démontrent justement le contraire ou qu'il n'en sera rien.

Cela dit, la crise du capitalisme est tout ce qu'il y a de plus réelle, mais ce qu'on n'arrive pas à imaginer ou à se graver dans le cerveau, c'est qu'ils ont trouvé les moyens de différer indéfiniment son dénouement. Elle ne leur sert plus que de prétexte pour étrangler les Etats ou tous les peuples qui doivent impérativement se soumettre à leur volonté, diktat ou leur politique.

Bâtir une stratégie politique dans la perspective de l'effondrement du capitalisme sans tenir compte des instruments qu'il a créés pour l'éviter, c'est assurément se fourvoyer et entraîner le mouvement ouvrier dans une impasse mortelle.

La stratégie du chaos et de la guerre définie par les néoconservateurs sert également à étouffer cette crise du capitalisme, toute autre politique l'alimenterait et constituerait pour le coup une sérieuse menace parce qu'elle pourrait devenir rapidement incontrôlable, il faut donc que tous les pays l'adoptent ou s'y soumettent de gré ou de force selon qu'ils se situent parmi leurs alliés ou leurs ennemis.

Leur stratégie ne peut souffrir de concurrence parce qu'elle ferait ressurgir le spectre de l'effondrement du capitalisme et de la révolution socialiste qui en serait le corollaire. Cette stratégie, elle ne leur est pas venue à l'esprit un beau matin ou par hasard, pour simplement conserver leurs privilèges ou leur domination sur le monde, mais parce que c'est la seule réponse possible à la crise du capitalisme qui leur permet d'assurer leur propre survie. Elle leur est dictée par les contradictions exacerbées du

capitalisme, donc elle s'inscrit toujours dans le même processus dialectique, qui parvenu à un certain stade de développement nécessite d'adapter chaque facteur en fonction de l'évolution de leurs rapports, pour que son orientation n'en soit pas altérée.

On comprend dès lors pourquoi tout grain de sable ou tout raté alimenterait ces contradictions et la lutte des classes, ce qu'ils tiennent à éviter à tout prix, d'où l'urgence d'intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie.

Leurs alliés présentent une autre particularité que posséder l'arme atomique ou un niveau de développement comparable au leur ou encore une forte densité de population.

On a dit que l'UE leur était acquis, tout du moins dans l'état actuel des choses. L'Australie également. La Russie est pratiquement dirigée par un parti unique, et l'expérience désastreuse du stalinisme laisse peu d'espoir ou d'espace d'y voir surgir un parti de type bolchevik. Quant à la Chine, c'est une dictature, ce dont ils raffolent, donc renverser le régime en place ne présenterait aucun avantage pour eux, ils ne pourraient pas espérer mieux. Et l'Inde demeure toujours aussi arriérée, bureaucratique et corrompue, son régime semi-féodal a fait ses preuves, donc là aussi ce serait dommage de s'en passer. Reste le Brésil qui a certes mis fin à des décennies de dictature militaire, mais demeure insignifiant sur le plan économique ou politique à l'échelle mondiale, donc peut être facilement déstabilisé ou manipulable.

Tous les autres pays leur mangent déjà dans la main. Ils y possèdent des bases militaires. Ils sont fortement endettés auprès du FMI ou de la Banque mondiale. Ils sont tous intégrés dans des institutions supranationales contrôlées par les Etats-Unis ou ses alliés, auprès desquels ils se fournissent en armement pour assurer leur défense ou la stabilité de leur régime, ils ont tissé tellement de liens de dépendance avec les puissances dominantes qu'ils en sont à mendier auprès d'eux leur soutien ou survie. Une partie d'entre eux sont encore sous-développés ou leur régime est archaïque, semi-féodal, en proie à des violences sporadiques, à des guerres civiles, à des conflits avec leurs voisins, aux caprices des investisseurs étrangers, du climat, bref, ils sont particulièrement instables et faibles, bien qu'ils présentent les apparences d'Etats indépendants ou souverains, ils sont demeurés dominés et sont voués à le rester aussi longtemps que la révolution socialiste n'aura pas vaincu.

Maintenant, l'évolution du capitalisme, la crise du capitalisme n'est qu'un aspect de la situation qui explique ou justifie le recours à cette stratégie par l'oligarchie, l'autre, c'est l'incapacité du mouvement ouvrier international de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, l'absence de partis ouvriers socialistes-révolutionnaires en Europe principalement, mais aussi aux Etats-Unis.

Du coup ils estiment que la voie est libre, qu'ils peuvent foncer, tout se permettre et tout détruire, remodeler le monde à leur image, et on ne peut pas les contredire sur ce point malheureusement. Les conditions des masses ont évolué plus rapidement que leur niveau de conscience, et cela ils le savent. Le pire, c'est que les dirigeants du mouvement ouvrier le nient ou n'en tiennent pas compte. Quelque part c'est normal puisque eux aussi n'ont pas évolué.

Les masses sont demeurées ignorantes ou arriérées, et le peu qu'elles ont pu apprendre de leurs expériences de la lutte de classes, elles l'ont troqué pour un mode de pensée en rapport avec l'amélioration de leur condition, de sorte qu'il n'en reste plus trace et elles se retrouvent à la merci du premier sauveur ou bonimenteur venu. Elles ont régressé ainsi que le mouvement ouvrier désormais complètement décomposé, hormis quelques trotskystes marginalisés, qui parfois donnent l'impression d'avoir abandonné leur théorie foireuse pour ensuite y revenir.

Quant aux classes moyennes, comme d'habitude elles se sont vendues au plus offrant. Les intellectuels qui sortent du lot espèrent encore réformer le capitalisme et s'en remettent régulièrement à l'une ou l'autre de ses institutions.

Si ce constat est peu encourageant ou démoralisant, il ne l'est pas pour notre ennemi qui compte bien en profiter.

Et nous alors ? Le baron de Coubertin disait que l'essentiel n'était pas de vaincre mais de participer.

Participer à la lutte de classe, c'est un devoir.

On poursuivra une autre fois.

[En famille. Plus impérial ou Versaillais que le monarque.](#)

Quand Mélenchon se fait le chantre de la Constitution de la Ve République et du drapeau des Versaillais

- Mélenchon dénie à Macron le droit d'imposer le drapeau européen - Reuters

Le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a dénié mercredi à Emmanuel Macron le droit de reconnaître officiellement le drapeau européen contre lequel la France a selon lui voté en rejetant la Constitution européenne en 2005.

"Vous n'avez pas le droit d'imposer à la France un emblème européen confessionnel. Il n'est pas le sien et la France a voté contre son adoption sans ambiguïté", a-t-il écrit dans un communiqué en référence à la ressemblance entre le drapeau aux 12 étoiles et des représentations de la Vierge Marie.

"Le refus du traité constitutionnel de 2005 dans lequel cet emblème était proposé vaut décision du peuple français sur le sujet. La décision du vote du congrès du parlement sur le traité de Lisbonne qui ne le mentionnait pas après que le président Sarkozy [l'a] officiellement retiré vaut décision du parlement", poursuit le député LFI de Marseille.

Il ajoute que "la Constitution française prévoit que le drapeau tricolore est notre emblème national et n'en envisage aucun autre" et qu'un changement exige l'accord du parlement. Reuters 11 octobre 2017

Au moins on sait dans quel camp il combat ! Merci de cette précision monsieur Mélenchon.

La propagande en faveur du régime s'étoffe. Il manquait à la "révolution citoyenne" son "média citoyen".

- Lancement du "média citoyen", de gauche mais "pas une télé-Mélenchon" - AFP

Le Manifeste définit "un nouveau média fondamentalement alternatif par sa gouvernance, son modèle économique et son fonctionnement". Il sera engagé car "coopératif" et "indépendant", "collaboratif", "pluraliste", "culturel et francophone", "humaniste et anti-raciste", "féministe", "écologiste et progressiste". Le qualificatif "de gauche" n'apparaît pas.

Ouf, encore heureux !

Il n'apparaît pas sur le papier, mais il sera dans les esprits, c'est pire encore !

Aude Rossigneux, rédactrice en chef au JDD le 27 septembre dernier : "On sera le média d'un courant de pensée, un média de gauche."

Ils sont de gauche mais il ne faut surtout pas que quelqu'un s'en aperçoive, franchement ce n'était pas la peine de se donner autant de mal pour nous persuader du contraire.

Une ligne éditoriale à gauche, "mais pas militante".

Ah ben il n'aurait plus manqué que cela ! Mais ce sera "un média de gauche", même pas en parole.

Sophia Chikirou explique dans Le Monde : "Evidemment que les idées de La France insoumise sont inscrites dans la ligne éditoriale du 'manifeste'. Mais ce ne sera pas un organe de propagande 'insoumise'. Cela inclura la pensée de l'insoumission, mais aussi la pensée communiste, socialiste et écologiste."

On avait compris que "la pensée communiste, socialiste et écologiste" version PS, PCF et FI n'était pas de gauche.

On a les références qu'on peut après le parti démocrate d'Obama, Clinton, etc.

JDD - Pourquoi s'appeler "Le Média"?

Aude Rossigneux - Le nom est arrivé au détour d'une conversation. Il peut paraître ambitieux, mais pas plus que "Le Monde" par exemple.

La grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le boeuf.

Aude Rossigneux explique que l'offre devrait aussi compter une tranche météo. "On peut être de gauche et vouloir savoir comment on va s'habiller demain matin", explique-t-elle dans "Village médias" sur Europe 1.

Il est vrai que chez ces gens-là ils n'ont que l'embarras du choix. Imaginez un instant qu'elle sorte de chez le coiffeur et qu'il se mette à pleuvoir, quelle horreur !

Appel en direction des riches mécènes ou philanthropes.

Les Insoumis n'excluent pas non plus la possibilité de financement par des mécènes. Dans "Quotidien", Sophia Chikirou se

voulait rassurante sur ce point : "Ça ne vous donne aucun droit, si ce n'est celui de donner, de le faire dans un but philanthropique. On sera transparent sur cela". AFP et francetvinfo.fr 11.10

Un "être humain", mais surtout pas une classe.

Aude Rossigneux, rédactrice en chef : "Le Media" fera de la pédagogie. Décrypter et expliquer l'actualité. Dire que derrière chaque décision, chaque victoire ou défaite sociale, il y a un être humain. lejdd.fr 27.09

Le populisme dans toute sa splendeur.

Mélenchon et sa bande de bras cassés savent très bien qu'ils ont à faire à des travailleurs corrompus par le capitalisme ou qui n'ont pas atteint un niveau de conscience politique qui les conduirait à remettre en cause le régime.

Ce qu'ils appellent "le journalisme citoyen" aura pour tâche de leur donner la parole, ce qui leur permettra de se faire passer pour des démocrates, mieux encore, les représentants officiels du régime en profiteront pour s'exclamer : Vous voyez bien que nous respectons la démocratie, que nous sommes en démocratie, vive les institutions de la Ve République.

En réalité, ils feront guère mieux ou même pire que les médias-oligarques, dans la mesure où ils colporteront des illusions dans le régime sans que cela ne change quoi que ce soit, ce qui contribuera à renforcer l'idée déjà quasi-unanime qu'il est impossible de changer la société. Une amphétamine à valeur de somnifère en somme.

Il faut bien comprendre que disposer d'informations que les médias-oligarques censurent, ne sert strictement à rien quand on n'est pas capable d'en faire un autre usage que prétendre qu'il serait possible de réformer le capitalisme, l'UE, etc. C'est un exercice de manipulation des consciences, qui finalement relève de l'individualisme et flattera l'égoïsme qui de nos jours à tendance à prendre des proportions monstrueuses.

Il servira de caution de gauche ou démocratique au nihilisme ou à la propagande officielle qu'il sera impuissant à combattre, puisque les acteurs du "journalisme citoyen" seront bourrés de contradictions et tiendront un discours inconsistant sans portée pratique. Si vous voulez, c'est comme lorsqu'en guise de conclusion à la lecture d'un bel article, vous vous dites : et alors, et après ? Rien, vous ne serez pas plus avancé.

Il est vrai qu'il y a beaucoup de travailleurs très évolués, mais s'ils passent à côté de l'essentiel, de ce qui est élémentaire, cela leur sert à quoi hormis défendre leurs intérêts individuels, leur statut privilégié.

C'est peut-être là que se situe le problème, car seuls l'existence de droits collectifs peut garantir l'exercice de droits individuels.

Le Média va servir à détourner les travailleurs du combat politique pour abattre le régime. Paraît-il qu'il réservera un espace au football ou au sport, à la météo, c'est sa rédactrice en chef qui l'a affirmé, il ne manquera plus que l'horoscope ou le tirage du loto, le résultat du tiercé, j'allais oublié les cours de la Bourse !

On imagine que ce média de divertissement se fera un devoir de reproduire cette information transmise par un internaute :

- " Le scandale du logement HLM du beau couple Garido / son mari (Alexis Corbière - LVOG). Ils gagnent plus de 14 000€ / mois visiblement, sans compter ses honoraires d'avocate. Ils ne libèrent pas le logement qu'ils ne devraient plus avoir depuis longtemps et donc empêchent un couple moins nanti qu'eux d'y résider. J'imagine qu'ils vous font honte, que vous êtes indigné et que vous demandez leur démission ?"

Ils habitent dans un logement HLM de 80m² dans le 12e arrondissement de Paris et paient 1 200 euros de loyer mensuel. On aura compris que ces nantis ne sont pas directement concernés par la crise du capitalisme, ce qui peut expliquer pourquoi ils n'envisagent pas de l'affronter, ceci explique cela dans leur cas, car on peut très bien concevoir que des travailleurs disposant d'un statut supérieur rompent avec le régime, mais pas à FI, il faut chercher ailleurs.

- ... la Fondation Abbé Pierre de constater dans son rapport annuel sur l'Etat du mal-logement en France en 2017 que "le nombre de personnes sans domicile a augmenté de 50 % entre 2001 et 2012 ; que les Français sont 44 % de plus qu'en 2006 à se priver de chauffage à cause de son coût ; qu'ils sont 42 % de plus à subir un effort financier excessif pour payer leur logement..."
Huffington Post

Et pendant ce temps-là les Mélenchon, Ruffin, Corbière et Cie font les guignols à l'Assemblée nationale ou sur les plateaux de télévision...

Tenez en guise de complément, un autre exemple de "journalisme citoyen".

Ils appellent aussi "journalisme citoyen" les articles publiés par les médias dits alternatifs, indépendants, anti-impérialistes, etc.

- "On avait déjà cru comprendre que le nouveau président américain, pour qui le respect des accords internationaux n'engage que les imbéciles qui les ont signés, voulait revenir tant sur les accords bilatéraux avec Cuba que sur l'accord iranien." Philippe Huysmans - <http://www.investigacion.net/fr/quand-le-monde-vire-complotiste>

Encore un crétin d'intellectuel qui n'a pas encore compris que les pacifistes militaient pour la paix en temps de paix et rejoignaient le camp de la guerre en temps de guerre, ou que les traités signés étaient faits pour être violés depuis un siècle, et que le même sort était réservé aux "accords internationaux", on pourrait ajouter les résolutions adoptées par l'ONU, par les Etats-Unis, Israël et leurs alliés selon les circonstances.

Tous ces gens-là brassent du vent et la caravane passe ou les impérialistes continuent d'appliquer tranquillement leur infâme stratégie.

Sinon, vous avez toujours de véritables médias-oligarques de gauche pour vous informer. Ils sont d'une impartialité redoutable, jugez plutôt.

- «Il y a un discours bien rodé pour taper sur la fonction publique» - Liberation.fr

Les manifestations de fonctionnaires ont rassemblé 209000 personnes dans toute la France mardi. Un succès. Liberation.fr

Le torchon de Drahi prenant la défense des fonctionnaires... De quel succès parlent-ils quand moins de 4% des fonctionnaires se sont mobilisés (sur 5,4 millions) ?

- Macron, si loin des manifs - LeParisien.fr

C'est une coïncidence dans laquelle on pourrait voir quelque chose de symbolique. Quand les Français manifestent dans la rue, Emmanuel Macron est loin. LeParisien.fr

Jupiter prend de la hauteur, de la distance... C'est un reproche ou un compliment d'après vous ?

[Fat tax pour les ventres plats, et "flat tax" pour les ventres bien gras.](#)

- Revenus du capital: les députés votent en commission la "flat tax" - AFP 12 octobre 2017

[Le nouvel ordre mondial tombe le masque.](#)

Le syndrome séparatiste par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 10 octobre 2017

Les dirigeants de Barcelone veulent quitter l'Espagne sans quitter l'UE, ils veulent fonder une "nouvelle nation en Europe", mais ce projet n'a aucun sens. Car si l'UE acceptait l'adhésion d'un Etat sécessionniste, elle signerait son arrêt de mort. Il est vrai que les européistes ont plus d'un tour dans leur sac, et que certains rêvent d'un démembrement des Etats-nations au profit des Euro-régions. Mais ce serait faire l'aveu que l'UE est une machine à broyer les Etats souverains, tandis qu'elle survit péniblement en accréditant la fiction inverse. Le jour où une région sécessionniste est admise dans l'UE, qui pourra encore nier que l'UE sert à éviter la souveraineté nationale par le haut tout en la faisant imploser par le bas ? Le syndrome séparatiste, en frappant l'Europe, aura-t-il pour vertu de faire tomber les masques ? Mondialisation.ca

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées ou qu'elles ne datent pas d'hier.

L'article ci-dessous a été rédigé par Karel Vereycken, un dirigeant du parti Solidarité & progrès (Cheminade) qu'on peut estimer infréquentable ou loufoque par certains côtés, réactionnaire il l'est assurément, et si je le publie, c'est parce qu'il fournit une multitude d'informations sur les dessous de l'Union européenne, et les objectifs ou les moyens que certains clans de l'oligarchie ont conçus pour les atteindre...

Vous allez découvrir certains personnages que vous connaissiez déjà, et beaucoup d'autres dont vous ignoriez le rôle important qu'ils ont joué dans la construction de l'UE, le façonnage de l'Europe, le morcellement de certains Etats. Je pense que cela devrait vous intéresser et vous faire réfléchir. Vous allez peut-être être stupéfié d'apprendre que tout ce passe aujourd'hui a été planifié de longue date et que vous l'ignoriez totalement, à croire que nous avons été décidément mal informés par nos dirigeants, qui ont ainsi manqué à ce devoir le plus élémentaire.

Régionalisme : l'Europe de Léopold Kohr, projet d'un fascisme universel - 2 novembre 2007.

Introduction

Si je vous disais que je viens de découvrir qu'il existe un complot fasciste pour gommer de la carte des grandes nations comme la France ou l'Allemagne, je pense que peu d'entre vous me prendront au sérieux. D'abord le mot « fasciste » est excessif et la notion de complot n'est pas politiquement correcte. Pourtant, les passages que je viens de découvrir du livre La décomposition des Nations écrit par Léopold Kohr vers 1945 et publié en 1957 ont balayé mes réticences, car elles m'ont donné, et vous donneront, je l'espère, un peu la chair de poule.

Peu connu en France, ce théoricien politique autrichien y expose d'abord pourquoi, selon lui, il est nécessaire de dépecer les grandes nations et ensuite sa stratégie pour y arriver. Avec le recul du temps, on pourrait observer que Kohr ne s'est trompé que sur un seul point, car quand il posait (en 1945) la question « Le fera-t-on ? », sa réponse était : « Non ! On ne le fera pas ! » Cependant, on constate que depuis 50 ans, jour pour jour, par étapes, le projet de Léopold Kohr, est sournoisement mis en œuvre devant nos yeux et l'éclatement tragi-comique de la Belgique, avec lequel on rigole beaucoup à l'étranger, risque de s'avérer une phase importante dans un projet mondial qualifiable de fasciste.

Qui est Léopold Kohr

Kohr est né en 1909 près de Salzbourg en Autriche et meurt en Angleterre en 1994. Diplômé de sciences politiques à Vienne, il fuit les nazis et se retrouve à la London School of Economics -véritable Science-po du monde anglo-saxon à une époque où un autre autrichien Friedrich Von Hayek y cristallise l'opposition au « trop social » prôné par le directeur de l'école, le grand fabien et disciple des Webb, Lord Beveridge. Un de ses professeurs d'alors, dont il tire une partie de son inspiration, est le redoutable Henry Calvert Simons, qu'on retrouvera lors de la fondation de la société du Mont Pèlerin en Suisse, et qui sera l'homme qui se chargera de former l'économiste ultra-libéral et père du monétarisme à Chicago, Milton Friedman, futur conseiller de Margaret Thatcher et du dictateur chilien Augusto Pinochet.

Ensuite, lors de la guerre civile d'Espagne, Kohr travaille comme correspondant free-lance pour le New York Times, et se forge la réputation d'un combattant anarchiste anti-totalitaire, rejetant aussi bien le fascisme que le communisme.

Il partage le bureau d'Hemingway et fait la connaissance d'un certain Eric Blair -mieux connu sous le nom de George Orwell-, ancien fonctionnaire de la police impériale anglaise en Birmanie et délateur à la botte de l'Information Research Department du ministère de l'intérieur britannique, tout en écrivant, avec un plaisir pervers, des livres comme 1984 où il dénonce Big Brother ...

Les objectifs de la décomposition

En 1941, Kohr publie dans le magazine d'inspiration catholique new-yorkais The Commonweal son article « Disunion Now » [La désunion maintenant : un plaidoyer pour une société basée sur de petites unités autonomes], où l'on retrouve en embryon la substance de sa thèse.

Dans le débat parmi les élites anglo-américaines -qui commençaient à planifier des structures de gouvernance pour l'Europe de l'après-guerre qu'ils conçoivent essentiellement comme des garde-fous contre le nationalisme allemand et français- Kohr amorce son analyse à partir de la spécificité de la confédération helvétique. Il constate que bien qu'il existe plusieurs langues en Suisse (l'allemand, le français, l'italien), l'existence d'une multitude de 22 cantons permet d'empêcher toute domination d'un bloc linguistique sur un autre, « créant ainsi la condition préalable » d'un équilibre.

« La grandeur de l'idée suisse, donc, » dit-il, « est la petitesse de ses cellules [les cantons] qui en sont le garant. » « Il faut se diviser pour mieux s'unir », nous dit-on. Si la défense du Kleinstaat, le petit état, amena Kohr à dire que « Chaque fois que quelque chose va mal, quelque chose est trop gros », son ami et disciple Fritz Schumacher reprendra à son compte le célèbre dicton de Kohr « Small is Beautiful » avec lequel on lavera le cerveau de toute une génération de baby boomers écolos.

Pour l'Europe d'après-guerre, Kohr exige dans son article que la « technique suisse et non seulement l'apparence de son résultat » soit appliquée :

Ceci consistera dans la division de trois ou n'importe quel nombre de bloc inégaux, en autant de parties plus petites qu'il sera nécessaire, pour éliminer toute prépondérance numérique conséquente. C'est-à-dire qu'il faudrait créer 40 ou 50 états également petits au lieu de 4 ou 5 inégalement grands. » Sinon, dit-il, ceci, par le fait même qu'il y aura 80 millions d'Allemands contre 45 millions d'Italiens et autant de Français, finira par « une hégémonie allemande de façon tout aussi inévitable que la fédération allemande [de Bismarck], dans laquelle 24 petits états liés à la puissance d'une Prusse de 40 millions d'habitants, s'est terminé par l'hégémonie prussienne. »

La suggestion, donc, consiste à diviser l'Allemagne dans un certain nombre d'états de sept à dix millions d'habitants ». Bien que,

« avec la tendance naturelle de toutes les choses vivantes, l'Allemagne se réunirait à moins que toute l'Europe ne soit cantonnée en même temps. La France, l'Italie et la Russie doivent être divisées aussi. » Ainsi, « c'est seulement en découpant entièrement le continent européen qu'il sera possible d'éliminer honorablement l'Allemagne ou tout autre grande puissance sans avoir à infliger à aucune l'anathème d'un nouveau Versailles. »

Et c'est là que les masques tombent, car nous constatons bien que Kohr offre, devant ses maîtres anglais, une stratégie de domination politique.

Comment faire accepter ce projet ?

Ensuite, Kohr révèle dans le chapitre 10 de La décomposition des Nations sa stratégie pour faire accepter un tel dépècement des nations. Il constate que si les tyrans peuvent dépecer les pays par la force et par la guerre, « la guerre n'est heureusement pas le seul moyen par lequel on peut diviser les grandes puissances ».

Cependant, Kohr ne croit guère que l'on puisse convaincre une grande nation d'abandonner sa puissance :

Englouties dans un marais d'émotivité infantile et attachant une valeur phénoménale au fait qu'elles sont grandes et puissantes, elles ne peuvent être persuadées d'opérer leur propre dissolution. Mais, étant infantiles et émotionnelles, on peut les y amener par la ruse. Alors, qu'elles rejetteraient leur division, si elle leur était présentée comme une exigence, elles pourraient tout à fait la désirer, si on la leur offrait sous l'apparence d'un cadeau. Ce cadeau serait : la représentation proportionnelle dans les instances dirigeant l'union fédérale dont elles font partie. L'acceptation de cette offre ne causerait rien moins que leur disparition finale. »

Et il rajoute :

La France - pour illustrer la technique de division sur un pays qui s'accroche avec une ténacité particulière aux concepts de pouvoir et de gloire ne consentirait jamais à être partagée en ses régions historiques originelles. Mais elle n'objecterait certainement pas à une invitation à être représentée dans les corps représentatifs du Conseil de l'Europe, par, disons, vingt délégués votants comparés avec, disons, un délégué du Luxembourg, trois délégués du Danemark et cinq délégués chacun de la Belgique et des Pays-Bas.

Les petits pays seraient évidemment furieux de voir s'officialiser une situation qui est pourtant leur « désagréable condition réelle ». Ils n'accepteront cette règle que, dit Kohr, si « les vingt membres de la délégation française étaient élus, non nationalement, mais régionalement... » « Un tel changement » (...) « provoquerait la dissolution finale de la France. » Pour y arriver, la sous-division de la France en une vingtaine de « district conseil-européens ne serait pas suffisante » et donc un fort fédéralisme s'impose comme étape intermédiaire « vers l'intégration couronnée de succès dans une plus grande organisation internationale. »

Kohr cite ici ce que pensait son professeur à la London School of Economics, Henry C. Simons :

Une grande vertu du fédéralisme ou de la décentralisation extrême dans de grandes nations est qu'il facilite leur extension vers l'organisation mondiale ou leur absorption dans de toujours plus grandes fédérations. Si les gouvernements centraux étaient, comme ils devraient l'être, en grande partie les dépositaires de pouvoirs non exercés, tenus simplement pour empêcher leur exercice par les unités constitutives ou des organisations extragouvernementales, alors l'organisation supranationale serait facile sinon presque gratuite. En fait, une telle décentralisation ou désorganisation de grande nation est à la fois la fin et les moyens de l'organisation internationale.

La France acceptera-t-elle un tel projet ?

Se pose alors, la question de comment convaincre des grands pays à renoncer à leur puissance. En particulier la France, acceptera-t-elle un tel projet ? Pour Kohr :

« La réponse est oui, et pour différentes raisons. En premier lieu, (...) la division serait présentée sous forme d'un cadeau. » Egalement, puisque les pouvoirs gouvernementaux ne seront pas enlevés, « aucun sentiment patriotique ne serait blessé. Le changement révolutionnaire serait d'un caractère purement interne. Ce serait une destruction par laquelle rien qui compte ne serait détruit. Ce serait une élimination sans victimes. Il n'y aurait aucune loi étrangère, aucune occupation étrangère, aucun changement du commerce ou de quoi que ce soit sauf dans le fait que le gouvernement et la souveraineté se seraient soudainement rapprochés de l'individu, le dotant dans la sphère plus petite des nouvelles unités souveraines d'une dignité et d'une importance qu'il ne possédait pas précédemment. Il trouverait cela charmant, et non désagréable. »

Aldous Huxley, dont Orwell suivait les cours, n'avait-il pas dit qu'« il y aura dès la prochaine génération une méthode pharmaceutique pour faire aimer aux gens leur propre servitude, et créer une dictature sans larmes, pour ainsi dire, en réalisant des camps de concentration sans douleur pour des sociétés entières, de sorte que les gens se verront privés de leurs libertés, mais

en ressentiront plutôt du plaisir... »

Notez ici que Kohr, lorsqu'il suggère en 1945 la création d'un Conseil Européen avec siège à Strasbourg, cette institution n'existait pas encore. Il faut attendre le Congrès de La Haye de 1948, dirigé par Winston Churchill, qui, devant Raymond Aron, Denis de Rougemont, Coudenhove-Kalergi et Mitterrand parmi d'autres, y lançait un appel vibrant pour la création des « Etats-Unis d'Europe ». L'accord de La Haye deviendra en 1949 le traité de Londres... Ensuite, le livre de Kohr sortira en librairie en 1957, l'année de Spoutnik et l'année de la fondation des Communautés Economiques Européennes... Faisons l'Europe !

Northcote Parkinson et Freddy Heineken

Par la suite, un autre haut fonctionnaire de l'empire britannique, l'historien de la marine anglaise Cyril Northcote Parkinson (1909-1993), reprendra à son compte la thèse de Kohr. Si ce dernier voyait d'un bon œil la multiplication des administrations permettant à plein de gens de se penser importants, Parkinson y voyait le contraire, affirmant que les grands états créent d'énormes bureaucraties (sa « loi de Parkinson ») à l'opposé de petites entités sous la coupe de monarques qui eux savent gérer avec peu de personnel.

John Train, le banquier millionnaire new-yorkais qui a monté toute la campagne de dénigrement contre Lyndon LaRouche et son ami Jacques Cheminade en France, était un ami de « Cyril » en mémoire duquel il créa une fondation (rebaptisé récemment John Train Foundation) pour défendre la « libre entreprise ».

Ensuite, à un moment donné, le parcours de Parkinson a croisé celui du roi de la pub hollandais, le magnat de la bière Freddy Heineken (1923-2002), selon certains en bons termes avec François Mitterrand. Heineken raconte dans une lettre qu'après sa rencontre avec Cyril Northcote Parkinson, il décide d'engager une équipe de géographes hollandais pour redessiner la carte de l'Europe suivant les critères défendus par ce génie.

Quelques semaines après la signature des accords de Maastricht, Heineken publia d'ailleurs un pamphlet Les Etats-Unis d'Europe (une Eurotopia ?) où il préconise la division de l'Europe en 75 régions ou mini-états possédant une taille dite « optimale » d'environ 5 à 7 millions d'habitants, parfaitement fidèle à l'esprit de Kohr.

La carte Heineken-Wesselink

Ce projet provoqua beaucoup de bruit. Heineken s'est même vu dans l'obligation de faire redessiner sa carte après que le gouvernement grec, consterné par la taille inquiétante qu'avait pris la Macédoine sur sa carte, déclara un embargo sur sa bière.... Certains serbes restent eux aussi assez intrigués par la similitude frappante entre la carte de Heineken et les frontières actuelles tracées par les diplomates à la fin de la guerre des Balkans.

Dans son pays natal, la carte d'Heineken a également fait débat, car la Belgique n'y est même pas divisée entre Flamands et Wallons (à l'horizontale), mais la logique d'un retour à des « nations » anciennes imposerait la réunification (à la verticale) du Brabant néerlandais avec le Brabant belge et de la province néerlandaise de la Hollande avec les Flandres belges et les Flandres françaises...

La globalisation à l'assaut de l'état-nation

Si jusqu'à ce jour des chefs d'états comme De Gaulle, ou d'autres, considéraient ses plans comme des foutaises maléfiques ou comme des simples hypothèses de lycéens attardés, les nouveaux facteurs économiques de la mondialisation font en sorte que ce qui semblait loufoque et utopiste hier, risque malheureusement de se réaliser devant nos yeux.

D'abord, dans ses applications sur le terrain, la « mondialisation » a administré des véritables coups de bélier contre les états : les privatisations des grandes entreprises privées et publiques, les fusions acquisitions avec des groupes transnationaux et la politique des délocalisations effacent tout attachement sentimental qu'une population peut avoir avec l'état-nation qu'elle habite.

Ainsi, la Belgique, pour ne pas la nommer, a vu « s'évaporer » des secteurs nationaux entiers : Le groupe français Suez Lyonnaise des Eaux acquiert la totalité de la Société Générale, jadis le plus grand acteur économique du pays (à une époque 60 % de l'activité du pays). Le géant pétrolier anglo-français Total prend le contrôle de Petrofina, ING achète la Banque Brussel Lambert belge, le groupe français Usinor prend le contrôle de la société belge Cockerill Sambre, la banque française Dexia met la main sur le Crédit Communal et le géant français de l'assurance Axa acquiert la Royale Belge. Les forges de Clabecq sont fermées, les délocalisations font disparaître Renault Vilvoorde et la compagnie aérienne belge Sabena dépose le bilan après l'échec de l'alliance avec Swissair. Loin de faire naître des petits pays, et lors de l'occupation nazie, pendant qu'on promet aux crédules une « Flandre autonome » ou une « Wallonie indépendante » la mondialisation financière « évaporise » le plat pays.

Ensuite, jusqu'ici deux questions majeures avaient fortement retenu les candidats à la sécession : celle de frapper sa propre monnaie -une entreprise assez périlleuse, et la nécessité de pouvoir garantir l'accès à un grand marché pour pouvoir vendre ses

produits. Cependant, il s'avère qu'aujourd'hui, si les candidats à l'indépendance font partie d'une « zone monétaire », tout devient possible -comme le dirait Sarkozy.

Robert Mundell et les zones monétaires optimales

En Europe, il est à remarquer qu'un des « pères de l'Euro » et donc de la banque centrale européenne a été l'économiste canadien néo-Keynesien Robert Mundell, né en 1932, prix Nobel d'économie en 1999, lui aussi sorti de la London School of Economics et actuellement professeur à l'Université Columbia à New York. Parmi les disciples de Mundell, on trouve le directeur actuel de la banque d'Italie Mario Draghi (champion des privatisations imaginées entre copains sur un yacht de luxe du nom de Britannica).

Pendant la gouvernance Berlusconi, Mario Draghi était un des hauts responsables de la banque d'affaires new-yorkaise Goldman Sachs pour l'Europe avant de redevenir le directeur de la banque centrale italienne sous Prodi. L'autre disciple de Mundell est l'ancien PDG de LTCM Alberto Giovannini, dont la firme spéculative, par sa faillite spectaculaire en septembre 1998, a failli conduire tout le système financier mondial à un « Tchernobyl financier ».

En « sciences économiques », Mundell a été avec Marcus Fleming à l'origine de « la théorie des zones monétaires optimales ». Dès 1960, donc trois ans après la création de la CEE et de la publication du livre de Kohr, Mundell affirme que pour que des zones économiques soient « optimales », il est nécessaire que les pays qui les composent n'aient pas de différentiel d'inflation, ne subissent pas de chocs asymétriques mais au contraire connaissent une libre circulation des individus (facteur travail) et des flux financiers (facteur capital).

Vous voyez d'où viennent aussi bien la directive Bolkestein (facteur travail) que les fameuses « critères de convergence » purement monétaires (facteur capital) imposés préalablement à l'introduction de l'euro... et totalement contreproductifs du point de vue de l'économie réelle. Comme nous l'avons montré, le fait de faire partie d'une zone monétaire facilite fortement l'éventualité d'une sécession. Le deuxième facteur, implicite dans le premier, reste la question, pour un nouveau pays en rupture de ban, de disposer d'un marché autre qu'un marché domestique ou national. La transformation de l'Europe en une vaste zone de libre échange en osmose avec la mondialisation leur offre un marché Europe intégré dans un marché monde.

Le cas de la Belgique

Ces thèses destructrices sont au cœur de la décomposition de la Belgique. Elles le sont à travers *The Size of Nations*, un livre provocateur publié en 2003 au MIT par deux économistes italiens de grand renom travaillant aux Etats-Unis : Alberto Alesina, chef de la section économie à Harvard et Enrico Spolaore de l'Université Tufts.

Tous deux ont travaillé pour le FMI et la Commission Européenne et ont des responsabilités au National Bureau for Economic Research (NBER) une institution privée financée exclusivement par les quatre fondations patriennes directement mécènes de la secte néo-conservatrice américaine (Bradley, Scaife, Olin et Smith Richardson). Notez ici qu'en juin 2005, Alesina s'est rendu avec Mundell en Chine où ce dernier travaille comme conseiller auprès du gouvernement.

Faisant la synthèse entre Kohr et Mundell, les deux auteurs affirment que les frontières d'une nation ne résultent surtout pas d'un vouloir vivre en commun, essence de toute république, mais d'un simple marchandage pragmatique sur les avantages de la taille et le coût de la gestion d'un territoire hétérogène. En bref, on applique l'analyse coût/bénéfice utilisé (souvent stupidement) en entreprise à la gestion de ce qu'ils pensent être la bête humaine. Après avoir examiné les avantages qu'offre un grand pays (faible coût des services publics par tête, meilleure répartition de la pression fiscale, meilleure défense, etc.) les auteurs s'interrogent sur la richesse. Si un grand pays devrait en théorie être plus riche, ils affirment qu'en réalité « le volume des dépenses dans un pays dépend essentiellement de l'ouverture de ce pays au commerce ».

De là, évidemment, par pure logique aristotélicienne, découle l'argument qu'un pays « intégré dans le marché mondial possède le monde comme marché » et que, par conséquent écrivent-ils, « l'intégration économique conduit à la désintégration politique ». La chose est dite : la mondialisation (l'intégration économique et financière), conduit, par sa propre nature, à la décomposition des nations. On saisit mieux pourquoi *The Size of Nations* est devenu en Belgique le livre de chevet des indépendantistes flamands.

Frans Crols, le directeur flamand de la revue économique influente *Trends* et indépendantiste de cœur résume assez bien les conclusions du livre :

En 2004 a été publié *The Size of Nations* d'Alberto Alesina et Enrico Spolaore, deux économistes italiens qui enseignent dans des grandes universités américaines. Spolaore a été chercheur pendant quelques années à l'Université Libre de Bruxelles. La question qui intriguait Alesina et Spolaore était : sur le fédéralisme et la décentralisation il y a des tas d'études et des textes. Sur le phénomène de l'apparition de plus en plus rapide de nouveaux états, aucun manuel n'existe, aucun texte qui puisse les guider. Voilà à quoi essaie de répondre le livre très bien accueilli *The Size of Nations*. Quelles en sont les conclusions :

Il existe plus de nations dans un monde démocratique que dans un monde non-démocratique (la démocratie fait tâche d'huile et le nombre de pays indépendants continuera à s'accroître. [En 1945 : 74 pays indépendant, en 2003 : 193]

Le nombre de pays va continuer à croître parce que des grandes zones de libre échange voient le jour comme l'Union Européenne et le Nafta (ALENA : Association de libre échange nord américain). Pour le Québec, rien ne changera avant ou après une séparation avec le Canada car il continuera à faire partie de l'Aléna ; pour les Flandres, rien ne changera car, et la Flandre, et la Wallonie continueront de faire partie du marché unique européen et de l'UE ; Les coûts de l'hétérogénéité d'un pays peuvent devenir tellement élevés que les citoyens d'une sous division plus homogène décident de faire baisser les coûts en érigeant ensemble un low cost country basé sur plus de cohésion, plus de capital social, moins de disputes et moins de pertes de temps. »

Frans Crols est un des auteurs du Manifeste pour une Flandre indépendante en Europe, publié en décembre 2005 par le think-tank flamand In de Warande, qui exige, sur la base d'un argumentaire « purement économique », la dissolution de la Belgique à l'image du divorce de velours qui a dissout la Tchécoslovaquie « à l'amiable » en 1992. Pour ces indépendantistes, il est souhaitable que Flandres et Wallonie deviennent des nations indépendantes, tandis que Bruxelles - aujourd'hui enclavé à prédominance francophone dans la région flamande - obtiendrait un statut... du type Washington D.C.

Nous avons documenté ailleurs la nature néo-conservatrice de leur projet qui vise surtout à mettre fin à un des meilleurs systèmes de protection sociale du monde. Si après 1960 le transfert d'argent (à ne pas confondre avec la richesse) s'est inversé entre les Wallons et les Flamands, l'argent a été essentiellement utilisé pour renflouer des grands groupes financiers au détriment des populations.

Retenons simplement ici le fait que, statistiques à l'appui, le manifeste de In de Warande étoffe l'argumentaire de The Size of Nations. Ce manifeste vient-il de simples militants indépendantistes flamands ? Non, le président du think-tank flamand est le banquier Rémi Vermeiren, ancien patron de la KBC Banque & Assurance, grand spécialiste des produits dérivés et administrateur d'une société minière spécialisée dans le cuivre, et ces membres sont des patrons plutôt de droite parfois membres investis dans des partis sécessionnistes.

Point étonnant donc qu'Enrico Spolaore, un des co-auteurs de The Size of Nations fut sollicité en juin 2005 à ouvrir les travaux d'un colloque au parlement flamand. Lors du débat, Bart de Wever, le président du parti indépendantiste Nieuw-Vlaamse Alliantie (ex-Volkspartij), affirmait que « le romantisme est important, mais ne convainc pas les jeunes Flamands au XXIe siècle. Nous devons rationaliser notre discours », (c'est-à-dire parler à la cupidité bien moderne...).

Le drame de la Belgique est le fait que De Wever, un historien formé à l'Université de Leuven qui se réclame de l'idéologie du penseur réactionnaire Edmond Burke, fait aujourd'hui partie des négociateurs officiels chargés de former un gouvernement d'une Belgique dont il souhaite la mort... Sa présence à l'enterrement du fondateur de Vlaams Blok Karel Dillen en mai 2007, en présence de Jean-Marie Le Pen, mérite également réflexion.

Le 6 septembre 2007, The Economist de Londres, qui avait publié les premiers articles de Northcote Parkinson et très bien accueilli The Size of Nations, constatant cyniquement l'impasse survenue après trois mois d'efforts en vue d'un nouveau gouvernement belge, affirme sans aucune honte dans un article « C'est le moment d'en finir » que :

Le pays est devenu une monstruosité de la nature, un Etat où le pouvoir est tellement sous-délégué que le gouvernement est un vide que l'on tient en horreur. En bref, la Belgique a servi son objectif. Un divorce praline est à l'ordre du jour. Les belges ne devraient pas se sentir tristes. Les pays viennent et s'en vont.

Comme sous l'occupation, les indépendantistes se font des grosses illusions en pensant que le diable va leur offrir une « belle petite république ». Nous leur donnons comme seul conseil de ne pas lire que les premières pages des œuvres de Kohr et d'Alesina, mais aussi les dernières...

Maastricht et Eurocities

On oublie parfois que le traité de Maastricht de 1991, ou le principe de la subsidiarité -qui affirme que ce sont les autorités les plus petites qui ont priorité de mandat-, a également donné naissance au Comité des Régions de l'Union Européenne que préside Michel Delebarre, maire de Dunkerque. Doublé du réseau Eurocities dont les membres sont des régions et une centaine de grandes villes d'Europe, un puissant lobbying en faveur de la décentralisation s'active. Le président actuel d'Eurocities est Gérard Collomb, maire de Lyon, tandis que Paris et Nantes comptent parmi les membres français.

En 2002, peu de temps avant sa mort, Freddy Heineken a aussi pu exposer son projet, en session fermée, devant les représentants d'Eurocities réunis à Amsterdam. Heineken y plaisantait en disant que pour résoudre le problème politique de l'intégration européenne, il faudrait déporter l'ensemble de la population européenne aux Etats-Unis et de la faire revenir par la suite...

Devant sa carte, un des participants remarqua avec optimisme et opportunisme que l'emplacement des 75 régions ou « Etats-Unis d'Europe » d'Heineken semblait coïncider avec l'emplacement de 75 grandes villes membre d'Eurocities...

En réalité, on ne prévoit même pas des mini-états, mais des « cités-unis d'Europe ». Ce que certains appellent à juste titre comme « la régression médiévale » de Kohr n'est donc plus un simple retour à des nations ou régions du passé, mais la création d'un empire global composé de cités états, plus ou moins déterritorialisées.

L'architecte designer austro-britannique Christopher Alexander, présent à la conférence d'Eurocities d'Amsterdam, est un autre propagandiste de cette démarche. Citant le Britannique décadent Lord Weymouth qui pense que les limites démographiques d'une région vont de 2 à 10 millions, Alexander affirme : « Faites ce que vous pouvez pour établir un gouvernement mondial, avec mille régions indépendantes à la place de pays. »

Son inspirateur Lord Weymouth proposa ni plus ni moins qu'un gouvernement mondial avec un seul représentant pour chaque pays peuplé d'environ 10 millions d'habitants. Notons qu'il existe aux Pays-Bas un « club des dix millions » qui, inspiré par le chiffre de Lord Weymouth cherche à réduire la population du pays, actuellement au-delà de 16 millions, à 10 millions seulement ... Sur le plan économique, ce n'est pas un hasard que Robert Mundell caresse le vieux fantasme d'une monnaie unique mondiale. En 2003, il a réuni dans son palais renaissance à Sienne un petit groupe de banquiers pour discuter du projet de « monnaie unique mondiale ».

Feu Robert Bartley, qui fut l'ami de Mundell et le rédacteur émérite du Wall Street Journal (connu pour son animosité vis-à-vis de LaRouche) disait que « si l'euro peut remplacer le franc, le mark et la lire, pourquoi une nouvelle monnaie mondiale ne pourrait-elle pas fusionner le dollar, l'euro et le yen ? » Une telle monnaie pourrait être appelée le « dey » (contraction de « dollar, euro, yen »). Bartley ajouta que pour cela il fallait entreprendre « la plus grande de toutes les réformes, une banque centrale supranationale. »

Comme on le voit, les tenants de ce modèle prônent en réalité l'instauration d'un gouvernement malthusien mondial. Le cantonalisme, la régionalisation, le fédéralisme et aujourd'hui les sécessions ainsi que l'intronisation des grandes villes comme des entités politiques au-dessus des états-nations, ne sont que différentes facettes d'une politique visant à détruire les grandes nations afin de mieux pouvoir se débarrasser des petites.

Voir Venise et mourir

Comme on le voit sur la couverture de The Size of Nations -puisqu'on y voit un agrandissement de Venise- pour Alberto Alesina le modèle est cette Sérénissime République, car ce « pays pauvre » est peuplé de gens immensément riches ! Dans le chapitre 11, p.176, Alesina donne en exemple la belle épopée des cités-états du moyen âge : « Venise, Lisbonne, Gênes, Anvers et Amsterdam dans l'ordre chronologique de leur leadership » ; et il ajoute que « les cités-états de cette période sont un exemple limpide d'une entité politique capable de prospérer économiquement même si extrêmement petite car son marché était sans relation avec sa frontière. »

Pas une ligne sur le trafic des esclaves, le pillage colonial d'autres pays, les croisades et autres spéculations financières à l'origine de la richesse de la Sérénissime République de Venise... et de l'empire britannique par la suite.

Léopold Kohr, on s'en doutait, est lui aussi un admirateur farouche de Venise. Dans un roman de politique fiction « Le Duc de Bon-Conseil »,

Kohr élabore un scénario où un bidonville de Porto Rico devient une cité état prospère en appliquant ses préceptes. Le secret ? Il suffit de nommer un millionnaire comme duc du lieu avec l'obligation d'y résider et d'y faire éduquer sa progéniture. La duchesse, forcément, exigera la construction d'un palais, et quand le matin elle ouvre les fenêtres, elle ne supportera plus la vue sur le bidonville. Elle exigera de son mari d'entourer le palais de belles résidences et la construction de bonnes écoles avec les meilleurs enseignants que la planète puisse nous offrir et qui enseigneront aussi aux pauvres...

L'article se termine avec la pirouette suivante qui montre qu'il s'agit de Venise :

De même Venise a commencé sa carrière scintillante comme un taudis épouvantable. Si elle avait suivi les conseils modernes et attendu son développement jusqu'à ce que l'Italie ait été unie, les Nations Unies établies, le Marché Commun formé, elle serait toujours un taudis aujourd'hui. Et il en serait de même d'Urbino, Perugia, Assise, Parme, Padoue et la plus grande part des prestigieux autres. En allant de l'avant toute seule à la façon du Duc de Buen Consejo, elle a violé tous les principes d'une politique, d'une économie, d'une planification, d'une théorie de la localisation, saines, en fait de l'équilibre intellectuel lui-même. Car qui, excepté un imbécile ou un bohémien miséreux, construirait au milieu d'une lagune. Mais elle nous a donné Venise. »

Les Etats-Unis et la France

Si vous pensez que ceci est un complot américain, vous vous trompez complètement. Alesina attaque fortement les arguments de James Madison dans les Federalist Papers, où Madison plaide les avantages d'un vaste territoire d'une grande diversité nationale.

Depuis peu, des mouvements sécessionnistes se sont constitués aux Etats-Unis et entretiennent des liens avec leurs co-penseurs en Europe. Ils réclament une république du Texas, de la Californie, du Vermont, du New Hampshire.

Le 4 octobre 2007, réunis à Chattanooga au Tennessee, les délégués ont adopté une déclaration commune. Affirmant que les questions de liberté dépassent le clivage gauche-droite, et que la mainmise des grandes corporations met en danger la santé et la prospérité des citoyens américains, ils y constatent que « l'empire américain n'est plus une nation ou une République, car devenu agressif à l'étranger et despotique à l'intérieur ». Au nom des droits inaliénables définis par la constitution américaine, qui justifiait la désunion avec l'empire anglais, la charte de Chattanooga autorise la décomposition des Etats-Unis.

Si les instigateurs de la manœuvre sont l'auteur écologiste radical Kirkpatrick Sale, spécialiste des Luddites qui fait parfois écraser des ordinateurs pendant ses discours, et le libertarien Thomas Naylor, professeur émérite de Duke University, et que le nombre de délégués reste très groupusculaire, la démarche « originale » fut largement couverte par le New York Times et USA Today. Le site Internet du Middlebury Institute que dirige Sale, étale toutes les cartes de Kohr et des chapitres entiers de La décomposition des nations.

Les sécessionnistes américains, au-delà de la transformation des « états » en « nations » revendiquent « l'ensemencement nucléaire » (l'utopie d'une immense multitude de petits noyaux de co-habitation) prôné par Leopold Kohr.

Mais, fait nouveau, Sale et Naylor, plutôt écolos et gauchisants n'ont pas hésité depuis peu à sceller un pacte avec les nostalgiques néo-confédérés sudistes en particulier ceux de la Ligue du Sud créée par James Michael Hill en 1994. Hill est un historien des « guerres celtiques » menées par les Irlandais et les Ecossais contre l'Angleterre. Il affirme vouloir éduquer la jeunesse de « Dixie » et préside le League of the South Institute (LSI), fondé avec l'argent de la Mary Noel Kershaw Foundation de Nashville, Tennessee. La fondation finance des monuments en mémoire des « héros » d'un sud esclavagiste et le LSI annonce la publication d'un « livre gris », véritable projet pour l'indépendance du Sud.

Enfin pour la France, la pensée de Kohr est entrée en France par deux petits détours. D'abord, il a écrit pour son ami, le fondateur du parti indépendantiste du pays de Galles, endroit où Kohr s'est installé à partir de sa retraite universitaire en 1977, un livre du nom « Is Wales viable » [est-ce que le pays de Galles peut exister comme nation].

Ce livre fut traduit ensuite en français par le fédéraliste breton et européen Yann Fouéré qui a eu le génie de simplement remplacer le mot « Grande Bretagne » par « France » et « pays de Galles » par « Bretagne »...

Le seul livre de Kohr en français s'appelle donc : Une Bretagne libre est-elle viable ? Fouéré est un des co-fondateurs de la « Ligue celtique » et disait qu'on « peut introduire la mesure dans le capitalisme comme dans le socialisme si on réduit les dimensions des sociétés de toute nature au sein desquelles on les applique, accroissant sur eux du même coup le contrôle des pouvoirs locaux, des citoyens, des producteurs et des administrés, grâce à ce que le Dr Kohr appelle la 'transparence des petits'. »

L'autre cheminement des idées de Kohr est le mouvement de « la décroissance ». Lors de la création du Fourth World Educational and Research Association Trust, Kohr en est administrateur aux cotés de l'auteur radical écolo et sécessionniste américain Kirkpatrick Sale et des aristocrates anglais Lord Beaumont, John Seymour, et l'inévitable Edward Goldsmith.

C'est le même Goldsmith, propriétaire de la revue The Ecologist qui est le mécène du mouvement de « la décroissance », traduction française du terme anglais « de-development » apparu pour la première fois dans The Ecologist en 1977.

Dans la même direction va la démarche intellectuelle de José Bové. Dans un entretien au Nouvel Observateur du 17 février 2002, après avoir affirmé que « l'état n'était plus le lieu des réponses aux questions que nous nous posons » et que « L'Etat-nation peut disparaître, cela ne changera pas grand-chose », Bové traitait d'escroc toute personne qui faisait « croire que l'Etat-nation peut être un rempart contre la mondialisation ! »

Leur combat pour la défense de l'environnement n'est qu'un simple prétexte moral pour combattre l'existence d'état-nations modernes. Car la maîtrise du nucléaire et d'autres technologies de pointe nécessitent une division de travail que seuls des états-nations développés puissent atteindre. Ce n'est pas « le nucléaire » ou « les OGM » qui les inquiètent, mais une société qui progresse par sa remise en cause permanente des limites, des « certitudes », des préjugés, des axiomes et l'imbécillité rurale qui contamine les bobos de villes.

Je pense qu'après ce tour d'horizon, nous pouvons conclure que « Small is often not beautiful at all ». Fin

On se moque que l'auteur règle ses comptes avec certains acteurs politiques, plutôt maladroitement, car Bové avait raison d'affirmer que l'Etat-nation ne peut pas être un rempart contre la mondialisation, celui des capitalistes dont les représentant sont acquis à l'UE ou à qui ils se sont empressés de livrer "l'Etat-nation", sans qu'il envisage pour autant de le remplacer par un

Etat ouvrier ou une République sociale, ce qui signifie qu'effectivement Bové faisait bien le jeu de l'UE.

J'ai relevé que l'indépendantiste breton Yann Fouéré avait loué les vertus du contrôle des citoyens sur la société sans procéder auparavant à un changement de régime, imité à sa manière par FI qui avec Le média prétend imposer une sorte de contre-pouvoir "citoyen" face aux médias institutionnels. On notera au passage que l'extrême droite tient le même discours, et que dans les deux cas il s'agit de stigmatiser les préjugés des masses, de s'attaquer aux masses et non au régime qu'ils n'envisagent pas d'affronter.

Le procédé qui est employé pour diviser les peuples, est le même qui est employé pour diviser les masses et leurs différentes couches. Les préjugés archaïques et certains comportements rustres recourent toutes les couches de travailleurs, des plus défavorisées aux plus privilégiées, et à l'intérieur de chaque couche il y a des éléments évolués et d'autres qui sont arriérés, de sorte que le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, le sexisme, l'homophobie, la maltraitance des enfants, des animaux, etc. traversent toutes leurs couches, toute la société en réalité, de sorte que les provoquer crée des tensions entre elles et peut conduire à des affrontements, à son explosion.

Plus on réduit l'homme à sa plus simple expression, et plus on le rapproche de ses ancêtres simiesques, on fait disparaître les apports de son développement à son évolution, et on le voue à la précarité qui était sa condition originelle. Ce processus conduit l'homme à régresser et entraîne sa régression sociale. C'est son véritable objectif, et non de vivre en harmonie en ayant une vision humaniste ou universaliste de l'homme, de la société. Car la stigmatisation des préjugés des masses ne fait que les renforcer. Fin.

LVOG - Pour notre part, nous ne prendrons pas la défense des Etats-nations des capitalistes et nous rejetons la régionalisation conçue par l'UE, nous combattons pour renverser les institutions de la Ve République et la rupture avec l'UE dans la perspective de l'instauration d'un Etat ouvrier ou une République sociale dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe ou la fédération des Républiques sociales d'Europe débarrassée du capitalisme.

Tenez, je vais en profiter pour répondre à un lambertiste qui m'a reproché dans un courriel d'avoir troqué le marxisme pour l'éclectisme. Vous pouvez passer ce passage si cela ne vous intéresse pas.

Certains militants atteints de démence et que le dogmatisme a conduit à une fossilisation ou à une sénilité précoce, vont en profiter pour critiquer la publication de cet article dans ce portail, parce que l'auteur n'était pas à leur goût, au mien non plus. Ils n'auraient rien trouvé à redire si c'était leur parti ou leurs dirigeants qui en avaient pris l'initiative, mais voilà, cela ne leur viendra pas à l'esprit. Et vous savez pourquoi ? Parce qu'une idée, une analyse ou tout autre document ne vaut la peine d'être retenue ou exposée selon eux, qu'à condition que son auteur évolue dans leur minuscule cercle rance d'initiés, qu'il ait reçu leur extrême-onction ou qu'il ne fasse pas un usage détourné de cette idée, par crainte qu'on puisse leur reprocher un jour ou qu'on les assimile à des gens infréquentables, bref, ils sont vertueux ! Ce qui ne les empêche pas de citer des fripouilles ou des institutions quand bon leur semble, ce qui est leur droit... et le mien aussi, mais cela, ils ne peuvent pas le concevoir, fais ce que je te dis mais ne fais pas ce que je fais, tel est leur principe.

Quand je militais à l'OCI j'en étais arrivé à ne plus lire que la littérature de mon organisation et les oeuvres des marxistes, je censurais tout le reste, soit 99,99% de ce qui était publié. Personne ne m'avait obligé à adopter cette auto-censure. J'y avais été encouragé par mes chefs qui se répandaient sans cesse en invectives, surveillant de très près tout écart de langage ou tout mouvement d'humeur suspect qui pouvait être interprété comme un signe de dégénérescence ou de révisionnisme. Ils faisaient régner une sorte de terreur larvée ou soft sur fond de camaraderie. J'ai eu l'occasion de les observer pour avoir été admis dans leur petit clan. Coup d'oeil en douce ou par dessus la tête d'un militant, messes basses à l'écart des militants, humiliations, interrogatoires et rapports dignes d'un officier de police et j'en passe.

Et tout cela pourquoi ? Pour que pas un seul militant pense autrement que les dirigeants. Et quand on devait voter en cellule un rapport de la direction, il était impossible de s'abstenir, et gare à celui qui votait contre ! Voilà à quelle école mes principaux détracteurs ont été formés. Et en vieillissant, ils ne se sont pas arrangés, loin de là. J'ai eu l'occasion d'avoir des échanges épistolaires avec certains ex-militants de cette organisation, et j'ai eu la désagréable surprise d'avoir l'impression de retourner 30 ou 35 ans en arrière, j'ai abandonné l'idée de poursuivre la discussion avec eux. Passons.

Pour vous montrer que le contenu de l'article ci-dessus est bien en rapport avec l'actualité pour mieux la comprendre, je vous propose des extraits d'une tribune de députés LREM publiée par Le Huffington Post. Engels a affirmé sur le tard, qu'avec Marx ils avaient négligé les origines de certaines représentations idéologiques, à ma manière mon initiative tend à combler cette lacune.

[Quand les féodaux préconisent un "pacte girondin", la régionalisation en marche ou la décomposition accélérée de la société.](#)

- Notre plan pour aller encore plus loin dans la décentralisation - huffingtonpost.fr 12.10

Partout notre discours progressiste a eu un écho. Passons maintenant aux actes. Tribune de 130 députés La République en Marche

Un "écho" en siège... mais pas en voix, chut !

Plus de pouvoir pour les régions, moins pour l'Etat...

- "Il nous faut repenser les nouvelles relations à instaurer entre l'Etat et les collectivités territoriales mais aussi et surtout entre les collectivités territoriales entre elles. Nous voulons plus d'autonomie et de responsabilisation de celles-ci. "

Un pacte girondin... ou le retour au Moyen-Age...

- "Il faut plus et mieux contractualiser ces relations, repenser un pacte girondin pérenne et stable au bénéfice de tous. "

En échange de plus grandes libertés... pour les réduire...

- "Les économies demandées de 13 milliards d'euros aux collectivités territoriales ne seront pas imposées, elles seront à la main des collectivités en échange de plus grandes libertés"

Sous la menace d'un étranglement financier...

- "Le suivi de ces contrats sera accompagné d'un système de bonus/malus permettant de récompenser les efforts par un accès facilité aux financements pour investir. "

Une institution pour clouer au pilori les récalcitrants ou les indisciplinés éventuels...

- "Bien entendu, cette nouvelle relation nécessite un dialogue permanent dans le cadre de la Conférence des Territoires pour rasséréner toutes les parties et développer une confiance mutuelle. "

L'étau se referme...

- "L'Agence nationale de la cohésion des territoires sera le guichet unique d'accompagnement des territoires et de simplification."

Une nouvelle décentralisation...

- "Ces plans d'investissement et ces contrats de confiance sont deux piliers essentiels. Nous pensons qu'un troisième pilier est nécessaire pour que l'édifice ambitieux de l'équité territoriale que nous appelons de nos vœux soit pleinement efficient et pérenne, il s'agit d'une nouvelle décentralisation. "

L'enfer est pavé de bonnes intentions... ou la déconstruction de la République maquillée...

- "Nous voulons ainsi conjuguer l'unité de la République et la diversité de ces territoires, en droite ligne de l'article 1er de notre constitution : "La France est une République indivisible, (...). Son organisation est décentralisée." Le caractère "indivisible" ayant trop souvent été vu et vécu comme un devoir d'uniformité souvent contre-productif. C'est bien là le cœur de cette deuxième décentralisation à mener."

Une liberté nouvelle... le pistolet sur la tempe...

- "Dans cette perspective, nous souhaitons faciliter l'éclosion de "métropoles diffuses" associant des communautés territoriales sur des compétences transverses bien spécifiques mettant en évidence tout à la fois leur singularité et leur complémentarité avec les pôles métropolitains voisins. Il ne s'agit pas d'ajouter une couche au millefeuille territorial mais d'une liberté nouvelle de s'associer pour révéler, regrouper et optimiser les forces de nos territoires."

Pourquoi développe-t-il le numérique à marche forcée ? Réponse.

- "Aujourd'hui le numérique permet cette déconcentration. L'essor du télétravail, de l'économie circulaire et participative, de la télémédecine sont autant d'opportunités et de leviers de croissance pour n'importe quel territoire."

Leur modèle... made in USA...

- "La Silicon Valley nous a montré que la taille des entreprises n'était plus liée à la taille de la ville dans laquelle elles sont."

Cupertino ou Palo Alto sont des villages Américains qui ont engendré des multinationales. Les entrepreneurs d'avenir, l'innovation et les start-up sont déjà dans nos territoires intermédiaires, il nous faut créer des écosystèmes pour les aider et les maintenir sur ces territoires."

Les Girondins adeptes de l'Ancien Régime sont bien de retour...

- "Le sens des responsabilités est plutôt à chercher du côté de l'Association des Communautés de France qui voit bien le sens de l'intérêt général de ce nouveau pacte girondin de contractualisations. "

Les féodaux ont toujours eu un sens aigu de la justice sociale...

- "Le combat pour plus de justice sociale ne se jouera pas que dans les subtils équilibres à venir concernant notre modèle de protection sociale ou la redistribution de notre fiscalité, il se gagnera également, voire prioritairement dans une amélioration de l'équité territoriale." huffingtonpost.fr 12.10

Leur rhétorique n'est pas nouvelle, tous les despotes prétendent incarner, respecter, défendre la liberté, l'équité, la justice, l'intérêt général, etc. pour justifier en fait exactement le contraire ou tous leurs crimes.

Dorénavant en vous référant à ce document, vous pourrez justifier de traiter Macron de monarque et ses troupes de Girondins. Ce sont bien les nostalgiques de l'Ancien Régime qui sont au pouvoir.

Souvenez-vous des causeries où j'avais affirmé que leur nouvel ordre mondial avait pour modèle la monarchie absolue, et que c'était le modèle de société qu'ils voulaient nous imposer. Cela m'avait valu bien des quolibets. Comme quoi, je n'étais pas tombé sous l'influence de "complotistes", n'en déplaise à mes détracteurs, les faits m'ont encore donné raison, il faudra qu'ils s'y fassent.

- Terrorisme : les ministres de la Justice veulent un supra procureur européen - LeFigaro.fr

Ce projet, prévu pour 2025, devra surmonter les réticences de bien des États de l'Union. LeFigaro.fr 12.10

ACTUALITÉ DU JOUR

[Londres pourrait rejoindre l'Aléna en cas d'échec avec l'UE, selon le Daily Telegraph - Reuters](#)

La Grande-Bretagne n'exclut pas de rejoindre l'Aléna, l'accord de libre-échange nord-américain unissant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, si elle ne parvient pas à conclure un traité commercial avec l'Union européenne pour l'après-Brexit, rapporte mardi le Daily Telegraph, sans citer de sources.

Des ministres du gouvernement de Theresa May examinent cette possibilité dans le cadre des options envisagées en cas d'absence d'accord avec l'UE en mars 2019, date de la sortie du Royaume-Uni, écrit le quotidien.

[La Belgique, elle aussi, en grève dans les services publics - AFP](#)

Une grève dans les services publics entraînait mardi d'importantes perturbations en Belgique, particulièrement dans les transports, tandis que des grévistes menaient des actions aux abords de sites emblématiques comme la centrale nucléaire de Tihange (sud-est). AFP

[La Roumanie malade de ses médecins à 400 euros par mois - Liberation.fr](#)

De nouvelles lois prévoyant de diminuer encore leurs revenus devraient accélérer l'exode des praticiens, de plus en plus nombreux à partir exercer dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Liberation.fr

[Haïti: les juges en grève pour dénoncer un manque de moyens - AFP](#)

Les juges haïtiens observent une grève d'une semaine pour dénoncer le manque de moyens alloués au secteur judiciaire dans le budget déjà contesté par l'opposition, qui le juge défavorable aux plus pauvres, et par les économistes qui craignent une aggravation de l'endettement.

[Brésil: l'armée de retour dans la favela de Rocinha, à Rio - AFP](#)

L'armée brésilienne a fait son retour mardi à Rocinha, la plus grande favela de Rio, pour appuyer une opération coup de poing de la police après de nouvelles fusillades entre bandes rivales de trafiquants de drogue, ont annoncé les autorités.

Un millier de soldats avaient pris position la dernière semaine de septembre dans cette favela où vivent près de 100.000 personnes pour mettre fin à la violence armée entre gangs. Les forces armées avaient quitté Rocinha le 29 septembre, la situation y étant alors officiellement "stabilisée".

Mais, tôt mardi matin, 500 soldats et des blindés sont allés se positionner à l'entrée de la grande favela, notamment dans une zone forestière qui jouxte le quartier aisé de Gávea, dans la Zone sud de Rio, où se cacheraient des trafiquants avec une partie de leur arsenal.

Vendredi dernier, un millier de policiers et de soldats avaient réalisé une opération d'ampleur dans une favela du nord de Rio de Janeiro, Morros dos Macacos, à la recherche de trafiquants impliqués dans les violences à Rocinha et qui se seraient enfuis de cette favela par la forêt.

Un peu plus d'un an après ses jeux Olympiques considérés comme un réel succès, la métropole est aux prises avec une flambée de violences dans les favelas, alimentée notamment par la crise financière que traverse l'Etat de Rio de Janeiro.

Face à l'incapacité de la police à contrôler la situation, le gouvernement fédéral avait envoyé il y a deux mois 8.500 militaires dans la "Ville merveilleuse" pour y maintenir la sécurité. AFP 10 octobre 2017

[Après les États-Unis, Israël décide de se retirer de l'Unesco - sputniknews](#)

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a ordonné jeudi au ministère des Affaires étrangères de préparer la sortie de l'État hébreu de l'Unesco dans les mêmes délais que les États-Unis.

Netanyahu a salué la décision de Trump de se retirer de l'Unesco.

«C'est une décision morale et courageuse parce que l'Unesco est devenue un théâtre de l'absurde. Au lieu de préserver l'histoire, elle la déforme», a-t-il déclaré.

Les États-Unis ont annoncé ce jeudi quitter l'Unesco. Le département d'État américain a motivé cette décision par les arriérés de contribution de certains pays membres ainsi que par la nécessité de réformer cette organisation de l'Onu. Les États-Unis reprochent en outre à l'Unesco ses positions «anti-israéliennes».

La décision entrera en vigueur le 31 décembre 2018. Les États-Unis conserveront pourtant un statut d'observateur, a précisé la diplomatie américaine. sputniknews 12.10

[Haut de page ↗](#)

Le 17 octobre 2017

[CAUSERIE](#)

- [Causerie au format pdf \(15 pages\)](#)

Cette causerie est davantage destinée à vous remonter le moral plutôt qu'à vous le briser.

La Caf des Bouches du Rhône continue de s'acharner sur mon épouse handicapée (dont je suis séparé), du coup ils ont réussi à briser le sien : Elle est dans le coma depuis quatre jours déjà, elle a fait une hémorragie, ils l'ont opéré deux fois de l'estomac et ils seraient intervenus au niveau du coeur.

La Caf l'accuse d'avoir fraudé le code de la SS et lui réclame encore plus de 13.000 euros. Elle serait restée plus de 6 mois hors de France) plusieurs reprises au cours des dernières années. Or c'est faux, les cachets des douanes le prouvent, sauf en 2013 où elle a séjourné 5 malheureux jours de trop en Inde, involontairement évidemment, on ne souvient plus pourquoi, mais les gestapistes de la Caf ne veulent rien savoir. Voilà le récapitulatif que j'ai effectué personnellement à partir de son passeport :

2009 (365 jours) : 227 jours en France pour 182,5 jours
2010 (365 jours) : 184 jours en France pour 182,5 jours
2011 (365 jours) : 248 jours en France pour 182,5 jours
2012 (366 jours) : 191 jours en France pour 183 jours
2013 (365 jours) : 177 jours en France pour 182,5 jours
2014 (365 jours) : 190 jours en France pour 182,5 jours
2015 (365 jours) : 365 jours en France pour 182,5 jours
2016 (366 jours) : 279 jours en France pour 183 jours
2017 (365 jours) : 274 jours en France pour 182,5 jours

Comme on dit, il n'y a pas photo.

La semaine dernière ils ont coupé toutes ses allocations (handicapée et logement), son seul revenu, sous prétexte qu'elle ne leur aurait pas fourni des déclarations d'impôt de 2013 à 2015, ils se réveillent maintenant, alors qu'elle leur avait fournies en temps et en heure. Il n'en a pas fallu davantage pour l'achever. J'ai contacté trois avocats pour s'occuper de son affaire, aucun n'a donné suite. J'avais contacté plusieurs syndicats, même indifférence, tu parles, ce sont eux qui gèrent les organismes sociaux !

Et ces salopards en rajoutent, ils lui réclament mes déclarations d'impôt depuis 2013, alors que j'ai quitté la France en 1996 et ils le savent pertinemment puisque je leur avais écrit. C'est pire que de l'acharnement, c'est de la persécution, la France a sombré dans la tyrannie. Comptent-ils se venger sur ma misérable retraite ? Ils vont être déçus, car il n'y a rien à gratter sur 265 euros !

Hier, dans quatre courriels incendiaires, je les ai informés de l'état de santé de mon épouse et je leur ai dit ce que je pensais de leur méthode immonde. Face à un déni, vous ne pouvez pas lutter, vous êtes réduit à impuissance. A moins d'employer les grands moyens, mais je ne vois pas lesquels ici. Malheur aux plus faibles !

Encore un mot.

Dans mes courriels j'ai rectifié les informations qui figuraient dans son dossiers et qui étaient fausses : nous n'avons jamais été séparée avant 2004, nous n'avons jamais repris notre vie conjugale à cette date, par contre nous sommes séparés depuis 2007, date à laquelle elle s'est installée à Aubagne ; elle n'a pas cessé de travailler en 2003, puisqu'elle n'a jamais travaillé ; de plus son numéro de téléphone était mauvais. Comme quoi il y a vraiment n'importe quoi dans leurs dossiers.

Vous me direz peut-être que nous sommes victimes du bordel qui règne à la SS, je ne veux pas le savoir. Mon épouse a eu une multitude d'entretiens avec eux, je leur ai adressé plusieurs courriers, puis au moins une dizaine de courriels, ils n'ont rien voulu entendre, ils sont de mauvaise foi, ils portent délibérément atteintes à nos intérêts, ils ont décidé de nous nuire voilà tout, c'est la seule chose à retenir. Ne me faites surtout pas le coup du malheureux agent de la SS débordé de travail, il s'agit visiblement d'autre chose ici. J'en suis aussi désolé que vous, croyez bien, la situation est très grave.

[Socialisme ou barbarie ?](#)

Bienvenue chez les barbares.

Le destin de l'homme est cruel. Il naît dans la souffrance, il se développe dans la souffrance, et il meurt souvent dans la souffrance.

Et comme si cela ne suffisait pas, il en rajoute. Il faut tout de même préciser que les hommes ne souffrent pas forcément des mêmes maux ou de la même manière, et il y en a même qui éprouvent un certain plaisir à faire souffrir les autres, les plus faibles de préférence, ceux qui sont sans défense. C'est à eux que je dédie cette causerie, je vous laisse savourer la prose, moi j'ai ma dose.

[Editorial de la Tribune des travailleurs \(POID\) du 11 octobre 2017 commenté.](#)

(<https://latribunedestravailleurs.fr/category/editoriaux>)

D. Gluckstein ou le POID soutient "*l'aspiration de la majorité à une République catalane libre*", en ignorant que les autorités catalanes n'avaient cessé de multiplier les déclarations en faveur de l'intégration de la Catalogne à l'Union européenne, notamment.

Il n'est pas à un déni près. La suite le confirme :

"Comme si le franquisme avait eu le souci de « fédérer les peuples » et non de les écraser !" Car "la situation en Espagne diffère de la situation en France, où la Révolution de 1789-1793 a édifié la nation", la sacro-sainte nation, la république bourgeoise qui pour être abolie doit céder la place à la démocratie, ce qui signifie qu'on ne lui reconnaît pas la paternité des expressions démocratiques

qui pourraient exister sous ce régime, puisque seul le peuple révolutionnaire en est à l'origine ou les incarne.

Comme si les aristocrates devenus bourgeois et républicains pour l'occasion de 1789-1793 n'avaient pas "*édifié la nation*" ou « *fédérer les peuples* » pour mieux "*les écraser*" ou soumettre la plèbe au talon de fer du capital, auquel on attribuera des vertus démocratiques ! Les bourgeois et les républicains en usèrent et abusèrent tellement, qu'ils ont fini par les faire totalement disparaître. Sinon vous avez les despotes éclairés qui ont cédé la place aux ploutocrates philanthropes qui leur ont réservé le même sort.

Les peuples qui se fédèrent pas sont voués à se disloquer. Dans les deux cas la punition sera la même, ils seront écrasés, à ceci près que lorsqu'ils sont minuscules, ils n'ont aucune chance de s'en sortir un jour face à la coalition des puissances impérialistes, tandis que lorsqu'ils sont un peu plus consistants, ils peuvent résister et espérer vaincre un jour leur ennemi en attendant que la révolution socialiste balaie le monde.

Quant à Mélenchon, en regrettant que la monarchie n'assume pas la mission que lui avait confiée le franquisme, ils se fait plus royaliste que le roi, le dépositaire de l'héritage du franquisme. Tenez pendant qu'on parle de monarque, il ne manque pas une occasion pour attribuer à Macron l'érigé une légitimité que les travailleurs lui refusent. Comment ? Pardi, en employant les grands moyens ! Il prête à Macron de se porter garant d'un "*débat sur le fond*" à l'occasion de l'élection européenne de 2019, pour convaincre qui de quoi à l'Assemblée nationale croupion acquise à l'UE, pure imposture, fripouille.

J'ai annoncé que je soutenais Bachar al-Assad, mais je n'ai jamais manifesté le moindre accord avec lui et je n'en ai jamais passé, Mélenchon est passé à l'acte avec Macron, vous saisissez la différence. Il s'est trahi lui-même parce qu'ils partagent la même idéologie, ni l'un ni l'autre n'est favorable au socialisme, ce qui signifie qu'ils sont pro capitalistes. Il est parfaitement intégré dans les institutions de la Ve République, il s'est fondu dedans comme on disait de Mitterrand, il en attend quelque chose, c'est une façon comme une autre de les légitimer aussi, c'est un légaliste, un type vil et soumis à l'ordre établi et il le fait savoir.

Le régime qui a succédé à la monarchie en France n'a jamais été démocratique, de la même manière que la monarchie en Espagne ne l'a jamais été, et dans les deux cas ils ne le seront jamais, il faut les abolir pour que le peuple travailleur puisse exercer la démocratie.

Que la monarchie espagnole ait hérité des institutions du franquisme, et qu'à ce titre on lui refuse de revendiquer l'unité de la nation espagnole, pourquoi pas, mais alors il faut admettre qu'en France en étant flanqué d'une Constitution digne d'une puissance impériale et d'un régime dictatorial que lui envie bien des despotes dans le monde, il n'y a pas de quoi envier l'unité de la nation. C'est la plèbe qui l'a réalisée et non la bourgeoisie, elle coïncidait avec les besoins de son développement et elle l'adopta uniquement par cupidité ou avidité, mais certainement pas pour que le peuple puisse être libre et elle coupa la tête à ceux qui entendaient lui accorder un soupçon de démocratie.

J'ai rédigé ce passage sans avoir en tête précisément l'histoire de l'Espagne des 2 ou 3 siècles précédents. Par acquis de conscience j'ai vérifié qu'elle était bien passée par un processus sensiblement similaire à celui de la France, monarchie, république, coup d'Etat, dictature, etc. En voici un bref récapitulatif pour l'illustrer.

1802 - Pour la première fois, tout le territoire espagnol actuel est gouverné par le même parlement.

1808 - La première constitution est promulguée en Espagne.

1812 - Seconde constitution

1868 - Le mot Espagne est employé au singulier. Les pièces de monnaie de l'époque portent la légende España.

1873 - Une République fédérale est proclamée le 11 février

1874 - Un coup d'État porte général Francisco Serrano,

1875 - La monarchie est restaurée

1876 - Monarchie constitutionnelle

1923 - Coup d'État qui institue une dictature.

1931 - La Seconde République espagnole est proclamée

1939 - Instauration d'une dictature dirigée par le général Francisco Franco..

1975 - Fin de la dictature. Le régime devient une monarchie parlementaire et républicaine sans rupture totale avec le franquisme.

1978 - La Constitution espagnole crée les « communautés autonomes »

(Source : Wikipédia)

Vous pouvez vous livrer au même exercice avec la France depuis 1789.

Ce qui ressort, c'est que l'Espagne a été unifiée ou a formé une nation de longue date jusqu'à nos jours tout comme la France, donc qu'on ne vienne pas nous dire que la Catalogne n'a jamais été intégrée à l'Espagne, car dans ce cas-là il faudrait en dire autant de la Bretagne, de la Vendée, etc.

Les partisans de l'indépendance de la Catalogne affirment que son intégration à la nation espagnole s'est déroulée dans la douleur

ou que les aspirations de son peuple n'ont pas été prises en compte, exactement comme ce fut le cas en France, en Italie, en Allemagne et bien d'autres nations, seraient-il par hasard nostalgiques des régimes qui existaient antérieurement, on est en droit de se peut se poser la question puisqu'ils recourent au même argument que les indépendantistes.

Sans entrer dans les détails et pour faire simple, on constatera qu'une multitude de peuples, de tribus ou d'ethnies peuplaient l'Europe autrefois, et qu'ils finirent par se rassembler pour constituer des nations, le plus souvent à la suite de conflits armés, et que leur territoire géographique correspondait à des frontières naturelles, mers ou océans, montagnes (Pyrénées, Alpes) ou fleuves (Rhin), et il semblait logique que tous les peuples qui se côtoyaient ou vivaient à proximité les uns des autres, alors que les moyens de transport moderne n'existaient pas commercent et entretiennent des relations, partageant un certain nombre d'us et coutumes ou leurs expériences, ce qui devait favoriser le développement des forces productives...

Est-ce cette évolution qu'il s'agirait aujourd'hui de remettre en cause ?

Extraits de *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* par Lénine - 1916

J'ai sélectionné les seuls passages en rapport avec notre sujet d'actualité.

- *"Les partis socialistes qui ne prouveraient pas par toute leur activité maintenant, pendant la révolution et après sa victoire, qu'ils affranchiront les nations asservies et établiront leurs rapports avec elles sur la base d'une alliance libre - et l'alliance libre est une formule mensongère si elle n'implique pas la liberté de séparation - ces partis trahiraient le socialisme."*

En dehors du cadre de la révolution socialiste, il n'existera jamais d'"*alliance libre*" entre les différentes nations ou peuples, nous trouvons-nous dans ce cas de figure en Espagne, je n'en ai pas du tout l'impression.

- *"Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi, cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation de petits Etats. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands Etats, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables, et ils augmentent sans cesse avec le développement du capitalisme."*

L'Espagne figure-t-elle oui ou non parmi ces "*grands Etats*" ? La réponse est oui. Ne sommes-nous pas en présence d'un processus favorisant la "*formation de petits Etats*" que dénonçait Lénine ? Assurément.

- *"Le socialisme a pour but, non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits Etats et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion."*

Il semblerait que ceux qui se réclament aujourd'hui du socialisme poursuivent un autre but que celui du socialisme.

De quoi sont-ils nostalgiques ?

- Aude Lancelin (journaliste) : *"nous ne retrouverons pas une véritable vie démocratique tant que, d'une façon ou d'une autre, la situation dans les médias n'aura pas été déverrouillée."*

(<https://audelancelin.com/2017/10/11/sept-idees-fausses-sur-les-medias/>)

A entendre ceux qui se disent de gauche, on pourrait croire qu'hier la vie était meilleure qu'aujourd'hui ("*Les jours heureux*", les "*Trente Glorieuses*", etc.), cela dépend pour qui, apparemment pas pour tout le monde, loin de là.

Avoir une vie meilleure ne signifie pas la même chose pour tout le monde, tout dépend de votre statut social, à quel échelon vous vous situez sur l'échelle social. Pour tous ceux qui se situent en bas, cela ne signifie pas grand chose. Pourquoi ? Mais parce que leur condition demeure extrêmement précaire et ils n'en tirent pratiquement aucune satisfaction, le seul répit qu'ils ont, c'est quand ils n'y pensent pas, quand ils en font abstraction parce qu'ils la détestent. Et les quelques rares instants de bonheur ils les puisent en eux-mêmes, ils ne les doivent à personne, certainement pas à cette société qui est si injuste et cruelle envers eux.

Ils croulent sous une multitude de difficultés parce qu'ils ne peuvent pas vivre décemment de leur travail. Leur salaire est trop bas ou misérable ne serait-ce que pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires, ils doivent se contenter des logements, de la nourriture, des vêtements, etc. réservés aux pauvres, exigus, de qualités médiocres ou de mauvaises factures, ils sont traités comme des moins que rien, alors que ce sont eux qui produisent les richesses qui profitent à l'ensemble de la société, sauf

eux qui concourent au fonctionnement des services publics dont bénéficient toutes les couches de la société, à ceci près que dans leur cas ils ne servent qu'à camoufler ou perpétuer indéfiniment leur état d'indigence.

Tous ceux qui bénéficient d'un statut social supérieur au leur ou de meilleures conditions de vie, auxquels la société ou les capitalistes consentent des privilèges, les mépriseront ou feront preuve d'indifférence à leur égard en ne se sentant pas concernés par l'injustice dont ils font l'objet, ils ne se mobiliseront pas à leur côté pour mettre un terme à leur médiocre condition parce que cela les entraînerait trop loin, imaginez un instant, cela pourrait les conduire à remettre en cause l'ordre établi qui fait preuve de tant de mansuétude envers eux, impensable. Ils auraient selon eux plus à y perdre qu'à y gagner à affronter le régime, vaut mieux encore qu'il demeure stable et s'accommoder de ses tares ou méfaits dont ils ne sont pas responsables, c'est ainsi qu'ils peuvent s'en tirer en se donnant bonne conscience, pendant que des pans entiers en subissent les conséquences désastreuses, inhumaines.

Non, les nantis ne sont pas victimes d'amnésie ou ils n'ont pas une mauvaise mémoire, ils n'ignorent pas non plus dans quelle société ils ont vécu antérieurement, ils ne retiennent que ce qui coïncidaient avec leur propre condition en la généralisant à l'ensemble de la société, en oubliant que des millions de travailleurs et leurs familles ne bénéficiaient pas du même traitement avantageux, en fait ils s'apitoient sur leur propre sort et rien d'autres comme si la société se réduisait à eux-mêmes ou devait être à leur service pour exaucer leurs désirs.

Quand ils ne sont pas nostalgiques des années 60-70, ils le sont des années d'après-guerre, ils en viennent à envier les années de l'entre deux guerres ou les années 30, certains vont même encore plus loin en remontant à l'Ancien Régime quand le peuple était réduit en servage ! Qu'ils y soient les mieux préparés pour le futur n'a rien d'étonnant partant de là.

Ils se disent volontiers progressistes ou humanistes, ils sont naturellement de gauche, mais en pratique ou en réalité ils se conduisent en vils serviteurs des esclavagistes des temps modernes.

Quel rapport y a-t-il avec le regard qu'ils portent sur les médias de nos jours ?

Il n'y a pas si longtemps que cela, l'existence de l'URSS et ses satellites du Pacte de Varsovie permettaient aux PCF ou aux staliniens de se faire passer pour des communistes, tandis que le PS ou les sociaux-démocrates continuaient de se faire passer pour des socialistes en référence à l'origine lointaine de leur parti.

Après la disparition de l'URSS, les staliniens continuèrent de se présenter comme de farouches ennemis du capitalisme, tandis qu'une décennie plus tôt les sociaux-démocrates adoptèrent officiellement l'économie de marché, le capitalisme, tout en continuant de se réclamer du socialisme.

Les staliniens ayant sans cesse trahi le communisme continuèrent à tenir sensiblement le même discours, tandis que les sociaux-démocrates allèrent jusqu'à troquer en parole le socialisme pour le capitalisme.

Staliniens et sociaux-démocrates n'en demeurèrent pas moins des alliés électoraux, et on continua de les caractériser de gauche comme si rien ne s'était passé depuis 1914 pour le PS ou les années 20-30 pour le PCF, comme s'ils n'avaient pas trahi et abandonné totalement leurs idéaux, le socialisme ou le communisme. Bien entendu, cette imposture n'allait pas être sans conséquence par la suite.

Cette caractérisation frauduleuse de gauche n'était pas seulement le fait des différents courants du mouvement ouvrier, elle allait être adoptée par l'ensemble des représentants officiels du capitalisme et la totalité des éditorialistes des médias aux ordres, sachant qu'elle servait les intérêts du régime, les uns et les autres les considéreraient davantage comme des alliés plutôt que des ennemis, puisque le PS et le PCF n'avaient plus seulement cessé de s'opposer au régime, ils le soutenaient ouvertement ou se portaient garant de la stabilité des institutions de la Ve République.

Dans ces conditions, leur donner la parole ne coûtait absolument rien aux tenants du régime. Bien au contraire, cela présentait le précieux avantage d'entretenir l'illusion qu'ils étaient toujours de gauche ou des partis ouvriers en les accusant de vouloir s'attaquer au régime, alors qu'en pratique ils faisaient la démonstration inverse, ce qui permettait à la fois de diriger l'attention des travailleurs vers le PS et le PCF au lieu qu'elle se porte vers d'autres partis se réclamant du socialisme, et finir de dévoyer l'idée que les travailleurs pouvaient avoir du socialisme, de les éloigner ou de les détourner du socialisme.

Bien d'autres acteurs corrompus par le capitalisme et se réclamant de la gauche se virent accorder généreusement des tribunes dans les différents médias institutionnels, d'ailleurs cela n'a jamais réellement cessé, y compris de nos jours, à ceci près qu'ils ont été évincés des plateaux télévisés.

Le progrès social et la démocratie sont incompatibles avec le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant.

Ce qui a également changé depuis quelques années, c'est que les oligarques, qui détiennent journaux et magazines, ne tolèrent plus dans leurs entreprises des journalistes qui se réclament de cette gauche réformatrice et critiquent le chef de l'Etat ou la politique

de son gouvernement, leur liberté de ton est devenu insupportable pour eux. Ils préfèrent recruter des journalistes acquis au néolibéralisme qui peuvent très se charger de rédiger le même genre d'articles en modifiant son orientation ou leur conclusion, de telle sorte que les lecteurs ne sauront pas quoi en penser ou seront en proie à une grande confusion idéologique, leur esprit critique sera pour ainsi dire anesthésié, alors qu'ils auront au passage ingurgité la propagande officielle, à leur insu, et c'est bien là l'essentiel. Ils sont ainsi assurés qu'ils ne dérapent pas, ou que leur critique de la politique ou du comportement du chef de l'Etat ou du gouvernement ne dépassera pas le stade de lieux communs sans intérêt ni conséquences ou sera inoffensive, ne se traduira pas par des illusions inutiles dans un monde meilleur.

Il faut que leurs lecteurs aient l'impression que l'auteur d'un article a fait preuve d'impartialité ou d'objectivité, pour qu'une fois mis en confiance ils admettent qu'ils doivent se soumettre à la politique qui leur est imposée, parce que celui qui l'applique ou leur propose (leur impose en réalité) n'a pas le choix lui-même ou plutôt, il fait pour le mieux le bougre, pour leur bien-être, l'intérêt général, etc., ils doivent donc s'ôter définitivement de la tête l'idée qu'une autre politique serait possible, ils doivent s'en convaincre eux-mêmes et ce genre d'articles a été spécialement conçu pour les y aider.

Les intellectuels ou les journalistes qui sont évincés des salles de rédaction ou des plateaux de télévisions, ne comprennent évidemment pas ce qui se passe pour être passés à côté de l'évolution de la crise du capitalisme mondial, et pour avoir entretenu des illusions dans le capitalisme, mais surtout pour avoir été influencés par l'idéologie que le PS ou le PCF véhiculait et qu'ils identifiaient abusivement à la gauche, idéologie qu'ils colporteront pendant des décennies parce qu'elle présentait moins de risque qu'affronter le régime, auquel cas ils auraient subi le même sort qu'aujourd'hui prématurément ou ils auraient dû changer de métier. Apparemment elle leur a permis de bien vivre puisqu'ils en redemandent.

Cela vaut également pour tous les militants qui sont pris de nausée en ouvrant leur poste de télé ou leur journal, et bien qu'ils les boycottent pour commencer au lieu de se plaindre.

En résumé, il fut tout une époque où les tenants du capitalisme avaient besoin du PS et du PCF, ainsi que d'intellectuels ou de journalistes pour véhiculer l'illusion que le capitalisme était réformable ou encore progressiste, et cette époque est définitivement révolue, du coup ils ont décidé de se débarrasser des uns et des autres. Maintenant, quel sera le destin de tous ceux qui avaient adopté l'idéologie réformiste ? Je vous laisse réfléchir à cette question que nous aborderons une autre fois. En attendant ce qui est certain, c'est que s'ils n'adoptent pas le socialisme, ils sont voués à se décomposer indéfiniment.

En guise d'épilogue.

Aude Lancelin (journaliste) : *"nous ne retrouverons pas une véritable vie démocratique tant que, d'une façon ou d'une autre, la situation dans les médias n'aura pas été déverrouillée."*

Mais de quoi parle-t-elle, de quelle époque, j'ai 62 ans et je ne l'ai jamais connue.

J'ai souvenir que dans les années 50 il fallait choisir entre se chauffer l'hiver ou manger à sa faim. Que dans les années 60, les ouvriers encore payés à la tâche devait se soulager dans un pot de chambre parce que leur salaire était trop misérable pour se loger décentement. Que dans les années 70 une fois le loyer et les charges incompressibles réglés, un ouvrier n'avait plus de quoi bouffer tous les jours. Que dans les années 80 le chômage de masse prit son envol pour ne plus jamais disparaître. Que depuis les années 90 la condition de l'ouvrier n'a cessé de se détériorer.

Dites-moi madame Aude Lancelin, elle est où là-dedans la "véritable vie démocratique" ? Vous croyez qu'un jour un ouvrier à souhaiter vivre ainsi ? Non bien sûr, on lui a imposé, il n'y avait donc rien de démocratique dans ce que nous avons vécu, les jeunes doivent le savoir.

Au milieu des années 70, le salaire de mon père ne suffisait pas pour nous nourrir normalement, et c'était ma grand-mère qui achetait la viande le dimanche pour une partie de la semaine, et ma mère était obligée d'emprunter quelques dizaines de francs à ma tante Madeleine pour acheter du pain et de l'essence pour que mon père puisse aller travailler. Car pas de bagnole, pas de boulot, en vélo ou en mobylette, 150 bornes aller et retour avec une caisse à clous (machines, outils) de plus de près de 100 kilos c'était impossible. Donc il avait dû s'endetter pour acheter cette bagnole qui lui servait essentiellement pour aller bosser ou se faire exploiter, et en plus c'était à lui d'acheter toutes les machines et tous les outils pour aller gratter. Il bouffait à la gamelle le midi, un jour il a failli en crever, c'était en plein hiver dans le milieu des années 50, les hivers étaient très rudes à cette époque là à Paris. Et quand il rentrait du boulot, il se retrouvait dans une chambre de bonne sans chauffage au 6^e étage sans ascenseurs sous les toits par - 20°C. On grelottait, on ne bouffait pas à notre faim, on était fagoté comme l'as de pique, on se lavait souvent à l'eau froide dans une bassine, on pissait et on chiait dans un sceau. 26 ans plus tard, je me retrouverai dans la même situation. 10 ans plus tard, je serai obligé de déménager pour prendre un appartement plus petit parce que je ne pouvais plus payer le loyer de mon logement HLM (3 pièces à Clichy) et arriver à survivre (suite à un divorce). C'est d'ailleurs ce qui m'a conduit à prendre la décision de quitter la France, invivable.

Toutes les améliorations dont on a pu bénéficier ont été payées au prix fort, pas par tout le monde apparemment. C'étaient le produit de conquêtes sociales ou de concessions accordées par nos maîtres, parce que cela leur permettait de s'enrichir encore

plus et non par philanthropie, mais il était écrit nulle part qu'elles seraient pérennes pour l'éternité, un jour la récréation devait se terminer au profit d'une régression sans fin, en passant autour du cou de l'exploité le joug de la servitude qui devait coïncider avec son destin ou sa tragique et précoce disparition pour les plus faibles ou les moins bien préparés au nouvel ordre mondial.

Mais au fait, on ne l'a toujours pas trouvé la "*véritable vie démocratique*".

Mon père a travaillé très dur pour avoir le droit d'être pauvre ou crever, et moi j'ai préféré n'en faire qu'à ma tête et le même sort m'a été réservé, vous avouerez qu'avec la meilleure volonté du monde on n'a toujours pas trouvé trace de votre foutue "*véritable vie démocratique*".

Il m'est arrivé de faire plus de 10 kms à pied pour revenir de l'école chez mes parents, parce que je n'avais pas de quoi m'acheter un ticket de bus, j'avais 13 ans je crois. Cela doit être de cette époque-là que date la démocratisation de la marche à pied, comme mon père quand il acheta sa première bagnole, une 4CV Renault, ah les bienfaits de la démocratisation de l'endettement des ménages comme ils disent ! Moi j'ai loupé la démocratisation de l'avion, mais j'ai une excuse, à cette époque-là je planais trop ! J'avoue que je suis passé à côté de quelque chose, quoique, je n'avais pas l'argent pour me payer un billet, décidément la "*véritable vie démocratique*" ne m'était pas réservée.

J'ai également souvenir de la soupe populaire, de l'Armée du salut arpentant les rues de Paris (rue de Rome), la cohorte de clochards dormant dans les rues que j'enjambais le matin en allant à l'école... Les tickets de rationnement jusqu'en 1949, l'appel de l'abbé Pierre en 1954, la grève des mineurs de 63, mai-juin 68, les grandes manifestations étudiantes de 76, etc. Liste à compléter.

Dans le même registre. Le déjeuner aussi était à "*huis clos*" ?

- Macron lance sa stratégie de lutte contre la pauvreté des enfants - Le Huffington Post

Avec pour objectif "l'égalité des chances" pour les enfants de tous milieux... avec un déjeuner avec les associations (ATD Quart Monde, Emmaüs, Petits frères des pauvres, Secours catholique ...).... Macron reçoit à l'Élysée mardi à déjeuner les principales associations de lutte contre la pauvreté, ainsi que des entreprises, des chercheurs et des experts, devant lesquels il doit prononcer une allocution à huis clos pour lancer la concertation sur sa stratégie. Le Huffington Post 17.10

Il n'y a pas que les bureaucrates pourris des syndicats et les élus dits de gauche ou de la gauche de la gauche qui prêtent allégeance à leur suzerain, tous veulent en être.

Tous en croquent.

Qu'ont-ils en commun ? Ils sont tous grassement entretenus, financés ou subventionnés par l'Etat, par le gouvernement en place. Ceci explique cela.

[Lu dans un article publié dans différents médias dits indépendants ou alternatifs \(sans rire\).](#)

"Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fondation de l'Organisation des Nations Unies, prévaut l'interdiction de faire la guerre"... alors que les guerres n'ont jamais cessé à travers le monde depuis 1945 !

- "Durant ces 7 dernières décennies, certains pays membres de l'OTAN ont trop souvent mené des guerres illégales"... parce que l'OTAN aurait mené des guerres légales, mais quel pays leur avait-il déclaré la guerre ? Aucun !

- "... les fondements de l'organisation pacifique qu'est l'ONU, et en particulier l'interdiction de faire la guerre, furent clairement sapés."... des fondements qui engageaient à quoi les puissances impérialistes? A rien !

On se demande comment il est encore possible de sortir de pareilles énormités ou de telles contrevérités.

Dans quel monde vivent-ils ?

Cinq impérialismes monopolisent le pouvoir à l'ONU par le biais du Conseil de sécurité (Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, Russie, Chine). Depuis quand l'impérialisme est-il "*pacifique*" ? Jamais. Depuis quand "*l'interdiction de faire la guerre*" a-t-elle empêché les guerres ? Jamais. Une pure invention ou une vue de l'esprit.

Ils servent de caution à l'impérialisme.

C'est derrière cette imposture que se retranchent les petits bourgeois qui se disent de gauche, progressistes, démocrates.

En conséquence, quand on fait preuve un tant soit peu de logique ou qu'on est cohérent, il est légitime ou fondé d'affirmer que ces intellectuels ne sont ni de gauche ni progressistes ni démocrates.

Il leur suffit qu'un acteur politique ou une institution fasse une déclaration ou affiche ses intentions pour qu'ils les croient sur parole. Sont-ils naïfs ou crétins à ce point-là ? Ce sont les faits, un simple constat, personne ne les oblige faire la démonstration d'un tel manque de discernement. Sont-ils honnêtes intellectuellement ? Jusqu'à un certain point seulement, car ils savent pertinemment que s'ils poussaient leur réflexion plus loin ou au-delà des apparences trompeuses, ils devraient abandonner leurs illusions dans le capitalisme et l'affronter, ce à quoi ils ne tiennent pas du tout.

Une rhétorique bien huilée ou qui a fait ses preuves.

Leur interprétation de l'histoire tient de la fiction, du roman, dont le scénario a été rédigé par les tenants du capitalisme, capitalisme auquel ils vouent un véritable culte en le dotant de qualités qu'il n'a jamais eu, mais qu'il s'attribue, là encore ils le croient sur parole parce que cela les arrange.

Ils substituent à la réalité celle que les idéologues, porte-parole ou représentants du capitalisme ont concoctée spécialement à leur attention, et ils vont profiter du statut privilégié qui leur est accordé et qui leur confère une certaine légitimité, pour diffuser leur version essentiellement en direction des classes moyennes, des intellectuels, les corrompre.

Ce qu'il y a de remarquable dans cette quasi-idolâtrie du capitalisme, c'est qu'elle témoigne qu'il n'est pas nécessaire d'être arriéré, illettré, sous évolué, etc. pour passer à côté des bases élémentaires de la dialectique.

A quoi serviraient-elles à ces esprits étriqués ou bornés, puisqu'ils ne savent rien faire d'autre qu'observer le monde à travers le petit trou de la lorgnette.

Leurs analyses se terminant toutes dans une impasse ou le constat qu'il faudrait continuer de faire avec le capitalisme indéfiniment, elles tournent résolument le dos au socialisme ou à l'idée qu'il serait possible de changer la société, elles sont profondément démoralisantes. Comme quoi ces intellectuels servent au moins à quelque chose.

[Le saviez-vous ?](#)

Qui est derrière Amnesty International ?- dnipress.com 12.10.2017

« Amnesty International est principalement financée par ses cotisations et dons publics. Aucun fonds n'est demandé ou accepté de la part de gouvernements pour enquêter et faire campagne contre les violations des droits de l'homme. Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, idéologie politique, intérêt économique ou religion. »

C'est l'une des organisations de défense des droits de l'homme les plus influentes au monde, d'après ce que déclare Amnesty International. Dans le même temps, le rapport financier officiel de l'organisation pour 2015 indique parmi les donateurs, des structures comme la Fondation Open Society de George Soros ou la Fondation Ford.

La Fondation Nationale pour la Démocratie américaine (NED), qui est officiellement financée par le Congrès américain, via le budget de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), était aussi mentionnée dans les rapports précédents de 2008 à 2010. Il est intéressant de noter, que lorsque les médias ont commencé à parler de manière croissante de l'implication d'Amnesty International, les références aux articles officiels de l'organisation sur ses revenus et les rapports des années précédentes ont commencé à disparaître d'Internet. Maintenant, il est difficile de trouver confirmation du fait qu'AI a travaillé à une époque pour les intérêts de la NED, une organisation qui a activement soutenu les mouvements des jeunes arabes, qui ont pris, plus tard, une part active dans la série de « révolutions de couleur » qui ont eu lieu dans les pays du Moyen Orient et en Afrique du Nord. Le site de l'organisation lui-même est fait de telle façon qu'il est très difficile de trouver le moindre rapport. Sur la page principale vous ne trouverez pas le bon lien, uniquement si vous connaissez l'adresse directe, ou utilisez le moteur de recherche. Un autre fait très révélateur, est que le site n'a désormais plus de rapports antérieurs à 2014. Même pour ces miettes d'informations que le secrétariat d'AI présente, on peut se demander si l'organisation de défense des droits de l'homme est vraiment une entité indépendante. Étant donné que toute subvention implique l'accomplissement d'une mission spécifique dans l'intérêt du donateur. Prenons par exemple la Fondation Open Society de George Soros, la subvention de cette organisation vise à soutenir les migrants, à les protéger et à les sauver et, en fait, à faciliter leur réinstallation en Europe.

Il est important de noter que les organisations de George Soros et d'Amnesty International travaillent ensemble depuis de nombreuses années. Maintenant, les informations à ce sujet ne sont pas faciles à trouver sur le site web d'Amnesty, mais cette mémoire est toujours stockée sur le site officiel de la Fondation Open Society.

À partir de 2008, la fondation a accordé une subvention de trois ans à la branche américaine d'Amnesty International. En juin 2011, Amnesty International a publié un rapport justifiant l'opération militaire américaine en Libye, à la suite de laquelle

le gouvernement libyen a été renversé et le pays lui-même a été occupé et détruit.

C'est Hillary Clinton qui a pu peser sur cette décision au sein de la commission des affaires étrangères. Il est prudent de dire qu'à cette époque, Amnesty International a travaillé en étroite collaboration avec les agences gouvernementales américaines. C'est tout d'abord le Département d'État qui a utilisé les résultats du travail de l'organisation en Libye puis en Syrie, quand Amnesty International a fait un autre rapport disant qu'à la prison syrienne de Damas Seydnaya, 13 135 prisonniers ont été pendus, principalement des « civils », par le régime d'Assad de 2011 à 2015. Dans le même temps, le rapport n'a fourni aucune preuve réelle. Les chiffres astronomiques des victimes étaient le résultat de calculs arithmétiques basés sur le témoignage de personnes non nommées dans le rapport. Étant donné que sur la base de ce rapport, des décisions d'importance mondiale pourraient être prises, l'organisation de défense des droits de l'homme pourrait au moins fournir des informations complètes et la logique de ses calculs. Mais, malheureusement, cela n'a pas été fait.

Il est d'une importance fondamentale de noter qu'entre 2012 et 2013, Susan Nossel occupait le poste de directrice exécutive d'AI aux États-Unis, où elle travaillait auparavant comme assistante de Hillary Clinton (alors secrétaire d'État américaine) auprès d'organisations internationales. En particulier, c'est elle qui a élaboré une résolution sur « *les violations des droits de l'homme* » en Libye, en Syrie et en Iran. Nossel est connue pour son soutien aux membres des Pussy Riot et sa participation à l'élaboration de la première résolution des Nations Unies sur les droits des minorités sexuelles. De plus, Nossel est l'auteur du terme « Smart Power » (on pourrait traduire cela en français par Puissance Habile).

Il est incroyable de voir à quel point les lignes idéologiques d'Amnesty International, de la Fondation Open Society de George Soros et du Département d'État américain sous Hillary Clinton sont proches. Tous défendent les droits des minorités sexuelles, des transgenres, des migrants et des féministes, tout aussi négatifs pour les gouvernements syrien, libyen, irakien, russe et iranien, ainsi qu'une attitude nettement négative envers le nouveau président américain, Donald Trump. En passant, c'est George Soros qui est à l'origine des manifestations aux États-Unis en soutien à Hillary Clinton la veille et après l'inauguration de Donald Trump. (..)

Aujourd'hui, il est presque impossible de trouver des preuves directes qu'en 2008, la branche israélienne d'Amnesty International a accepté un don de 130 186 shekels du département d'État du gouvernement des États-Unis. En 2009, le don est passé à 239 523 shekels. En 2010, la branche israélienne d'Amnesty International a accepté un don de l'ambassade royale des Pays-Bas en Israël pour 60 574 shekels listés comme don d'une entité politique étrangère. En 2011, Amnesty International Royaume-Uni a accepté une subvention de 842 000 £ (faisant partie d'une plus grande donation sur quatre ans) du Département pour le développement international (DFID).

Une subvention sur cinq ans d'environ 3 850 000 £ a été octroyée de janvier 2013 à décembre 2017 via la contribution du gouvernement norvégien au nouveau NRK (Téléthon norvégien). Une résolution de 2011 de l'ICM trouvée sur le site Web d'Amnesty Australie (la page a depuis disparue mais une mention y est faite ici) fait état de la croyance répandue parmi le public selon laquelle aucun fonds de gouvernements n'est accepté. Cependant, la résolution continue en expliquant qu'ils reçoivent un financement direct de sources gouvernementales pour l'éducation aux droits de l'homme.

Ceci est clairement exclu de la déclaration d'Amnesty sur les fonds et les dons. « *La collecte de fonds de ce type présente potentiellement des défis pour l'indépendance et l'impartialité d'Amnesty International vis-à-vis des gouvernements* », notent-ils. « *En particulier lorsque le financement d'une subvention exige des obligations contractuelles spécifiques. Il y a aussi un risque de perception publique que l'indépendance d'Amnesty International est vulnérable ou diminuée lorsque les fonds gouvernementaux sont acceptés. Des sondages auprès des partisans d'Amnesty International ont montré que le fait de ne pas accepter le financement de gouvernements est la principale raison de leur soutien.* »

En plus de cacher à un grand nombre de leurs partisans le fait que leur politique peut considérer comme acceptable des financements gouvernementaux pour « l'éducation », Amnesty International a également accepté des dons de la part de sociétés ayant des intérêts politico-financiers. Une note datée de novembre 2007 indique qu'Amnesty n'acceptera les dons d'entreprises que si « *Amnesty International a un avantage significatif et que la réputation d'Amnesty International est peu menacée* ». Un extrait de la note indique qu'une entité d'Amnesty International avec un revenu annuel plus de 100 000 £ ne doit pas obtenir plus de 10% de son financement total de la part d'entreprises. Pour qu'Amnesty accepte les fonds d'entreprises, ils doivent passer par une sélection. La note de 2007 indique que la sélection comprend une liste de ressources en ligne disponibles auprès du Secrétariat international (Programme international de collecte de fonds). Le mémo explique comment utiliser une liste de mots clés utiles pour la recherche dans la base de données. La liste des mots utiles fournis comprend : les droits de l'homme ; tribunal ; violation ; responsabilité sociale des entreprises. Pourquoi la Fondation Open Society a-t-elle été approuvée par Amnesty ?

On peut affirmer avec assurance qu'Amnesty International est un mercenaire international engagé par des organisations d'État et des entreprises pour défendre leurs intérêts économiques et politiques.

Et enfin, George Soros est également l'un des principaux sponsors d'une autre organisation internationale de défense des droits de l'homme bien connue - Human Rights Watch. Alex R.

<https://dnipress.com/fr/posts/qui-est-derriere-amnesty-international/>

Parole d'internaute.

1- "Eric Schmidt a été PDG de Google de 2001 à 2011 et depuis il est Président exécutif du Conseil d'administration de Google/Alphabet.

Il est également directeur du comité d'innovation pour le Pentagone en charge de faire bénéficier l'armée US des innovations de la "Silicon Valley en terme de technologies.

En Nov 2016, la Leaks des "Podesta Emails" a permis d'établir qu'E.Schmidt était en relation étroite avec Hillary Clinton et son Staff pour proposer, dans un démarche très volontaire, sa vision d'une équipe de promotion de campagne électorale basée sur l'exploitation de bases de données existantes, de la constitution de profils et d'algorithmes avec 5000 employés et 1,5Milliards€ de budget, bref toute la science du marketing mathématique et de la fabrication d'opinion mise au service d'une campagne électorale.

Quelques citations pleines d'innocences d'Eric Schmidt :

"Dans ce futur nouveau, vous n'êtes jamais perdu. Nous connaissons votre position au mètre près et bientôt au centimètre près"

"Ce n'est qu'une fois que nous aurons obtenu leur attention que nous pourrons espérer conquérir leur cœur et leur esprit."

"La plupart des gens ne souhaitent pas que Google réponde à leurs questions. Ils veulent que Google leur dise quelle est la prochaine action qu'ils devraient faire."

"La technologie du ciblage individuel sera si performante qu'il sera vraiment dur pour les gens de regarder ou de consommer quelque chose qui n'a pas été d'une manière ou d'une autre taillé pour eux."

"Seuls les criminels se soucient de protéger leurs données personnelles"

"Si vous faites quelque chose et que vous ne voulez que personne ne le sache, peut-être devriez-vous déjà commencer par ne pas le faire."

LVOG - Ils n'ont décidément rien à envier aux nazis, à ceci près qu'ils disposent de moyens financiers illimités et ils agissent sur une plus grande échelle, mondiale.

2- "Que faut-il donc de plus pour nous rendre la vue?"

Que faut-il donc de plus pour que nous cessions de croire au Pouvoir magnanime?

Que faut-il donc de plus pour que nous disions catégoriquement et massivement « non » à ce Pouvoir?

Que nous faut-il pour que, soumis volontaires, nous devenions libres et agissions massivement librement?"

LVOG -Personne ne peut répondre à ces questions à votre place...

3- "La pharmaceutique a subi un complet bouleversement de paradigme qui a ruiné la confiance que l'on avait envers elle :

Avant elle cherchait à guérir des malades pour le bien de l'humanité maintenant elle soigne des patients afin d'assurer des bénéfices pérennes aux actionnaires.

Une fois ceci compris on ne s'étonne plus de voir les effets secondaires se multiplier et les médicaments devant être pris à vie sans résoudre le problème définitivement."

LVOG -Et bien cessez de les prendre, changer de médecine ou mettez fin à vos jours.

4- "Quand est-ce que les grands de ce monde comprendront-ils que le capitalisme financier nous mène à notre perte ?

C'est à se demander s'il y a encore des gens qui réfléchissent un tant soit peu."

LVOG -Vous n'en faites pas vraiment la démonstration en attendant...

5- "Le jour où une solution alternative systémique est disponible faites signe ! Je dis systémique car il faut se battre sur les détails. (...) d'alternative hors du capitalisme je n'en vois pas (à part le chaos qui suivrait un effondrement)."

LVOG -A moins qu'il ne le précède ! Votre ignorance vous aveugle...

[La Banque mondiale serait-elle animée de bonnes intentions envers les déchets du capitalisme ? Policières, totalitaires.](#)

- 1,1 milliard de personnes sans identité officielle dans le monde - AFP

Plus de 1,1 milliard de personnes, essentiellement en Afrique et en Asie, sont incapables de prouver leur identité avec un document officiel ce qui les prive de l'accès aux services de santé, de protection sociale ou d'éducation, déplore la Banque mondiale. (Pendant qu'avec le FMI elle fait pression sur tous les gouvernements pour qu'ils les privatisent... - LVOG)

A travers le lancement d'un programme baptisé "*ID4D*" (Identification for development initiative), la Banque mondiale escompte aider les pays à recenser et identifier ces personnes en s'appuyant sur la technologie digitale.

"Avec un septième de la population de la planète vivant sans aucune pièce d'identité officielle, les familles sont privées d'accès aux soins de santé, à l'éducation mais aussi aux services sociaux et financiers", a regretté Eric Jing, l'un des membres du conseil de ce programme. AFP 14 octobre 2017

Si je prends le cas de l'Inde où je vis, voilà à quoi peut servir cette "*technologie digitale*" :

Message reçu de Vodafone : Hi, As per Govt order & records, your mobile no. is still not linked with Aadhaar. Rush immediately to nearest Vodafone store with mobile to avoid disconnection.

Traduction : Bonjour, suite à la décision adoptée par le gouvernement, vous n'avez pas encore fourni à Aadhaar (au fichier national d'identité) votre numéro de téléphone. Courez immédiatement à l'agence Vodafone la plus proche avec votre téléphone afin d'éviter une déconnection.

Délicant !

Alors que lorsque Vodafone m'a remis cette carte (Sim) j'ai présenté mes papiers d'identité, un justificatif de domicile, ils en ont fait des copies et je leur ai remis 2 photos, j'ai rempli et signé un formulaire. Mieux encore, là il s'agit du numéro que j'utilise avec le modem pour me connecter à Internet, alors qu'ils ont déjà procédé à la vérification de mon identité (digitale) après que j'ai présenté ma carte Aadhaar (qui fait office de carte d'identité) avec l'autre numéro (ou carte Sim) que j'utilise pour le téléphone portable.

On aura compris que l'objet de ce fichage renforcé ne sert pas à permettre à la population d'avoir accès à un service, mais bien à leur permettre de lui en interdire l'accès s'ils le jugeaient nécessaire. C'est désuet, car on peut refiler cette carte Sim à n'importe qui et qui en fera l'usage qu'elle voudra sans qu'ils le sachent, comme on peut la perdre ou nous la voler avec le portable. D'ailleurs j'en possède une troisième que j'ai donné à la soeur de ma compagne, et si je ne la récupère pas et que je ne retourne pas chez Vodafone avec ma carte Aadhaar, ils vont lui couper le téléphone ces despotes !

Epilogue. J'y suis allé ce matin, une queue terrible, il fallait prendre un numéro et perdre une heure ou plus, je me suis tiré, merde !

Info relayée par les médias comme il se doit.

- Une personne sur sept est sans identité officielle dans le monde, d'après la Banque mondiale - Franceinfo

- Une personne sur sept n'a pas d'identité officielle dans le monde - L'Express.fr

[Bienvenue chez les barbares.](#)

- Somalie : scènes de chaos après un attentat à Mogadiscio, plus de 200 morts - LeFigaro.fr

- Législatives autrichiennes : la droite ultra-conservatrice et l'extrême droite au plus haut - Liberation.fr

- Manifestation nazie à Kiev - Réseau Voltaire

Ils osent tout

- Macron: "Je ne suis pas arrogant, envers les Français, je suis déterminé" - L'Express.fr

Dans un entretien à l'hebdomadaire allemand Spiegel, le chef de l'Etat récuse mener une politique en faveur des plus riches. L'Express.fr

Pourquoi, parce qu'il aurait dû l'avouer ?

- Macron aux Allemands : «Je ne me prends pas pour un roi» - Liberation.fr

Avant sa première interview à la télévision Française dimanche soir, le chef de l'Etat plaide pour l'héroïsme politique, critique les médias et célèbre sa proximité avec Angela Merkel. Liberation.fr

- Pour Cazeneuve, Macron mène une politique "à droite" - Reuters

- Sébastien Le Fol - Comment préserver nos libertés - LePoint.fr

- Peut-on être heureux au travail ? - Liberation.fr

- Fonction publique : les syndicats pas rassurés par Gérard Darmanin - Franceinfo

- Réforme du travail : Alexis Corbière déplore les propos "flous" du gouvernement - Franceinfo

- Drapeau européen : «Ces douze étoiles, ce sont les douze apôtres» soutient Clémentine Autain - L'Opinion

- Ben Ali se porte bien, merci pour lui - Le Huffington Post

- L'administration Trump dédaigne un lieu de mémoire des luttes LGBT - Liberation.fr

- Maria Alekhina, anti-tsar system - Liberation.fr

Après la prison, la Pussy Riot continue les performances artistiques anti-Poutine... Liberation.fr

- Le roi du porno Larry Flynt offre 10 millions de dollars pour destituer Trump - AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 19 octobre 2017

CAUSERIE

● Causerie au format pdf (13 pages)

Cela fait 6 jours que mon épouse est dans le coma et sous respiration artificielle.

J'ai reçu avant-hier une lettre de la CNAV (Caisse nationale d'assurance vieillesse) m'informant que l'attestation bancaire que je lui avait envoyée avait été établie depuis plus de trois mois, et qu'en conséquence je devais leur en renvoyer une, comme si je n'avais que cela à faire que de cavalier à ma banque (30 kms aller/retour) et perdre plus d'une heure, pour finalement leur renvoyer un document identique, à croire qu'ils n'ont que cela à foutre !

Hier j'ai évoqué l'épouvantable Caf des Bouches-du-Rhône qui a réclamé plusieurs fois à mon épouse les mêmes documents depuis quatre ans. Chaque fois cela leur fait du travail en plus, c'est à se demander s'ils sont vraiment en sous-effectif ou débordés de travail, non ? En fait, ils s'en tapent puisque ce seront les assurés sociaux qui en seront les victimes, car de leur côté ils

pourront ainsi justifier leur poste de travail. Ils font du zèle, ils n'essaient pas d'être bienveillants ou compréhensifs envers les travailleurs, ils sont bornés au possible, multiplient les erreurs, ils ne s'en excusent jamais et nous traitent comme de la merde.

Que les fonctionnaires ne s'étonnent pas ensuite que les travailleurs du secteur privé soient indifférents à leur condition ou les détestent, se moquent de la privatisation des services publics, ce qui n'est pas mon cas évidemment.

En revanche, ma retraite complémentaire (ARRCO) a été traitée par Humanis, un organisme privé. L'employée qui s'est occupée de mon dossier ayant constaté qu'il lui manquait une de mes coordonnées bancaires, a malgré tout procédé à la mise en paiement immédiat de ma retraite (ARRCO, 425,01 euros par trimestre, et AGIRC, un versement unique de 2727,29 euros) par mandat international, en attendant que je lui fasse parvenir l'information que j'avais omis de lui fournir, et je l'en ai remerciée, c'était la moindre des choses.

Quand on observe la différence de traitement, on s'aperçoit immédiatement qu'on est plus mal traité par la SS que par un organisme privé.

En Inde, c'est exactement la même chose et cela quel que soit le service public, c'est l'horreur, abominable, s'y ajoute la corruption systématique si vous voulez que votre dossier soit traité plus rapidement. C'est la règle du jeu : tu casques sinon je vais te faire chier à en perdre patience et tu finiras bien par les lâcher tes tunes. Ils font le coup à tous les Indiens sans exception, même avec les plus miséreux, ils sont vraiment dégueulasses. L'idéal, c'est de connaître un fonctionnaire, ton affaire est réglée dans la minute qui suit et c'est gratuit !

Ces fonctionnaires ne font pas du zèle par conscience professionnelle, mais parce qu'ils sont rongés par la haine et l'indifférence au sort des autres qui a envahi toute la société, après que les inégalités et les injustices sociales aient atteint des niveaux vertigineux, il faut le savoir ou en prendre conscience, sinon on risque de finir comme eux, avis aux esprits faibles.

Un dernier mot.

Je viens de recevoir trois chèques correspondant à ma retraite complémentaire. Au total 233.000 roupies, environ 3.000 euros. Le prochain dans trois mois sera de 31.000 roupies, soit 137 euros par mois, c'est peu, mais ici en Inde, c'est suffisant pour survivre. Je vais envoyer un chaleureux courriel à cette employée d'Humanis. Quant à ma retraite générale via la CNAV...

[Un document exceptionnel sur la Libye.](#)

1er partie - La conversation téléphonique du 25 février 2011 entre Tony Blair et Kadhafi, de 11h15 à 11h45

2ème partie - Appel Tony Blair-Kadhafi de 15h35 à 16h00.

- Document en anglais du Parlement britannique.
- Le document traduit en français par le blog Les-Crises.fr

Commentaires d'internautes.

1- "Donc, tout se savait trois semaines AVANT l'attaque occidentale qui a commencé le 19 mars !

Et pendant les mois de bombardements de l'OTAN sur la Libye, les médias nous ont gavés avec "la révolution libyenne", "les résistants libyens" (drôles de résistants, qui demandent aux étrangers de bombarder leur pays), "la terreur du régime à Tripoli"...

Guerre abjecte, approuvée par Hubert Védrine, Emmanuel Todd et Jean-Pierre Chevènement (ce dernier a fait amende honorable depuis), quasiment approuvée par Serge Halimi (Le Monde diplomatique, avril 2011) et par l'Humanité, qui saluait la "victoire du peuple" lors de la chute de Tripoli..."

J'étais tombé dans le panneau, je l'ai compris peu de temps plus tard en découvrant la vérité dans un article publié par le Réseau Voltaire, j'ai rectifié le tir en condamnant le bombardement de la Libye par l'OTAN et la France. Plus tard j'ai regretté de ne pas avoir soutenu davantage la Libye.. Cela m'a servi de leçon, et je n'ai pas commis la même erreur avec la Syrie que je soutiens inconditionnellement depuis 2011.

2- "Ce qui est fou c'est d'avoir été aveugle sur la Lybie après l'Irak. C'est d'avoir gobé le discours sur la Syrie sans souvenir aucun de ce qui s'était passé en Lybie... C'est d'embrayer sans questions sur la Birmanie. Comment fonctionnent ces cerveaux ou n'entre aucun doute ni aucune interrogation devant des catastrophes à ce point similaires dans leur présentation ? (Et encore on

en restera là pour rester dans le politiquement correct.)

3- Cette phrase de Kadhafi m'a interpellé : "je n'ai aucun pouvoir ni mandat, je ne suis pas le Président. Je n'ai rien à céder," Car beaucoup de gens en France n'ont Jamais entendu parler de la "Jamahiriya". Factuellement, Si on revient au sens premier du mot "démocratie" et sans même l'idéaliser, avec ses congrès populaires la Libye de Kadhafi était plus démocratique que la France. Tony Blair, lui, ne pouvait pas l'ignorer." Effectivement, si j'ai bien compris, c'était le pays socialement le plus avancé de la planète.

A propos de la Catalogne.

- Barcelone: 200 000 manifestants contre l'incarcération de deux indépendantistes - L'Express.fr

Encore une manifestation d'envergure à Barcelone. Des milliers de Catalans sont descendus dans la rue ce mardi contre la mise en détention de deux importants responsables indépendantistes. Selon la police régionale, ils étaient au nombre de 200 000. La maire de Barcelone Ada Colau, qui a pourtant pris ses distances avec le processus d'indépendance lancé par le président séparatiste Carles Puigdemont, faisait partie des manifestants.

La pression monte avant la fin de l'ultimatum de Madrid

"Independenzia", scandait la foule après avoir réclamé la libération de Jordi Cuixart et Jordi Sanchez, les dirigeants de l'Assemblée nationale catalane (ANC) et d'Omnium Cultural, inculpés pour sédition par les autorités espagnoles. "Nous entrons dans une nouvelle phase de mobilisations, et comme toujours elles seront pacifiques, démocratiques (...) il s'agira d'actions directes, impliquant la force de la citoyenneté", a annoncé lors d'une conférence de presse Marcel Mauri, un porte-parole d'Omnium.

Ces manifestations interviennent alors que le délai accordé par Madrid à Carles Puigdemont pour qu'il renonce officiellement à ses desseins séparatistes s'épuise: il a jusqu'à jeudi 10h00. S'il ne recule pas, le gouvernement de Mariano Rajoy pourrait suspendre totalement ou partiellement l'autonomie de la Catalogne, au risque de provoquer des manifestations encore plus importantes.

Pas "d'autodétermination" pour les "peuples d'Espagne"

Sur le front judiciaire, la Cour constitutionnelle espagnole a définitivement annulé, a posteriori, la loi catalane organisant le référendum. Dans son arrêt, elle souligne qu'il n'existe pas un "droit à l'autodétermination" pour les "peuples d'Espagne".

La société catalane est divisée presque à parts égales sur l'indépendance. Les partisans de Madrid ont rassemblé quelque 350 000 manifestants dans les rues de Barcelone il y a dix jours. L'Express.fr 18 octobre 2017

Un internaute.

- "Si l'Europe ne veut certes pas d'une prolifération incontrôlée du nombre de régions autonomistes, c'est parce qu'elle considère que les actuels Etats-nations sont des régions en puissances – c'est à dire des unités de gestion administrative dénuées de toute référence à l'idée de peuple souverain, à l'idée d'une langue et d'une culture commune... Voilà pourquoi c'est si important pour Bruxelles de refuser aux Catalans la possibilité de s'auto-affirmer en tant que nation souveraine..."

C'est une explication.

Position de la TCI, tendance trotskyste du POID :

"Quand le peuple catalan se soulève en masse pour défendre les bureaux de vote quand se multiplient dans les villages, les quartiers des villes, des comités de défense du référendum, quand la grève générale est un incontestable succès, ce sont tous les ingrédients d'une situation révolutionnaire. C'est là l'origine de l'union sacrée de toutes les forces institutionnelles espagnoles contre le peuple catalan des néo-franquistes de Rajoy au PSOE, des staliniens à Podemos, de l'UGT aux Commissions ouvrières... Il leur faut sauver les institutions de la monarchie. Union sacrée hors de l'Espagne aussi, sous l'égide de Trump, de l'UE et du FMI ; en France, des Républicains à Mélenchon en passant par Macron.

Ce n'est pas une situation catalane. En France, toutes les forces institutionnelles bandent leurs forces pour préserver la Ve République et l'Union européenne et protéger le gouvernement pour qu'il tienne coûte que coûte jusqu'en 2022. Mélenchon fait chaque jour de plus en plus clairement ses offres de service à Macron qu'il vient de féliciter à propos de sa position sur l'Europe"

On ne nous dit pas sur quelle base ou dans quelle perspective politique les masses en Catalogne se sont mobilisées. Quel est précisément leur état d'esprit, leur niveau de conscience politique ? Quels sont les rapports entre les classes qui sont à l'origine

de ce mouvement ? Quel est le contenu de leurs revendications et leur orientation politique, leur nature de classe ?

Quelques citations réservées aux gauchistes.

Quand le vernis démocratique du régime craque de partout, la lutte pour la démocratie devient un mot d'ordre révolutionnaire.

- *"Ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. Au contraire, de même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie."* (La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes - Lénine, 1916.

J'avais proposé une stratégie axée sur le combat pour l'abolition du capitalisme, en précisant que cet objectif ne pourrait être atteint qu'en renversant les institutions de la Ve République ou en instaurant la démocratie ou le socialisme. Pour que la démocratie devienne une réalité et qu'elle s'attaque aux fondements du capitalisme, il faut que le mouvement révolutionnaire des masses exploitées chassent du pouvoir la bourgeoisie.

Peu importe que la Russie, la Chine ou l'Iran soutiennent la Syrie de Bachar al-Assad.

- *"Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre "grande" puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes..."* (id)

- *"... les pays semi-coloniaux comme la Chine, la Perse, la Turquie, et toutes les colonies totalisent environ 1000 millions d'habitants. Là, les mouvements démocratiques bourgeois ou bien commencent à peine, ou bien sont loin d'être à leur terme. Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies (et cette revendication, dans son expression politique, n'est pas autre chose que la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes), les socialistes doivent soutenir de la façon la plus résolue les éléments les plus révolutionnaires des mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale de ces pays et aider à leur insurrection (ou, le cas échéant, à leur guerre révolutionnaire) contre les puissances impérialistes qui les oppriment."* (id)

Depuis, les mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale ont triomphé, et c'est ce qui est remis en cause aujourd'hui à travers l'agression d'une multitude de pays par les Etats-Unis et ses alliés. Nous devons donc les soutenir à nouveau.

Quelques instruments du dispositif de l'oligarchie pour imposer à terme son nouvel ordre mondial.

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées.

Vidéo. Le côté obscur de Wikipédia

<https://www.youtube.com/watch?v=768I2wuhCAc>

Cette vidéo est consacrée au sort que Wikipédia a réservé à l'historien et professeur suisse Daniele Ganser, un spécialiste de l'Histoire contemporaine depuis 1945 et un expert en politique internationale. Il a publié notamment Les Armées secrètes de l'OTAN aux éditions Demi Lune.

Cette vidéo traîne littéralement en longueur. Voici ce que j'en ai retenu.

Wikipédia a un fonctionnement vertical et occulte. N'importe qui peut écrire sur Wikipédia une fois ouvert un compte utilisateur, cependant la direction veille à ce qu'une certaine ligne éditoriale soit respectée, et elle censure tous les passages qui ne sont pas conformes à l'idéologie politique qu'elle a adoptée ou à ses objectifs politiques dont n'ont pas idée les utilisateurs de Wikipédia qui est présenté comme une encyclopédie indépendante et impartiale, ce qu'elle n'est pas en réalité.

Dans le cas de Daniele Ganser, Wikipédia s'est engagé à démolir sa réputation en le faisant passer pour un théoricien du complot parce qu'il avait osé émettre des doutes sur la version officielle du 11 septembre 2001, pire, un négationniste. Tout utilisateur de Wikipédia qui tenterait de modifier en sa faveur l'article qui lui est consacré est systématiquement censuré et son compte bloqué, ce qui signifie qu'il ne peut plus écrire sur Wikipédia.

Wikipédia a ses chiens de garde, il les appelle les suiveurs et les administrateurs. Ils sont accrédités ou recrutés par la direction de Wikipédia dont le siège est aux Etats-Unis. Ils veillent à ce que les pages consacrées à l'histoire ou à la politique demeurent conformes à la politique adoptée par sa direction. Ils interviennent en employant des pseudonymes, de telle sorte

que personne ne les connaît ou ne peut les traîner en justice pour diffamation, ils peuvent donc écrire ce qu'ils veulent sur n'importe qui en toute impunité. C'est le genre de procédé employé par les représentants d'un régime despotique.

Daniele Ganser et quelques-uns de ses amis sont parvenus à découvrir l'identité d'un suiveur ou administrateur. Il s'agit d'un professeur de musique exerçant dans une université qui passerait jusqu'à dix heures par jour à modifier jusqu'à 88 articles sur Wikipédia en une seule journée, or matériellement c'est impossible. Je précise que n'importe quel germanophone peut le vérifier directement sur Wikipédia, et si j'ai employé le conditionnel ce n'était pas pour mettre en doute les faits avancés par Ganser et ses amis, vous comprendrez pourquoi plus loin.

Sur ce point capital Ganser et ses amis ont manqué d'à propos ou ne sont pas allés au bout de leur analyse, certes cela leur a semblé louche, mais sans plus. Et pour cause, une journée ne comporte que 24 heures, il est donc totalement impossible qu'une personne puisse à la fois travailler, se connecter 10 heures par jour à Internet, tout en consacrant du temps (incompressible) à ses affaires personnelles, prendre ses repas, se rendre à son travail, dormir, et qui plus est lire, se documenter pour préparer ses articles, etc.

Il fallait donc en déduire que forcément un groupe de personnes travaillaient ensemble à modifier des articles sur Wikipédia en employant le même pseudonyme, sans qu'on sache précisément comment fonctionne leur organisation. On ignore si ces personnes se connaissent, si elles travaillent dans les mêmes locaux. Quant à la question de savoir si elles sont rémunérées par Wikipédia, cela tombe sous le sens.

Un autre élément aurait dû mettre la puce à l'oreille de Ganser et ses amis. Il est également totalement inimaginable qu'une seule et unique personne ait acquis les connaissances pour modifier les contenus de 88 articles relevant d'une multitude de domaines et cela au cours de la même journée, comme par exemple le 11 septembre 2001, le pape, la vie de Jésus, différents acteurs politiques, différents pays, etc. à moins de lui attribuer des facultés intellectuelles surnaturelles !

Ganser et ses amis ont évoqué la piste de la NSA et de la CIA qui se trouveraient derrière Wikipédia. Qui d'autres pourrait organiser un tel réseau à travers le monde couvrant plus de 280 langues différentes, personne. Maintenant nous n'en avons pas les preuves.

Hier non plus nous n'avions pas de preuves que des centaines de journalistes étaient approchés, puis recrutés par la CIA pour servir dans les salles de rédactions des médias à travers le monde. Il n'y a pas très longtemps, nous ignorions également que des journalistes soi-disant indépendants ou travaillant en free lance qui procuraient des articles aux principaux journaux et magazines depuis des années ou des décennies, étaient en réalité des agents de la CIA. De la même manière que nous ignorions que la NED ou la CIA et divers institutions contrôlées par des oligarques finançaient des ONG. Il ne s'agit pas d'allégations ou d'un roman d'espionnage, mais bien de la réalité. Alors pourquoi Wikipédia ne ferait-il pas partie de leur dispositif pour formater les consciences dans une direction donnée, à des fins politiques ? Surtout qu'on a appris que depuis que Wikipédia concurrençait les encyclopédies existantes, certaines avaient cessé d'être actualisées, en Allemagne par exemple. Ce qui signifie que d'ici quelque temps Wikipédia aura évincé tous ses concurrents, et celui qui voudra consulter une encyclopédie ou en savoir plus sur un sujet portant sur l'histoire ou la politique et ses différents acteurs, seule la version de la CIA ou de la NSA sera disponible, et s'il croit sur parole ce qu'il y lira, il se fera manipulé.

Notre ennemi ne désarme jamais, comme dirait Macron, sa détermination est inébranlable, sans quoi il n'atteindrait jamais ses objectifs politiques. Sa stratégie porte sur le long terme et il n'en dévie jamais, c'est ce qui fait sa force. Alors que celle de nos dirigeants ne porte pas plus loin que le mouvement spontané des masses, en réalité ils n'en ont aucune.

Dès lors on comprend pourquoi ils se désintéressent de sujets comme celui que nous venons de traiter, parce qu'ils n'ont aucune stratégie à opposer à celle de notre ennemi, et il ne faudrait pas que leurs militants en prennent conscience. Ils n'informent pas leurs militants, ils les désinforment. Ils ne les forment pas, ils les laissent dans l'ignorance. Le niveau de conscience médiocre de la plupart des militants est à l'image de leurs dirigeants, dont la conception de la lutte de classe est gangrenée par des intérêts individuels ou d'appareil, finalement ils adoptent les mêmes méthodes que les institutions ou organisations liées au capital qui manipulent la conscience des masses ou ils refusent de les combattre. Qu'ils partagent dans bien des cas leurs versions d'événements importants ou qui ont contribué à influencer le cours de la situation mondiale, celles qui figurent dans les manuels scolaire ou universitaires, relayées par les médias aux ordres, en témoigne si nécessaire.

La tentaculaire machine à défigurer, dévoyer ou broyer toute expression de la démocratie à travers le monde.

- Le financier George Soros transfère 18 milliards à sa fondation - AFP

Le légendaire financier américain George Soros, 87 ans, a transféré une grande partie de sa fortune à sa fondation, créée en 1984 pour promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et la liberté de la presse.

Open Society Foundations (OSF) a reçu 18 milliards de dollars de M. Soros, grand donateur du parti démocrate américain, a indiqué

à l'AFP une porte-parole.

"Cette somme reflète un processus en cours de transfert des actifs" de M. Soros, "qui prévoit de laisser la vaste majorité de sa fortune à Open Society Foundations", a-t-elle souligné.

Cette donation fait d'Open Society Foundations la deuxième plus riche ONG aux Etats-Unis après la Fondation Bill et Melinda Gates, qui dispose de 40 milliards de dollars pour promouvoir les problématiques de santé publique et de développement à travers le monde, d'après la National Philanthropic Trust.

L'OSF est un réseau de 39 entités aux opérations interconnectées à travers le globe. La première a ouvert ses portes en 1984 en Hongrie, pays d'origine de M. Soros. La dernière a vu le jour en 2016 en Birmanie.

George Soros en est le président et ses fils Alexander et Jonathan sont membres du conseil d'administration. D'autres de ses enfants sont également impliqués. AFP 18 octobre 2017

La présentation qu'en fait l'AFP témoigne (si nécessaire) qu'elle fait partie du dispositif de l'oligarchie pour manipuler les consciences. L'AFP, tout comme la plupart des acteurs politiques et la totalité des institutions sont passés du stade de la bienveillance ou de la complaisance envers l'idéologie adoptée par l'oligarchie, à celui de l'adhésion sans réserve, ils ont abdiqué toute velléité d'indépendance à son égard, ils en sont devenus des agents conscients.

L'AFP est avant tout un instrument de désinformation ou de propagande, car lorsqu'elle ne falsifie pas allègrement la réalité, elle interprète les faits en fonction des besoins de l'oligarchie, et elle est liée organiquement et financièrement à l'Etat qui lui sert de caution, de sorte que ce qui vaut pour l'AFP vaut également pour l'Etat ou ses représentants.

Sachant que la totalité des médias sont abonnés à l'AFP, et qu'ils se contentent de reproduire le contenu de ses dépêches ou articles, il ne faut jamais leur accorder le moindre crédit avant d'avoir pu recouper leurs informations avec d'autres sources. Il est fortement recommandé de respecter à la lettre cette règle sous peine de se faire manipuler.

Exercice pratique ou à quoi servent Open Society Foundations et Amnesty international

Souvenez-vous, c'est en 2016 en Birmanie que la dernière agence de Soros a vu le jour.

- Crise des Rohingyas: la communauté internationale doit "passer à l'action" - AFP

La communauté internationale doit "passer à l'action" pour mettre fin à la campagne de répression "systématique, planifiée et impitoyable" de l'armée birmane contre les Rohingyas, a estimé mercredi Amnesty international, qui évoque la "pire crise des réfugiés"... AFP

C'est exactement le même scénario que celui qu'ils avaient utilisé contre la Libye et la Syrie pour justifier une intervention militaire.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Un plébiscite qui a valeur de suicide politique pour le peuple exploité.](#)

- "En France, le président se prend un peu pour le roi" - Franceinfo

Il y a une tradition monarchique en France qui fait que le président, surtout depuis l'élection au suffrage universel en 1962, se prend un peu pour le roi", explique la journaliste politique du journal l'Opinion. Béatrice Houchard dans le Grand Soir 3 ce mardi. Franceinfo 18 octobre 2017

On ne peut même pas dire que Macron serait un roi sans couronne, puisqu'il n'a absolument aucun pouvoir. Or c'est le genre de discours qui tend à faire croire le contraire en interprétant abusivement ses déclarations ou le comportement de cette marionnette des oligarques.

Tout sonne faux ou creux chez lui, c'est un piètre comédien qui surjoue le personnage qu'il incarne, il est tellement peu libre ou indépendant que sa momie desséchée se permet de le sermonner

[Régime policier. Entre camp de concentration et STO.](#)

Macron aux forces de l'ordre le 18 octobre : "Nous sommes le pays européen qui effectue le plus de contrôles d'identité. Est-ce satisfaisant ? Non". francetvinfo.fr 18 octobre 2017

Il faudrait généraliser le contrôle de toute la population, journalier,

Pierre Gattaz a estimé mardi qu'il fallait mieux contrôler les chômeurs dans leur recherche d'emploi, évoquant un «contrôle journalier». Liberation.fr 18 octobre 2017

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a déclaré que Pierre Gattaz était "légitime à le poser". Publicsenat.fr 18 octobre 2017

[Touche pas au grisbi !](#)

- L'État doit rembourser 10 milliards d'euros aux entreprises - Franceinfo

Été 2012, la taxe de 3% sur les dividendes est mise en place, elle doit compenser une perte de recette budgétaire et encourager les entreprises à réinvestir leurs bénéfices. Or le 17 mai dernier, la Cour de justice de l'Union européenne invalide partiellement cette taxe. Le Conseil constitutionnel la retoque totalement le 6 octobre. L'État va devoir rembourser aux entreprises près de 10 milliards d'euros. Franceinfo

- Vaccins obligatoires: feu vert des députés en commission. - AFP

[En famille. Tartuferies. Même pas peur.](#)

- Fiscalité des « riches » : « A force de pousser à droite, Macron contribue à réveiller la gauche » - Publicsenat.fr

Plus de 100 parlementaires PS, PCF et France Insoumise signent ensemble un appel pour que le gouvernement rende public l'impact de ses mesures fiscales en faveur des plus riches. Publicsenat.fr

Tout le monde sait que les riches sont de plus en plus riches grâce aux mesures adoptées par tous les gouvernements depuis des décennies, d'ailleurs ils ne s'en cachent pas eux-mêmes. Et cela sert à quoi, change quoi, absolument rien.

En revanche, c'est à croire que les signataires de cet appel en tire une certaine satisfaction ou jouissance ! Ils ne manquent pas une occasion pour cautionner ce gouvernement minoritaire et illégitime. Et FI et le PCF de s'encanailler avec les raclures du PS.

C'est la seule explication que j'ai trouvé à cette démarche, puisque les médias se sont déjà chargé de répondre à leur demande. Je n'ai pas le temps de rechercher les articles en question.

Inutile en effet : il a déjà cédé sur tout.

- Projet d'attentat: "aucune menace ne fera céder un parlementaire" dit Mélenchon - AFP

Jean-Luc Mélenchon a assuré mercredi "qu'aucune menace ne ferait céder un parlementaire sur son devoir de représenter la liberté d'expression". AFP

Jadis, on disait que les social-traitres étaient socialistes en parole et impérialistes en acte, mais depuis déjà de lustres ils ne sont même plus socialistes en parole.

Chasse gardée.

- Mailly (FO) à Mélenchon : "Hey keep cool mec !" - Franceinfo

Jean-Luc Mélenchon est déçu des syndicats et il craint une victoire par K.-O. d'Emmanuel Macron. "J'ai envie de lui dire : hey keep cool mec ! Il faut arrêter. Tu fais de la politique ou tu fais du syndicalisme !?", s'emporte le patron de FO. "Il est donneur de leçons. Ce n'est pas un gourou. Je ne comprends pas ce genre d'intervention". Franceinfo 18 octobre 2017

[A feu et à sang.](#)

- Afghanistan: deux attaques des talibans font 71 morts - AFP

- L'opposition kényane a annoncé mardi suspendre ses manifestations pour honorer la mémoire des trois personnes tuées par balles ces derniers jours - Liberation.fr

- Israël donne suite aux projets de construction de 1.292 logements de colons en Cisjordanie - AFP

- Madagascar : l'épidémie de peste continue à sévir, 74 morts - LeParisien.fr

Au total 805 cas de la maladie ont été recensés sur le territoire de la Grande île. LeParisien.fr

- Feux au Portugal et en Espagne : 45 morts et 71 blessés, selon un dernier bilan - LeParisien.fr

Ils osent tout.

- Rien ne va plus entre Macron et son "prédécesseur", Hollande - AFP

- François Hollande dénonce la "politique brutale" d'Emmanuel Macron - LePoint.fr

- L'Élysée envisage de commémorer Mai 68 - LePoint.fr

- Toucher le chômage pour "partir en vacances" : les propos polémiques de Castaner - LePoint.fr

- En Autriche, les socialistes prêts négocier avec l'extrême droite - L'Opinion

Pour vérifier cette info : <https://fr.news.yahoo.com/en-autriche-les-socialistes-pr%C3%AAts-142925105.html>

- Selon la conseillère spirituelle de Donald Trump, pour être heureux, soyez riches - Franceinfo

Ce n'est pas Macron qui la désavouera !

- Yanis Varoufakis tacle Macron et Merkel - Franceinfo

- Crise des Rohingyas: la communauté internationale doit "passer à l'action" - AFP

- Au Congrès du PCC, Xi Jinping souhaite une "modernité socialiste" - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Malte

- Assassinat de la journaliste Daphne Caruana Galizia - Franceinfo

De sa voiture, il ne reste plus rien. La bombe n'a laissé aucune chance à la journaliste maltaise, assassinée à quelques kilomètres de chez elle. Daphne Caruana Galizia était une lanceuse d'alerte. Sur son blog, elle pointait directement du doigt l'entourage du Premier ministre, Joseph Muscat, sa femme et des membres de son gouvernement. Elle les accusait de détenir des comptes offshore et des sociétés écrans au Panama. Des attaques qui ont fait vaciller le gouvernement.

Une figure très populaire

En juin dernier, suite aux attaques du blog, des élections anticipées ont dû être organisées. Qui en voulait à Daphne Caruana Galizia au point de la tuer ? Aujourd'hui, le Premier ministre de Malte s'est empressé de dénoncer cet assassinat. Pour la presse de l'île ce mardi 17 octobre au matin, l'acte est sans nul doute politique. Il y a 15 jours, la journaliste avait reçu des menaces de mort. Suivie par plus de 400 000 lecteurs, elle était une figure très populaire. Des milliers de personnes ont tenu à se rassembler

dans la rue, bougie à la main, pour lui rendre hommage et réclamer des explications. Franceinfo 17 octobre 2017

Venezuela

- Venezuela: bras de fer en vue entre le pouvoir et une opposition déchirée - AFP

Un nouveau bras de fer s'engage mercredi au Venezuela: les gouverneurs doivent prêter serment devant la toute puissante Assemblée constituante, mais cette cérémonie, imposée par le président Maduro, devrait être boycottée par l'opposition, plus déchirée que jamais après sa défaite électorale dimanche.

Problème: l'opposition, réunie au sein de la Table de l'unité démocratique (MUD), ne reconnaît pas cette Assemblée installée en août et composée uniquement de membres du pouvoir socialiste. Elle avait d'ailleurs annoncé que ses élus ne se soumettraient pas à cette chambre qu'elle considère comme illégitime.

Concrètement, personne ne savait mardi soir ce qu'il adviendra des cinq gouverneurs de l'opposition, sur les 23 au total élus dimanche, si ceux-ci refusent effectivement de prêter serment.

La MUD perd 3 millions de voix

Divisée entre ceux qui rejetaient la participation à ces élections des gouverneurs, ceux qui prônaient l'abstention et ceux qui voulaient jouer le jeu électoral, la MUD n'a finalement remporté que cinq sièges de gouverneurs, contre 17 pour le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), au pouvoir, voire 18, le dernier poste étant en attente de validation officielle.

Au niveau national, le chavisme -du nom du défunt Hugo Chavez, président de 1999 à 2013 et mentor de Nicolas Maduro- a obtenu 54% des suffrages, contre 45% à ses adversaires.

La MUD a drainé 4,8 millions de voix dimanche, "3 millions de moins qu'en 2015", quand le pouvoir est resté stable, avec 5,5 millions de voix contre 5,6 millions lors des législatives.

L'opposition, annoncée victorieuse par les sondages dans 11 à 18 Etats, a dès lundi refusé de reconnaître les résultats du scrutin et écarté tout dialogue sans "une vérification internationale fiable".

Lors d'une conférence de presse mardi, Nicolas Maduro s'est, lui, félicité du "message fort" envoyé par le peuple vénézuélien "à l'impérialisme, à Trump, à ses alliés régionaux et à la droite locale".

Et durant trois heures, démonstration sur une machine électorale à la clé, il a martelé que le scrutin avait été "libre": au Venezuela, "il est impossible de frauder aux élections", a assuré le président Maduro.

Si la Chine, alliée de Caracas, avait salué dès lundi un processus électoral "en douceur", Raul Castro, le N.1 cubain, parlant d'une "leçon de paix et de démocratie", l'Union européenne a demandé mardi à l'autorité électorale vénézuélienne de "prouver que les élections ont été transparentes".

Après les critiques de Washington, selon qui ces élections n'ont été "ni libres ni justes", c'est le gouvernement du Canada qui a subi les foudres de M. Maduro mardi, pour avoir aussi mis en doute l'honnêteté du scrutin.

"Qu'est-ce que j'en ai à foutre que le stupide gouvernement du Canada ne reconnaisse pas les élections ? Ce gouvernement insolent", a déclaré le président vénézuélien lors d'une conférence de presse au palais présidentiel de Miraflores, à Caracas.

"Qu'ils aillent se faire foutre", a-t-il ajouté. AFP18 octobre 2017

Je ne te le fais pas dire !

Commentaire d'un internaute.

- "A propos de l'imMonde

Depuis 1998, la droite vénézuélienne nie ses défaites électorales (21 sur 22 scrutins).

Dimanche 15 octobre 2017, le scrutin pour l'élection des gouverneurs a été surveillé par cinquante experts électoraux internationaux.

Après avoir préalablement essayé les machines à voter, les mandataires des différents partis avaient signé le rapport constatant leur fiabilité.

Et une fois de plus, les électeurs ont choisi le « chavisme ». Indéfectible perroquet de la droite vénézuélienne, Le Monde du 16 octobre donne le ton des futures campagnes médiatico-politiques en France : « Au Venezuela, le pouvoir s'attribue la victoire aux élections régionales, l'opposition conteste.

Le Parti socialiste unifié, au pouvoir, a remporté 17 Etats sur 23. L'opposition refuse de reconnaître ce résultat, qu'elle estime entaché de fraude ».

Ce journal est dit « de référence » en raison de sa neutralité. Les mots qu'il emploie le démontrent et notamment : « s'attribue, entaché, fraude ». Quant à « le pouvoir » (que Le Monde appelle « le gouvernement » s'il est français ou états-unien), c'est une concession pour ne pas trop charger la mule. En général, le Monde dit : « le régime »."

Que Le Monde aussi aille se faire foutre !

Chine

- Au Congrès du PCC, Xi Jinping souhaite une "modernité socialiste" - Reuters

La Chine va laisser le marché jouer un rôle décisif dans l'allocation des ressources économiques, a-t-il dit.

Appelant à ouvrir les portes de l'économie chinoise, le dirigeant a annoncé sa volonté de faciliter les investissements étrangers.

Le gouvernement chinois "va améliorer les règles et les pratiques qui entravent un marché unifié et une concurrence équitable, soutenir le développement des entreprises privées et stimuler la vitalité de toutes les entités du marché", a-t-il dit.

Si l'accent est mis sur l'initiative privée, Xi a insisté sur le "renforcement, l'amélioration et le développement du capital public, la prévention de la perte de biens gouvernementaux, la réforme approfondie des entreprises publiques, le développement d'une économie mixte et la promotion d'entreprises de niveau mondial".

La Chine va approfondir les réformes de marché de sa devise et de son système financier, tout en renforçant le rôle des entreprises publiques dans l'économie, a-t-il ajouté. Reuters

Irak

- Kirkouk: Bagdad reprend aux Kurdes la quasi-totalité des champs pétroliers - AFP

Les troupes gouvernementales irakiennes ont désormais repris la quasi-totalité des champs pétroliers de la province de Kirkouk, après le retrait sans combattre des Peshmergas kurdes, ruinant les espoirs d'indépendance de la région autonome du Kurdistan, en plein marasme économique. AFP 18 octobre 2017

ECONOMIE

Japon

- Au Japon, les coffres-forts pour l'épargne personnelle font recette - AFP

Fervents épargnants qui amassent leur pactole en liquide, les Japonais préfèrent même parfois entasser leurs billets dans un "kinko", un coffre-fort personnel, plutôt que de les confier aux banques ou de spéculer en Bourse.

Désormais, avec la politique de taux négatifs de la Banque centrale japonaise, l'argent mis sur un compte ne rapporte rien, pire, il coûte (en frais de retrait ou virement notamment). Pour autant, on n'investit pas plus.

Pas moins de la moitié des quelque 1.809.000 milliards de yens (près de 14.000 milliards d'euros) mis de côté par l'ensemble des particuliers japonais l'est... en liquide, selon un rapport de la Banque centrale.

Le reste l'est sous forme d'actions (10%), cotisations de retraite et assurance-vie (19%) ou autres placements.

Par comparaison, les Américains ne détiennent que 13% de leur épargne en liquide et 36% en actions. Les Européens se situent entre ces deux cas.

Les foyers japonais ont un bas de laine moyen de 18,20 millions de yens (140.000 euros), selon la Banque du Japon. Les célibataires et les plus jeunes ménages n'ont souvent rien (les moins de 40 ans n'ont que 5,74 millions de yens en moyenne), tandis que les plus de 60 ans ont un trésor de guerre dépassant en moyenne 23 ou 24 millions de yens.

La culture de l'épargne de précaution ne concerne pas que les particuliers: les firmes nippones ont accumulé un épais matelas de liquidités "au cas où", une somme d'argent dormant qui a atteint en 2016 pas moins de 400.000 milliards de yens (plus de 3.000 milliards d'euros), l'équivalent de 75% du Produit intérieur brut de l'archipel la même année. AFP 18 octobre 2017

[Haut de page ↗](#)

Le 25 octobre 2017

CAUSERIE

Cette très longue causerie a été rédigée du 19 au 24 octobre.

- [Causerie au format pdf \(42 pages\)](#)

Infos personnelles et réflexions politiques

1- Mon épouse est sortie du coma au bout de 10 jours. Dans l'état où elle est, ce n'est pas vraiment une bonne nouvelle pour personne, surtout pour elle.

2- Nos trois chèvres ont encore mis bas à trois jours d'intervalle donnant naissance à trois mâles et quatre femelles, et comme une a trois petits, à nouveau elle rejette le plus faible et refuse de l'alimenter, du coup je suis reparti pour le biberon pendant deux mois ! Il faut croire que la chèvre ne peut fournir du lait qu'à deux chevreaux, elle est conçue ainsi, donc sans une intervention humaine le troisième et parfois le quatrième chevreau sont condamnés à mourir.

Il faut croire qu'à l'origine (et pas seulement) l'homme est moins évolué qu'une chèvre, puisqu'il procrée sans savoir s'il pourra nourrir sa progéniture, c'est dire qu'il vient de très loin, et entre nous, il se fout de savoir quel sort lui réservera la société plus tard. Et s'il est destiné à développer des facultés pour assurer sa survie ou la reproduction de son espèce, rien ne dit qu'il parviendra à les acquérir, ni quand et ni comment ou dans quelles conditions. Hormis se reproduire pour ne pas disparaître, il n'existe rien d'autre qui soit inné chez lui. Et quant à la sensibilité de ses sens, elle semble être en rapport avec la composition de ses sens et ce qu'ils peuvent supporter sans qu'il en ait conscience, c'est l'expérience qui en fixera les limites. Il est donc bien mal loti à la naissance notre primate supérieur !

Quand on se pose des questions et qu'on observe notre propre comportement, on peut remonter jusqu'à notre origine. Et lorsqu'on est parvenu à atteindre un certain niveau de conscience, on doit être en mesure de situer à quel stade de développement se situe une expérience en s'appuyant sur tous les stades par lesquels nous sommes passés, d'où l'intérêt de revisiter le passé.

Quand on lit la littérature des intellectuels, on a l'impression que des pans entiers du passé n'ont jamais existé, ce qui en fera des hommes bornés et limités, sans idéal puisqu'ils ne peuvent pas se le représenter, le futur devant reproduire le passé indéfiniment, ce qui signifie que l'homme ne sera jamais libre, vous parlez d'un idéal !

Tout cela pour en arriver là ? Ils ignorent comment s'est développé le capitalisme, partant de là, qu'est-ce qu'ils savent, pas grand chose en réalité. On ne porte pas un jugement sur eux en disant cela, ils l'illustrent quotidiennement et nous les observons, c'est tout. Non ce n'est pas tout, c'est à nous faire devenir chèvre !

Après avoir fumé ma petite cigarette du soir, j'ai l'esprit qui vagabonde, mais je ne perds pas le nord, vous l'avez remarqué aussi, bravo ! A vrai dire, cela soulage. Quand j'ai écrit nos trois chèvres tout au début, j'ignorais totalement la suite. Et vous savez d'où ce genre de truc m'est venu ? Des surréalistes et de l'écriture automatique. Utiliser un moyen inconscient pour atteindre la conscience et en prendre conscience surtout, il fallait y penser, merci infiniment monsieur Breton, je vous dois tant ! Et l'amour fou, mais là ce n'était pas très raisonnable puisque c'est hors de notre portée, on s'y consume trop rapidement, à moins qu'il ne l'envisageait pas autrement, histoire de rester libre, la liberté était une obsession chez les surréalistes. Et comme la liberté est

toute une histoire à elle toute seule, forcément ils allaient s'engager dans la lutte des classes, de préférence au côté des opprimés, Breton se rapprochera de Trotsky.

Ce qu'il y a de bien dans la liberté, c'est qu'elle est avant tout dialectique, elle en est le produit et la véhicule en se jouant des obstacles qu'elle rencontre sur son chemin pour se réaliser, elle est la synthèse de la dialectique ou elle en est l'expression la plus achevée.

Quand on dit que notre liberté s'arrête où commence celles des autres, on lui fixe une limite, dans ces conditions cela signifie qu'elle n'existe pas réellement encore ou qu'elle n'a pas atteint le stade requis pour être partagée, quand elle n'opprime pas, elle est réprimée. Ensuite la question est de voir qui elle opprime ou qui est réprimé, qui opprime qui ou qui est réprimé par qui, à partir de là on sait qui ou quoi restreint son champ d'expression, ce qui permettra d'établir qui détient la légitimité d'en assurer le développement des exploités et des oppresseurs ou des exploités et des opprimés qui sont les plus nombreux, la bonne réponse est facile à deviner.

Nous sommes encore très loin de la société idéale de nos jours, n'est-ce pas ? Il semblerait même qu'on s'en éloigne un peu plus chaque jour, et on comprend que cela soit désespérant, mais pas suffisant pour l'abandonner, sinon qu'est-ce qui nous resterait ? Rien.

3- J'ignore si vous l'avez remarqué il y a quelque chose qui me distingue de l'intellectuel, lui il se sent obligé de faire référence à tel ou tel auteur ou événement historique qu'il n'a pas vécu, alors que je me réfère le plus souvent à mon expérience de la vie, bien que j'ai lu autant que lui et étudier souvent davantage. Lui il semble toujours avoir vécu par procuration, ce qui en fait une personnalité assez insignifiante, parce qu'inexistante pour ainsi dire. C'est à croire que penser par soi-même serait une tare ou sans intérêt, alors que c'est le seul moyen de ne pas être coupé de la réalité, on exprime ce qu'on a vécu, on parle de ce qu'on connaît le mieux, notre propre existence, ce devrait être en principe une source d'inspiration inépuisable, et on comprend que lorsqu'on s'en détourne, on doit aller chercher ailleurs, sans forcément être bien inspiré.

Quand je dis que penser est le seul moyen de ne pas être coupé de la réalité, il faudrait ajouter pour bien faire en partageant notre expérience de la vie, c'est un acte de liberté qu'on peut s'offrir à condition de n'avoir rien à se reprocher ou n'avoir jamais nuit intentionnellement à nos frères et soeurs de galère. On a tout à gagner à être honnête et sincère dans la vie, même si cela n'est pas forcément compris ou nous occasionne bien des problèmes dont on se serait passé.

[Sans volonté, l'homme est promis à un avenir médiocre : Abolissons les privilèges, le capitalisme !](#)

- Une note d'Einstein sur le secret du bonheur va être vendue aux enchères - AFP

En 1922, le physicien allemand, célèbre notamment pour sa théorie sur la relativité, avait effectué une tournée au Japon, où il donnait des conférences.

A l'époque, Einstein venait d'être informé de sa prochaine désignation pour le prix Nobel de physique, et sa notoriété commençait à se développer au-delà de la communauté scientifique.

La scène se déroule à l'Imperial Hotel de Tokyo, affirme aujourd'hui le vendeur de la précieuse note: un coursier japonais arrive pour livrer un courrier au physicien. Nul ne sait s'il refuse un pourboire, en accord aux pratiques locales, ou si Einstein ne dispose pas de monnaie, mais le physicien, pour ne pas le laisser partir les mains vides, lui remet deux notes en allemand.

"Peut-être si tu as de la chance, ces notes auront beaucoup plus de valeur qu'un simple pourboire", lui dit alors Einstein, d'après le vendeur, un proche du coursier japonais qui réside à ce jour dans la ville allemande de Hambourg.

Sur l'une des notes, rédigée sur du papier frappé du logo de l'Imperial Hotel, est écrit: "une vie tranquille et modeste apporte plus de joie que la recherche du succès qui implique une agitation permanente".

Sur la seconde, apposée sur une feuille blanche, on retrouve le célèbre adage, emprunté à Lénine: "là où il y a une volonté, il y a un chemin". AFP 23 octobre 2017

Einstein ne confondait pas volonté et ambition. La volonté est le chemin qui mène à la liberté.

[Assassinat et pillage programmés.](#)

- Comment tuer la Sécu - bernard-gensane.over-blog.com

Il y a bien des manières, mais il en est une douce, discrète et hypocrite. Elle consiste à dire au bon peuple qu'on va lui donner

du pouvoir d'achat en abaissant, voire en supprimant, les cotisations sociales (et patronales, tant qu'on y est). (...)

La droite et la bourgeoisie française – relayés par les médecins libéraux – n'ont jamais accepté la Sécurité sociale. Elles n'ont cessé de lui flanquer des coups de boutoirs pour l'affaiblir et la dénaturer. Un exemple : en 1967, les ordonnances du gouvernement Pompidou, sous De Gaulle, démantèlent la Sécu en séparant des domaines désormais distincts et autonomes : maladie, famille, vieillesse. Le patronat exige et obtient un paritarisme strict entre ceux qu'on n'appelle pas encore systématiquement les « partenaires sociaux » qui auront dès lors le même nombre de représentants dans les conseils d'administration. Les ordonnances suppriment par ailleurs les élections des administrateurs salariés qui seront désormais désignés. En d'autres termes, la Sécu qui gère désormais le salaire différé des travailleurs est dominée par les patrons.

Le grand problème est effectivement celui du salaire différé. Les cotisations sont toutes du salaire. Différé. Un salaire que l'on touche à côté du salaire proprement dit ou quand on part en retraite. Accepter aujourd'hui 2% du pouvoir d'achat en plus par l'abaissement ou la suppression des cotisations c'est accepter des soins toujours de moins en moins gratuits et des pensions toujours de plus en plus faibles. La cotisation est le fondement de la Sécu. Pour simplifier, elles signifient : « je suis malade, tu payes ; tu es malade, je paye ; je travaille, je paye ta retraite ; tu travailles, je vis une retraite décente ». Les cotisations sont l'alpha et l'oméga de la solidarité entre les assurés contemporains et intergénérationnels.

Depuis les attaques de De Gaulle, les menées n'ont cessé, de droite comme de gauche. Après les plans Barre, la création de la CSG par Rocard, nous eûmes Georgina Dufoix qui inventa les remboursements des médicaments, les lois Veil et Balladur imposant l'allongement de la cotisation, les mesures de Juppé et de Raffarin contre les retraites, les lois scélérates de Jospin en 2001 imposant les normes européennes aux mutuelles, l'ordonnance Douste-Blazy de 2004 (le Conseil d'administration de la Cnam devient le Conseil de la Cnam, ce qui permet le retour du Medef, qui avait quitté les caisses le 1er octobre 2001, provoquant pendant 3 années une grave crise du paritarisme), les lois Bachelot confiant le pilotage de la protection sociale aux « préfets sanitaires » des agences régionales de santé. Pour couronner le tout, en 2013, la généralisation de la complémentaire santé pour les salariés par le biais d'une mutualité d'entreprise qui installera bien sur ses rails la privatisation du système.

Avec le banquier Macron – relais direct du grand patronat – aux commandes, nous assistons désormais à une attaque frontale. Les assurés sont victimes d'une amputation directe du salaire dont la cotisation fait partie. La cotisation est la seule création de richesse qui va directement du cotisant au travailleur dans sa vie sans passer par les dividendes des actionnaires. Il serait en outre illusoire de croire que l'allègement des cotisations bénéficie à l'investissement ou qu'il est source de créations d'emplois : il ira gonfler les dividendes.

En bref, réduire ou supprimer les cotisations, c'est tuer le principe de solidarité, brader le système au privé, enclencher la misère. bernard-gensane.over-blog.com 12 octobre 2017

Confirmation.

- Assurance maladie: 30% des dépenses "pas pertinentes" pour Agnès Buzyn - AFP

La chasse aux économies est lancée par la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, qui évalue dimanche à 30% les dépenses de l'Assurance maladie "pas pertinentes" et explique comment elle entend traquer les actes "inutiles" dans les hôpitaux.

- Sécu: "des choix" en faveur du "pouvoir d'achat" et de la "solidarité". - AFP 25 octobre 2017

[En famille. Jimmy Carter, George H.W. Bush, Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama, de si braves philanthropes...](#)

- 5 ex présidents américains se réunissent - huffingtonpost.fr

Vous n'ignorez certainement pas que les Américains affectionnent particulièrement les fêtes de famille.

Alors tout le monde se remémore les grands moments de leurs existences, et on se dit qu'on est quand même bien ensemble. L'événement que le pays va célébrer ce samedi est plutôt de ceux-là, même s'il ressemble à une fête de famille. La réunion se tiendra à 21h, au Reed Arena, situé entre Dallas et Houston, au Texas. Les organisateurs ont choisi un nom à la hauteur de ce qu'ils préparent: "One America Appeal", une seule Amérique, appeal se traduisant au choix par "l'appel" à réaliser ce but ou "le charme" ou "l'avantage" de le faire. C'est toutefois bien d'unité dont il s'agira car les cinq anciens présidents encore vivants seront présents

Non, ce n'est pas la première fois qu'une telle réunion a lieu; mais la dernière fois qu'il y a eu cinq présidents en même temps, c'était lorsque le président Reagan a inauguré la bibliothèque qui porte son nom, à Simi Valley, en Californie. Gérald Ford, Richard Nixon, Jimmy Carter et George H. Bush s'étaient alors joints à lui.

Pendant cette soirée, certains se demanderont tout de même pourquoi il en manque un. C'est le mauvais garçon de la famille. Celui dont on ne supporte pas trop les manières. Il est plus brutal et ne vient pas aux fêtes de famille et ne sera pas sur la photo avec les autres. Il a pourtant envoyé un petit mot, pour dire qu'il soutenait. On s'en contentera. huffingtonpost.fr 21.10

[En famille. A propos du blog Les Crises.](#)

Il manquait à la bonne conscience du petit bourgeois une milice agréer par la Société Générale avec les compliments du Pentagone.

Le blog Les Crises se définit comme un "*espace d'autodéfense intellectuelle*". On se pose immédiatement la question contre quoi, contre qui, pour qui, certainement pas contre le capitalisme et ses représentants, les capitalistes, alors contre qui sinon le socialisme et la classe ouvrière. Voyons un peu comment ils s'y prennent pour mener leur combat de classe.

Le propriétaire du blog Les Crises, Olivier Berruyer, en tant qu'actuaire il offre ses services aux compagnies d'assurance et aux banques. Il est régulièrement l'invité de la banque en ligne Boursorama propriété de la Société Générale, on est donc en droit d'en déduire que le contenu de son blog et son orientation politique sont compatibles avec les besoins de l'oligarchie.

Olivier Berruyer a rejoint Nouvelle Donne en 2013, et depuis peu ce blog héberge les articles de Jacques Sapir, qui s'était illustré en réclamant l'union du Front national et du Front de gauche. Il cumule donc le populisme d'extrême droite et de gauche qui finiront ensemble dans la même fosse septique de l'histoire.

Ce blog diffuse essentiellement des articles également publiés par d'autres médias dits alternatifs, qui ne servent qu'à cautionner l'existence du capitalisme ou ses institutions, dont leurs auteurs se contentent de dénoncer les excès, et pour se donner un peu plus de consistance ce blog s'attaque aux dérives des médias institutionnels qui un jour auraient été vertueux, voyez-vous cela, bref, cela n'engage à rien et permet de vivre confortablement.

Vous vous dites peut-être qu'il est quand même la cible de féroces attaques de la part de certains médias pour avoir tenu des positions politiquement incorrecte, notamment sur l'Ukraine ou le Venezuela, ce qui le rendrait agréable à vos yeux. Détrompez-vous, s'il est parallèlement un des plus féroces partisans de la version officielle du 11 septembre 2001, en réalité il se sert du même procédé que Bush, qui pour justifier sa politique avait besoin de se fabriquer un ennemi, le terrorisme, afin de se faire passer pour un défenseur de la démocratie et de la liberté. Monsieur Berruyer a équilibré ses prises de position de manière à passer pour un démocrate sur la question ukrainienne ou vénézuélienne auprès d'une frange de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, et un ennemi auprès du journal Le Monde et son Décodex, tout en ménageant l'oligarchie en adoptant son discours sur le 11 septembre 2001 ou en s'attaquant violemment à son pire ennemi, Thierry Meyssan ou le Réseau Voltaire.

Le fait d'être attaqué par Le Monde ou son Décodex ou encore Conspiracy Watch (Rudy Reichstadt, porte-parole acharné du néolibéralisme, faussaire éhonté, la pire des pourritures qui soient, je le classe à l'extrême droite.) suffit à la plupart de ses lecteurs pour faire de monsieur Berruyer quelqu'un de sympathique, une victime innocente, parce qu'ils partagent son mode pensée malhonnête et hypocrite, ils ne retiennent que ce qui correspond à leurs intérêts, ne cherchez pas ailleurs où ils seraient cohérents.

Un mot sur Boursorama pour mieux comprendre l'orientation politique de ce blog.

Boursorama est une société française dont les activités se partagent principalement entre l'animation du portail d'information Boursorama.com et l'activité de banque en ligne avec Boursorama Banque. La Société Générale est actionnaire de la totalité du capital de Boursorama (coté en Bourse).

- "Tous les métaux précieux devraient être concernés par l'alourdissement de la taxe sur les lingots d'or, souhaitée par le gouvernement." Olivier Berruyer, auteur du blog les-crisis.fr.

Boursorama devient une banque 100 % en ligne en 2013 avec la fermeture de ses dernières agences physiques.

En juin 2015, la Société Générale termine l'acquisition de Boursorama en rachetant la part détenue par CaixaBank pour 218 millions d'euros¹⁷, valorisant alors Boursorama à environ un milliard d'euros lors de son passage en tant que filiale exclusive de la Société Générale.

Le portail Internet Boursorama.com se distingue par la diffusion d'actualités à dominante économique, en fonctionnant comme un agrégateur de contenus. Une large majorité d'articles de presse disponibles sur le site provient de fournisseurs externes, dont les articles sont rediffusés de manière automatisée par Boursorama. Parmi ces fournisseurs de contenus se trouvent notamment l'AFP et l'agence Reuters. Boursorama dispose également d'un partenariat avec l'AFP pour que cette dernière produise des articles diffusés exclusivement sur le portail Boursorama.com.

Au fil des années, Boursorama.com a élargi le spectre de ses actualités, avec le développement d'une rubrique politique puis

d'une rubrique d'actualités françaises généralistes. Par sa nature d'agrégateur de contenus externes, Boursorama.com est politiquement neutre, tout en étant associé à un lectorat se reconnaissant a priori dans les idées libérales, du fait du traitement intensif de l'actualité des marchés financiers. wikipedia.org

Le seul intérêt de ce blog réside parfois dans les commentaires laissés par ses lecteurs qui sont issus des classes moyennes en général, ce qui permet de se faire une idée sur leur état d'esprit ou celui qui y domine.

Passons à l'épreuve pratique.

- Le déclin dangereux de l'hégémonie américaine, par Daniel Lazare - les-crises.fr 23.10

Présentation de l'article par Les Crises :

- *"Derrière l'hystérie de Washington au sujet de la Russie, de la Syrie et de la Corée du Nord, voici l'analyse plus complète de l'hégémonie américaine en décomposition mais dangereuse qui résiste au début d'un nouvel ordre multipolaire, explique Daniel Lazare."*

Cette analyse était tellement "complète" qu'elle a suscité le commentaire suivant d'un lecteur :

- *"Ce qui est dangereux ce n'est pas le déclin de l'hégémonie américaine mais le comportement belliciste des US depuis 25 ans, depuis leur intervention militaire en Somalie qui s'était déjà piteusement terminé. Ce qui est dangereux c'est leur manie d'intervenir militairement, le plus souvent à mauvais escient. Ils ont bien du mal à accepter un monde multipolaire. Leurs erreurs d'analyses entraînent des échecs répétés."*

Décryptage.

- *"depuis 25 ans"*, seulement ? Pourquoi pas depuis près de 70 ans (Corée, Vietnam, Iran, etc.) ?

- *"le plus souvent à mauvais escient"*, parce qu'il y aurait des guerres impérialistes menées à bon escient, celles citées précédemment par exemple.

Ce genre d'articles sert à conforter les illusions que les classes moyennes ont dans le capitalisme, vous n'en trouverez jamais dans ce blog qui justifieraient la rupture avec le capitalisme.

- Jupiter se mue en Atlas, par Guillaume Berlat - les-crises.fr 23.10

Cet article qui se veut critique envers Macron ne sert qu'à cautionner sa politique de réaction sur toute la ligne. La preuve :

- *"Pour ce qui est des actes, nous jugerons dans quelques mois."*

- *"Emmanuel Macron veut transformer la France (Cf. les ordonnances sur la loi travail que nul ne conteste en réalité)"*

- L'auteur regrette *"l'impuissance de l'Europe à se ressaisir et, par voie de conséquence, de la France à peser dans le débat."*

- Ses préoccupations recoupent celles de Macron ou de la Commission européenne : *"enrayer la crise de l'euro" ; "contrecarrer les forces centrifuges qui sont de plus en plus fortes" au sein de l'UE ; "empêcher la dislocation des règles européennes".*

Rien ne va plus à la cour pénale internationale ! par Guillaume Berlat - les-crises.fr

De quoi s'agit-il ?

D'une *"enquête intitulée Les secrets de la Cour est le fruit de six mois d'investigation menée par huit médias internationaux membres de l'« European Investigate Collaborations » (EIC comprenant Mediapart, Der Spiegel, NRC Handelsblad, The Sunday Times, El Mundo, Le Soir, ANCIR et The Black Sea)."*

Son objet ?

Dénoncer ses disfonctionnement pour mieux cautionner son existence, je cite *"la création de la Cour pénale internationale à Rome est de bon augure en tant qu'espoir d'une société internationale régulée"* sous les auspices de l'oligarchie financière anglo-saxonne

et internationale. La preuve.

"L'Argentin Luis Moreno Ocampo, procureur de la Cour pénale internationale (CPI) de 2003 à 2012, détenait plusieurs sociétés offshore alors qu'il était en place à La Haye, révèle Le Soir avec ses partenaires du réseau European Investigative Collaborations (EIC)."

Le monde est dirigé par des corrompus, des escrocs, des mafieux, des criminels, des barbares, et après ? Quoi après, rien. Il faut bien faire avec tel était le message.

Un complément de Mediapart

Qui a dit ?

Les travailleurs chinois apprécieront :

- *"Ce n'est pas la Chine qui est à l'origine de la globalisation, mais elle est certainement le pays qui en a le plus profité."*

Réponse : Blog Mediapart, Pascal Boniface (Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques de Paris... et piloté depuis Washington). Article relayé par le blog Les-crises.fr (Société générale).

Eh oui, tout se tient ! Tous les réactionnaires se tiennent les coudes on devrait ajouter.

Les ONG, ces instruments de la réaction.

Et dire que lorsqu'on les accusait d'être des officines liées à la CIA, on nous prenait pour des gauchistes ou des fous à lier. Elles ne s'en cachent même plus ! Il n'y a pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.

Commentaires d'internautes.

1- *" Le 21 Février, le secrétaire général de la ligue libyenne des droit de l'homme le Dr Sliman Bouchuiguir avait été à l'origine d'une pétition avec l'organisation UN Watch et la National Endowment for democracy. Cette pétition est signée par plus de 70 ONG . Puis, quelques jours plus tard, le 25 Février 2011, le Dr Sliman Bouchuiguir s'est rendu au conseil des droits de l'homme des nations unies afin d'y exposer les allégations concernant les crimes du gouvernement de Mouamar Kadhafi. Au cours du mois de Juillet dernier nous nous sommes rendus à Genève afin de nous y entretenir avec le Dr Sliman Bouchuiguir."*

<https://www.youtube.com/watch?v=koYzkEWHtQA>

- Par le même journaliste, Julien Theil, son 2ème document et le rôle d'Amnesty France et les allégations sur les mercenaires engagés par Kadhafi.

<https://www.youtube.com/watch?v=acEedYLMZLc>

et son interview

<https://www.youtube.com/watch?v=1WC4u6Z8hvk>

2- Voilà qui nous ramène au billet de Robert Parry :

<https://www.les-crises.fr/les-documents-de-ladministration-reagan-mettent-en-lumiere-lingerence-des-etats-unis-par-robert-parry/>

Au lieu de continuer à dépendre fortement de la CIA, le président Reagan et son équipe de sécurité nationale ont commencé à transférer bon nombre de ces responsabilités « d'action politique » vers des « organisations non gouvernementales » (ONG) qui opéraient ouvertement et recevaient des fonds d'autres organismes gouvernementaux américains.

NED. Freedom House, Accuracy in Media, une organisation importante de défense des droits de l'homme, a demandé conseil et des directives à Casey et Raymond (CIA) tout en faisant la publicité du besoin d'aide financière du groupe.

Depuis sa fondation, NED a versé des centaines de millions de dollars à des ONG du monde entier, en se concentrant sur la formation d'activistes, la création de médias et le soutien aux organisations civiques.

3- Et si l'on tient compte de la chronologie des événements, le téléphone de Blair à Kadhafi a lieu le jour (25 février) ou le Dr Sliman Bouchuiguir a sa pétition et les signatures des ONG en poche et se présente au conseil des droits de l'homme des nations unies !

Dossier sur l'Espagne.

On a à faire à une nouvelle mystification avec le référendum et l'indépendance de la Catalogne.

1- J'ai passé des heures à rechercher des articles sur l'Espagne, et j'ai l'impression d'avoir perdu mon temps. J'ai sélectionné des passages, et j'ai fini par me dire qu'il y avait quelque chose qui ne collait pas dans la manière dont on abordait cette question, et que comme d'habitude on était passé à côté de l'essentiel, de la question la plus élémentaire que les partisans de l'indépendance de la Catalogne s'étaient employés à éviter de poser, car il est impensable qu'elle ne soit pas venue à l'esprit, à savoir : Tous les travailleurs espagnols bénéficient-ils des mêmes droits sociaux et politiques ?

En répondant oui, cela signifie que le régime espagnol est de type républicain dans le sens où on l'entend ordinairement, et c'est effectivement le cas. Donc à quoi rime de vouloir créer une république dans chaque région que compte l'Espagne ? Dans toute l'Espagne, c'est bien la même classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes, et c'est bien la même classe qui ne détient aucun pouvoir, la classe ouvrière. Si c'est la même Constitution, les mêmes institutions qui oppriment le peuple travailleur, il sera plus puissant pour les renverser s'il est uni, plutôt que s'il est morcelé et ses forces divisées par sept. Bruxelles l'a bien compris contrairement à nos révolutionnaires dogmatiques, un Etat puissant pourra plus facilement imposer sa politique et réprimer les masses, de la même manière que seul un puissant Etat ouvrier pourra mater la classe des capitalistes.

Une fois l'indépendance d'une région acquise, ses autorités seraient évidemment dans l'incapacité de faire face à ses obligations financières qui se traduiraient par le besoin urgent de trouver des fonds ou de se tourner vers différentes sources de financement, les prédateurs ou usuriers du marché, ce qui leur permettrait de justifier des "économies", autrement dit de réaliser de nouvelles coupes dans les droits sociaux des travailleurs, de procéder à des licenciements en masse, en tenant le langage suivant : Vous avez voulu l'indépendance, vous l'avez, vous saviez que cela pourrait nécessiter de lourds sacrifices, alors maintenant vous devez les assumer et en payer le prix, on n'a rien sans rien que voulez-vous, etc. ce qui permettrait au passage au patronat d'obtenir par ce biais ce qu'il n'avait pas pu obtenir autrement et le tour serait joué. On peut déjà imaginer si toutes les régions imitaient la Catalogne comment cela se traduirait pour les travailleurs : un code du travail par région, un smic par région, des conventions collectives ou des droits sociaux distincts d'une région à l'autre, un droit à la santé, au logement, à l'éducation différent selon les régions, etc. bref, un progrès social considérable !

Ce qui explique pourquoi Bruxelles et les capitales européennes n'ont pas soutenu immédiatement le gouvernement espagnol, mais peut-être aussi pourquoi Rajoy a laissé pourrir la situation de manière à laisser le processus référendaire se poursuivre jusqu'au bout, histoire de laisser s'instaurer le chaos en Catalogne auquel devait participer le patronat, qui s'est empressé d'annoncer la délocalisation du siège social de plus de 1200 entreprises vers les autres régions espagnoles, sans que leur activité ne soit interrompue en Catalogne évidemment, les affaires continuent, sans pour autant permettre que la Catalogne se sépare de l'Espagne et en réprimant violemment les indépendantistes, demain l'ensemble de la classe ouvrière du pays.

Tout cela tombe sous le sens, c'est déconcertant de constater que tant de militants passent à côté.

Le combat pour l'abolition de la Constitution et des institutions héritées du franquisme devrait être l'axe de combat politique des masses exploitées de toute l'Espagne. C'est le développement économique qui est à l'origine du développement social et politique, et qui permet d'entrevoir la possibilité de passer à un autre type de développement, à un autre mode de production, si maintenant on le remet en cause, c'est tout l'édifice social et politique qui s'écroule, et tout espoir de changer la société disparaît. Quant aux différents clans de la bourgeoisie, de la monarchie et de l'armée espagnole qui s'affrontent, on le sait, ce sont des prédateurs, des charognards et ils se bouffent entre eux, ils se servent du peuple pour l'entraîner dans des aventures où il n'a rien à y gagner, pendant qu'eux vaquent à leurs affaires.

On ne pouvait pas aborder la question du référendum sans se poser un ensemble de question, or les opportunistes qui le soutiennent se sont bien gardés de le poser, pour eux, il avait forcément un contenu progressiste ou il devait correspondre aux besoins des travailleurs espagnols.

Ce sont les mêmes qui partagèrent la version du 11 septembre 2001 de G.W. Bush, qui célébrèrent les "printemps arabes", l'indépendance du Kurdistan, qui virent dans les campagnes initiées par Hollande et son gouvernement un moyen de faire progresser les droits de certaines minorités ou communautés, autant d'impostures, de manipulations, d'instrumentalisation destinées en réalité uniquement à servir les intérêts de la réaction, à lui permettre d'appliquer sa stratégie de guerre contre tous les peuples.

Ce sont les mêmes qui osent se réclamer du marxisme, et pour lesquels l'homme, le travailleur, le mouvement ouvrier serait forcément bon, progressiste, pour un peu révolutionnaire ou socialiste quelles que soient les conditions dans lesquelles ils sont

placés, ignorant ou refusant d'admettre qu'ils pourraient être mauvais, réactionnaires, une telle interprétation ne correspond pas à la réalité, elle est anti-dialectique et n'a rien à voir avec le marxisme, elle ne permet pas de comprendre la situation et de replacer dans le processus général les événements qui sont amenés à se produire...

2- Quand je lis qu'une "*transition démocratique*" se serait produite "*à la suite de la mort de Franco*" (Wikipédia), ce qui est communément admis, et qu'on nous dit que c'est une monarchie franquiste qui opprime la Catalogne, je ne comprends plus, ou plutôt je ne comprends que trop bien que la démocratie n'a jamais été établie en Espagne, pas plus qu'ailleurs.

Ce que j'observe, c'est qu'en dehors de la Commune en France et de la République des soviets en Russie, en guise de démocratie, chaque fois que la civilisation réalisa un progrès, le prolétariat ou les opprimés en furent les jambes qu'on brisa ou enchaîna par la suite, pendant que les têtes étaient raccourcies ou tombaient (thermidor), on a donc écopé du reste, de la fonction alimentaire ! Ce qui explique pourquoi leur société sent plutôt le vomi et tend à se putréfier en dégageant un parfum nauséabond.

Je pense que ce terme de démocratie a été utilisé autrefois davantage pour témoigner que la civilisation humaine réalisait un progrès vers la démocratie qui demeurerait un idéal chaque fois que le peuple était rassemblé et mis en mouvement. Il a été détourné de sa signification. Pour évoquer les rapports qui existent entre les classes, on peut parler d'expressions de la démocratie sans que forcément elle se réalise ou que ces expressions se traduisent sur le plan pratique, et elle demeurera inachevée aussi longtemps que le peuple travailleur n'aura pas pris le pouvoir et ne sera pas en mesure de l'assumer.

3- Quand la réaction réalise à sa manière les objectifs du programme de la révolution socialiste, ils sont forcément tournés contre le prolétariat et le socialisme.

L'indépendance de la Catalogne est l'expression ou la traduction politique de la décomposition du capitalisme et de la société. En principe son stade supérieur devrait être son unification à l'échelle européenne, puis mondiale, ce qui implique l'éradication du capitalisme de la surface de la planète. Il semblerait que l'indépendance de la Catalogne soit orientée dans une toute autre direction, c'est un euphémisme.

Bruxelles traite l'Espagne, tout comme les autres pays de l'UE à l'exception de l'Allemagne et hier la Grande-Bretagne, comme une colonie, une région, un Etat vassalisé, d'où son soutien aux autorités de Madrid. Madrid traitent la Catalogne de la même manière, et en fait la totalité de l'Espagne, plus particulièrement le prolétariat. Dans ces conditions, le mouvement des masses catalanes et de toute l'Espagne devrait s'orienter contre les institutions nationales pour les renverser et instaurer une République sociale espagnole qui évidemment romprait avec l'UE.

La question de la monnaie doit être abordée séparément parce qu'elle est liée à des facteurs particuliers qu'on ne peut traiter à partir de principes. Quand on traite de choses matérielles, il faut voir comment elles se comportent, surtout quand on ne peut pas s'en passer, pour commercer toute nation a besoin d'une monnaie d'échange. Vous pouvez créer une nouvelle monnaie, si aucun pays ne lui reconnaît une légitimité, elle ne servira à rien sur le marché mondial. On peut maudire le dollar, l'euro, le yen, la livre sterling, etc. il n'en demeure pas moins qu'ils sont incontournables. Si tous les pays refusaient notre monnaie et que nous faisons de même avec les leurs, on prendrait le risque de se retrouver face à de graves difficultés économiques, donc vaut mieux éviter de se retrouver dans une fâcheuse posture inutilement.

Maintenant il va de soi qu'une révolution socialiste victorieuse verrait se dresser contre elle immédiatement la "communauté internationale", les puissances impérialistes et leurs vassaux...

Pour nous la question déterminante dans un premier temps, c'est la prise du pouvoir politique, le renversement du régime en place, et puisque toutes les autres questions seront ensuite traitées dans ce cadre et dans le même état d'esprit ou la même disposition, sous les mêmes rapports entre les classes, il n'y a pas lieu de s'en faire ou de polémiquer sur quelque chose qui n'existe pas, allons à l'essentiel et nous nous en porterons que mieux.

Trotsky : Leçons d'Espagne : dernier avertissement.

<https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/12/lt19371217.htm>

Les ultra-gauches en général, et les incurables en particulier, quelques considérations théoriques. - Léon Trotsky, 28 septembre 1937

Extrait. La pensée marxiste est concrète, c'est-à-dire qu'elle envisage tous les facteurs décisifs ou importants pour une question donnée, non seulement dans leurs relations réciproques mais encore dans leur développement. Elle ne dissout pas la situation du moment présent dans la perspective générale; mais par la perspective générale, elle rend possible l'analyse de la situation présente dans toute sa particularité.

C'est précisément avec cette analyse concrète que commence la politique.

La pensée opportuniste comme la pensée sectaire ont ce trait de commun, qu'elles extraient de la complexité des circonstances et des forces un ou deux facteurs qui leur paraissent les plus importants, - et qui le sont parfois en fait - les isolent de la réalité complexe et leur attribuent une force sans limites ni restriction.

(Surévaluer l'importance d'un mouvement social, des résultats d'un référendum ou d'une élection, de déclarations, etc. C'est valable dans le sens inverse en sous-évaluant leur signification ou leur portée. C'est une erreur que j'ai souvent commise, pas faiblesse, on surestime la portée d'un événement politique uniquement pour stimuler les militants, alors qu'on n'en pense pas un mot. Mais jamais je n'ai fait croire aux lecteurs que telle ou telle action pourrait faire reculer le gouvernement, ce qui me distingue des opportunistes. Au contraire dans la foulée du retrait du CPE j'ai indiqué qu'il restait encore 21 types de contrats précaires, et après le référendum de 2005, j'avais affirmé qu'ils le contourneraient, jamais je n'ai essayé de tricher avec la réalité contrairement à nos dirigeants qui ont littéralement théoriser cette méthode. Dès lors qu'on part du constat que le prolétariat et le mouvement ouvrier se sont embourgeoisés ou qu'on a ce facteur à l'esprit, on n'est pas vraiment porté à raconter des blagues aux militants. Et s'ils le prennent mal et bien tant pis, il y en a bien parmi eux qui le comprennent. - LVOG)

Pour la longue époque de l'avant-guerre, le réformisme s'est servi, de cette manière, de facteurs très importants mais temporaires: le développement puissant du capitalisme, l'élévation du niveau de vie du prolétariat, la stabilité de la démocratie, etc. C'est le sectarisme qui se sert maintenant des tendances et des facteurs les plus importants : le déclin du capitalisme, la baisse du niveau de vie des masses, la décomposition de la démocratie, etc. Mais, de même que le réformisme de l'époque précédente, le sectarisme transforme des tendances historiques en des facteurs tout-puissants et absolus. Les "ultra-gauches" arrêtent leur analyse là où elle ne fait que commencer. Ils opposent à la réalité un schéma tout fait.

(En comparant des situations qui ne sont pas comparables, en faisant appel à des citations des marxistes d'un autre âge ou sans tenir compte de leurs contextes, par exemple.

Pour ce qui est du développement ou du déclin du capitalisme, de l'élévation ou de la baisse du niveau de vie du prolétariat, de la stabilité ou de la décomposition de la démocratie, nos dirigeants ont transformé ces tendances historiques en des facteurs tout-puissants et absolus, au point de les rendre aveugle ou de s'aveugler eux-mêmes.

Par exemple, ils refusent de considérer que le gigantesque parasitisme que constitue le gangstérisme financier remplirait plusieurs fonctions, dont celle de palier au déclin du capitalisme, de contourner ses contradictions ou empêcher qu'elles conduisent à son effondrement, il n'y voit que pillage et spéculation, de la même manière qu'une fois pour toute, ils ont décrété que les forces productives avaient cessé de croître, alors que ce n'est qu'une tendance générale, tout comme la baisse tendancielle du taux de profit.

Il suffit que des mesures adoptée par un gouvernement se traduisent par une baisse du niveau de vie du prolétariat, pour qu'ils en déduisent que c'est l'ensemble du prolétariat qui s'appauvrirait, occultant que lors de la période précédente son niveau de vie avait considérablement augmenté ou que par le biais de nouveaux facteurs ses revenus avaient beaucoup progressé, par exemple, lorsqu'un ménage est passé de un à deux salaires.

Quant à la stabilité ou la décomposition de la démocratie, quand elle était relativement stable ils prédisaient que cela ne durerait pas, ce qui était correct, et quand elle se décomposait, ils prênaient le retour à sa stabilité !

A aucun moment ils n'ont considéré la crise du capitalisme, l'appauvrissement du prolétariat ou la remise en cause des expressions de la démocratie comme des tendances générales du capitalisme, ils sont incapables d'expliquer de manière cohérente pourquoi le capitalisme ne s'est pas encore effondré, pourquoi le prolétariat une fois appauvri continue de vivre comme avant, hormis évidemment les couche qui n'ont jamais cessé d'être pauvres, pourquoi une fois piétinée la démocratie continue de faire illusion, ni comment pour ces trois facteurs. Et dès qu'on aborde cette question, on se fait traiter de tous les noms par ces gens-là ! - LVOG)

Or, les masses vivent dans la réalité. C'est pourquoi le schéma sectaire n'a pas la moindre emprise sur la mentalité des travailleurs. Par son essence même, le sectarisme est voué à la stérilité.

(Mais camarade Trotsky, qui se soucie de "la mentalité des travailleurs", là aussi dès qu'on aborde cette question on passe pour des révisionnistes, on nous accuse de sortir du cadre de la lutte des classes, de verser dans le complotisme ou de perdre la tête, mais en face, chez nos ennemis, ils s'en occupent quotidiennement, d'où le combat que je mène également sur ce terrain-là. - LVOG)

De la monarchie franquiste républicaine à la République ploutocratique des féodaux.

Lettre aux militants du Parti ouvrier socialiste internationaliste (Etat espagnol) et du Courant communiste internationaliste du POI (France), Paris, le 18 octobre 2017

Chers camarades,

Pour le prolétariat français, rien de ce qui se passe du point de vue de la lutte de classe dans l'Etat espagnol n'a jamais été étranger.

(Le "prolétariat français" n'est même pas foutu de s'intéresser à son propre sort, alors on se demande comment il aurait un "point de vue" sur ce qui se passe en Espagne ou ailleurs. - LVOG)

C'est pourquoi, au nom de la Tendance communiste internationaliste (TCI, membre du CORQI), nous nous adressons fraternellement à vous. Nous nous adressons à vous moins de 48 heures après que deux responsables d'organisations démocratiques catalanes ont été jetés en prison par la monarchie franquiste.

(Un amalgame qui ne sert qu'à nier le fait que les institutions espagnoles en place sont aussi ou plus républicaines encore que celles qui existent à Paris, Rome ou Berlin par exemple, pour justifier le processus d'indépendance engagé en Espagne qui aurait pour objectif d'instaurer une république qui ne serait que le clone de celle qui existe dans tous les pays sous régime capitaliste, pour un peu on voudrait nous faire croire qu'il s'agirait d'instaurer une véritable démocratie ce qui est inenvisageable sans remettre en cause les rapports existant entre les classes, qui plus est dans le cadre de l'Union européenne. - LVOG)

Accusés de « sédition » par un juge, ils sont menacés de 15 ans de prison car ils ont commis le « crime » d'avoir appelé les masses à organiser par elles-mêmes le référendum du 1er octobre, ce qu'elles ont fait, organisées dans les Comités de défense du référendum, imposant leur choix démocratique, malgré les violences policières, en votant massivement « oui » à la question : « Voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant sous la forme d'une république ? ». (Répétons-le, un État "indépendant", vraiment, alors que les autorités catalanes n'ont cessé d'affirmer que leur intention n'était pas de rompre avec l'UE et l'euro ? Là cela devient grotesque à la fin. - LVOG) Le 1er octobre, prenant leurs propres affaires en main (Encore une sur interprétation de la réalité - LVOG), les masses se sont prononcées nettement pour la République catalane, qui, pour nous trotskystes, constitue nécessairement une première brèche mettant à l'ordre du jour la République basque, la République galicienne, la République andalouse, etc., vers l'union libre des Républiques libres de la péninsule ibérique.

(La désintégration de l'Espagne au profit de provinces régionales encore plus subordonnées et contrôlées par l'UE, le retour à l'Ancien Régime avec ses barrières douanières, ses langues, ses inégalités, au lieu du combat pour une République sociale espagnole qui unirait les masses de toutes les régions et se substituerait à l'Etat bourgeois en garantissant les mêmes droits à tous les citoyens sur tout son territoire, etc. - LVOG)

Camarades, Le jour même où ces deux militants sont jetés en prison, le numéro 649 de la Carta semanal, la Lettre hebdomadaire du comité central du POSI écrit ceci : « Il est nécessaire d'ouvrir le combat pour une issue politique. Une issue qui ne peut partir que d'une prémisse : Halte aux menaces d'application de l'article 155 (...) combat que seules les principales organisations de la classe ouvrière peuvent mettre en œuvre (...) C'est à partir de là que l'on peut véritablement parler d'un dialogue, c'est-à-dire d'une négociation politique pour une issue démocratique, issue qui inclut un véritable référendum libre » (souligné par nous) 1 . Un « véritable référendum » ? Autrement dit, le référendum du 1er octobre n'était pas un « véritable référendum », puisqu'il en faudrait un autre ? Mais qu'aurait-il donc fallu au référendum du 1er octobre pour que le rédacteur de la Carta semanal le considère comme « véritable » ? Qu'il ait obtenu l'autorisation de Rajoy et du roi Felipe ? Est-ce pour cela que la Carta semanal décourage les travailleurs catalans de proclamer la République, en écrivant : « Présenter au peuple de la Catalogne qu'il n'y a qu'une seule alternative, ou bien la situation actuelle ou bien la déclaration unilatérale d'indépendance, ne sert qu'à isoler le peuple de la Catalogne » ? Vous le savez, camarades, avant et après le 1er octobre, toutes les forces de la réaction – Rajoy, le roi Felipe, la Commission européenne, les dirigeants du PSOE, Macron, etc. – se sont coalisées pour prétendre que ce référendum n'était pas légitime, qu'il n'avait aucune valeur, qu'il n'était pas démocratique. Rajoy a même osé dire qu'il « n'avait pas eu lieu » ! Précisons : on peut avoir des points de vue différents sur la séparation du peuple catalan de l'Etat espagnol, savoir si elle est souhaitable ou non. Mais quel que soit le point de vue, on doit commencer par reconnaître que 1 Le même texte est publié le 18 octobre sous forme d'article dans Informations ouvrières en France. c'est au peuple catalan de décider. Pour notre part, nous partageons le point de vue du camarade Lambert qui, en 2007, dans une discussion avec les camarades de l'Etat espagnol, proposait de formuler ainsi les choses « Nous sommes le peuple catalan libre et nous voulons que cette liberté soit sanctionnée par la République catalane souveraine. Nous sommes contre la monarchie qui opprime et exploite tous les peuples d'Espagne. Nous sommes pour le soutien au peuple basque, qui souffre des mêmes maux que ceux dont nous souffrons, et peut-être pire. Nous sommes pour le peuple libre basque, le peuple libre castillan, le peuple libre andalou... et nous sommes pour l'Union libre des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la République catalane, la république basque, la république andalouse, etc. nous sommes pour l'union des républiques libres d'Espagne. » (La Vérité, 60-61, octobre 2007).

(Libre de quoi, sinon de continuer de se faire exploiter, et donc opprimer, non plus par le pouvoir central installé à Madrid mais par celui des seigneurs régnants dans les différentes régions. - LVOG)

On peut être d'accord ou pas avec cette conception, ce n'est pas une question de principe. Mais ce qui est une question de principe, c'est reconnaître le droit légitime du peuple catalan d'avoir organisé le référendum le 1er octobre et d'y avoir exprimé sa volonté.

(Quand on sait sur quelle orientation politique réactionnaire, vous avez le droit de la partager, mais qu'il nous soit permis de nous y opposer et de la dénoncer, de la combattre. - LVOG)

Ce qui est une question de principe, c'est le refus de marcher avec Rajoy, avec le roi, avec tous ceux qui osent dire « le référendum du 1er octobre n'est pas légitime ».

(C'est de la diffamation que de renvoyer systématiquement au côté de Rajoy et du roi les opposants à l'indépendance de la Catalogne, un procédé infâme ou un diktat digne des méthodes staliniennes qui avait déjà cours dans ce courant politique dans les années 70. - LVOG)

Le rédacteur de la Carta semanal écrit que l'issue politique relève de la responsabilité « des principales organisations ouvrières ». Certes, elle devrait en relever. Mais peut-on taire le fait que les directions de ces principales organisations, du PSOE à Podemos et Izquierda Unida, en passant par les dirigeants des confédérations syndicales UGT et CCOO, refusent toutes aujourd'hui de reconnaître ce fait élémentaire : le peuple catalan s'est exprimé le 1er octobre et il veut la République maintenant. Peut-on faire comme si, dans le journal Ara (5 octobre), sous le titre : « L'UGT condamne les protestations contre la police espagnole », le secrétaire général de l'UGT, Pepe Álvarez, n'avait pas affirmé que les violences policières du 1er octobre ne sont « pas le fait de la Guardia civil ni de la police nationale mais de ceux qui donnent les ordres », et n'avait pas condamné « toute intimidation à l'encontre des agents (de police) à Barcelone » qualifiant de « véritable honte » les rassemblements de citoyens devant les commissariats pour protester contre les violences policières ! Lorsque l'on rejoint ceux qui, de Rajoy aux dirigeants du PSOE, en passant par le roi Felipe et la Commission européenne, nient l'existence du référendum du 1er octobre et du mandat donné par le peuple catalan ; Lorsque l'on prétend voir une « condamnation des violences policières » là où il y a au contraire une couverture honteuse de la répression perpétrée par les forces de l'ordre de la monarchie contre la volonté des masses de voter pour la République au référendum ; Lorsque l'on fait cela alors que les appareils contre-révolutionnaires dans le monde entier et en Europe s'accordent tous pour isoler le peuple et les travailleurs catalans, pour les livrer à la répression qui se prépare... Lorsqu'on en arrive là, cela ne relève plus de désaccords politiques légitimes entre militants se réclamant de la IV^e Internationale, c'est tourner le dos à tout ce pour quoi la IV^e Internationale et les trotskystes ont combattu dans l'Etat espagnol depuis des décennies.

(Ce courant politique est littéralement fossilisé depuis la disparition de Trotsky. Il ne tient pas compte des transformations de la société dans chaque pays, des modifications qui sont intervenues dans les rapports entre les classes et qui se sont répercutées au niveau de leurs institutions. Ils tiennent absolument à ce que la réalité telle qu'elle existe de nos jours colle à leur théorie en grande partie obsolète ou qu'ils n'ont jamais actualisée, et ils sont prêts à faire feu de tout bois pour justifier leur opportunisme, ici assimiler les opposants à l'indépendance de la Catalogne à la réaction. A aucun moment il ne leur viendra à l'esprit que notre position pourrait se situer dans une perspective politique diamétralement opposée à celle de la réaction, et qu'elle pourrait correspondre aux tâches politiques que les travailleurs doivent se fixer pour avancer sur la voie de leur émancipation du capitalisme et ses institutions. - LVOG)

Militants du POSI, vous le savez, ce qu'écrit la Carta semanal du 16 octobre est le contraire de ce pour quoi vous avez rejoint les rangs de la IV^e Internationale. C'est le contraire de ce qu'affirmait le POSI il y a encore quelques mois ! C'est l'inverse des principes affirmés par l'Organizacion Cuarta Internacional de l'Etat espagnol (OCIE) qui soulignait il y a quarante ans « la portée révolutionnaire du mot d'ordre de droit des peuples catalan, basque, galicien et valencien à la séparation politique ». Nier le référendum du 1er octobre imposé par l'auto-organisation des masses, et son résultat, c'est jeter à la poubelle ce que Trotsky écrivait à Andreu Nin, en 1931 : « Le mot d'ordre du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes est devenu en Espagne d'une importance exceptionnelle. Ce mot d'ordre est du domaine de la pensée démocratique. Il ne s'agit pas pour nous, d'engager les Catalans et les Basques à se séparer d'Espagne, mais notre devoir est de militer pour que le droit à la séparation leur soit reconnu s'ils désirent en faire usage ». Et Trotsky ajoutait : « Comment savoir s'ils ont ce désir ? C'est très simple, il faut organiser un plébiscite des provinces intéressées sur la base du suffrage universel égalitaire, direct et secret, il n'y a pas d'autre procédé ». N'est-ce pas exactement cela qui s'est passé le 1er octobre ? Oui, c'est ce qui s'est passé, et cela s'est passé parce que les masses l'ont imposé !

(Nous voilà retournés près d'un siècle en arrière ! Est-ce que cela correspond à l'état d'esprit des masses en Catalogne ou dans les différentes régions de l'Espagne, en sont-ils restés à cette époque-là, les institutions n'ont-elles pas évolué depuis, notamment depuis 1977 ? Parce qu'il y aurait toujours un roi en Espagne, dont la fonction est du même type que la couronne britannique, suédoise, danoise, etc. parce que l'héritage du franquisme n'aurait pas été aboli, comme en France les vestiges de la monarchie qu'on retrouve dans la Constitution de la Ve République, à les entendre l'existence du parlement élu (et des parlements régionaux) ou l'expression toute aussi étriquée qu'en France ou ailleurs de la démocratie n'existerait pas. - LVOG)

Et pourtant le rédacteur de la Carta semanal ose affirmer aujourd'hui que le vote au référendum du 1er octobre n'a pas été organisé « sur la base du suffrage universel égalitaire, direct et secret », puisqu'il faudrait un autre « véritable référendum » ! Posons à nouveau la question : fallait-il avoir l'aval de Rajoy et du Tribunal constitutionnel de la monarchie ? Militants du POSI, nous sommes convaincus que vous n'accepterez pas la remise en cause des fondements mêmes de votre organisation, qui s'est constituée dans le combat intransigeant pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre la monarchie franquiste. Nous nous adressons également aux militants du CCI. Le jour même où paraît ce numéro de la Carta semanal, est diffusée en France une « déclaration du Bureau national du Parti ouvrier indépendant (POI) » Une déclaration d'un recto... où la seule référence indirecte aux événements en Catalogne se résume à cette phrase : « Macron est au plus bas dans les sondages, le président des riches,

sans assise politique, comme d'ailleurs de nombreux gouvernements de pays d'Europe, comme en Allemagne, en Espagne où le pouvoir monarchique hérité du franquisme est en grande difficulté. » Une phrase d'où les mots « Catalogne », « peuple catalan », « référendum », « République catalane », « indépendance » et « répression » sont absents ! Camarades du CCI, vous le savez, ce silence assourdissant de vos dirigeants sur la Catalogne est à la hauteur de leur silence, depuis des semaines, sur les déclarations honteuses de Jean-Luc Mélenchon sur la Catalogne. Pas un mot, pas une ligne dans Informations ouvrières, dans les déclarations du POI, et même dans les notes du Comité politique pour condamner les déclarations honteuses que Mélenchon enchaîne depuis trois semaines, contre le droit du peuple catalan à disposer de lui-même ! Le 1er octobre, alors que le peuple catalan vote pour la République, Mélenchon propose de régler le problème dans le cadre d'une « conférence permanente sur les frontières en Europe » et ajoute : « Il existe un cadre commun de la Méditerranée à l'Oural : l'OSCE », l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, institution d'ingérence impérialiste s'il en est ! Le 3 octobre, à l'Assemblée nationale, Mélenchon regrette que « la monarchie semble incapable d'assumer la fonction fédératrice que le franquisme lui avait confiée » ! Pas un mot de la part des dirigeants du CCI à l'encontre de cette honteuse déclaration, alors que tout le monde sait que c'est sous son talon de fer, dans les geôles fascistes et face aux pelotons d'exécution que le franquisme a « fédéré » les peuples d'Espagne pendant quarante ans !

Le 10 octobre, à l'Assemblée nationale, Mélenchon regrette que « les nations deviennent des coquilles vides où ceux qui sont les plus avantagés ne veulent plus prendre en charge ceux qui le sont moins, et ça vous donne un indépendantisme généralisé, régional, des plus favorisés face à ceux qui le sont moins. (...) nous avons la Catalogne sous nos yeux. » Bref, les Catalans seraient des nantis qui veulent quitter l'Espagne pour ne pas payer pour les autres ! Et Informations ouvrières de ce jour, 18 octobre, rend compte d'une réunion en présence d'un des principaux porte-parole de la France insoumise... et nulle part, à aucun moment celui-ci n'est interpellé sur les déclarations de Mélenchon contre le droit du peuple catalan à décider ! Camarades du CCI, vos dirigeants vous ont-ils dit, lorsqu'ils ont fait entrer le POI dans « l'espace politique de la France insoumise », que cette adhésion signifiait un ralliement politique aux positions – particulièrement réactionnaires – de Mélenchon niant le droit du peuple catalan à décider de son avenir ?

(On aura compris qu'ils instrumentalisent la crise espagnole pour régler leurs comptes entre eux ! - LVOG)

Camarades du CCI, camarades du POSI : nous avons certainement, vous et nous, des appréciations différentes des causes de la crise et de la scission de la IV^e Internationale de juin 2015. Mais au-delà de ces désaccords, le seul langage que devrait tenir un partisan du Programme de la IV^e Internationale aujourd'hui dans l'Etat espagnol, n'est-il pas celui que le camarade Lambert suggérait en 2007, dans une discussion avec les camarades de l'Etat espagnol : « Nous sommes le peuple catalan libre et nous voulons que cette liberté soit sanctionnée par la République catalane souveraine. Nous sommes contre la monarchie qui opprime et exploite tous les peuples d'Espagne. (...) et nous sommes pour l'Union libre des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la République catalane, la république basque, la république andalouse, etc. nous sommes pour l'union des républiques libres d'Espagne. » Camarades du POSI et du CCI, Nous en sommes certains, pour tous ceux qui veulent rester fidèles au drapeau sans tâche de la IV^e Internationale, aux positions de principes défendues par Lénine et Trotsky, aux positions défendues contre vents et marées avec le camarade Lambert, comme nous, vous choisirez clairement votre camp : Inconditionnellement du côté du peuple catalan opprimé contre la monarchie franquiste et ses laquais au sommet des directions du mouvement ouvrier. Inconditionnellement pour le respect du mandat exprimé lors du référendum légitime du 1er octobre : République catalane, vers l'union libre des républiques libres d'Espagne ! Inconditionnellement pour l'action commune sur ces bases de principes.

(Si Lambert l'a dit, alors raison de plus pour ne pas partager sa position. Lambert, quelle référence, un imposteur ! Il voyait des marxistes partout en Algérie, en Yougoslavie... Pour avoir une idée assez précise de quel genre de dirigeant "trotskyste" il était, il faut savoir ou avoir en mémoire sa théorie foireuse de "l'imminence de la révolution" qu'on n'a jamais vu venir, à laquelle il ne croyait pas lui-même et qu'il destinait aux militants naïfs que nous étions dans les années 70-80, et donc qu'il trompait sciemment, ce qu'on apprit bien plus tard par Pierre Broué notamment.

Pierre Broué - Je me rappelle un jour une réflexion qui m'avait beaucoup frappé, [lors d'] une de mes dernières entrevues [avec Lambert]. Il me dit :

« Comment va ton fils Michel ?

- Il va bien mais, tu sais, il m'a dit l'autre jour : "Je suis persuadé que nous sommes incapables de donner naissance à un parti révolutionnaire" .»

Lambert éclate de rire et il dit : « Ah, parce qu'il en est encore resté là, lui ? »

(Passions militantes et rigueur historienne de Karim Landais - Entretien avec Pierre Broué - Saint-Martin-d'Hères, jeudi 26 février 2004. Document disponible dans le portail.)

En réalité ce ne fut jamais son objectif, c'est un mythe. Et que ses disciples tentent une nouvelle fois de nous mystifier avec "le respect du mandat exprimé lors du référendum" catalan en se passant bien d'en fournir la nature de classe ou son

orientation réactionnaire est dans l'ordre des choses. Ces gens sont si sclérosés, qu'ils ont fini par croire leurs propres fables, et ils trouvent rien de mieux à faire que d'accuser ceux qui n'y croient pas de mégalomanie ou bien pire encore, ils sont les champions de l'anathème, de l'excommunication, des procès en sorcellerie ou d'intention, nous n'essayerons pas de les convaincre de quoi que ce soit.

Double langage. Si des militants ont encore un doute, on va leur enlever immédiatement de la tête.

Ils ont écrit, vous venez de le lire, je n'invente rien :

- *"Nous sommes pour le peuple libre basque, le peuple libre castillan, le peuple libre andalou... et nous sommes pour l'Union libre des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la République catalane, la république basque, la république andalouse, etc. nous sommes pour l'union des républiques libres d'Espagne. » (La Vérité, 60-61, octobre 2007). On peut être d'accord ou pas avec cette conception, ce n'est pas une question de principe."*

Puis ils terminent ainsi :

- *"Inconditionnellement pour le respect du mandat exprimé lors du référendum légitime du 1er octobre : République catalane, vers l'union libre des républiques libres d'Espagne ! Inconditionnellement pour l'action commune sur ces bases de principes."*

Extraordinaire, un coup "ce n'est pas une question de principe" puis cela en devient une "sur ces bases de principes", et cela dans le même texte de quelques dizaines de lignes. Ils osent tout quoi, puisque leur militants sont prêts à tout gober. Ce n'est pas sérieux, non ? Je serais tenter de dire que ce sont les militants qui ont refusé de se regrouper sur la base du courant politique que j'anime et qui soutiennent ces dirigeants, qui cautionnent ce genre de pratiques qui relèvent du charlatanisme ou de l'aventurisme. - LVOG)

La catalogne et la question nationale par bicychavez - agoravox.fr

La situation actuelle en Espagne mérite que l'on s'y intéresse d'un point de vue marxiste. Aussi, avant de discuter de ce cas précis, est-il important de rappeler ce que l'on entend par les droits des nations à disposer d'elles-mêmes et donc de la question nationale.

Selon Marx « Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles. » Le manifeste du parti communiste, 1847

L'exploitation d'une classe par une autre a donc tendance à entraîner l'exploitation d'une nation par une autre. La formation des empires s'explique par les tentatives de la classe dominante d'échapper aux contradictions sociales en pillant d'autres pays pour corrompre une partie du peuple et acheter la paix sociale. Le marxisme lie donc la question des classes à celles de l'impérialisme, et affirme qu'il ne peut y avoir d'égalité et de paix entre les nations tant qu'il existe une classe exploiteuse.

Mais cela ne veut pas dire qu'il faut pour autant, négliger les luttes de libération nationales. A l'époque de l'impérialisme, l'internationalisme doit prendre cette forme : le prolétariat de la nation oppressive doit lutter pour le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, sans quoi « ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles » (Lénine). Ceci est d'autant plus dur qu'en mode impérialiste, la domination du capital financier crée dans les nations exploiteuses un « prolétariat bourgeois » (Engels) ; c'est à dire une classe moyenne que la bourgeoisie impérialiste entretient grâce aux surprofits extorqués sur le dos des nations exploitées. La lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse si on ne lutte pas contre cet opportunisme. Le prolétariat de la nation opprimée doit quant à lui avoir une politique indépendante de sa bourgeoisie, même lors de la brève période où le prolétariat est allié avec celle-ci. Ces deux conditions permettent l'unité entre le prolétariat de la nation opprimée et celui de la nation qui l'opprime.

A la lumière de ceci, nous pouvons analyser la situation en Espagne et statuer sur le droit à la nation catalane à disposer d'elle-même. Historiquement, la Catalogne est l'une des différentes nations qui constitue l'Espagne, avec des relations conflictuelles qui remontent loin. Contrairement à la France, l'Espagne n'a connu l'industrialisation que tardivement. Ainsi, la centralisation économique, base de toute intégration nationale ne s'y est pas réalisée complètement. En France, la centralisation initiée par Hugues Capet, a commencé à discipliner la féodalité. Les rois de France ont progressivement construit la monarchie absolue, dont l'apogée se situe à l'époque du règne Louis XIV. La révolution française, puis par l'empire et la république ont permis la poursuite de cette centralisation. La France a imposé une culture et une langue unique, au détriment de l'occitan et du breton par exemple, et cela n'a été possible que parce que la bourgeoisie française s'est développée de façon importante sur le plan économique tout au long de son histoire. C'est ce développement qui a permis l'émergence des routes, des cartes, des réseaux de poste, qui ont facilité la centralisation. L'Espagne n'a pas connu un développement capitaliste aussi important parce qu'elle s'est contentée de s'enrichir par le commerce de l'or à partir de la découverte de l'Amérique et le pillage des colonies. Au lieu d'être réalisé par la bourgeoisie, ce processus s'est fait autour de la noblesse et de l'Église, qui conservait l'or ou bâtissait des cathédrales, là où la bourgeoisie anglaise par exemple, utilisait cette accumulation primitive pour investir dans l'industrie. Au lieu d'avoir une bourgeoisie espagnole s'imposant et centralisant le pays sur le plan

économique, linguistique et culturel, il s'est développé à des échelles plus petites diverses bourgeoisies, avec diverses langues et cultures. C'est ce qui explique que l'intégration nationale espagnole ne soit pas achevée.

Aujourd'hui, la Catalogne est une région très développée économiquement, en relation avec l'économie espagnole et le capital financier international ; elle est en même temps une nation qui possède une identité culturelle et linguistique légèrement différente de celle l'Espagne. Y a-t-il une oppression nationale de l'Espagne sur la Catalogne ? Sur le plan économique, c'est faux. La Catalogne se développe depuis des années grâce à la dette de l'état espagnol. En effet, en tant que région au statut d'autonomie relatif, la Catalogne pourrait emprunter directement sur les marchés financiers, mais à quel prix ? Certainement pas le même que celui d'un état comme l'Espagne, qui, même s'il est tout autant en faillite, est suffisamment stable pour payer sa dette grâce aux impôts. Sur le plan culturel et linguistique, là encore, le catalan est enseigné dans les écoles et couramment utilisé, il n'y a pas de répression culturelle. La Catalogne bénéficie d'une large autonomie sur ce plan. Bref, sur quoi repose donc les revendications des indépendantistes catalans ?

La réalité est qu'une partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie catalane suit son intérêt, c'est à dire est persuadée de payer pour les « faignants » du reste de l'Espagne. Et en effet, pas besoin de l'Espagne pour le tourisme, ni pour exporter du vin en dehors de l'Espagne. Une autre partie de la bourgeoisie catalane vit du commerce avec l'Espagne, et d'ailleurs les grandes sociétés n'ont aucun problème avec les impôts. Le mouvement indépendantiste est donc un mouvement bourgeois et petit bourgeois, qui s'oppose à la bourgeoisie madrilène et à une partie de la bourgeoisie catalane. De chaque côté, la bourgeoisie tente de mobiliser le prolétariat derrière la question nationale. Comme la bourgeoisie catalane est divisée, les indépendantistes pour arriver à leurs fins ont besoin du soutien du prolétariat. Par ailleurs, il est intéressant d'observer la position du gouvernement de Rajoy. Il voudrait amplifier le mouvement sécessionniste, il ne s'y prendrait pas autrement. La vraie raison de ses relents franquistes n'est pas à voir dans une hypothétique folie mais plutôt dans la volonté de faire diversion au regard de la montée de la pauvreté et du chômage. Du côté indépendantiste, la volonté de faire oublier des décennies de corruption (Pujol, Mas) à la tête de la Généralitat est l'explication la plus crédible.

Dans cette situation, il est absurde de qualifier le processus d'indépendance actuel comme une lutte de libération nationale. En tant que mouvement populaire, il pourrait servir de base à un mouvement révolutionnaire si les communistes espagnols et catalans travaillaient à l'unité du prolétariat. Le problème, c'est que comme la Catalogne n'a rien d'une nation opprimée par l'Espagne, cette lutte de « libération » est totalement artificielle et le prolétariat espagnol ne comprend pas pourquoi la Catalogne veut se séparer du reste du pays, ce qui ouvre la porte au chauvinisme de part et d'autre. Dans le cas présent, l'indépendance de la Catalogne tourne à la surenchère nationaliste, au moment où la crise économique s'aggrave et où plus que jamais on se rend compte de la dangerosité pour le prolétariat du nationalisme. Un véritable internationaliste reconnaît le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, mais travaille surtout à l'unité du prolétariat mondial, à l'indépendance du prolétariat de la politique de toute bourgeoisie, y compris lorsqu'il faut la soutenir tactiquement. Les marxistes mettent en avant non pas une culture nationale mais la culture internationale du prolétariat. D'autant qu'on peut se poser la question des vrais vainqueurs d'un émiettement des pays en régions « ethniquement » pures ? La réponse est simple : les états impérialistes centralisés qui pourront négocier plus aisément à leur avantage devant un confetti et les entreprises transnationales dont le chiffre d'affaires sera plus important que leur PIB. agoravox.fr 20.10

Pour que la crise catalane ouvre la voie à la classe ouvrière - Démocratie révolutionnaire (NPA) - 20 octobre 2017

Extrait. L'Espagne a profondément changé, elle est devenue un pays totalement intégré au monde capitaliste. Un de ses patrons est classé parmi les 8 personnes les plus riches du monde. Son agriculture s'est industrialisée... En Espagne le capitalisme règne partout en maître même si son degré de développement, de rentabilité, n'est pas le même selon les « autonomies ». Les relations entre l'Etat central et la Catalogne ne se posent plus dans les mêmes termes qu'en 1930. Il ne s'agit plus aujourd'hui de s'émanciper d'une tutelle semi-féodale, mais de soutenir une fraction de la bourgeoisie contre un Etat central considéré comme facteur d'injustice, d'inégalités entre autonomies, de « gaspillages »...

La révolte catalane est une nouvelle expression du rejet de cet Etat, de ce « régime de 78 », de sa politique entièrement vouée aux intérêts de la grande bourgeoisie, par une large fraction de la population, du monde du travail. Ce régime, la royauté constitutionnelle en vigueur actuellement en Espagne, est née en 1978, à la mort de Franco, à l'issue d'une « transition » réalisée par le parti de droite issu du franquisme, main dans la main avec le PSOE, le Parti communiste espagnol et Juan Carlos, le roi désigné par Franco. Ce processus consistait en une restauration de la royauté, qui avait été abolie en 1931, au début de la période révolutionnaire. Alors que la mort de Franco avait suscité l'immense espoir populaire que les comptes seraient réglés avec ces années de dictature, que l'on allait voir renaître cette république liquidée par Franco, la transition assurait en fait l'impunité des crimes du franquisme, le recyclage de ses cadres politiques dans ce qui deviendra le Parti Populaire, la restauration de la royauté...

Tout comme De Gaulle en France à l'issue de la 2ème guerre mondiale, main dans la main avec la SFIO et le PCF, avait assuré en douceur la « transition » du régime de Pétain à la IVème république en gardant à quelques exceptions près le même appareil d'Etat, la « transition » espagnole de 1978 assurait et assumait aussi, à travers la droite réactionnaire dont l'héritier est aujourd'hui le Parti Populaire, une continuité de l'Etat espagnol, franquisme inclus.

Cette « transition » est en crise depuis plusieurs années. Mais, tant sur le terrain des droits démocratiques que sur celui des droits sociaux, la réponse ne pourra venir que de la capacité des travailleurs à unifier le mécontentement pour renverser le régime. (...)

L'escalade politique et répressive du pouvoir central, qui exacerbe en retour les mobilisations populaires, est un choix délibéré de l'Etat espagnol. Il veut aller jusqu'au bout d'un affrontement qu'il sait inévitable avec des classes populaires poussées à la révolte par la crise, le chômage, les reculs démocratiques, l'arbitraire, la corruption qui s'affiche au sommet du pouvoir (y compris en Catalogne, cf. l'ancien président indépendantiste Mas...), les inégalités sociales qui touchent toute la société.

Cette colère s'était exprimée dans la rue dans toute l'Espagne avec le mouvement des Indignés, puis dans les urnes avec Podemos. Elle a pris aujourd'hui la forme de la crise catalane, qui fédère toute une vague de solidarité qui dépasse largement les milieux indépendantistes et la Catalogne elle-même. La crise catalane constitue ainsi un nouveau point de fixation de la contestation sociale en Espagne, ce qui rend le pouvoir central d'autant plus déterminé à le vaincre. Il peut compter, dans cette tâche, sur le soutien entier de l'UE et des Etats européens, tout comme du PSOE et de Ciudadanos.

Quelle que soit l'issue de l'affrontement qui se prépare, et qu'il ait lieu ou pas, rien ne sera réglé des causes profondes de cette crise, qui vont bien au-delà des relations entre deux Etats et trouvent leur origine dans les rapports sociaux d'une société plus que jamais divisée en deux classes aux intérêts diamétralement opposés et où les frontières sont devenues définitivement obsolètes, sinon pour les intérêts de certains capitalistes.

Questions nationales et luttes de classe : L'Etat espagnol - servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com

Dans le contexte de 'flou artistique' qui règne à Paris, entre monarchistes et républicains, après la défaite de 1870-71 et la chute de l'Empire, la guerre carliste reprend, chaque camp 'français' soutenant son 'champion' : le prétendant carliste parvient à contrôler un tiers du territoire étatique. Il y aura à ce moment-là une 'lère République' (1873-74), mais c'est en réalité plus une junte militaire libérale d'urgence, suite à la démission précipitée d'Amédée, qu'autre chose. Lorsque les choses, en 'France', commencent à se 'décanter' en faveur des républicains modérés (les jeunes monopoles ayant choisi leur camp), le carlisme perd du terrain ; finalement, l'héritier légitime Alphonse XII est couronné (1874), met fin à la guerre carliste et proclame une nouvelle Constitution – encore une fois, du '1812 édulcoré' – en 1876. Ayant 'présenté sa candidature' aux Cortes de l'oligarchie et à la junte 'républicaine' comme celle d'un "prince catholique, espagnol, constitutionnaliste, libéral et désireux de servir la Nation", il reçoit le titre de Pacificateur. À ce stade (ère alphonsine, 1874-1931), l'on peut considérer comme achevée la mutation de l'Espagne en État contemporain : une monarchie libérale, constitutionnelle, avec un Parlement (Cortes) où s'affrontent des libéraux et des conservateurs, et... totalement en phase avec la 'république des notables', du 'juste milieu', qui règne alors à Paris. Cette période voit une première grande phase de modernisation capitaliste du pays – et, à vrai dire, sa première véritable révolution industrielle. (...)

... il faut bien comprendre que la 'révolution bourgeoise' hispanique, tardive, est une révolution bourgeoise inachevée (comme en Italie, par exemple) : la bourgeoisie, faible et craignant le débordement par les masses - ou même par sa propre aile 'radicale', a laissé subsister de manière très importante les forces féodales (Église bien sûr, grande propriété foncière, aristocratie 'de Cour' qui forme une oligarchie bureaucratique, aristocratie militaire, etc.), ce qui est un aspect structurant de l'État contemporain espagnol encore aujourd'hui. (...) (...)

Arrivé au pouvoir avec le soutien d'Hitler et Mussolini, Franco, tout en mettant en place une terreur blanche effroyable contre les révolutionnaires et les républicains progressistes (centaines de milliers d'exécutions jusqu'au milieu des années 1940), ne s'engagera cependant pas à leurs côtés dans la Seconde Guerre mondiale. Ce qui lui permettra, après 1945, de prendre toute sa place dans le 'dispositif' anticommuniste du 'monde libre'... encore une fois, sous le bienveillant 'parapluie' de l'impérialisme français, bien que celui-ci (pour faire bonne mesure ? pour avoir deux fers au feu ?) héberge également l'opposition (modérée) en exil. Dans les années 1960, De Gaulle et Franco sont 'copains comme cochons'. L'époque voit, surtout à partir de 1957 (avec les 'technocrates' de l'Opus Dei), une nouvelle grande vague de modernisation, qui se poursuivra jusqu'aux années 2000. Mais cette modernisation, en plus de se heurter à l'opposition antifasciste populaire (qui ne pardonne pas l'assassinat de la République et de centaines de milliers de révolutionnaires, démocrates et progressistes), profite une nouvelle fois surtout au pourtour et voit monter les affirmations nationales des bourgeoisies, supportant de moins en moins la centralisation castillane autoritaire (qui n'a plus vraiment lieu d'être...).

À la mort du dictateur fasciste, son successeur désigné, Juan Carlos de Bourbon, devient roi et amorce un processus de libéralisation, autorisant les partis réformistes (PSOE, PCE et quelques autres) et nationalistes bourgeois non-castillans (PNV, CiU) à sortir de la clandestinité. (...) le pacte 'espagnol' des bourgeoisies est refondé (avec le système des 'autonomies régionales' etc.) et scellé dans la Constitution de 1978 ; les forces réformistes et les nationalistes bourgeois (catalans, basques, galiciens, andalous etc.) intègrent le 'système', les 'affaires' (notamment immobilières, secteur très important) de chaque bourgeoisie nationale étant toujours 'bien à l'abri' sous le parapluie politico-militaire castillan. C'est l'État espagnol que nous connaissons aujourd'hui, dans lequel luttent au quotidien, affrontent la répression, croupissent au cachot, sont torturés et parfois meurent des milliers de révolutionnaires de toutes les nations constitutives. Son capitalisme, 'tiré' par les locomotives catalane et basque ou encore cantabre (Banco Santander, première entreprise 'espagnole', 23e mondiale en 2012 et 13e en 2011, selon le classement Forbes Global), asturienne (Aceralia, une des composantes d'Arcelor) etc. a atteint un stade 'semi-impérialiste', avec des monopoles importants, exportateurs de capitaux (l'hispanité est mobilisée pour se tourner vers

les anciennes colonies latino-américaines, avec les 'sommets ibéro-américains', annuels depuis 1991) ; mais reste néanmoins 'bien à l'abri' sous l'aile 'protectrice' de l'axe franco-allemand et de sa construction impérialiste UE, bien que José Maria Aznar (1996-2004) ait tenté un moment un alignement plus 'atlantiste' (anglo-saxon). Depuis 2008, il est entré dans une crise économique et sociale sans précédent dans son histoire, et des mouvements populaires de type semi-insurrectionnel secouent la péninsule. (...)

La crise générale du capitalisme, commençant dans le pays à peu près concomitamment avec la mort de Franco, avait quelque peu ralenti l'essor économique entamé durant les quinze dernières années de son règne ; cependant, l'"Espagne" avait toujours gardé une croissance capitaliste (du PIB) supérieure à celle des autres pays européens et jamais connu de véritable récession (hormis en 1992-93) ; en particulier, entre 1995 et 2008, elle avait connu des taux de croissance très élevés, de l'ordre de 4 à 5% voire parfois approchant les 6% du PIB (vers 2000). Tout ceci s'effondre à partir de fin 2008, la récession atteignant... - 4% en 2009 (!) et la croissance restant proche de zéro aujourd'hui. Le chômage, toujours structurellement fort même dans les périodes de forte croissance (économie fortement basée sur le bâtiment, le tourisme estival, l'agriculture saisonnière), explose pour avoisiner les... 5 millions de chômeurs/euses pour un État moins peuplé que la 'France', soit près de 25% de la population active (plus du tiers des moins de 30 ans). Dans ce contexte, les contradictions de classe deviennent évidemment explosives, mais aussi les contradictions inter-bourgeoises sur une base (avant tout) nationale. (...)

Dans le même temps, la crise générale capitaliste (entrée dans une phase terminale) et l'"austérité" conséquente conduisent à un ébranlement, une remise en cause brutale du 'pacte' inter-bourgeois de 1978. Trop faibles militairement pour se passer de l'État central, face aux mouvements sociaux qui les secouent, les bourgeoisies du Nord-Ouest (Galice, Asturies, Cantabrie, León) et du Sud (Andalousie, Murcie etc.) se gardent bien de le remettre en cause (d'autant plus que dans le dernier cas, on l'a dit, l'oligarchie est une oligarchie castillane 'plaquée' de manière coloniale sur la population 're'-conquise). Mais, dans un système de (toute relative) 'solidarité pan-ibérique', les puissantes bourgeoisies basque et catalane ne veulent plus 'payer pour le Sud', et revendiquent une autonomie élargie (fiscale, notamment) pouvant aller jusqu'à l'indépendance.
servirlepeupleservirlepeuple.eklablog.com 25 décembre 2012

Espagne: mesures draconiennes pour empêcher la sécession de la Catalogne - AFP

L'Espagne a pris des mesures draconiennes pour empêcher la Catalogne de faire sécession, préparant la destitution du gouvernement de Carles Puigdemont qui a dénoncé la "pire attaque" contre sa région depuis la dictature de Franco.

La manœuvre du gouvernement de Mariano Rajoy, sans précédent et d'une ampleur inattendue, a immédiatement été suivie d'une manifestation indépendantiste réunissant 450.000 personnes samedi après-midi à Barcelone, selon la police locale.

Carles Puigdemont, qui a pris la tête du cortège, a réagi dans la soirée par une déclaration télévisée en catalan, espagnol et anglais, dans laquelle il a accusé le gouvernement espagnol de lancer "la pire attaque aux institutions et au peuple de Catalogne depuis les décrets du dictateur militaire Francisco Franco".

Et s'adressant en anglais aux Européens, il a assuré que les "valeurs européennes" étaient "en danger". Il a prévenu les Espagnols qu'ils pouvaient s'attendre "à d'autres abus".

Auparavant M. Rajoy avait invoqué l'article 155 de la Constitution, demandant au Sénat de lui confier la faculté de dissoudre le parlement catalan, afin de "convoquer des élections dans un délai maximum de six mois".

M. Rajoy souhaite aussi démettre le gouvernement catalan de ses fonctions, qui seront exercées "par les ministères (nationaux)" pendant "cette situation exceptionnelle".

"Ni l'autonomie catalane ni la gouvernance autonome ne sont suspendues", a affirmé Mariano Rajoy, comme pour rassurer des Catalans très attachés à leur autonomie récupérée après la fin de la dictature.

Mais la liste des mesures envisagées montre que Madrid veut prendre toutes les manettes de l'administration de la région, depuis la police autonome jusqu'à la radio et la télévision publiques, et mettre le parlement régional sous tutelle.

La présidente du parlement régional Carme Forcadell a dénoncé un "coup d'Etat". Et M. Puigdemont a demandé la tenue d'une séance plénière pour que les parlementaires décident de la réponse à apporter à ces mesures.

Jeudi il avait menacé de convoquer le parlement régional pour proclamer l'indépendance si le gouvernement déclenchait l'article 155.

Prudent, M. Puigdemont n'a cependant pas prononcé une seule fois le mot "indépendance" dans son allocution.

Les mesures demandées par le gouvernement espagnol devraient être approuvées d'ici le 27 octobre au Sénat, où le parti de M. Rajoy est majoritaire. Elles sont soutenues par le parti socialiste (PSOE), principale force d'opposition, et les centristes de Ciudadanos.

Cette prise en main risque de soulever les foules en Catalogne, où la population est pourtant divisée sur la question de l'indépendance.

"Ce sera le chaos à cause de la capacité de sabotage des fonctionnaires... Ça va ressembler à une administration coloniale et les indépendantistes vont présenter ça comme une occupation", a déclaré à l'AFP Oriol Bartomeus, professeur de Sciences politiques à l'Université autonome de Barcelone.

La réaction en Catalogne ne s'est pas fait attendre.

A Barcelone, plusieurs centaines de milliers de personnes convoquées à l'origine pour réclamer la libération de deux leaders indépendantistes emprisonnés pour sédition, ont crié "liberté" et "indépendance".

"Le sentiment espagnol a disparu. Le peuple catalan est complètement déconnecté des institutions espagnoles", assurait Ramon Millol, un mécanicien de 45 ans, tandis que les manifestants faisaient des doigts d'honneur aux hélicoptères de la police.

Le FC Barcelone a de son côté dit soutenir "les institutions démocratiques de Catalogne choisies par ses citoyens". "Nous voulons exprimer notre soutien et notre solidarité à l'égard de tous les secteurs affectés", a déclaré le président du club Josep Maria Bartomeu devant ses "socios" (supporters-actionnaires) divisés sur la question de l'indépendance.

Avant la décision du gouvernement, le roi Felipe VI avait assuré vendredi que l'Etat saurait faire face à cette "tentative inacceptable de sécession (...) avec ses institutions démocratiques légitimes".

L'aile dure de la coalition pousse Carles Puigdemont à consommer la rupture mais cet ancien journaliste de 54 ans temporise devant l'impact économique de la crise et le manque d'appuis à l'étranger.

La France et l'Allemagne ont fermement condamné ses efforts de sécession et l'UE répète qu'elle ne reconnaîtra pas l'indépendance de la Catalogne.

La crise en Catalogne peut mener à une "dislocation dangereuse", a mis en garde le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian, en espérant que les élections annoncées par Madrid permettent de "clarifier la situation".

Emmenées par les deux plus grandes banques catalanes, Caixabank et Sabadell, près de 1.200 entreprises ont transféré leur siège social hors de Catalogne, les investissements sont suspendus et les réservations d'hôtel chutent dans la région la plus touristique d'Espagne. AFP 22 octobre 2017

Après la Catalogne, Lombardie et Vénétie votent pour plus d'autonomie - AFP

La Lombardie et la Vénétie organisent dimanche un référendum pour réclamer davantage d'autonomie à Rome: longtemps passé inaperçu, ce scrutin prend une teinte particulière après le vote d'autodétermination de la Catalogne.

Souhaitez-vous que votre région dispose de "formes supplémentaires et conditions particulières d'autonomie"? C'est à cette question que les électeurs lombards et vénitiens sont appelés à répondre de 07H00 à 23H00 (05H00 à 21H00 GMT).

Les sondages donnent une nette avance au oui, mais la vraie inconnue reste la participation.

Ces deux régions parmi les plus riches d'Italie représentent 30% du PIB du pays. Elles figurent aussi parmi les plus "vertueuses" en terme d'endettement, de dépenses publiques par habitant et du fonctionnement du système de santé.

Elles présentent à elles deux un solde fiscal --différence entre ce que les habitants versent comme taxes et impôts et reçoivent comme dépenses publiques-- de quelque 70 milliards d'euros.

Une somme colossale dont les présidents des régions Lombardie, Roberto Maroni, et Vénétie, Luca Zaia, membres de la Ligue du Nord (extrême droite), entendent réclamer la moitié à Rome si les électeurs sont assez nombreux à voter oui.

Ils estiment en effet que cet argent est mal utilisé par Rome et pourrait l'être de manière beaucoup plus efficace, y compris via des partenariats entre régions.

Ils comptent aussi obtenir des compétences supplémentaires dans les infrastructures, la santé ou encore l'éducation, et même des pouvoirs réservés à l'Etat en matière de sécurité et d'immigration, thèmes chers à la Ligue mais qui nécessiteraient

une modification de la Constitution.

Contrairement à la Catalogne, ce référendum consultatif est prévu par la Constitution italienne.

Porté par la Ligue du Nord, le scrutin est soutenu par Forza Italia de Silvio Berlusconi (centre-droit), le Mouvement Cinq étoiles (populiste) et plusieurs syndicats et organisations patronales.

Le Parti démocrate (centre-gauche, au pouvoir) n'a pas donné de consigne, mais plusieurs de ses ténors, comme le maire de Milan, voteront oui.

Des formations de gauche, comme le Parti communiste, ont en revanche appelé à s'abstenir, dénonçant un "gaspillage d'argent public" pour "un référendum farce".

En Vénétie, la participation doit dépasser les 50% pour que le scrutin soit valide. Les habitants de cette région, où l'identité est forte et le tissu économique composé de multiples petites entreprises, semblent mobilisés.

"Je pense que le monde entrepreneurial votera en nombre, et pour le oui", estime le président régional de l'association des artisans (Confartigiano), Agostino Bonomo. Il espère que l'autonomie profitera aux entreprises, en permettant de récupérer des ressources et en créant des juges de paix locaux plus rapides.

En Lombardie, en revanche, le scrutin ne passionne guère, même si Milan est couverte d'affiches.

Aucun quorum n'est prévu: M. Maroni assure qu'une participation supérieure à 34% serait un succès, mais ses adversaires du PD jugent qu'en dessous de 50%, le scrutin sera un "flop".

Lorenzo Codogno, expert chez LC Macro Advisors, estime pour sa part que "la question sera probablement reléguée au rang de petit hoquet dans les livres d'histoire" si moins de 40% des électeurs se déplacent.

Alors que l'Espagne est dans toutes les têtes, Nicola Lupo, professeur de droit constitutionnel à l'université Luiss de Rome, juge que "les similarités avec la Catalogne sont minimes, le sentiment indépendantiste n'étant pas très diffusé" dans les deux régions.

La Ligue du Nord elle-même a relégué aux oubliettes les velléités indépendantistes de ses jeunes années.

M. Maroni n'a ainsi eu cesse de répéter que le référendum se déroulait "dans le cadre de l'unité nationale" et qu'il visait à "réformer les rapports entre le gouvernement central et les gouvernements régionaux". Et pour M. Zaia, tout parallèle avec la Catalogne est une tentative "fourbe" de décourager les électeurs.

Les vrais indépendantistes, très minoritaires, soutiennent le référendum, qu'ils voient comme un galop d'essai, même si l'autonomie est pour eux vouée à l'échec, car l'Etat, assurent-ils, ne cèdera pas aux revendications notamment fiscales. AFP
22 octobre 2017

- Italie: la Vénétie et la Lombardie ont voté largement en faveur d'une plus grande autonomie - Le Huffington Post

Les riches régions italiennes de la Vénétie et de la Lombardie ont voté ce dimanche 22 octobre à une écrasante majorité en faveur d'une plus grande autonomie, avec une participation suffisamment importante pour leur donner un pouvoir de négociation face à Rome.

Le président de la Vénétie, Luca Zaia, a évoqué un "beau résultat", avec "plus de deux millions" d'habitants qui se sont rendus aux urnes. Roberto Maroni a pour sa part insisté sur les "3 millions de Lombards" qui sont allés voter.

Les électeurs devaient dire s'ils souhaitent que leur région dispose de "formes supplémentaires et conditions particulières d'autonomie", selon la formule inscrite dans la Constitution. La nature et l'ampleur de cette autonomie doit désormais être négociée avec Rome et validée par le Parlement.

"Je suis heureux que des (...) millions, d'électeurs de Vénétie et de Lombardie demandent une politique plus proche, plus concrète et efficace, moins de bureaucratie et de gâchis", a déclaré pour sa part Matteo Salvini, le leader de la Ligue du Nord (extrême droite), parti au pouvoir dans les deux régions et promoteur du référendum.

La Lombardie (10 millions d'habitants) et la Vénétie (5 millions) figurent parmi les régions les plus riches d'Italie, et contribuent

à hauteur de 30% au PIB du pays. Elles sont aussi parmi les plus "vertueuses" en termes d'endettement, de dépenses publiques par habitant et du fonctionnement du système de santé.

Surtout, elles présentent à elles deux un solde fiscal -différence entre ce que les habitants versent en taxes et impôts et reçoivent au titre des dépenses publiques- de quelque 70 milliards d'euros.

Une somme colossale dont Roberto Maroni et Luca Zaia entendent réclamer la moitié à Rome, parallèlement à des compétences renforcées en matière d'infrastructures, de santé ou d'éducation.

Ils estiment en effet que les fonds publics sont mal gérés par l'Etat central et pourraient être utilisés de manière beaucoup plus efficace, y compris via des partenariats entre régions.

"Je suis venu voter pour le oui parce que je pense qu'il est juste que la situation fiscale, la richesse de la Lombardie, reste au moins à 50% en Lombardie", a déclaré à l'AFP Franco Bonadonna, un électeur milanais de 82 ans.

Si la Catalogne est dans toutes les têtes, "les similarités sont minimales, le sentiment indépendantiste n'étant pas très répandu" dans les deux régions, a expliqué Nicola Lupo, professeur de droit constitutionnel à l'université Luiss de Rome.

La Ligue du Nord elle-même a relégué aux oubliettes les velléités indépendantistes de ses jeunes années.

Mais même les vrais indépendantistes, très minoritaires, soutenaient le oui à ce référendum, qu'ils considéraient comme un galop d'essai. Le Huffington Post 23 octobre 2017

Ils osent tout

- Le respect des droits de l'Homme est essentiel, dit Al Sissi au Figaro - Reuters

- Macron refuse de donner "des leçons" de droits de l'Homme à Sissi - Reuters

Si, si, ils sont exemplaires dans ce domaine...

- Journaliste tuée à Malte: le Parlement européen pour une "enquête internationale" - AFP

- Le G7 et les géants de l'internet s'accordent pour bloquer la propagande "terroriste" - AFP

- Trump autorise la publication des documents sur l'assassinat de Kennedy - AFP

- Trump, un "danger pour la démocratie", s'alarme un sénateur républicain - AFP

- Les Pussy Riot déroulent une banderole anti-Poutine dans la Trump Tower - Franceinfo

- Parce qu'elles boycottent Israël, ces victimes sont privées d'aide pour reconstruire leur maison - Slate.fr

C'est un critère imposé par une ville du Texas: les victimes de l'ouragan Harvey doivent certifier qu'elles ne boycottent pas Israël si elles souhaitent recevoir une aide financière. Slate.fr

- Tchétchénie: l'inquiétante disparition de Zelimkhan Bakaev, pop star gay - L'Express.fr

- Algérie: Amnesty dénonce des "expulsions massives illégales" de Subshariens - AFP

- Berlin approuve la vente de sous-marins Thyssenkrupp à Israël - Reuters

Le gouvernement allemand a approuvé la vente à Israël de trois sous-marins construits par Thyssenkrupp, a annoncé lundi Steffen Seibert, porte-parole de la chancellerie. Reuters

- Épuisés par les cadences, des pilotes de Ryanair admettent dormir en plein vol - Atlantico.fr

- Londres: une taxe de 11,2 euros par jour pour les voitures les plus polluantes - L'Express.fr

Datant d'avant 2006, ils visent donc les plus pauvres.

- Rama X, un roi qui doit trouver sa place dans le cœur des Thaïlandais - LeFigaro.fr

En famille. Macronichéisme. Qui a dit ?

- « *Macron est quand même arrivé au pouvoir par un hold-up géant !* »

- Il y a « *un risque d'éruption politique, que la société est extrêmement violente* ».

Réponse : Un proche de Nicolas Sarkozy selon Le Parisien.

- « *Nicolas se retrouve un peu dans son tempérament. Macron, c'est l'énergie de Sarkozy avec la tête de Pompidou !* » aurait livré un vieil ami de l'ex-président.

« *Ils se parlent, Macron l'associe. Il sait que, si un jour ça tangué, il aura besoin de Nicolas, d'une forme de cordée* », confie un sarkozyste. Emmanuel Macron aurait vivement conseillé à ses ministres de droite, Gérard Darmanin et Bruno Le Maire, de s'entretenir régulièrement avec Nicolas Sarkozy. Même le socialiste Gérard Collomb aurait rendu visite au prédécesseur de François Hollande. Du côté d'Emmanuel Macron, on assure que le rapport de force est en faveur du président. « *Emmanuel s'est mis Nicolas dans la poche, vous n'imaginez pas !* » se frotte les mains un macroniste. Quoi qu'il en soit, les deux hommes semblent y trouver leur compte.

En privé, ils entretiennent de bonnes relations, il n'y a pas de doute. Début juillet Carla et Nicolas Sarkozy étaient invités pour dîner à l'Élysée... jusqu'à 1 heure du matin. Brigitte Macron aurait une place toute particulière dans l'estime de Nicolas Sarkozy, « *Elle, elle est très bien. Elle m'a dit qu'elle avait toujours voté pour moi !* » (lepoint.fr 22.10)

Macronite aiguë

- Emmanuel Macron reconnaît symboliquement le drapeau européen (mais ça ne change rien) - Le Huffington Post

- Compromis de l'UE sur le travail détaché, une "victoire" selon Macron - AFP 24 octobre 2017

Et qu'a dit la représentante française de l'oligarchie :

"La ministre française du Travail, Muriel Pénicaud, s'est réjouie" ; "Il n'y a pas de gagnants ou de perdants aujourd'hui, c'est juste l'Europe qui gagne".

On nous dit aussi que "l'objectif majeur de la réforme de la directive est d'avoir un "salaire égal, à travail égal, sur un même lieu de travail".", vraiment ?

AFP - Avec la révision de la directive, toutes les règles valables pour les travailleurs locaux s'appliquent aux détachés: ainsi, par exemple, si le pays d'accueil prévoit une prime de froid, de pénibilité, d'ancienneté, un treizième mois, ces bonus devront aussi leur être versés. AFP 24 octobre 2017

Si j'ai besoin d'un ouvrier pour repeindre ma maison, je ne vois pas pourquoi j'irais chercher un peintre dans le village voisin, alors qu'il en existe un dans mon village qui n'a pas de travail, et auquel je fournirais le même salaire.

Donc si on les écoutait, il faudrait en déduire qu'il est inutile ou stupide pour un patron d'une entreprise française de recourir à des salariés d'une entreprise établie hors de France, puisqu'il devrait leur payer le même salaire qu'à des travailleurs français, on est bien d'accord n'est-ce pas ? Alors où est le lézard ou l'entourloupe, le non-dit, la face cachée de cet accord entre ces patrons ?

Soit ces salariés travaillent plus et ils la ferment sinon ils sont virés, soit ils reversent une partie de leur salaire à leur employeur qui partage ensuite avec son collègue français, toujours en la ferment évidemment, mais peut-être ont-ils plus d'imagination que moi.

Le gouvernement veut s'attaquer aux "logements sociaux".

- « Il faut vendre davantage de logements sociaux » selon Jacques Mézard - Publicsenat.fr 24 octobre 2017

« Nous avons besoin de vendre davantage de logements sociaux », a assuré Jacques Mézard, ministre de la Cohésion des Territoires, en charge du logement, ce mardi devant les sénateurs. Augmenter les ventes de logements sociaux permettra

selon lui « de faciliter l'accès sociale à la propriété, mais aussi d'apporter des financements aux bailleurs sociaux. »

« Dans ce pays, 0,2% du parc social est vendu chaque année, ce n'est pas assez », note le ministre. « Il faudrait passer sur plusieurs années à 40 000 logements sociaux vendus par an soit 0,8% du parc. »

Commentaire d'un internaute.

- "Vendre des logements sociaux !

En supprimant le PTZ (prêt taux zéro), on taxant les PEL, en supprimant les APL accession logement, c'est sûr que les locataires vont acheter leurs logements ! N'importe quoi !

Sans compter qu'en achetant un logement social, vous aurez ensuite les "frais" de copropriété, ce qui n'est pas à la portée de tout le monde "

Perdant à tous les tours.

- Élections: seuls 35% des inscrits ont voté à tous les tours en 2017 - - L'Express.fr

Une étude de l'Insee sur la participation électorale en 2017, montre que si l'intérêt des Français pour la vie politique demeure marqué, il est sélectif, et rares sont ceux qui se déplacent lors de chaque consultation.

Alors que 44 millions de Français sont inscrits sur les listes électorales, 86% de ces inscrits ont participé à au moins un des quatre tours (élection présidentielle et élections législatives). Mais ils ne sont que 35% à avoir voté à tous les tours. Symptôme de ces comportements irréguliers, on peut noter une vraie chute de participation entre la présidentielle et les législatives. Si 85% des inscrits se sont déplacés pour au moins un tour de l'élection présidentielle, ce chiffre descend à 58% pour les législatives.

Signal inquiétant, le vote intermittent est "largement dominant" chez les 18-29 ans. Moins de deux inscrits sur 10 ont voté à tous les tours de 2017. L'abstention systématique est également forte chez les 25-29 ans (24%). Les jeunes marquent également un désintérêt certain pour les élections législatives, traditionnellement moins mobilisatrices. 31,1% des 18-24 ans votent uniquement aux deux tours des présidentielles.

Toujours forte, l'abstention systématique se retrouve particulièrement chez les plus défavorisés. "Plus les inscrits sont diplômés, plus l'abstention systématique est faible", note l'Insee, tout comme la participation automatique augmente avec le diplôme. Les inactifs non-retraités et les ouvriers sont bien loin des agriculteurs, cadres et retraités qui votent le plus systématiquement.

A propos de ces disparités, une autre étude note que les différences de comportements de vote selon le diplôme et la catégorie sociale se sont accentuées en 2017. L'Express.fr 19 octobre 2017

On retiendra : 86% de ces inscrits ont participé à au moins un des quatre tours (élection présidentielle et élections législatives), 86% ont trouvé utile d'aller voter ne serait-ce qu'une fois, comme quoi ils sont toujours accros aux institutions, non ? Il y a du boulot ! Mais au fait, pourquoi ? Chut !

Ce sont bien des tueurs qui nous gouvernent.

- Pesticides «tueurs d'abeilles» : une nouvelle couleuvre majeure pour Nicolas Hulot ? - Liberation.fr

Un nouveau pesticide néonicotinoïde, le sulfoxaflor, vient d'être autorisé en catimini en France, vidant leur interdiction de sa substance. Leur toxicité est pourtant en cause dans l'effondrement des populations d'insectes, et leurs effets nocifs sur la santé humaine inquiètent.

C'est une nouvelle bombe dans le dossier décidément ultra-explosif des pesticides. Et un nouveau motif de tension au sein du gouvernement, entre le ministre de la Transition écologique et celui de l'Agriculture. Pendant que tous les projecteurs sont braqués sur le glyphosate, la très toxique substance active de l'herbicide Roundup de Monsanto qui doit être réautorisée (ou pas) dans l'Union Européenne, les industriels n'oublient pas d'avancer leurs pions sur les tout aussi toxiques néonicotinoïdes, une autre famille de pesticides dits «tueurs d'abeilles», et dont l'impact sur notre santé inquiète de plus en plus. Et ils viennent de remporter une victoire majeure dans le dos, semble-t-il, du ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement, et du travail (Anses), a en effet autorisé en septembre la mise sur le marché en France de deux pesticides (le Closer sur plusieurs fruits, légumes et plantes vertes, et le Transform sur des céréales à paille et sur le lin) contenant du sulfoxaflor, une molécule produite par l'entreprise américaine Dow AgroSciences.

Or, mine de rien, ces deux autorisations «vident de sa substance l'interdiction des néonicotinoïdes» à partir du 1er septembre 2018 prévue par la loi sur la biodiversité de 2016 (un engagement que le candidat Macron avait pourtant promis de maintenir), s'alarment les apiculteurs de l'Union nationale de l'apiculture française (UNAF). Ces derniers ont découvert l'affaire mardi, au détour d'un rendez-vous à l'Anses pour faire le point sur cette interdiction.

Et Gilles Lanio de s'expliquer : «A notre grande surprise, nous avons appris avant-hier qu'on va a priori arrêter l'usage des néonicotinoïdes, mais qu'on va les remplacer par un nouveau néonicotinoïde, le sulfoxaflor ! On nous dit : "C'est vrai, c'est un neurotoxique, il agit de la même façon, mais ça n'est pas un néonicotinoïde." C'est faux ! On se moque de nous, je n'en reviens pas. C'est scandaleux, honteux et irresponsable. Cela s'est fait en catimini, je ne sais pas qui a fait ce coup-là, mais c'est pas mal...»

L'astuce est bien trouvée. Comme le fait Dow AgroSciences, il suffit de nier le fait que le sulfoxaflor est un néonicotinoïde, puisque ces derniers ont désormais mauvaise presse. Omniprésents dans l'environnement et dans le corps humain (leurs effets sur le développement du cerveau, en particulier des enfants, inquiètent notamment de plus en plus), ils sont aussi présents dans 75% des miels produits dans le monde. Et ce sont eux qui seraient les principaux responsables de l'effondrement de 80% en trente ans des populations d'insectes en Europe, comme le suggère une étude publiée mercredi dans la revue PLoS One.

Pourtant, «plusieurs publications scientifiques établissent que le sulfoxaflor appartient bien à la famille des néonicotinoïdes», insiste l'UNAF (l'Union nationale de l'apiculture française). Dans un avis rendu en mai 2014, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), qui n'est pourtant pas connue pour être alarmiste (et c'est un euphémisme), a qualifié l'insecticide de «hautement toxique pour les abeilles». Et en septembre 2015, une décision de justice américaine, annulant l'autorisation du sulfoxaflor à la demande d'apiculteurs et d'ONG, lui reconnaissait aussi l'appartenance à la famille des néonicotinoïdes.

L'affaire est d'autant plus scandaleuse, selon Henri Clément, le porte-parole de l'Unaf, «qu'on est toujours dans le double langage. D'un côté le gouvernement dit : "On préserve l'environnement, les abeilles, on prend soin de la nature et de votre santé", et puis, par-derrière on poursuit cette politique d'agrochimie, avec tous les impacts qu'elle peut avoir sur le plan environnemental, de la santé etc. C'est inacceptable, pitoyable, pathétique et irresponsable, c'est un manque de courage des pouvoirs publics qui est lamentable, un manque de responsabilité vis-à-vis de l'avenir et des générations futures».

L'Unaf demande à obtenir les données sur lesquelles s'est basée l'Anses pour autoriser les produits Closer et Transform. Et demande à ce que le sulfoxaflor – ainsi qu'un autre «néonic» non encore autorisé, le flupyradifurone – «soient intégrés de toute urgence dans le projet de décret définissant les substances actives de la famille des néonicotinoïdes présentes dans les pesticides, afin que l'interdiction prévue dans la loi biodiversité couvre cette molécule».

Or, selon l'ancienne ministre de l'Ecologie de François Hollande et actuelle députée PS Delphine Batho, en pointe dans la lutte contre les néonicotinoïdes, ce projet de décret – dont la publication serait prévue dans les prochains jours, sans le sulfoxaflor – n'a tout simplement pas lieu d'être. «La loi sur la biodiversité dit que les produits à base de néonicotinoïdes seront interdits à partir de 2018, avec des dérogations possibles jusqu'au 1er juillet 2020, mais elle ne dit pas que le gouvernement doit prendre un décret pour dire quelles substances – ou molécules – entrant dans la composition de ces produits sont des néonicotinoïdes. Cette liste n'a pas de raison d'exister car la réglementation des substances est de la compétence européenne. Il s'agit d'un stratagème des firmes pour contourner la loi interdisant les néonicotinoïdes», explique-t-elle à Libération.

Delphine Batho poursuit : «Cette affaire ne date pas de ce matin. Depuis des semaines, on savait que ce projet de décret est très sujet à caution, c'est une peau de banane destinée à ce qu'on ait des problèmes avec l'Europe. Et en plus, comme par hasard, le sulfoxaflor n'y figure pas. Je demande le retrait immédiat de l'autorisation de l'Anses des deux pesticides qui en contiennent. Nicolas Hulot doit réagir vivement et faire respecter la loi et l'esprit de la loi, car en démocratie, ce ne sont pas les lobbys qui gouvernent.» (Il fallait oser le dire ! - LVOG) Embarras et couacs

«Dès qu'on a appris l'autorisation de mise sur le marché de l'Anses, on a contacté le cabinet de Hulot, raconte Gilles Lannio. Ils sont franchement embarrassés, apparemment eux aussi se seraient fait surprendre. Je ne m'explique pas cela. On entend un président de la République qui dit : "Je veux mettre tout le monde en ordre, on évite les couacs." Si ça n'en est pas un.... On peut se demander aujourd'hui s'il y a un pilote dans l'avion sur ces sujets.»

Au cabinet de Nicolas Hulot, on confirme que le ministre a bel et bien apposé sa signature sur le décret, aux côtés de ses collègues de l'Agriculture et de la Santé, ce texte «permettant de sécuriser l'interdiction des néonicotinoïdes, pour qu'elle soit opérationnelle au niveau européen». Quant à l'autorisation des deux produits contenant du sulfoxaflor par l'Anses, le ministère de la Transition écologique «savait que c'était dans les tuyaux» : «Cela ne nous plaît pas du tout, donc on cherche des solutions». Une réaction officielle est prévue ce vendredi.

Fin juin, le premier «couac» gouvernemental, et premier bras de fer entre Nicolas Hulot et l'un de ses collègues, avait concerné... les néonicotinoïdes. Le ministre de l'Agriculture Stéphane Travert avait dit vouloir revenir sur leur interdiction. Aussitôt contredit par Nicolas Hulot, le Premier ministre avait apparemment donné raison à ce dernier... tout en laissant la porte ouverte aux lobbys.

«La question politique de fond, la voici : quel est le pouvoir du ministère de l'Environnement par rapport au ministère de l'Agriculture ? interroge Henri Clément. Depuis vingt-cinq ans, en règle générale, c'est toujours le ministère de l'Agriculture et sa cohorte de la FNSEA qui a le pouvoir sur toutes les décisions du monde agricole. Soyons clairs : dire l'inverse est une aberration. Nicolas Hulot est ministre d'Etat, on aimerait bien qu'il arrive à s'imposer face à Travert.» S'il ne le faisait pas, sur cette nouvelle affaire, ce ne serait pas une couleuvre, qu'il avalerait, mais un anaconda. Liberation.fr 19 octobre 2017

En complément.

- Accouchement : le Cytotec, médicament controversé, bientôt retiré du marché - Liberation.fr

Indiqué pour l'ulcère à l'estomac, il était prescrit pour déclencher des accouchements arrivés à terme. Liberation.fr

- Plus d'1,3 million de signataires contre le glyphosate - AFP

En Europe.

Parole d'internaute.

1- *"Vous n'avez pas observé que dans tous les films venant de là-bas (Etats-Unis - LVOG), les gens gobent des médocs ? ils ont tous des boîtes jaunes transparentes dans la poche ou à portée de main et plein leurs pharmacies ! Au moindre pet de travers, allez hop, une saleté à gober ! Attention hein, c'est aussi un conditionnement !*

Et sans la crédulité des gens, les firmes pharmaceutiques ne se seraient jamais enrichies ! voilà qu'ils donnent des anti-dépresseurs aux bébés ? Non mais allo quoi ? Qui sont ces parents à la masse qui ne protègent plus leurs enfants mais les droguent ? C'est quoi ces "nouveaux attardés" mentaux qui suivent toutes les modes même celle d'empoisonner leur progéniture ?"

Ne méprisez pas les plus arriérés que les nantis maintiennent dans l'ignorance pour conserver leur pouvoir. Même ceux qui vivent confortablement sont à plaindre parce que leur hypocrisie et leur bonne conscience est en train de les tuer à petit feu. Vous pouvez ajouter ceux qui ont conscience des méfaits monstrueux du capitalisme et qui refusent obstinément de rompre avec lui, n'en feriez-vous pas partie par hasard ?

2- *"Nos concitoyens, nos contemporains ont-ils conscience de la réalité ? Oui en grande part. Ne se laissent-ils pas tromper par la formidable (captieuse et astucieuse) propagande de cette ploutocratie ? Oui en grande part.*

Chacun de nous se doit donc de faire l'effort de relier entre eux certains faits, de les confronter avec les discours trompeurs et enfin de se concerter pour dire et faire autre-chose.

On en a encore presque tous les moyens, tant que le système perdure ; or on voit bien que de partout il craque. Et c'est avant la catastrophe qu'il faut se préparer, sinon la kalachnikov et l'horreur seront nos maîtres impitoyables."

Ou notre émancipation et notre bonheur...

Le glysophate dans tous ces Etats - liberation.fr

Avant que l'Argentine ne devienne un grand producteur de soja transgénique, la base de l'élevage mondial, ses paysans cultivaient du blé, des légumes... Puis la crise est arrivée. Il a fallu faire rentrer rapidement de l'argent dans les caisses de l'Etat. Entre 2000 et 2017, «les cultures de soja sont passées de 8,3 millions à 21 millions d'hectares», soit 60 % des terres cultivées. Et Monsanto a fourni aux cultivateurs les semences et les pesticides. «En 2009, l'Argentine a épandu 200 millions de litres de glyphosate», indique Christine Seghezzi, réalisatrice du docuHistoires de la plaine sorti le 30 août, s'appuyant sur Andres Carrasco, de l'université de Buenos Aires. Les sols argentins possèdent l'une des plus fortes concentrations en glyphosate du monde. Le scientifique a mené une étude, publiée en 2009 dans la revue Chemical Research in Toxicology. Elle conclut que «les effets directs du glyphosate sur les mécanismes précoces de la morphogenèse chez les embryons de vertébrés sont préoccupants, car on pourrait observer les mêmes résultats cliniques chez des enfants nés dans des populations exposées aux herbicides à base de glyphosate qui sont utilisés dans les champs agricoles». Entre 2000 et 2010, le taux de cancers aurait été multiplié par trois et les malformations congénitales par quatre. «Un génocide silencieux», comme l'appelle Marie-Monique Robin.

De nombreuses ONG, comme Greenpeace, ont tenté d'alerter les autorités. En vain. Des études sont menées auprès des populations rurales argentines victimes de la «sojisation» et des médecins accumulent les preuves. A force de persévérance, des mères d'Ituzaingó, dans la province de Córdoba, ont réussi en 2008 à faire interdire les épandages de pesticides à moins de 500 mètres du village et à moins de 1 500 par voie aérienne. Quatre ans après, s'y est tenu un procès où, pour la première

fois, l'épandage de pesticide a été jugé comme un délit. «Il n'existe pas de lois provinciales, ce sont des ordonnances municipales qui régissent les limites d'épandage de pesticides. C'est donc à chaque municipalité de réguler», précise Christine Seghezzi.

Le 2 août, les ministres de l'Environnement et de l'Agro-industrie ont fait part d'un projet de résolution qui détermine les distances minimales recommandées : 200 mètres par voie aérienne, 100 mètres par voie terrestre. Des distances de sécurité ridicules. A Buenos Aires, l'épandage des pesticides dans les parcs et jardins est interdit. Dans la province de San Luis, au centre du pays, une loi de 2016 proscrit d'épandre le glyphosate et d'autres herbicides à moins de 1 500 m des centres urbains et à moins de 300 m de toute maison. Mais le décret d'application n'a jamais été publié.

Utilisation interdite au Sri Lanka

En 2015, le Sri Lanka, grand producteur de thé et de riz, est devenu le premier pays à interdire le glyphosate, sur directive du président Mahinda Rajapaksa. «Il a expliqué que "l'herbicide était responsable d'un nombre croissant de patients souffrant d'une maladie chronique rénale [affectant] 15 % de la population en âge de travailler dans les régions du Nord", et qui a déjà "tué 20 000 personnes", écrit Marie-Monique Robin. Le premier cas a été identifié [...] en 1994. Et puis à partir des années 2000, ce fut une véritable épidémie.» Dans une interview diffusée en 2016 par Reporterre, Channa Jayasumana, chercheur en santé environnementale à l'université de Rajarata au Sri Lanka, explique : «L'étude épidémiologique, clinique et biochimique confirme qu'il existe un lien très fort entre le glyphosate et la maladie.»

Combiné avec une eau riche en calcium et contenant des métaux tel l'arsenic présent dans le sol, le glyphosate se transforme en décapant, et devient très toxique pour les reins. C'est ce qu'il se passe lorsque les paysans boivent l'eau de leur puits. C'est pourquoi «le gouvernement a décidé d'interdire l'importation, la distribution, la vente et l'utilisation d'herbicide à base de glyphosate au Sri Lanka», poursuit Jayasumana. Malgré les pressions de Monsanto, la décision est maintenue.

Et ailleurs ?

Dans l'Etat de l'Andhra Pradesh, en Inde, où «les autorités ont enregistré une épidémie de maladie chronique rénale chez les riziculteurs», mais aussi «dans les régions côtières du Nicaragua, du Salvador et du Costa Rica, où le glyphosate est pulvérisé dans les champs de cannes à sucre», précise Robin. D'ailleurs, «le Salvador a voté l'interdiction de 53 pesticides et engrais chimiques contenant des métaux lourds comme [...] le glyphosate». liberation.fr 24.10

En complément. La méthode "**et de droite et de gauche**" ou "**ni de droite ni de gauche**".

- Glyphosate : les champs des possibles - Liberation.fr

- Une interdiction, combien ça coûte ? - Liberation.fr

Les partisans du glyphosate assurent que son arrêt aurait un prix considérable pour les consommateurs comme pour les agriculteurs. Liberation.fr

Le mercantilisme l'emporte sur toute autre considération, et effectivement il a "un prix considérable pour les consommateurs comme pour les agriculteurs" au niveau de leur santé.

- Glyphosate mais si, on peut s'en passer ! - Liberation.fr

Cultiver sans pesticides, c'est possible, contrairement à ce que disent les industriels, désireux de préserver leur très juteux marché. Liberation.fr

Gates le milliardaire philanthrope le plus riche du monde est actionnaire de Monsanto (Roundup) avec son pote Rockefeller. Drahi avec son torchon Libération appartient à la même famille des oligarques qui possèdent les trusts de la chimie qui empoisonnent ou polluent délibérément la terre entière...

Il serait donc fort mal à propos ou carrément déplacé de lui attribuer l'intention de nuire aux intérêts de ses petits camarades de classe ou de manifester un soudain intérêt pour le sort ou la santé de la population, il faut donc chercher ailleurs une explication à la publication de ces articles en apparence contradictoires. C'est un peu comme si on disait que Macron allait s'attaquer aux industriels, personne ne le croirait un instant.

Un internaute fournit une explication.

- "*Les médias, propriété des gens de pouvoir favorables à ce système, sont absolument nécessaires pour espérer gagner à la présidentielle... Nous l'avons encore vu en mai dernier : le petit prodige que la banque Rotschild a donné gracieusement à la*

France aurait-il été élu sans le soutien massif de tous ces journaux, tv, journalistes, éditocrates et autres thuriféraires béats d'admiration sur commande ?

Une autre explication, consiste à constater qu'ils fournissent sur un même sujet deux interprétations diamétralement opposées, qui présenteraient chacune des avantages et des inconvénients, de telle sorte que les lecteurs ne sachent pas laquelle est bonne ou nuisible pour eux, et une fois déstabilisés la majorité d'entre eux opteront pour celle que le journal voulait leur imposer à leur insu. Cette méthode est une forme de démagogie destinée à annihiler l'esprit critique des lecteurs.

En complément quelques réflexions d'internautes lus ce mercredi matin.

1- *"L'idéal doit toujours être recherché et une société raisonnablement démocratique est peut-être celle qui cherche réellement à l'atteindre. Il me semble que cette volonté n'existe même plus dans ce pays. La loi de la jungle c'est le néolibéralisme et nous y sommes jusqu'au cou."*

2- *"Les sociétés "véritablement" démocratiques ont-elles jamais existé? C'est à dire autrement que sous la forme de sociétés régies par la seule loi de la jungle ?*

Le problème n'est peut-être pas que notre société nous impose une norme à ne pas transgresser, mais que la norme qu'actuellement nous impose notre société n'est pas juste."

3- *"Vivre en démocratie impose que l'intérêt général soit toujours privilégié par rapport à l'intérêt individuel, cela implique de renoncer à une fraction de sa liberté pour que nous puissions tous l'être de façon satisfaisante, c'est le contrat social de Jean-Jacques Rousseau."*

Mais pour être collectivement libre il faut que chacun puisse utiliser sa liberté en connaissance de cause. Ce n'est pas ce que font les zombies qui votent contre l'intérêt général, sans en avoir conscience, en favorisant l'enrichissement des 1% au détriment de tous les autres. C'est pour cette raison que le néolibéralisme, qui est la loi du plus fort, ne peut-être que l'ennemi irréconciliable de la démocratie et l'antichambre du fascisme."

On retrouve ici les réflexions que je vous ai proposées plus haut ou dans de précédentes causeries.

[Etat policier. "Il me semble" que vous êtes coupable : Embastillé sur le champ !](#)

- "Entre le fait de pouvoir flirter et le fait de pouvoir harceler, il me semble y avoir des différences", estime Gérard Collomb - Franceinfo

Amendes et gardes à vue pour les harceleurs de rue, dit Collomb - Reuters

Les agents de la police de sécurité du quotidien vont être équipés de tablettes numériques afin de mettre "des amendes immédiates" aux personnes qui se rendraient responsables de harcèlement de rue, a annoncé jeudi Gérard Collomb.

Grâce à ces tablettes, les policiers pourront aussi "prendre les coordonnées de la personne, regarder s'il a déjà été fiché", a poursuivi le ministre de l'Intérieur sur franceinfo.

"S'il a été fiché, s'il y a répétition de l'agression, évidemment (les policiers devront) le déférer directement en garde à vue et ensuite introduire une action judiciaire", a-t-il ajouté. "Pouvoir prendre en charge ce type de problématique, ça participe à la sécurité et à un sentiment de tranquillité." Reuters 19 octobre 2017

Il n'y a pas encore si longtemps en Inde, et je pense encore dans la tête de beaucoup d'Indiens, toucher la main d'une femme, c'était la violer. Et ne voilà-t-il pas que des femmes indiennes se révoltent contre le viol qui serait monnaie courante dans le pays, à croire que la restriction (et la répression) des rapports entre les femmes et les hommes ne serve pas à empêcher les abus ou les atteintes à la liberté des femmes de disposer de leur propre corps.

Admirez le parti pris de Reuters: "*prendre les coordonnées de la personne*" qui pourrait être un homme ou une femme, et bien non, ce sera forcément un homme "*regarder s'il a déjà été fiché*". Ils se trahissent eux-mêmes.

Sur la base du simple témoignage oral d'une femme prétendant avoir été harcelée, de présumé innocent vous deviendrez un véritable coupable.

Apparemment les homosexuels ne pratiqueraient pas le harcèlement sexuel. Or, il m'est arrivé quand j'étais responsable technique chez Sprint (Canon) de me retrouver assis au côté du responsable d'un centre de formation dans sa voiture, c'était à l'heure du déjeuner, nous avions à peine démarré qu'il commença par balader sa main droite sur ma cuisse gauche en

m'adressant un grand sourire, extrêmement gêné parce que c'était une relation de mon patron et que je venais d'être embauché, je retirai doucement sa main, il y revint deux ou trois fois puis cessa voyant que ce n'était pas mon genre. Par la suite, il se montra odieux avec moi, et je remarquai que mon patron me regardait de travers pendant qu'ils discutaient ensemble. Cela ne s'invente pas 27 ans plus tard.

Cela les démange toujours ou ils ont un sexe à la place du cerveau... et ils ne savent pas quoi en faire (des deux !).

- Une ex-assistante parlementaire porte plainte pour agression sexuelle contre un député LREM - Franceinfo

L'ex-assistante parlementaire d'un député LREM de Moselle a décidé de porter plainte. Une affaire révélée il y a quelques heures par Franceinfo.

- Le conseiller régional d'Île-de-France Gilbert Cuzou visé par deux plaintes pour agressions et harcèlement sexuels - Le Huffington Post

- Sondage : plus d'une Française sur deux dit avoir été harcelée sexuellement - LeFigaro.fr

- «#MeToo, dans la vraie vie»: des rassemblements s'organisent partout en France - LeFigaro.fr

Parole de pute.

Attention les yeux ! La belle Kendall Jenner est apparue le 23 octobre dernier lors du diner Vogue Magazine, vêtue d'une robe argentée fendue. Et elle est ultra canon. Closer 25 octobre 2017

ACTUALITE EN TITRES

[Ils sont timbrés. Quand est-ce qu'on fout le feu au régime ?](#)

- La Poste. Le prix du timbre va flamber - Liberation.fr

Les tarifs du courrier vont grimper de 4,7 % en moyenne au 1er janvier, mais parmi eux, le prix des timbres ordinaires augmentera deux fois plus, a annoncé jeudi la Poste. Le timbre rouge passera ainsi de 85 à 95 centimes. Liberation.fr 19 octobre 2017

ACTUALITÉ DU JOUR

[Comment faire passer la politique ultra réactionnaire du gouvernement. Mode d'emploi.](#)

- Loi travail. La mobilisation s'essouffle - Liberation.fr

La troisième journée de protestation contre les ordonnances, menée à l'appel de la CGT et de Solidaires, montrait jeudi un net essoufflement de la mobilisation. La préfecture de police a estimé à seulement 5 500 le nombre de manifestants contre la réforme du code du travail à Paris, 25 000 selon la CGT. Le 21 septembre, 16 000 manifestants avaient été décomptés par la préfecture de police. Ailleurs en France, la mobilisation était aussi en baisse significative, que ce soit à Pau, Bayonne, Rennes, Toulouse ou Lyon. Une éventuelle action, avec d'autres syndicats, pourrait être annoncée le 24 octobre. Liberation.fr 19 octobre 2017

- France-CGT et FO appellent à des grèves le 16 novembre - Reuters

La CGT, FO, Solidaires et des syndicats étudiants ont appelé mardi soir à une nouvelle journée de grèves et de mobilisation contre la politique sociale d'Emmanuel Macron le 16 novembre, après une rencontre intersyndicale au cours de laquelle les syndicats ont échoué à porter un message commun.

Les organisations CGT, Force ouvrière, CFDT, CFTC, CFE-CGC, Unsa, FSU, Solidaires et les syndicats étudiants Unef, Unl, Fage et Fidl se sont réunies au siège de la CFDT pour tenter de porter des propositions communes sur les réformes sur la

formation professionnelle, l'apprentissage, l'assurance chômage, et faire le point sur la réforme, désormais adoptée, du Code du travail.

Pour la deuxième fois en deux semaines, elles ont échoué à s'entendre. La CGT, FO, la CFE-CGC, Solidaires, la FSU, l'Unef, l'Unl et Fidl n'ont pas accepté le texte qui était porté par la CFDT, la CFTC, la Fage et l'Unsa. Reuters 25 octobre 2017

En famille. Ils s'adaptent même à la pire réaction.

- Mouvement du 1er juillet: Hamon revendique près de 30.000 adhérents - AFP

Le mouvement du 1er juillet (M1717) lancé par Benoît Hamon compte "près de 30.000 adhérents" et pourrait "bientôt passer devant le PS", a confié l'ancien candidat socialiste à la présidentielle, jeudi à l'AFP, lors d'un déplacement à Grenoble.

Le Parti socialiste, que M. Hamon a quitté en lançant le M1717, revendique encore officiellement 90.000 adhérents mais ils seraient en réalité moitié moins selon des sources officieuses.

Pour rassembler la gauche, "il faut des projets adaptés à chaque élection, soutenus par des mouvements ou des partis, pour que tout le monde y voie sa place mais que personne n'y plante son drapeau", a estimé M. Piolle, qui dirige la ville alpine à la tête d'une coalition écologistes-PG-citoyens. AFP 19 octobre 2017

A retenir de ces tartufes, "il faut des projets adaptés à chaque élection", soyons vulgaire : pour mieux baiser les électeurs, il faut leur dire ce qu'ils ont envie d'entendre, on doit adapter notre discours en fonction de notre auditoire, il ne faut pas être con, mais les prendre pour des cons, assurément !

Vous en redemandez.

- "Il faut construire une nouvelle synthèse politique entre une tradition socialiste, celle de l'écologie politique, une nouvelle approche de la croissance", explique l'ancien candidat à l'Élysée dans Le Monde daté de mardi. Reuters 24 octobre 2017

En réalité, Hamon et Mélenchon partagent la même idéologie, celle de la bourgeoisie, ils se partagent les rôles afin d'empêcher qu'un véritable parti socialiste révolutionnaire puisse se construire, aidés en cela par tous ceux qui prétendent le construire et les courtisent.

En famille. Tartuferie. Quand un charlatan tombe le masque.

- Jean-Luc Mélenchon propose à Guillaume Peltier de rejoindre les insoumis après son discours souverainiste - Le Huffington Post

"Quand allez vous renoncer à l'ultra-libéralisme? Quand allez vous enfin protéger nos travailleurs, nos ouvriers, nos paysans? Quand allez vous enfin rétablir la souveraineté de notre peuple, la puissance et la grandeur de notre Europe?", a ainsi conclu Guillaume Peltier, le porte-parole des Républicains à l'Assemblée nationale, pendant que l'ancien candidat à l'élection présidentielle l'invitait à rejoindre les rangs des Insoumis. Le Huffington Post 25 octobre 2017

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Les Kurdes d'Irak se retournent contre les Barzani - Réseau Voltaire

La mascarade du scrutin truqué du référendum d'indépendance du Kurdistan iraquien, du 25 septembre 2017, se retourne contre ses initiateurs, les familles Barzani et Talabani.

Durant la campagne référendaire, le gouvernement régional kurde d'Iraq a affirmé que 80 pays dans le monde —dont les États-Unis et la France— soutenaient la création du nouvel État. Cet argument est apparu décisif pour de nombreux électeurs.

Le général des Gardiens de la Révolution iranienne, Qasem Soleimani, a mis en garde au dernier moment les Barzani. L'arrivée

de 200 000 Israéliens et l'installation de missiles au Kurdistan iraquien ne pouvait qu'ouvrir une nouvelle guerre. Mais les Barzani n'ont rien voulu entendre.

Prenant l'initiative, les troupes nationales iraqiennes ont alors libéré la région de Kirkouk et ses champs pétroliers de l'occupation kurde, le 16 octobre. Plus de 100 000 Kurdes, qui s'y étaient installés en coordination avec Daesh et avaient expulsé la population autochtone, se sont enfuit en deux jours. La communauté internationale n'a émis aucune réaction.

Le gouvernement national iraquien vient ainsi de restituer aux arabes, chrétiens et musulmans, les territoires qui leur avaient été volés. Il a aussi évité une intervention et une occupation turco-iranienne du pays.

Les médias occidentaux qui n'ont cessé de soutenir la dictature des Barzani, n'ont rien dit

- des assassinats politiques de leurs opposants,
- de l'impossibilité de tenir des élections mais de la possibilité d'organiser un référendum,
- de leur accord avec Israël,
- de leur accord avec Daesh,
- de leur responsabilité dans le génocide des Kurdes yézidis,
- de l'annexion de 80% de leur territoire en quelques années,
- ni du nettoyage ethnique qui suivit. Ils sont également restés silencieux sur les développements actuels.

Les Kurdes d'Iraq réalisent, mais un peu tard, que les Barzani et les Talabani les ont menés en bateau. Aucun pays —sauf Israël— ne peut admettre la création d'un nouvel État fondé sur l'annexion et le nettoyage ethnique.

Massoud Barzani, président sans droit ni titre du Kurdistan iraquien, ne pourra plus longtemps proroger artificiellement son mandat. Sans attendre, les Talabani ont prudemment pris leurs distances avec le pouvoir illégitime d'Erbil.

Bagdad vient de lancer un mandat d'arrêt contre le vice-président sans droit ni titre du Kurdistan iraquien, Kosrat Rasul, pour son rôle et ses propos lors de la libération de Kirkouk. Réseau Voltaire 21 octobre 2017

République tchèque

- Le mouvement populiste de Babis remporte les législatives tchèques - AFP

Profitant de la méfiance des Tchèques vis à vis de leur classe politique et des "ordres de Bruxelles", le mouvement populiste ANO du milliardaire Andrej Babis, qualifié de "Trump tchèque", a largement remporté les élections législatives.

Le scrutin de vendredi et samedi aura vu aussi une percée spectaculaire du parti d'extrême droite SPD, anti-immigration et anti-UE, et celle d'une formation "anti-système", le Parti Pirate, selon les résultats officiels publiés après le dépouillement dans 99,9% des bureaux de vote.

ANO ("Oui" en tchèque), qui a fait campagne sur la lutte contre la corruption, contre l'accueil des migrants et la zone euro, obtient 29,7 % des voix, soit 78 sièges à la chambre basse qui en compte 200.

"Nous sommes enthousiastes. Nous remercions nos 1,5 million d'électeurs, ça dépasse nos attentes, car il y a eu une campagne de désinformation massive contre nous", a réagi M. Babis lors d'une conférence de presse.

A plusieurs reprises, il a souligné qu'il était "pro-européen". "Je ne sais pas pourquoi quelqu'un dit que nous sommes contre l'Europe", a-t-il insisté. "Nous ne représentons pas une menace pour la démocratie".

"Nous sommes prêts à lutter pour nos intérêts à Bruxelles, nous faisons partie intégrante de l'UE, et de l'Otan", a-t-il poursuivi, avant d'inviter l'Union à "engager une réflexion" et "cesser de parler d'une Europe à deux vitesses".

Il n'a pas donné d'indication avec qui il comptait former une coalition et le gouvernement, déclarant qu'il avait proposé des négociations à tous les partis entrés au parlement et "attendait leur réaction".

Il s'agit d'une opération délicate dans une chambre fragmentée entre neuf partis. Deux d'entre eux, l'ODS (droite eurosceptique) et KDU-CSL (chrétien-démocrate) ont immédiatement annoncé qu'ils ne négocieraient pas avec M. Babis.

Le chef du premier, Petr Fiala, a affirmé qu'il y avait chez ANO "des gens qui ont promis beaucoup de choses et qui ne seront pas capables de les réaliser", tandis que le leader chrétien démocrate Pavel Belobradek, a dit qu'il n'irait pas "dans un gouvernement, s'il s'y trouve des gens poursuivis par la justice", dans une allusion aux ennuis de M. Babis avec la justice.

Il reste que près d'un électeur sur trois a donné sa voix au milliardaire controversé qui a réitéré encore à la veille du vote son hostilité à l'accueil des migrants et à la zone euro.

L'ANO est suivi par trois partis ayant obtenu des résultats presque identiques l'ODS (droite), 11,3%, soit 25 sièges, le Parti Pirate, 10,8% (22 sièges) et le SPD d'extrême droite, 10,6% (22 sièges).

Fermelement opposé à l'intégration européenne et à l'immigration, le SPD est porté par un courant d'opinion présent ailleurs en Europe de l'Est. Il a reçu le soutien de la présidente du Front National français, Marine Le Pen.

En se félicitant d'avoir recueilli plus d'un demi-million de voix, le chef de file du SPD Tomio Okamura a répété que son objectif était "d'arrêter toute islamisation de la République tchèque" et d'imposer "une tolérance zéro de la migration", voire de promouvoir un référendum sur la sortie de l'UE.

Les Tchèques ont par ailleurs durement sanctionné le Parti social-démocrate CSSD du Premier ministre sortant Bohuslav Sobotka qui subit une chute brutale et n'arrive que 6e, avec 7,3 % des voix, soit 15 sièges.

Quatre autres partis franchissent également le seuil d'éligibilité de 5%: le Parti communiste KSCM, nostalgique de l'ancien régime totalitaire, 7,8% (15 sièges), les chrétiens-démocrates KDU-CSL 5,8% (10 sièges), et deux petits partis centristes, TOP 09 et STAN, 7 et 6 sièges respectivement.

Bien qu'il soit milliardaire, et qu'il soit inculpé pour fraude aux subventions européennes, M. Babis est porteur d'espoir pour ceux qui se considèrent comme les laissés pour compte de la prospère société tchèque.

En dépit de la bonne marche de l'économie, qui a affiché un taux de chômage de 3,8% en septembre et prévoit une croissance de 3,6% cette année, il y a au sein de la société tchèque des groupes sociaux relativement défavorisés qui sont soit lourdement endettés, soit doivent travailler très dur pour joindre les deux bouts, accusant les élites politiques traditionnelles d'en être responsables. Bon nombre d'entre eux soutiennent M. Babis. AFP 21 octobre 2017

Autriche

- Autriche: vers une coalition avec l'extrême droite - AFP

Le jeune leader conservateur Sebastian Kurz, appelé à devenir le prochain chancelier autrichien après sa victoire aux législatives, a annoncé avoir eu samedi une discussion "des plus positives" avec le patron du parti d'extrême droite FPÖ, confortant le scénario d'une alliance avec cette formation.

"Nous avons eu une discussion des plus positives", a déclaré M. Kurz à la sortie d'un premier rendez-vous officiel avec le chef du FPÖ Heinz-Christian Strache, vingt-quatre heures après avoir été formellement chargé de former un gouvernement par le président de la République.

Vainqueur des élections du 15 octobre, M. Kurz, 31 ans, a indiqué avoir le "sentiment très fort" que le FPÖ manifestait non seulement une "volonté de changement", mais aussi une "conscience des responsabilités".

M. Kurz et son parti chrétien-démocrate ÖVP ont remporté les législatives anticipées avec 31,5% des voix, devant les sociaux-démocrates du chancelier sortant Christian Kern (SPÖ, 26,9%) et le FPÖ (26%).

Une alliance avec le FPÖ est jugée la plus probable, après une campagne où M. Kurz a embrassé plusieurs thèmes de ce parti, notamment sur l'immigration, et promis un "renouvellement" après dix ans de grande coalition avec le SPÖ.

Le leader conservateur, qui est appelé à devenir le plus jeune dirigeant au monde, a toutefois assuré qu'il discuterait avec tous les partis. Il doit encore rencontrer M. Kern dimanche avant de lancer formellement des négociations de coalition.

Mais M. Strache, 48 ans, a avoué à l'issue de la réunion samedi être "optimiste" concernant l'ouverture de telles négociations avec le FPÖ, et ce dès "la semaine prochaine".

Jeudi, M. Strache avait indiqué avoir déjà longuement reçu M. Kurz à son domicile pour un entretien "privé" qualifié de "très amical".

En 2000, l'entrée du FPÖ dans le gouvernement du chancelier conservateur Wolfgang Schüssel avait provoqué un séisme en Europe et l'adoption de sanctions de l'UE contre Vienne.

Dans un contexte de montée des partis populistes et anti-migrants dans plusieurs pays européens, une telle levée de boucliers apparaît peu probable aujourd'hui, d'autant que M. Strache a veillé à lisser l'image de son parti.

M. Kurz, qui occupe les fonctions de ministre des Affaires étrangères depuis quatre ans, a par ailleurs veillé à réaffirmer son "engagement" en faveur de l'UE, lors d'un déplacement à Bruxelles jeudi. AFP 21 octobre 2017

Belgique et OTAN

- Du nouveau sur les Tueurs du Brabant - Réseau Voltaire

L'affaire des Tueurs du Brabant a été relancée cette semaine par des articles des Het Laatste Nieuws [1] et une émission de télévision de la télévision flamande. Le frère d'un gendarme d'élite, Christian Bonkoffsky, a déclaré que celui-ci lui avait révélé sur son lit de mort être l'un des mystérieux tueurs. Tandis qu'un avocat de victimes a dénoncé les ratées de l'enquête judiciaire.

Entre 1982 et 1985, en Belgique et dans le Nord de la France, des inconnus réalisèrent une série de braquages sans mobile financier, tuant 28 personnes. Ils sont connus comme les « Tueurs du Brabant » ou la « Bande de Nivelles » (Bende van Nijvel). Les magistrats instructeurs, le ministre de la Défense et une commission d'enquête de la Chambre des représentants se heurtèrent au Secret-Défense de l'Otan [2].

Durant les années 80, l'Otan organisa une série d'attentats en Europe sur le modèle de ce qu'elle fit ces dernières années avec des jihadistes.

Les autorités, qui prennent ces révélations très au sérieux, considèrent que cet ancien gendarme de l'unité d'élite Diane correspond au portraits robots de l'époque. Des vérifications attestent qu'il n'était pas physiquement présent à son travail durant les nombreuses attaques. La Justice belge interroge tous les anciens collègues du suspect décédé. Le témoin a également révélé que deux autres ex-membres du groupe Diane étaient venus visiter le suspect à son domicile. Réseau Voltaire 23 octobre 2017

[1] « Vermassen denkt te weten wie achter Bende van Nijvel zit : "We moeten naar Staatsveiligheid van die tijd kijken" », « Onderzoek Bende van Nijvel in stroomversnelling : "Vaak uitgelachen, maar nu krijgen we toch gelijk" », Het Laatste Nieuws, 15 & 21 oktober 2017.

[2] « Les armées secrètes de l'Otan (X) : La guerre secrète en Belgique », par Daniele Ganser, Réseau Voltaire, 6 juin 2011.

Argentine

- Victoire aux législatives pour le président argentin, Kirchner élue - AFP

Le président de centre-droit Mauricio Macri tient une nouvelle victoire électorale: sa coalition Cambiemos se consolide au pouvoir lors des législatives de mi-mandat, ce qui lui permettra de poursuivre ses réformes libérales. AFP

Japon

- Japon: nouveau départ pour Abe, conforté par une solide majorité - AFP

Le Premier ministre conservateur japonais Shinzo Abe détenait lundi un nouveau mandat doté d'une très confortable majorité après les législatives anticipées... AFP

États-Unis et Indonésie

- Les États-Unis ont soutenu le massacre d'un demi-million d'Indonésiens en 1965 Par Max Walden — 22 octobre 2017

Des documents nouvellement déclassifiés ont réaffirmé que le gouvernement des États-Unis connaissait et avaient soutenu le massacre par l'armée indonésienne et les groupes d'autodéfense affiliés d'environ 500 000 à un million d'Indonésiens en 1965-1966.

Décrit par la CIA (Central Intelligence Agency) comme « l'un des pires meurtres de masse du 20ème siècle », le massacre de 1965 a été déclenché à cause d'une tentative de révolution en septembre de cette année par un groupe de généraux de gauche et les dirigeants du Parti communiste indonésien (PKI).

Grace à une « collaboration sans précédent » avec le National Declassification Center, des documents publiés mardi par les archives de la sécurité nationale de l'Université George Washington, montrent que le gouvernement américain avait « une connaissance détaillée » des massacres qui ciblaient les communistes, les gauchistes et les Indonésiens d'origine chinoise en répression de la révolution ratée appelée Mouvement du 30 septembre.

Ils précisent que l'ambassade des États-Unis à Jakarta enregistrerait les noms de membres du PKI exécutés et « soutenait activement » les efforts de l'armée pour anéantir le parti communiste en Indonésie, le troisième en importance à l'époque. Un million d'autres communistes présumés ont été emprisonnés.

Au milieu de la guerre froide, cet événement a vu l'éviction de Sukarno et l'ascendant du général de droite Suharto qui gouvernerait ensuite le pays pendant 32 ans.

Un câble d'un agent consulaire américain à Surabaya a noté le « massacre » de milliers de membres du PKI dans l'est de Java par Ansor, l'aile paramilitaire de Nahdlatul Ulama (NU), qui reste la plus grande organisation musulmane d'Indonésie.

L'agent consulaire a raconté que des victimes avaient été égorgées, que des dizaines de corps flottaient dans les rivières locales et que 15,000 personnes avaient été assassinées dans un seul village. Les meurtres dans la région étaient commis sous la « coloration » d'être une « guerre sainte: tuer des infidèles » permettant aux bourreaux d'aller au paradis, a-t-il dit.

Les historiens et les activistes se sont longtemps documentés sur le rôle des États-Unis dans les atrocités en Indonésie. Fait révélateur, les États-Unis ont refusé de participer au Tribunal populaire international de 1965 à La Haye, aux Pays-Bas, dirigé par des groupes de la société civile en novembre 2015.

Le rapport final du Tribunal a conclu que: « Les Etats-Unis ont suffisamment soutenu l'armée indonésienne, sachant pertinemment qu'ils se lançaient dans un programme d'exécutions massives et d'autres comportements criminels, justifiant l'accusation de complicité de crimes contre l'humanité ».

« La preuve la plus claire de ce crime est la fourniture de listes de noms de fonctionnaires du PKI [par la CIA aux autorités indonésiennes] quand il y avait une forte présomption que celles-ci faciliteraient l'arrestation et/ou l'exécution des personnes dénoncées. »

Le massacre de 1965 reste un sujet extrêmement tabou en Indonésie. Cela a encore été démontré le mois dernier lorsque des groupes ultranationalistes et islamistes ont assiégé un centre juridique communautaire à Jakarta parce que ce dernier avait organisé un événement pour les victimes du massacre. Asian Correspondent

Asian Correspondent, un site d'information en anglais lancé en octobre 2009 par Hybrid News Limited, est le partenaire en ligne pour Associated Press en Asie et fournit des nouvelles de dernière heure, des articles d'opinion et des analyses sur la région Asie-Pacifique. Les informations du site sont souvent reprises par les grands médias.

<http://arretsurinfo.ch/les-etats-unis-ont-soutenu-le-massacre-dun-demi-million-dindonesiens-en-1965/>

Question : Sachant que l'agence de presse officielle américaine Associated Press est aussi pourrie que Reuters (G-B) ou l'AFP (France), on est en droit de se demander si la déclassification de ces documents n'est pas destinée à alimenter les tensions en Indonésie et à justifier la répression féroce de Duarté...

Etats-Unis

- Trump autorise la publication des documents sur l'assassinat de Kennedy - AFP

Le président américain peut toutefois encore décider d'en maintenir certains secrets, pour des questions de sécurité. Une option que Donald Trump se réserve dans son tweet et qu'un responsable de la Maison Blanche a encore mis en avant dans l'après-midi.

"Le président estime que ces documents devraient être rendus accessibles dans l'intérêt d'une transparence complète, à moins que les services (de renseignement et sécurité) ne fournissent une justification claire et convaincante liée à la sécurité nationale ou au maintien de l'ordre", a déclaré ce responsable.

Citant des membres de l'administration, le journal Politico avançait vendredi que Donald Trump était sous pression, notamment de la CIA, pour qu'il bloque la publication de certains de ces feuillets, notamment ceux datant des années 1990 car ils pourraient exposer des agents et informateurs encore en activité. AFP 22 octobre 2017

[Haut de page ↗](#)

Le 26 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (10 pages)

[Vous avez Macron, nous avons Modi : Chassons-les du pouvoir !](#)

- En Inde, une rigoureuse prohibition d'alcool dans le Bihar - AFP

Un an et demi après son entrée en vigueur, une rigoureuse prohibition d'alcool dans l'État pauvre du Bihar, dans le nord de l'Inde, est scrutée à la loupe et pourrait bien être répliquée dans d'autres régions de ce pays d'Asie du Sud.

Au poste douanier de Rajauli, à la frontière du Bihar et de son voisin méridional le Jharkhand, rickshaws, voitures et bus sont minutieusement fouillés. Depuis mi-2016, toute consommation ou détention d'alcool est interdite au Bihar, État sous-développé de 100 millions d'habitants qui jouxte le Népal.

(Hormis la route qui longe la mer et traverse des villes ou villages, l'équivalent d'une départementale en France, sur l'unique route (une sorte d'autoroute mais pas fermée ou 4 voies séparées par un terre-plein où broutent les vaches!) qui mène de Chennai à Pondichéry et vers la pointe sud de l'Inde, il existe un péage où est installé un poste de police. Ce péage fait donc également office de barrière douanière entre l'Etat du Tamil Nadu et le Territoire de Pondichéry, puisque les policiers fouillent au hasard (ou presque) des véhicules à la recherche d'alcool, et occasionnellement, quand les Indiens ont perçu leur salaire ou au moment des fêtes, ils vérifient toujours au hasard ou presque que les conducteurs de deux roues possèdent bien un permis et une assurance, personnellement je n'ai jamais été contrôlé bien que j'y passe deux fois par jour depuis trois ans... parce que je suis Blanc ! Ils ne contrôlent jamais les femmes non plus, vous devinez pourquoi. L'alcool n'est pas prohibé au Tamil Nadu, mais les taxes y sont beaucoup élevées qu'à Pondichéry, d'où ces contrôles. Ils ne contrôlent pas l'état des véhicules, ils s'en foutent complètement. Comme ils se foutent que des troupeaux de vaches soient installées le soir au beau milieu de la 4 voies. Il y a quelques jours j'ai interpellé des policiers pour leur signaler, les vaches étaient visibles d'où nous étions, en guise de réponse ils se sont marrés et m'ont fait signe de circuler, j'ai redémarrer sans rien dire, que dire ? - LVOG)

Le Bihar a désormais la boisson dans le nez: depuis son application, 71.000 personnes ont été emprisonnées pour avoir enfreint l'interdiction, condamnées jusqu'à cinq ans de prison pour certaines.

(Un régime tyrannique. - LVOG)

Environ un million de litres de boissons alcoolisées ont été saisis dans l'État, mais la majeure partie s'est mystérieusement volatilisée. Les autorités ont provoqué la consternation en assurant que les bouteilles confisquées avaient été bues par... des rats.

(Qu'elles ne s'étonnent pas ensuite qu'on les traite de rats ! Ils osent tout au-delà de tout ce qu'on peut imaginer. - LVOG)

Mesure électoralement payante, la prohibition d'alcool a actuellement le vent en poupe dans l'Inde du nationaliste hindou Narendra Modi. La mesure figure de longue date dans la Constitution indienne, mais dans une section de recommandations générales qui n'ont pas force de loi.

Des élus du Madhya Pradesh, du Jharkhand, du Rajasthan et du Tamil Nadu ont à leur tour demandé ou promis une réglementation similaire, mais sans donner de calendrier.

(Impossible à appliquer avec le trafic routier qui se développe et les millions de mobylettes ou motos. - LVOG)

À l'heure actuelle, seuls le Gujarat (ouest), terre de Gandhi et de Modi, et le petit Nagaland (nord-est) appliquent une prohibition totale. La région touristique du Kerala (sud) est en train de démanteler la sienne pour des raisons économiques.

(Elle avait été instaurée par les "communistes" qui sont restés au pouvoir pendant une quarantaine d'années au Kerala. - LVOG)

Mais pour Hartosh Singh Bal, rédacteur en chef politique du mensuel Caravan, la prohibition constitue avant tout "un expédient politique à un problème compliqué".

"L'alcoolisme est un enjeu majeur dans nombre de foyers indiens pauvres, c'est pourquoi la prohibition a les faveurs d'une base populaire, particulièrement chez les femmes", explique-t-il. (Ces salopards instrumentalisent une fois de plus les femmes qui sont les plus arriérées ou illettrées pour justifier leur politique répressive, en s'en foutant bien de leur sort. - LVOG)

C'est en effet au nom du bien des masses que les autorités justifient cette mesure: "c'est pour les pauvres. Vous n'imaginez même pas combien cela les rend heureux", a déclaré le ministre en chef du Bihar, Nitish Kumar, dans un discours l'année dernière.

(C'est vrai que c'est un terrible fléau et pas seulement chez les pauvres. Mais pourquoi les Indiens picolent ainsi, sinon qu'ils ne supportent pas leur condition épouvantable, et qui d'autres en est responsable sinon les autorités. - LVOG)

Chauffeur de taxi à Patna, la capitale du Bihar, Jhagru Mahto assure que cette loi a changé sa vie.

"J'étais un alcoolique mais j'ai cessé par peur d'être arrêté et jeté en prison après la prohibition. Ma femme est très contente et chante les louanges du gouvernement", confie-t-il à l'AFP. (L'AFP en a trouvé une qui "chante les louanges du gouvernement" ! Moi je peux vous dire que je ne connais pas un Indien ou une Indienne qui soutienne Modi. - LVOG)

Contrecoup de l'interdiction, un marché noir de l'alcool de contrebande se développe, suggèrent les médias indiens. Il est ainsi possible, particulièrement à Patna, de se procurer de la boisson pour trois à quatre fois le prix du marché qui prévalait auparavant.

(Comme cette mafia est en rapport avec les partis politiques totalement corrompus, quand elle n'en est pas directement issue, inutile de se demander à qui profite la prohibition, on connaît la réponse. Il y a plus de 10 ans de cela, par l'intermédiaire d'un de mes beaux-frères j'avais prêté de l'argent à un de ces politiciens véreux, il s'appelait Sinaturaï, qui la nuit faisait du trafic d'alcool. Il m'avait expliqué qu'il ne prenait aucun risque, parce qu'il était escorté par la police locale qu'il arrosait ! C'est l'Inde, quoi ! - LVOG)

Les critiques redoutent qu'en l'absence d'alcool légal, les buveurs ne se rabattent sur des liquides artisanaux et frelatés, qui font chaque année des dizaines de morts en Inde.

(C'est ce genre d'alcool que mon politicien vendait. - LVOG)

Pour les finances du Bihar, le manque à gagner fiscal s'élève à 800 millions de dollars par an.

"La perte de revenus n'est rien à côté des gains sanitaires et sociaux", juge Aditya Kumar Das, responsable de la police des taxes du Bihar.

(Comme si c'était le cadet de ses soucis, qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre ! - LVOG)

"Les femmes, particulièrement dans les milieux pauvres, ont davantage de moyens car les hommes dépensent maintenant leur argent en provisions plutôt qu'en alcool", assure-t-il.

(Assurément, dorénavant ils ont accès au crédit et ils sont endettés jusqu'aux dents, à des taux usuraires ! Et puis maintenant ils ont des charges qu'ils n'avaient pas avant, ils doivent acheter de l'essence depuis qu'ils ont une mobylette ou une petite moto, payer l'électricité qui était gratuite avant, payer le téléphone car ils ont tous un ou plusieurs téléphones portables, etc. Avant ils avaient peu de besoins ou ils avaient accès à peu de besoins, donc ils avaient besoin de moins d'argent, c'est le miracle du développement en régime capitaliste, de la "croissance", ce qu'ils ont perdu en liberté, ils l'ont gagné en étant enchaînés à la société de consommation, quelle bonheur ! - LVOG)

Dans un éditorial consacré à la question, le vénérable quotidien The Hindu estime cependant que la prohibition n'a pas prouvé qu'elle pouvait "empêcher efficacement" l'alcoolisme en Inde.

(Comme nulle part ailleurs, jamais ! - LVOG)

"Cela a seulement criminalisé l'activité (de boire, ndlr), avec des conséquences désastreuses pour la santé individuelle, l'économie et l'administration", assène le journal. AFP 25 octobre 2017

Les Indiens qui ont envie de boire un verre doivent le faire en cachette de leur épouse, de leurs enfants, de leur famille, de leurs relations, de leurs voisins, jamais chez eux, ils vont se planquer dans un endroit isolé, le soir quand la nuit est tombée, ou alors dans un bistrot loin des regards accusateurs. Ils sont sans cesse humiliés, encouragés à mentir, après on s'étonne qu'ils soient à cran ou violent...

Tout le monde l'apprend un jour ou le sait, on les pousse à devenir hypocrite, à se dévaloriser à leurs propres yeux, ils n'ont

vraiment aucune liberté. J'ai conscience d'être un privilégié, et vous ?

L'art de ménager la chèvre et le chou.

Cette expression est en fait tirée d'une énigme, contée au XIII^e siècle aux enfants pour les amener à réfléchir. Celle-ci raconte qu'un homme devait traverser une rivière avec un loup, une chèvre et un chou. Comme la barque était petite et que le loup risquait de dévorer la chèvre, ou la chèvre de manger le chou, il lui fallait trouver une solution pour ne faire aucune perte.

Ainsi, il conduisit la chèvre en premier sur l'autre rive, persuadé qu'il n'y avait aucun danger à laisser le chou avec le loup. Puis il revint chercher dans sa barque le loup et le chou. De cette façon, la chèvre ne mangea pas le chou et le loup ne mangea pas la chèvre.

Il existe plusieurs solutions possibles à cette énigme, mais elle démontre une chose : cet homme a voulu trouver le stratagème lui permettant de ne faire aucune perte, sans avoir à choisir, quitte à effectuer de nombreux allers et retours. Cette démarche est louable, mais pourtant utilisée de façon péjorative aujourd'hui pour signifier le fait de ne pas assumer un point de vue et de tirer parti de la situation quelle qu'en soit l'issue.

« *une personne qui cherche à ménager la chèvre et le chou (...) est en effet perçue comme cherchant à satisfaire des intérêts ou des protagonistes opposés.* » (projet-voltaire.fr)

En politique, c'est l'art de prétendre que l'on défend une politique, pour en réalité en soutenir une autre, toutes deux étant incompatibles entre elles. On appelle cela aussi tenir un double langage.

Bê. Non, rien de rien, non je ne regrette rien, du présent, du passé...

Leurs logiques et la nôtre - Editorial de la Tribune des travailleurs du 18 octobre 2017 par Daniel Gluckstein.

C'est plus que "regrettable", c'est intolérable !

- *"Moins logique – et même tout à fait regrettable – peut sembler l'acharnement des dirigeants de partis ayant historiquement un lien avec le mouvement ouvrier (en Espagne, le Parti socialiste ouvrier espagnol [PSOE] et, dans une certaine mesure, Podemos) à nier la tenue et le résultat du référendum du 1er octobre..."*

Le "historiquement" appartient à une période définitivement révolue depuis des lustres, mais que certains dirigeants entretiennent. Entre se couper des appareils pourris du mouvement ouvrier ou des masses, que choisissent-ils ?

- *"Moins logiques – et tout aussi regrettables – peuvent sembler les propos tenus à l'Assemblée nationale le 10 octobre par Mélenchon..."*

De renégat du socialisme, Mélenchon est devenu un vulgaire affairiste depuis près de 40 ans, alors qu'il nous soit permis de douter fortement qu'il le regrettera un jour.

Et puis, que de précaution de langage pour ne pas froisser cette racaille ! C'est marrant ce besoin qu'ils ont de la ménager, c'est pitoyable, pathétique.

Ouf, ce n'était qu'une "menace" !

- *"En Espagne comme en France, le corporatisme menace l'existence et l'indépendance des organisations ouvrières, fondements de la démocratie."*

En réalité, l'esprit du corporatisme est solidement implanté depuis également des lustres dans le mouvement ouvrier et particulièrement les syndicats, et c'est lui qui ravage nos droits ou acquis sociaux à travers la collaboration de classe (le dialogue social) qui n'a jamais cessé depuis plus d'un demi-siècle.

La graine du corporatisme était déjà présente dans le Front populaire, on peut même dire que c'était ce qui le caractérisait le mieux et fraya la voie au fascisme ou au régime de Vichy qui était des régimes corporatistes accomplis ou achevés.

Le réformisme ou le révisionnisme du socialisme portait en lui le corporatisme.

A en croire Gluckstein, puisque *"le corporatisme menace l'existence et l'indépendance des organisations ouvrières, fondements de*

la démocratie", cela signifie que les régimes en France et en Espagne seraient démocratiques, et que les "*organisations ouvrières*" contrôlées ou dirigées par des agents du corporatisme seraient les garantes de la démocratie, pour ailleurs prétendre que les régimes en France et en Espagne sont antidémocratiques... c'est à vous rendre chèvre !

Rien que cela !

Et ne voilà-t-il pas que le "*peuple catalan*" se disposerait "*à abattre la monarchie franquiste*" !

[Depuis quand les gouvernements occidentaux et les médias le savaient-ils ?](#)

- Londres a espionné Trump pour le compte d'Obama - Réseau Voltaire - 6 mai 2017
- Qui organise les fuites contre Donald Trump ? - Réseau Voltaire - 10 juillet 2017
- L'administration Obama espionnait-elle son opposition ? - Réseau Voltaire - 3 août 2017
- Susan Rice admet avoir fait espionner Donald Trump - Réseau Voltaire - 16 septembre 2017

Et voilà qu'ils y viennent.

- Hillary Clinton aurait financé le dossier sur les liens de Donald Trump avec la Russie - Atlantico.fr 25 octobre 2017

Selon le Washington Post, l'équipe d'Hillary Clinton et le Comité national des démocrates (DNC) ont contribué au financement d'une partie du dossier concernant les liens de Donald Trump avec la Russie pendant la campagne présidentielle. Concrètement, en avril 2016, l'avocat Marc Elias, qui travaillait pour la campagne de la candidate démocrate et le DNC, a retenu l'entreprise Fusion GPS, basée à Washington, pour enquêter sur les relations du candidat républicain avec Moscou, indique le journal. L'entreprise aurait reçu des paiements jusqu'à quelques jours avant l'élection présidentielle de novembre.

Un rapport préparé par l'ancien agent du MI6 Christopher Steele

D'après le Washington Post, lors des primaires, un des rivaux républicains de Donald Trump, dont le journal ne dévoile pas l'identité, avait aussi payé Fusion GPS pour effectuer des recherches sur le candidat à la Maison-Blanche. La commission du renseignement de la Chambre des représentants a demandé à accéder aux comptes bancaires de cette entreprise, qui a elle-même réclamé à un juge fédéral le rejet de cette requête au prétexte que cela violerait ses droits constitutionnels.

Le travail de Fusion GPS sur Donald Trump a donné lieu à un rapport de 35 pages. Celui-ci a été préparé par un ancien agent du MI6 Christophe Steele (contre-espionnage britannique). Il a par la suite constitué une pièce maîtresse des enquêtes du Congrès sur les ingérences de la Russie dans l'élection présidentielle américaine de 2016. Il comportait notamment de nombreuses allégations compromettantes pour Donald Trump, notamment l'existence d'une vidéo à caractère sexuel impliquant des prostituées ou des échanges d'informations pendant près d'une décennie avec le Kremlin. Donald Trump a qualifié ce rapport de "fake news", de désinformation. Atlantico.fr 25 octobre 2017

Merci au passage à monsieur Meyssan, c'est la moindre des choses.

[On assiste bien à un tournant de la situation mondiale.](#)

Trump reprend le combat contre l'establishment US par Thierry Meyssan

<http://www.voltairenet.org/article198471.html>

- L'Arabie saoudite pourrait abandonner le wahhabisme - Réseau Voltaire

Ouvrant la conférence Future Investment Initiative, le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohamed Ben Salmane, a déclaré son intention de transformer la société saoudienne, de la rendre « normale, tolérante et bonne ».

Au cours des derniers mois, le prince a alterné des mesures politiques autocratiques (emprisonnement de leaders d'opposition) et des mesures sociétales ouvertes (comme l'autorisation donnée aux femmes de conduire leur voiture).

L'engagement du prince est la suite logique de l'évolution de son pays après le discours du président Trump à Riyad, le 21 mai 2017. L'Arabie saoudite a cessé de soutenir les groupes jihadistes et s'est militairement retirée de Syrie. Le pays envisage

maintenant de démanteler l'idéologie wahhabite qui a fourni le terreau aux Frères musulmans pour inventer le jihadisme. La troisième étape devrait voir la transformation de la Ligue islamique mondiale. La difficulté réside dans l'alliance historique entre le fondateur de la dynastie des Séoud et celui du wahhabisme, Mohammed ben Abdelwahhab. Réseau Voltaire - 25 octobre 2017

Voyons comment l'AFP adapte sa rhétorique à ce revirement qu'elle réproouve à demi-mot.

"Selon des analystes", l'AFP ne tient à se mouiller avant de juger sur pièces.

AFP- Le surprenant discours a été prononcé en plein chantier de réformes inspirées par le prince et qui marquent le plus grand bouleversement culturel et économique de l'Histoire moderne du royaume, avec une marginalisation de fait de la puissante caste des religieux conservateurs qui ont dominé l'espace public pendant des décennies, selon des analystes.

AFP- Ses détracteurs dénoncent régulièrement son "autoritarisme".

- (Mohamed Ben Salmane) Il a promis un retour à un "islam modéré, tolérant et ouvert sur le monde et toutes les autres religions", alors que ses détracteurs dénoncent régulièrement son "autoritarisme".

Il semblerait que l'AFP ait formulé un vœux timide.

AFP- La vision d'une "Arabie modérée", longtemps considérée comme un oxymoron, est risquée et pourrait déclencher une réaction des conservateurs.

Et voilà que les "experts" entrent en scène.

AFP- Pour des experts, les déclarations et les mesures annoncées par le prince Mohammed, fils du roi Salmane (81 ans), constituent un bouleversement pour le royaume régi depuis sa création par le wahhabisme.

Puis c'est au tour des "analystes économiques".

AFP- "Seuls les rêveurs sont les bienvenus", a clamé le prince Mohammed, alors que des analystes économiques redoutent des changements trop rapides dans le royaume.

Pour finir sur une note pessimiste qui avait valeur d'un souhait invouable de la part de l'Agence Française de Propagande.

AFP- "On peut dire qu'il en fait trop, trop peu ou trop tard", a dit Stephen Potter, vice-président de la compagnie Northern Trust basée à Chicago, présent au forum.

"Mais on est tous d'accord: le changement est nécessaire et c'est mieux que de ne rien faire". AFP 25 octobre 2017

[L'Assemblée nationale ou la basse-cour du monarque \(de la ploutocratie\).](#)

- Un député LR fustige l'interdiction pour les LREM de signer des amendements d'autres groupes - AFP 25 octobre 2017

Le député LR Aurélien Pradié s'indigne de l'interdiction faite aux élus LREM de signer des amendements d'autres groupes, sous peine de sanctions, y voyant une "violation de la liberté de conscience et d'action", dans un courrier au président de l'Assemblée, qu'il exhorte à agir.

La Constitution consacre le droit d'amendement des députés, avec de possibles "restrictions extrêmement limitées", rappelle cet élu du Lot dans sa lettre adressée à François de Rugy (LREM). Il affirme avoir pris connaissance avec "une certaine stupéfaction" et "une inquiétude réelle" d'un article du règlement interne du groupe majoritaire, en vigueur depuis le mois de juillet.

Il est signifié dans cet article que les députés membres du groupe LREM ou apparentés "ne cosignent aucun amendement ou proposition de loi ou de résolution issus d'un autre groupe", sous peine de sanctions.

En cas de "manquement aux dispositions du règlement, aux valeurs de la déclaration du groupe ou de faute grave", le président convoque l'intéressé et entend ses observations, peut le déférer devant le bureau du groupe, lequel, après avoir entendu l'intéressé, peut prendre des sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion définitive, selon un autre article du règlement.

L'interdiction de cosigner des amendements est "une folie" et "une violation manifeste de la liberté de conscience et d'action des députés", juge M. Pradié. Et "le président de l'Assemblée, par-delà son appartenance politique, se doit d'être le premier garant

de la liberté d'action constitutionnelle qui revient à chaque député de la nation" et doit empêcher qu'une "limite soit dépassée", écrit-il.

"L'Assemblée nationale n'est pas la cour du Roi", plaide encore cet élu de droite, demandant "combien de grandes lois de la République n'auraient jamais vu le jour ni positivement évolué sans l'action de députés libres" et si le souhait pour l'avenir est d'avoir "un "Parlement Darty" seulement chargé d'assurer le service après-vente d'un président". AFP 25 octobre 2017

Du ministère de la désinformation.

- "Le budget réaffirme le soutien à la presse", assure Françoise Nyssen - AFP

La ministre de la Culture Françoise Nyssen a estimé mercredi que le budget 2018 "réaffirmait" le soutien à la presse du gouvernement, avec des moyens "quasiment stables" pour les secteurs presse, livres et industries culturelles.

"A périmètre constant, par rapport à 2017, les moyens consacrés à ces programmes (presse, livres et industries culturelles) sont quasiment stables pour 2018", a-t-elle indiqué devant la commission culture du Sénat.

"Le budget pour 2018 réaffirme le soutien à la presse" du gouvernement et "sanctuarise les deux priorités qui guident notre politique: le pluralisme, les aides au pluralisme sont intégralement maintenues, et la transition technologique", a-t-elle détaillé.

"Nous devons soutenir les innovations technologiques de la filière, que ce soit l'émergence de nouveaux médias ou la transformation numérique de médias plus anciens", a poursuivi la ministre, assurant que "tous les dispositifs d'aide à l'innovation sont préservés".

"S'agissant de l'Agence France-Presse, ses moyens sont légèrement ajustés par rapport à cette année mais consolidés à un niveau supérieur à celui prévu au COM (contrat d'objectif et de moyens)", a ajouté la ministre.

"Nous avons engagé une réflexion avec l'AFP sur l'accompagnement de ses projets stratégiques, de ses investissements technologiques et du développement de sa marque", précise la ministre. AFP 25 octobre 2017

"Une relative stabilité"... de la désinformation.

- Forte baisse du nombre de chômeurs en septembre - AFP

« On est sur une très légère baisse du chômage » tempère Éric Heyer - Publicsenat.fr

Éric Heyer, économiste de l'OFCE, Éric Heyer.

Après deux mois de hausse, le nombre de chômeurs a connu une forte baisse en septembre. Il s'agit de la plus forte baisse jamais observée depuis début 2001. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (aucune activité) a chuté de 64 800 personnes en septembre soit une baisse de 1,8 % en France métropolitaine, selon les chiffres de la DARES (organisme statistique rattaché au ministère du Travail).

En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C baisse de seulement 0,5 % sur un mois tandis que son nombre progresse de 2,6 % sur un an. Ces chiffres démontrent en réalité une relative stabilité des chiffres du chômage depuis le début de l'année. Publicsenat.fr 25 octobre 2017

Ils osent tout.

- «Sugardaddy». Des pubs incitant à la prostitution étudiante à Paris - Liberation.fr

Depuis mardi à Paris, un camion publicitaire vantant le site RichMeetBeautiful.fr fait le tour des facs à la recherche d'étudiants qui voudraient rencontrer... Liberation.fr

- Veine de cocu - Liberation.fr

Satanés baby-boomers... Ils ont tout eu. Vont-ils en rendre un peu ? C'est un fait que la génération née après la guerre, qui arrive aujourd'hui à l'âge de la...Liberation.fr

- En Ile-de-France, un bus pour apprendre le code informatique aux enfants - Liberation.fr

Sillonnant la région parisienne, le «Coding bus» va à la rencontre d'écoliers et de collégiens dans les zones d'éducation prioritaire, pour leur transmettre... Liberation.fr

- «On vit toujours avec l'idée que les retraités sont pauvres» - Liberation.fr

- Pour Jean Bizet, le glyphosate peut être cancérigène « mais comme le café ou la charcuterie » - Publicsenat.fr

Lors d'un débat dans l'émission Sénat 360, Jean Bizet, président LR de la commission des affaires européennes du Sénat, a estimé que le glyphosate n'était pas un problème de santé publique. Publicsenat.fr

- Qui veut faire disparaître le drapeau anti-Trump de - Liberation.fr

- Traité Ceta : Hulot veut mettre en place « une forme de veto climatique » - LeParisien.fr

- Laurent Wauquiez s'insurge contre «les élites» - LeFigaro.fr

- Hulot veut aider l'économie sociale et solidaire à "changer d'échelle" - AFP

- « Le PS doit se réaffirmer comme un parti de gauche » - Publicsenat.fr

- Allemagne: des agents de sécurité incitent des migrants à la prostitution, selon la TV publique - AFP

- Nouvelles mesures de sécurité pour les passagers volant vers les Etats-Unis - AFP

...avec notamment des interrogatoires plus détaillés pour les passagers, ont indiqué plusieurs compagnies aériennes internationales mercredi.

Les compagnies ont indiqué que les passagers devaient prévoir d'arriver plus tôt pour tenir compte des délais que ces nouvelles mesures pourraient entraîner.

La semaine dernière, des élus du Congrès américain se sont rendus dans des aéroports d'Europe et du Moyen-Orient pour inspecter les conditions de sécurité en place et discuter de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme.

"Cette visite en Europe et au Moyen-Orient est intervenue à un moment crucial, car les terroristes restent déterminés à détruire des avions", a déclaré mercredi le représentant John Katkoin. "Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour devancer la menace évolutive envers le secteur mondial de l'aviation", a-t-il ajouté. AFP 26 octobre 2017

- Etats-Unis : À Honolulu, traverser la rue en regardant son smartphone peut coûter 30 euros - Franceinfo

La mesure est entrée en vigueur mercredi. La ville de l'Etat de Hawaï veut faire diminuer les risques d'accidents aux passages piétons. Franceinfo

- Yémen: Etats-Unis et pays du Golfe sanctionnent des chefs jihadistes - AFP

- Brésil: Pas de procès pour Temer, la voie dégagée pour les réformes - AFP

Le président brésilien Michel Temer a sauvé une nouvelle fois son mandat mercredi grâce à un vote des députés qui lève l'hypothèque de son procès pour corruption et dégage la voie pour ses réformes d'austérité réclamées par les milieux économiques. AFP

- Israël va remettre pour la 1e fois la médaille de "Juste" décernée à un Arabe - AFP

- Israël approuve un vaste projet pour colons au coeur de Jérusalem-Est - AFP

Israël a approuvé mercredi un vaste projet de logements pour des juifs en plein dans un quartier palestinien de Jérusalem-Est occupée. AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 29 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (24 pages)

Une contribution à la question espagnole.

Lénine : Les tâches des social-démocrates russes (1897)

Extrait.

- "Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande et l'agitation socialistes et démocratiques, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence importante entre ces deux formes d'activité et de lutte. Cette différence tient au fait que, dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul : il a contre lui la noblesse terrienne et la bourgeoisie, bénéficiant seulement (et encore pas toujours) de l'aide des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers lui. Tandis que dans la lutte démocratique, politique, la classe ouvrière russe n'est pas seule : elle a à ses côtés tous les éléments, couches et classes politiquement dans l'opposition, qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme. Une question se pose tout naturellement : quelles doivent être les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et ne doit-elle pas s'allier à eux pour lutter ensemble contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent qu'en Russie la révolution politique doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour lutter contre l'absolutisme, de laisser pour l'instant le socialisme de côté ? N'est-ce pas obligatoire pour intensifier la lutte contre l'absolutisme ?

Examinons ces deux questions.

L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combat tant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratie, exposés dans le célèbre Manifeste du Parti Communiste. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé. Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits.

Le soutien de tous les éléments d'opposition politique se traduira dans la propagande des social-démocrates par ce fait que, tout en mettant en évidence l'hostilité de l'absolutisme envers la cause ouvrière, ils montreront que l'absolutisme est hostile également à tels ou tels autres groupes sociaux ; ils montreront la solidarité de la classe ouvrière avec ces groupes dans telles ou telles questions, pour tels ou tels objectifs, etc. En matière d'agitation, ce soutien se traduira par le fait que les social-démocrates profiteront de toutes les manifestations du joug policier de l'absolutisme pour montrer aux ouvriers que ce joug pèse sur tous les citoyens russes en général et, notamment, sur les représentants des catégories sociales, nationalités, religions, sectes, etc., particulièrement opprimées, et qu'il s'exerce plus spécialement sur la classe ouvrière. Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre tels ou tels objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré.

Nous en arrivons ainsi à la deuxième question. Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité ; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. » Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point.

En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière seule que le démocratisme peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible ; leur démocratisme regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social; mais elle redoute la démocratisation complète du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature ; attirée vers le prolétariat et le démocratisme, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux avances de l'absolutisme (telle, par exemple, la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat pour consolider la situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de s'insurger contre la barbare oppression policière de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'État leur verse ou pour une participation aux bénéfices ou aux dividendes. Quant aux éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou professant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de telle ou telle catégorie contre l'absolutisme et pour des institutions démocratiques. Seul le prolétariat peut être – et, en raison de sa situation de classe, il ne peut pas ne pas être – démocrate jusqu'au bout, ennemi déterminé de l'absolutisme, sans concession ni compromis. Seul le prolétariat peut être un combattant d'avant-garde pour la liberté politique et les institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est le prolétariat qui a le plus à souffrir de l'oppression politique, car celle-ci ne trouve aucun correctif dans la situation de cette classe, laquelle n'a accès ni au pouvoir suprême, ni même au corps des fonctionnaires, ni n'a la possibilité d'influencer l'opinion publique.

En second lieu, seul le prolétariat est capable de réaliser jusqu'au bout la démocratisation du régime politique et social, car une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratisme des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis. En revanche, l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, en tant que combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, renforcera le mouvement démocratique, intensifiera la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière stimulera tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à rompre sans retour avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates."

Je ne commenterai pas ce texte de Lénine, je me contenterai d'un rapide constat. Pour commencer, qu'est-ce qu'il est difficile de devenir de véritables "social-démocrates", on dirait communistes de nos jours (ou depuis un siècle) !

Ce passage demeurera incompréhensible aux gauchistes, je pense qu'il est approprié à la question catalane : "Les social-démocrates soutiennent (...) la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie.". J'avoue qu'il m'est arrivé de ne pas toujours en tenir compte en réagissant trop hâtivement aux dérives opportunistes.

J'ai noté également que les partisans et les adversaires du processus de l'indépendance de la Catalogne ne manqueront pas de se saisir de certains arguments figurant dans ce texte pour justifier leur position... en les sortant de leur contexte, et c'est justement pour cette raison, parce que j'estime qu'ils sont inappropriés que j'ai préféré ne pas y faire référence, et qu'en guise de réponse aux uns et aux autres j'ai reproduit le bref passage ci-dessus qui s'adressent aux et aux autres.

Lénine insista sur un point capital que nos dirigeants négligèrent totalement, à savoir qu'inlassablement et patiemment il fallait expliquer aux travailleurs et aux militants pourquoi nous adoptions telle ou telle position, ce que je me suis employé à faire dans les causeries depuis près de 10 ans, tout en ignorant si j'avais été compris ou non et par qui, puisque mes lecteurs continuent de faire preuve d'ostracisme à mon égard, mais bon, c'est leur problème et pas le mien.

Communiqué du POID.

Bas les pattes devant la République catalane !

Ce 27 octobre, le Parlement de Catalogne a, par une résolution, décrété que « la Catalogne constitue un État indépendant sous la forme d'une République » et décidé d'engager « un processus constituant ». Cette déclaration est conforme au résultat du référendum du 1er octobre. Elle est conforme à l'exigence démocratique : c'est au peuple catalan de décider de son avenir, et à lui seul !

Depuis que cette déclaration a été connue, c'est un véritable déchaînement contre la République catalane :

- le gouvernement Rajoy s'est engagé dans une escalade de répression : mise sous tutelle de la Catalogne (article 155), poursuites contre le président de la Généralité pour « rébellion » ;

- l'Union européenne, l'administration Trump, Macron et tous les gouvernements des grandes puissances capitalistes condamnent la proclamation de la République et se rangent derrière Rajoy et la monarchie ;

- en Espagne même, tous les dirigeants des principaux partis, y compris les partis de « gauche » (notamment PSOE et Podemos) condamnent la proclamation de la République et se rangent derrière la monarchie. Il est clair que la proclamation de la République de Catalogne ouvre une brèche dans le système institutionnel de la monarchie franquiste mis en place il y a quarante ans dans la continuité de la dictature de Franco.

Dans cette brèche peuvent s'engouffrer tous les peuples de l'État espagnol, du Pays basque à la Galice, de l'Andalousie à la Castille, pour proclamer à leur tour leurs Républiques et engager partout le processus constituant permettant aux peuples eux-mêmes de décider ce que doivent être le contenu social et la forme d'une véritable union libre des Républiques libres d'Espagne.

C'est aux peuples de décider. Le Parti ouvrier indépendant démocratique, qui combat en France contre le régime de la V^e République et contre l'Union européenne, pour l'unité pour chasser le gouvernement Macron-Philippe, pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, réaffirme sa solidarité avec le peuple et les travailleurs de Catalogne, et ceux de toutes les régions d'Espagne en lutte pour la démocratie et contre la monarchie. Ne touchez pas au peuple catalan ! Fin.

Si l'Espagne n'est pas une République au sens propre du terme (lequel d'ailleurs?), elle est une monarchie parlementaire où la royauté ne possède aucun des trois pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire), hormis la présence du roi, les institutions sont comparables ou ont un fonctionnement tout aussi antidémocratique que la République française par exemple. Les députés sont élus au suffrage universel et le parti qui détient la majorité nomme le Premier ministre qui forme le gouvernement, etc. De plus tous les Espagnols bénéficient de la même Constitutions et des mêmes droits, ce qui correspond à une République, qui rappelons-le ne signifie pas démocratie ; la République romaine qui a fait suite à la monarchie des rois Étrusques était en réalité une oligarchie patricienne (les patriciens appartenaient de par leur naissance à la classe supérieure des citoyens romains.), à une autre époque il existera en France une République censitaire où seuls ceux qui avaient les moyens de payer le cens pouvaient être électeurs ou éligibles. Dans la démocratie grecque de l'Antiquité, les femmes et les esclaves n'avaient pas le droit de vote.

En fait, en République la démocratie s'arrête où commence l'oppression d'une classe sur une autre, et son champ d'application où le cadre dans lequel elle s'exerce est défini par les rapports sociaux en vigueur qui en fixent le contenu et les limites. C'est le développement économique et l'existence des différentes classes sociales qui légitiment le processus politique aboutissant à la République, sans que ce soit un modèle de société idéal qui ne sera atteint que lorsque les classes sociales auront disparu. On peut observer de nos jours que quels que soient les régimes en places ou le niveau de développement économique dans les différents pays, tous ou presque ont dû adopter la République à des degrés très différents, qu'ils s'en réclament ou non peu importe, dans la mesure où ils ont tous adopté une Constitution et disposent d'un parlement, sans préjuger ici du contenu de leur Constitution, des droits politiques dont disposent leur peuple ou du fonctionnement de leurs institutions, qui seront forcément plus ou moins antidémocratiques, puisque c'est la même classe qui détient le pouvoir ou une minorité exploite et opprime la majorité du peuple. La nature sociale de la République est déterminée par les rapports sociaux existant entre les classes, et c'est elle qui détermine le contenu et les limites des droits dits égaux consentis à tous les citoyens, autrement dits ces droits ne doivent pas empiéter sur les intérêts de la classe qui détient le pouvoir, et lorsqu'il arrive exceptionnellement que ce soit le cas au cours de la lutte des classes, par exemple au détour d'un référendum, ces droits sont piétinés ou suspendus, voire supprimés. Sous un régime capitaliste, les droits accordés aux citoyens ou l'exercice de ces droits doivent demeurer compatibles avec la nature de classe de la République, ils ne peuvent porter atteinte à la domination de classe de la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Le combat pour une République en Catalogne s'inscrit-il dans cette perspective, revêt-il ce contenu révolutionnaire, je n'en ai pas du tout l'impression.

L'existence d'un roi dans certains pays en Europe témoigne de l'arriération politique des masses qu'on le veuille ou non. C'est assurément un anachronisme à notre époque, mais peut-être pas tant que cela quand on regarde par exemple la Constitution de la Ve République qui octroie des droits exorbitants au Président de la République digne d'un monarque, peut-être même supérieurs à ceux dont disposent les rois d'Espagne ou d'Angleterre, et pourtant le brave peuple français s'en accommode très bien, pour le meilleur et le pire, inutile de préciser comment se répartissent le meilleur et le pire, vous le savez aussi bien que moi.

J'ai relevé cette conversation sur le Net :

- Tu prétends qu'un Etat peut être monarchique et démocratique à la fois en te basant sur l'Espagne, qui est une monarchie parlementaire. Là où tu te plantes, c'est qu'une monarchie parlementaire est une forme de démocratie, et non une forme de monarchie.

Si tu regardes la définition de monarchie, tu remarqueras qu'une monarchie doit être régie par un monarque. Or ce n'est pas le cas en Espagne ou en Angleterre.

Il ne faut pas confondre :

- République et démocratie.
- Monarchie et régime autoritaire.

Dans les deux lignes le premier mot décrit la philosophie du régime, le second son mode de fonctionnement.

N'ayant pas le temps de m'éterniser sur cette question qui nous divise une fois de plus, terminons dans la bonne humeur :

- Michel Audiard : "La dictature c'est « ferme ta gueule ! », la démocratie c'est « cause toujours !»".

Un internaute - On croit naïvement que la république est démocratique, elle est en fait une ploutocratie, un régime de l'argent, un système clientéliste.

Disons qu'une République sans démocratie, c'est l'équivalent d'une monarchie sans couronne, le régime qui existe en France. Seul le prolétariat révolutionnaire au pouvoir peut instaurer une République démocratique digne de ce nom. A suivre.

Un épilogue écrit tard dans la soirée et le lendemain matin.

Monarchie parlementaire ou République placées sous la tutelle de Bruxelles, qu'est-ce que cela change, qu'est-ce que les travailleurs espagnols devraient en attendre ?

La question est de savoir si les travailleurs espagnols et pas seulement ceux de Catalogne considèrent la monarchie parlementaire comme une République, sachant qu'elle fonctionne comme telle ou qu'elle en a pratiquement tous les attributs. Si tel est le cas, le combat pour une République en Catalogne est destiné à se terminer dans une impasse, parce qu'il ne sera pas soutenu par la majorité des travailleurs des 16 autres régions de l'Espagne.

Au regard des éléments que nous avons passé en revue, le combat pour une République catalane ne correspond pas aux tâches que le prolétariat espagnol devrait se fixer, qui devraient être axées contre la Constitution et les institutions nationales et régionales dans la perspective d'une République sociale (ou socialiste) espagnole rompant avec le capitalisme et l'UE. Et c'est la classe ouvrière avec les partis et les organisations luttant à ses côtés qui devrait assumer la direction de ce combat politique.

Il y a ceux qui en appel à des principes, et il y a ceux qui préfèrent partir des faits

On pourrait assimiler les principes à des aphorismes, un condensé d'une théorie ou la conclusion concise d'une réflexion qui s'exprime en quelques mots. Mais on ignore sur quoi ils reposent.

Les faits et leur enchaînement présentent l'avantage de permettre à chacun de percevoir clairement le rôle et les rapports de chacun des acteurs politiques, de discerner leurs intentions ou leurs objectifs qui sont parfois inavouables, donc ils aident les travailleurs ou les militants à mieux comprendre un événement ou la situation, d'en tirer un enseignement pour la suite de leur combat politique, à progresser.

Quand on vous dit qu'il faut adopter telle ou telle position au nom d'un principe, par exemple celui du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, du droit à leur autodétermination, cela ne vous renseigne pas sur la situation réelle dans un pays, sur les rapports existant entre les classes, sur l'état d'esprit des masses, bref, c'est une déclaration qui ne présente pas plus d'intérêt qu'une déclaration de principe, vous n'êtes pas plus avancé ou vous n'en saurez pas davantage. Après on s'étonne que recourir à un tel procédé ne permette pas de construire le parti, on a presque envie de dire heureusement !

Maintenant il arrive qu'il y en ait qui évoquent des faits, par exemple une grève, une manifestation, sans qu'ils nous disent quelle en était l'orientation politique, quel était l'état d'esprit des travailleurs qui y ont participé, ils nous en proposent une interprétation qui est censée être celle des travailleurs, alors qu'en réalité il s'agit de la leur qui sert juste à faire coïncider la réalité avec leur théorie, ils se substituent aux travailleurs, et comme par la suite généralement les événements les désavouent ou ne se déroulent pas comme ils les avaient prévus, il est très facile de les confondre ou de comprendre qu'on avait à faire à des gens peu sérieux.

Personnellement, je suis bourré de principes, mais je suis bien obligé de les adapter à la réalité, cela m'est d'autant plus facile qu'étant Français et vivant en Inde, il m'a bien fallu admettre que je ne pouvais pas appliquer tels quels les mêmes principes en Inde qu'en France, au point qu'à chaque fois qu'un principe me vient à l'esprit, je dois me poser la question de savoir comment je dois l'adapter en Inde, s'il est valable ou si je dois y renoncer, et quand il m'arrive encore, mais de plus en plus rarement de l'oublier, cela me joue de vilains tours, et je me sermonne pour avoir manqué de vigilance ou de conscience. En fait, je dois me

poser cette question chaque fois que je croise une personne différente ou la même personne dans des conditions différentes. Du coup, je suis choqué de voir que des militants recourent à des principes avec une telle légèreté.

Loin de moi l'idée d'opposer nos principes aux faits, ce que j'ai voulu dire, c'est que les principes ne pouvaient pas se substituer aux faits et à leur analyse avant d'en tirer une conclusion théorique ou pratique, car ce serait prendre le risque de se méprendre sur la réalité et d'adopter une position erronée ou pire encore.

Lorsque l'OTAN et la France ont bombardé la Libye, on nous a dit qu'il fallait s'y opposer par principe, c'était complètement stupide ou improductif, car il aurait suffi d'évoquer la situation réelle en Libye pour comprendre ce qui se passait réellement et condamner ce bombardement. Le fait d'avoir occulté les faits a fait perdre toute crédibilité au principe évoqué, du coup cette position qui était juste devenait suspecte pour ne pas dire infondée, elle perdait toute légitimité, ce qui en conséquence faisait le jeu de ceux qui bombardaient la Libye.

Il faudrait demander à ceux qui ont fait référence à ce principe pour justifier leur position, pourquoi ils n'ont pas évoqué les faits tout simplement, puisqu'ils permettaient de comprendre immédiatement qu'on avait à faire à une machination, à un énorme mensonge de l'OTAN et de Sarkozy pour justifier le bombardement de la Libye, tout comme précédemment l'Irak. Ils n'ont pas nié la version falsifiée des faits produite par l'OTAN et le gouvernement français ou l'ensemble des médias aux ordres, craignaient-ils de les affronter, c'est une question qu'on est en droit de se poser, surtout sachant après coup qu'ils récidiveront avec la Syrie.

Pensaient-ils que des principes gravés dans le marbre feraient davantage l'unanimité parmi leurs militants ou le mouvement ouvrier, plutôt que des faits censurés par l'OTAN et le gouvernement français, ainsi que les médias ? Craignaient-ils de passer pour des réactionnaires en se référant à des faits qui étaient à l'avantage de Kadhafi ? N'ont-ils pas déformé délibérément la réalité en procédant à un non-dit, en se camouflant derrière un principe dont finalement ils n'étaient pas dignes ? Pourquoi ont-ils ménagé l'OTAN et le gouvernement français au détriment du peuple libyen ? Au nom d'un principe ? Lequel ? Inavouable assurément.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en se présentant de la sorte ils pouvaient se faire passer pour des opposants résolus à l'OTAN et au gouvernement français, sans se mouiller avec Kadhafi qui était présenté comme un terrible dictateur, ce qu'il était beaucoup moins que les chefs d'Etats occidentaux et leurs vassaux africains, même en condamnant le bombardement de la Libye par l'OTAN et le gouvernement français, ils demeuraient en quelque sorte fréquentables à leurs yeux, leurs alliés, ils n'avaient pas franchi la ligne rouge qui aurait consisté à révéler le pot aux roses ou l'imposture qui avait servi de prétexte à l'agression de la Libye, de manière à ce que la population française tenue dans l'ignorance des faits approuve la décision du gouvernement de bombarder ce pays.

Ce n'est là ni une accusation ni une interprétation, ce sont strictement les faits. Je peux en parler tranquillement, puisque dans un premier temps je me suis fait piéger par la propagande officielle, et lorsque j'eus connaissance des faits réels, je rectifiai immédiatement ma position et condamnai le bombardement de la Libye.

Avant-hier soir j'ai regardé une vidéo sur la Syrie. J'ai écouté le récit d'une habitante d'Homs, une des plus grandes villes de Syrie.

Elle raconta qu'un jour les barbares ont débarqué dans le centre ville et ils ont mis en joug les hommes et les femmes qui se trouvaient là. Ils les séparèrent, les femmes d'un côté et les hommes d'un autre. Ils firent mettre nu toutes les femmes, ils les enchaînèrent aux chevilles et aux poignets, puis ils les exhibèrent devant la population. Parmi elles, il y en avait une qui était enceinte. Un barbare dégaina son sabre et lui ouvrit le ventre, il en sortit le fœtus, il lui coupa la tête et il shoota dans ce qui restait. Cela dépasse en cruauté tout ce qu'on peut imaginer.

Sachant que ces monstres de cruauté sont armés notamment par la France, ménager ou discuter avec le gouvernement français (actuel de Macron et les précédents sous Hollande), c'est être le complice de ces (et ses) actes monstrueux, c'est se compromettre à jamais. On est bien gouverné par des barbares, on commence seulement à le découvrir ou à s'apercevoir que l'on vit sous une dictature impitoyable. Il n'y a pas eu d'immenses manifestations en soutien aux peuples libyen et syrien en France. A force de présenter le régime en France comme démocratique, il avait la légitimité pour bombarder la Libye, légitimité escroquée, mais légitimité tout de même, il n'en fallait pas plus pour que Sarkozy puisse agir à sa guise pour une bonne cause, délivrer un peuple d'un tyran sanguinaire, imaginaire.

Autre chose.

Nous sommes en train d'assister depuis la campagne électorale présidentielle américaine à un gigantesque affrontement entre deux clans au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne dont on ignore encore lequel l'emportera sur l'autre. Il concerne la tactique à adopter face à la crise du capitalisme et aux attentes ou aux exigences de plus en plus pressantes et nombreuses du prolétariat mondial qui en sont à l'origine, sans renoncer à la stratégie qu'ils ont adoptée pour pérenniser leur domination de classe.

Maintenant essayons de voir dans un premier temps quelles sont les exigences de ces deux clans de l'oligarchie en tentant d'être le plus clair possible, sachant que Trump doit adopter une orientation politique qui satisfasse à la fois les milieux d'affaires et l'armée ou le Pentagone qui sont d'ailleurs omniprésents dans son gouvernement. Comme aucun des deux clans en présence ne

peut l'emporter sur l'autre, il faudrait peut-être dire pour être plus précis qu'aucun des deux clans ne peut l'emporter sans l'autre ou ne pourra avancer vers leurs objectifs communs, son orientation politique sera une combinaison des tactiques adoptées par ces deux clans que l'on pourrait résumer ainsi : la voie privilégiant la diplomatie et les moyens de pression classiques pour le clan soutenant Trump, et la voie privilégiant la guerre ou la guerre de basse intensité pour le clan représenté par Obama et H. Clinton, les deux étant orientés vers les mêmes objectifs économiques et politiques : intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie et neutraliser le mouvement ouvrier international, tout en conservant leur hégémonie sur le marché mondial et en instaurant un nouvel ordre politique mondial. Le clan de Trump n'oeuvre pas à l'éclatement de la Russie et de la Chine, contrairement à l'autre clan. Ce dernier soutient l'indépendance de la Catalogne, alors que celui de Trump y est opposé. On retrouve la même fracture sur l'Irak et la Syrie.

Cette orientation politique étant une combinaison des tactiques adoptées par les deux clans rivaux, elle se traduira par des concessions de part et d'autre sans forcément changer de ton ou que cessent leurs provocations ou accusations respectives que les médias se chargeront de répercuter de manière à entretenir la confusion sur leurs réelles intentions, pendant qu'ils appliqueront leur politique. Il ne faut donc pas s'attendre non plus à ce qu'ils cessent leur guerre idéologique et psychologique contre les masses, et on peut déjà prédire qu'ils vont s'employer à renforcer les instruments dont ils disposent déjà pour accentuer leur contrôle des peuples, tout en maintenant toutes les lois liberticides qu'ils ont adoptées. La propagande destinée à s'attaquer hypocritement aux préjugés des masses et à semer la division au sein de toutes les classes ou le chaos devrait s'amplifier, pendant qu'ils continueront à s'attaquer aux droits sociaux et politiques de tous les peuples exploités et opprimés. Sur ces deux points là ils sont d'accord.

Le clan des néolibéraux représenté par Trump constatant que la voie de la guerre adoptée par celui d'Obama, Clinton ou Mc Cain n'avait pas permis de réaliser des pas significatifs pour intégrer la Russie et la Chine dans leur stratégie, il compte s'y prendre autrement pour atteindre plus rapidement cet objectif, en employant la voie de la diplomatie, mais Trump ne peut pas recourir directement à cette voie, parce que le clan adverse contrôle l'ensemble des institutions internationales, ainsi que l'administration américaine et la quasi-totalité des médias, il est donc obligé de tenir un discours belliqueux envers la Russie, la Chine, la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie pour satisfaire les partisans de l'autre clan, en quelque sorte cela les occupe, et pendant ce temps-là il applique sa politique qui consiste à associer ces pays à la stratégie américaine, alors qu'elle est en totale contradiction avec son discours. Trump va devoir faire des concessions politiques à la Russie et la Chine, tandis qu'ils n'interféreront pas dans les affaires du Pentagone pour être agréable à l'autre clan de l'oligarchie et justifier au passage les gigantesques dépenses militaires américaines, bref, il faut bien contenter tout le monde, y compris le clan de la guerre au sein de l'oligarchie anglo-saxonne et du Pentagone.

Le changement de cap annoncé en Arabie saoudite fait partie de cette nouvelle orientation de la politique américaine, il est à mettre au compte du clan de Trump. De la même manière que le dernier rapport de l'ONU accusant Bachar al-Assad d'avoir utilisé des armes chimiques est à mettre au compte du clan Obama-Clinton, tandis que Trump a cessé d'armer les barbares en Syrie.

Quant à l'Union européenne, c'est la chasse gardée des Américains que leurs multinationales ont entrepris de dépecer (Alstom, par exemple) ou piller ou encore de contrôler, ce qui ne les empêche pas de s'associer à des multinationales russes ou chinoises. Et il se peut que Trump conserve la politique initiée sous la présidence d'Obama consistant à entretenir un foyer de guerre contrôlé (Ukraine) histoire de satisfaire l'OTAN et les généraux les plus belliqueux du Pentagone, ce qui présente d'autres avantages politiques, notamment d'entretenir un climat délétère ou une menace permanente de guerre entre les pays de l'UE et la Russie propice au développement de la xénophobie et de l'extrême droite, tout en satisfaisant le lobby militaire et permettre toute sorte de trafic d'armes.

Dans ces conditions, l'UE ne sera pas amenée à renforcer son pouvoir face aux Etats-Unis, bien au contraire, et Trump aura le choix entre adopter le traité de libre échange qui a été ajourné si les conditions politiques le permettent, si l'oligarchie le juge encore utile, sinon il soutiendra les gouvernements de l'UE qui adoptaient des mesures comparables à celles contenues dans ce projet de traité et qui sont favorables aux multinationales, peu importe la voie ou les moyens du moment que leur objectif serait atteint.

Tout cela peut sembler fort compliqué pour comprendre ce qui se passe réellement aux Etats-Unis, entre ces deux clans qui s'affrontent et qui tiennent un double langage et jouent un double jeu, les dirigeants des autres pays ne comprenant pas forcément ce qui est en jeu ou leurs intentions respectives, les médias non plus, les dirigeants du mouvement ouvrier encore moins, bref tout le monde y va de son interprétation et contribue au chaos général qui semble prédominer, pendant qu'en réalité l'oligarchie applique sa stratégie et les masses sont en proie à la pire des confusions les conduisant à la paralysie.

Est-ce clair ? On aura compris pourquoi au premier abord les travailleurs ont du mal à s'imaginer ce qui se passe réellement ou à s'y retrouver. Il y a les discours et il y a les faits. Les deux sont animés par des intentions inavouables. Ils privilégient des moyens ou des voies différentes pour parvenir au même but : nous réduire en servitude et nous exploiter, tout en nous réduisant à l'impuissance pour nous empêcher de nous soulever contre leur régime totalitaire. Il faut donc les combattre sur tous les fronts à la fois.

On peut facilement tomber dans le piège en adoptant la propagande du clan d'Obama-Clinton, et prendre au premier degré les déclarations de Trump que ce soit en les soutenant ou en les condamnant, dans tous les cas de figure, si vous vous placez sur ce terrain-là vous serez perdant à tous les coups ou vous aurez tout faux. Alors ils sont légions ceux qui se font piéger. Cela revient

à devoir démêler le vrai du faux, le fictif ou imaginaire du réel, le mensonge de la vérité. Ce qui est bien réel, c'est l'exploitation, les inégalités abyssales, les injustices monstrueuses, l'absence de libertés et les guerres, le chaos, la barbarie. Un tableau si laid, si triste qu'il doit inspirer la résistance et la révolte, et non la résignation et le désespoir.

Les articles suivants apportent des précisions.

- Trump reprend le combat contre l'establishment US par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 octobre 2017

(Source : <http://www.voltairenet.org/article198471.html>)

- La « Révolution » de Trump en difficulté, par Alastair Crooke - Les-Crises.fr 27.10 (Source : Alastair Crooke, Consortium News, 25-02-2017 ; <https://consortiumnews.com/2017/02/25/trumps-embattled-revolution/>)

Alastair Crooke est un ancien diplomate britannique, qui était un responsable de haut rang du renseignement britannique et de la diplomatie de l'UE. Il est le fondateur et le directeur du forum Conflits.

Exercice pratique.

Chaque fois qu'on tombe sur un article sur la situation aux Etats-Unis, il ne faut surtout pas prendre pour argent comptant son contenu, parce que le plus souvent les rapports entre les différents acteurs qui y figurent sont déformés ou ne correspondent pas à la réalité. En voici un exemple.

« Above all » – La Junte tente d'élargir son pouvoir par Moon of Alabama — 24 octobre 2017

Dans une campagne de publicité de 2008, l'armée de l'air américaine s'est déclarée « Above all* ». Le slogan et le symbole de la campagne étaient les mêmes que ceux de la campagne allemande « Deutschland Über Alles** » de 1933. Cela annonçait ce qui allait arriver.

Par Moon of Alabama - 22 octobre 2017

Jeudi, Masha Gessen a regardé le point-presse du secrétaire général de la Maison Blanche, le général John Kelly, et est arrivée à cette conclusion:

Le point-presse a permis de se rendre compte ce de ce à quoi ressemblerait un coup d'État militaire dans ce pays, car c'est dans la logique d'un tel coup d'État que Kelly a avancé ses quatre arguments.

1. Ceux qui critiquent le président ne savent pas de quoi ils parlent parce qu'ils n'ont pas servi dans l'armée. ...
2. Le président a fait ce qu'il fallait faire parce qu'il a fait exactement ce que son général lui a dit de faire. ...
3. La relation entre le président et la veuve d'un soldat ne regarde personne, sauf eux-mêmes. ...
4. Les citoyens sont classés en fonction de leur chance de mourir pour leur pays. ...

Gessen retarde. Le coup d'État s'est produit il y a des mois. Une junte militaire contrôle étroitement la politique de la Maison Blanche. Elle tente maintenant d'étendre son pouvoir. (C'est comme si on disait qu'aujourd'hui ou hier l'oligarchie financière venait de s'emparer du pouvoir aux Etats-Unis, alors qu'en réalité elle le détient depuis la création de la Fed en 1913, avant même en fait. Du coup, la manière dont les différents facteurs et leurs rapports sont analysés ou interprétés sont faussés ou erronés. - LVOG)

Depuis le début, Trump est le candidat de l'armée. Les deux autres centres de pouvoir du triangle du pouvoir, le monde des affaires et le gouvernement exécutif (CIA), soutenaient Clinton. Le candidat du Pentagone a vaincu la candidate de la CIA. (Comme dans le combat de ces derniers mois à Raqqa – avec le même résultat.) (En réalité les choses sont plus compliquées, aux deux principaux clans les plus puissants de l'oligarchie financière correspondent des clans à l'intérieur de la CIA, du FBI, du Pentagone, etc. - LVOG)

Le 20 janvier, le premier jour de la présidence du candidat « Tout sauf Hillary », j'ai lancé cet avertissement :

L'armée exigera d'être récompensée en ayant plus de représentants que les trois généraux actuels dans le cabinet de Trump.

Avec l'aide des médias, les généraux de la Maison-Blanche ont défait leur adversaire civil. En août, Trump a abandonné son

pilote idéologique. Steve Bannon a quitté le navire. L'ennemi militaire de Bannon, le conseiller à la sécurité nationale, le général McMaster, a gagné. (Faux, cette interprétation était basée uniquement sur les apparences. On en a eu la preuve ces derniers jours. Pour en avoir la conviction, lire l'article Bannon sème le trouble à Washington publié le 24 octobre par le Réseau Voltaire qui contredit cette version des faits. - LVOG) J'ai écrit:

Une junte militaire dirige maintenant les États-Unis et plus tard j'ai expliqué:

Le succès de Trump en tant que candidat « Tout sauf Hillary » était basé sur une insurrection anti-establishment. Les représentants de cette insurrection, Flynn, Bannon et les électeurs MAGA (Make America Great Again), l'ont piloté à travers les premiers mois de son mandat. Une intense campagne médiatique a été lancée pour les contrer et les militaires ont pris le contrôle de la Maison Blanche. Les insurgés anti-establishment ont été remerciés. Trump n'est plus désormais que la figure publique d'une stratocratie – une junte militaire qui respecte formellement le droit. (Trump a sacrifié Steve Bannon pour temporiser face aux attaques du clan opposé de l'oligarchie... pour mieux imposer des militaires auxquels il n'oserait pas se frotter, et finalement appliquer sa politique. - LVOG)

Les militaires ont pris le plein contrôle du fonctionnement et des décisions et de la Maison Blanche (Cela ne fut-il pas déjà révélé le 11 septembre 2001 ? - LVOG) :

Tout ce qui a de l'importance passe maintenant par la junte ... Pour contrôler Trump, la Junte filtre son information et élimine toute opinion un tant soit peu différente ... Les membres de la junte dictent leurs décisions à Trump en lui proposant un minimum d'alternatives. Celle qui leur paraît préférable lui est présentée comme la seule possible. « Il n'y a pas d'alternatives, » vont-ils répéter à Trump encore et encore.

Maintenant qu'elle a pris le pouvoir central, la Junte commence à appliquer son idéologie et à interdire toute critique.

Le jeudi 19, Kelly a critiqué la parlementaire Frederica Wilson du sud de la Floride pour avoir écouté (elle était avec la veuve à ce moment-là) un échange téléphonique que Trump a eu avec l'épouse d'un soldat tué au combat :

Kelly a ensuite poursuivi sa critique de Wilson, en disant qu'à l'inauguration du Miramar, le bâtiment du FBI, en 2015, elle avait insisté dans son discours sur le fait qu'elle « avait trouvé l'argent » pour le bâtiment.

La vidéo du discours de l'élue démocrate de la Chambre des représentants (lien ci-dessus) prouve que ce que les allégations de Kelly sont fausses. Mais on n'a plus le droit de le dire. La junte, par définition, ne ment pas. Quand le lendemain les journalistes ont interrogé la secrétaire du service de presse de la Maison Blanche sur l'attaque injustifiable de Kelly, elle a répondu:

Mme SANDERS: Si vous voulez vous attaquer au général Kelly, c'est votre problème. Mais je pense que... que... si vous voulez vous lancer dans un débat avec un général de marine quatre étoiles, je pense que c'est quelque chose de tout à fait inapproprié.

Il est désormais « tout à fait inapproprié » de même poser une question à la Junte qui gouverne l'empire. (Pourquoi, était-ce possible du temps de G.W. Bush pour ne pas remonter plus loin ? Toute critique de la version officielle du 11/9 a été censurée, étouffée... - LVOG)

La vie des soldats américains, et en particulier des commandants, est dorée. Ils sont dorlotés et protégés. De nombreux emplois civils paient moins et sont plus dangereux. On construit un mythe autour de l'armée américaine à coup des centaines de millions de dollars investis dans les relations publiques et le marketing. L'armée américaine ne gagne pas de guerre, mais ses soldats sont décrits comme de meilleures personnes que le reste de la population. Les soldats eux-mêmes finissent par le croire. À la fin de son point-presse, le général Kelly a dénigré tous ceux qui ne sont jamais allés à l'armée ou pris une cuite :

Avant de quitter les lieux, Kelly a dit aux Américains qui n'ont pas servi dans l'armée qu'il avait pitié d'eux. « Nous ne méprisons pas ceux d'entre vous qui n'ont pas servi », a-t-il dit. « En fait, d'une certaine manière, nous sommes un peu désolés pour vous parce que vous n'avez jamais ressenti la merveilleuse joie qu'on ressent dans son cœur quand on fait ce que font les hommes et les femmes qui servent dans l'armée – pour la simple et unique raison qu'ils aiment leur pays. »

« Nous ne vous méprisons pas. Nous vous considérons comme de pitoyables créatures inférieures. » Quel foutu connard ! (Vous devriez plutôt vous demander pourquoi il vous prend pour des connards, et si quelque part les faits ne lui donne pas raison, cherchez bien, il y a matière à réflexion dans ce domaine. - LVOG)

Si les soldats sont à l'armée « pour la simple et unique raison qu'ils aiment leur pays », pourquoi veulent-ils à être payés ? Pourquoi demande-t-on au public de financer 200 terrains de golf pour l'armée ? Parce que les soldats « aiment leur pays » ? Seuls environ 10 000 sur les quelques 2 000 000 de soldats américains n'iront jamais sur une vraie ligne de front.

Et imaginez la « merveilleuse joie » que Kelly a dû ressentir « dans son cœur » lorsqu'il commandait le camp de torture illégal

de Guantanamo Bay:

Kelly traitait avec brutalité la population de détenus, non inculpés ni reconnus coupable de crimes, sur la détention desquels il avait un contrôle total. Sa réponse à la grève de la faim pacifique des détenus en 2013 a été le gavage punitif, l'isolement et les balles en caoutchouc. En outre, il a saboté les efforts de l'administration Obama pour transférer ou rapatrier des détenus, s'apant constamment la volonté de son commandant en chef.

L'ancien capitaine de l'armée américaine maintenant directeur de la CIA, Mike Pompeo, a fait ses études à l'académie militaire des États-Unis à West Point. Il fait partie du cercle de la Junte, aux premières loges pour contrôler la compétition. Pompeo veut aussi ressentir cette « merveilleuse joie ». Vendredi, il a promis que la CIA deviendrait une « agence beaucoup plus féroce ». Au lieu de se contenter de faire subir le supplice de l'eau aux « terroristes » et de bombarder avec des drones les familles de couleur, la CIA plus féroce de Pompeo violera les enfants des « terroristes » et rasera à la bombe des villages entiers. Pompeo a dit cela lors d'une rencontre de la Junte avec les fauteurs de guerre néo-conservateurs.

Le 19 octobre, Mattis, le secrétaire général de la Défense a été interrogé au Congrès sur le récent incident au Niger au cours duquel plusieurs soldats américains ont été tués. Mattis a instauré (vidéo 17h29) un nouveau critère plutôt curieux pour le déploiement des troupes américaines:

Chaque fois que nous engageons des troupes quelque part, nous nous posons une simple et unique question que voilà : la présence de nos troupes à cet endroit va-t-elle améliorer suffisamment le bien-être du peuple américain ? Cela vaut-il la peine de risquer la vie de nos soldats ?

Dans son point-presse du 20 octobre, le général Kelly a également tenté d'expliquer pourquoi les soldats américains se trouvaient au Niger:

Alors pourquoi étaient-ils là? Ils travaillent là-bas avec des partenaires, locaux – partout en Afrique – dans ce cas, le Niger – ils travaillent avec des partenaires, ils leur apprennent à devenir de meilleurs soldats; ils leur apprennent à respecter les droits humains ...

L'armée américaine est-elle vraiment qualifiée pour apprendre à quiconque à respecter les droits humains? A-t-il appris cela en perpétrant des atrocités de masse dans à peu près toutes ses campagnes?

L'un des soldats tués au Niger alors qu'il « enseignait le respect les droits humains » était « un spécialiste en chimie, biologie, radiologie et nucléaire » de 39 ans, avec « plus d'une douzaine de récompenses et de décorations » à son actif.

L'armée américaine a envoyé un spécialiste des Armes de Destruction Massive de haut niveau sur une « patrouille de routine » au Niger pour apprendre aux soldats locaux « à respecter les droits humains », ce qui sans nul doute va « améliorer suffisamment le bien-être du peuple américain » ?

Quelqu'un va-t-il vraiment acheter ce bobard?

Mais qui oserait poser la moindre question de plus à ce sujet ? C'est « tout à fait inapproprié » de douter de ce que dit l'armée. Bientôt cela sera carrément « verboten ». Soyez en sûrs, toute question sera qualifiée de « fake news » causée par une tortueuse influence étrangère. Celui qui osera poser des questions sera exclu des médias.

L'armée est maintenant vraiment « Above All ». Ce slogan de l'armée de l'air était un remake de la campagne de 1933 « Über Alles » de l'Allemagne. Espérons que la ressemblance historique s'arrêtera là !

<http://arretsurinfo.ch/above-all-la-junte-tente-delargir-son-pouvoir/>

*Au-dessus de tout

** L'Allemagne au-dessus de tout

Source: <http://arretsurinfo.ch/above-all-la-junte-tente-delargir-son-pouvoir/>

Je me suis arrêté de commenter la suite de cet article qui n'était qu'un tissu de lieux communs ou qui relatait des faits sans intérêt.

Moon of Alabama incarne ce qu'ils appellent la gauche réformiste, progressiste ou démocratique, le courant politique dont sont issus ou auquel sont affiliés tous les partis sociaux-démocrates et ceux qui sont le produit de leurs scissions (MRC, PG, FI, etc.) depuis un siècle. Ils présentent tous la particularité d'être étranger au socialisme ou de représenter une idéologie en rupture

avec les bases du socialisme à défaut de s'engager dans la voie de la rupture avec le capitalisme.

Cette idéologie qui se développera à la fin du XIXe siècle sera féroce combattue par Engels, puis par Lénine et les marxistes au début du XXe siècle. C'est cette même gauche révisionniste du socialisme, résolument anti-marxiste, anti-communiste, contre-révolutionnaire et inféodée au capitalisme qui gangrènera le mouvement ouvrier américain en le subordonnant au Parti démocrate. Et beaucoup plus tard en France, ce sera cette même gauche qui favorisera l'éclosion du parti de Macron, La République en Marche (LREM), et qui dans d'autres pays donnera naissance à des partis ou coalitions de courants constituant des partis auxquels seront associés des déçus du stalinisme qui auront adopté son idéologie réactionnaire (Syriza, Podemos, etc.).

Moon of Alabama n'envisage nullement d'affronter l'armée ou les institutions américaines, ils ne combattent pas à leur abolition, non, ils s'en accommodent très bien, ils leur reprochent juste de ne pas servir le peuple travailleur, alors qu'elles ont été créées par et pour les capitalistes. Vous comprendrez pourquoi on ne peut pas se situer sur le même plan qu'eux, celui de notre ennemi, ce qui signifie au passage qu'ils se placent eux-mêmes dans le camp de la réaction.

Mais alors sur quoi repose leur argumentation ? Sur le fait qu'ils nient le développement et la crise du capitalisme, ils sont tellement acquis au capitalisme qu'ils l'idolâtrèrent littéralement, ils en viennent à vouloir faire jouer un rôle à ses représentants pour lequel ils n'ont pas été programmés et élus, de la même manière qu'ils parent le capitalisme de vertus qu'il n'a jamais eu et n'aura jamais, et évidemment ils agissent de la même manière envers les institutions ou la Constitution qui seraient à les entendre les garantes de la démocratie, qui elle non plus n'a jamais existé aux Etats-Unis.

Autrement dit, leur idéologie, tout leur discours reposent sur une imposture, un déni de la réalité, c'est du domaine de la supercherie, de l'escroquerie politique destinée à tromper les travailleurs, service en échange duquel les capitalistes leur accordent des privilèges ou ménagent leurs intérêts, et quand ils ne sont pas à la hauteur de leurs attentes ou que les capitalistes se montrent ingrats envers eux, ils hurlent au scandale, ils s'indignent, ils font mine de se rebeller, pour ensuite sous la menace rentrer sagement dans le rang.

Parole d'internaute.

1- Je ne sais pas, j'ai le vague sentiment que depuis plusieurs décennies les gens s'indignent de ses choix qui s'imposent à nous contre notre volonté sans que cela ne produise d'effets tangibles sur la tendance au long cours. De manière épisodique il y a bien comme un petit vent de fraîcheur, un bulle d'air, ceci mis à part c'était la marche forcée, c'est toujours la marche forcée, demain sera encore de la marche forcée.

2- De toute manière, si nous ne nous décidons pas à prendre les armes tous ensemble, il ne servira à rien de continuer à se lamenter.

3- Vous prêchez un converti pour ainsi dire. Mais il faut faire sienne, aussi bien par pragmatisme que par pur cynisme, une forme de dialectique de combat encore inédite à ce jour.

En substance, comme disait l'autre, nous sommes légions. Nous aussi nous sommes légions et le moment venu, nous serons absolument impitoyables. Qu'ils le sachent.

Nos ennemis mortels – car ils sont nos ennemis mortels, ne vous y trompez pas – ne s'imaginent pas à quel point, actuellement, ils alimentent nos forces et ce faisant deviennent les complices inconscients (et par là-même d'autant plus pathétiques...), de leur propre anéantissement.

4- Je crains que vous n'avez pas bien saisi le danger que représente cette surveillance généralisée!

Avec elle, toute contestation du système en place deviendra impossible. Toute opinion contraire à la pensée dominante est enregistrée et les listes de personnes réputées dangereuses pour le régime existent déjà.

N'oublions pas que les premiers qui furent envoyés dans les camps de concentrations en Allemagne nazie, étaient les opposants au régime et notamment les communistes.

Toute dictature commence par neutraliser ses opposants potentiels et aujourd'hui, cette possibilité est phénoménale.

On n'aurait même plus besoin d'enfermer les « dissidents », l'envoi d'un drone suffirait à les neutraliser à tout jamais...

La situation est potentiellement bien pire que dans « 1984 »

Il fallait oser le dire.

- Le "projet initial de la construction européenne, c'était la démocratie"

Réponse : Mélenchon, vendredi à Athènes. (AFP)

Quand on sait que c'est l'impérialisme américain qui en est à l'origine, on a une idée assez précise du niveau de corruption politique de Mélenchon. C'est un négationniste à sa façon, en le traitant de charlatan on était en dessous de la réalité.

Qu'on se le dise : L'Union européenne n'est pas un instrument de la lutte de classe du capital. Ceci explique cela.

- "Les règles d'organisation de l'Union européenne opposent les gens les uns aux autres dans les pays et entre les pays: c'est le règne de la compétition générale", a-t-il regretté. Pour lui, l'Europe est "facteur de choc civil, de choc guerrier". AFP 28 octobre 2017

On appelle cela le délitement de la politique, le niveau zéro de la pensée.

Comme quoi il ose tout le populiste assumé.

- "Tenez bon!": en visite à Athènes, Mélenchon "remonte le moral" des Grecs - AFP

En visite dans la capitale grecque pour trois jours, avec quatre autres députés LFI, M. Mélenchon a ouvert le congrès de lancement du nouveau parti de l'ancienne présidente du parlement grec, Zoe Konstantopoulou, "Cap vers la liberté" (Plefsi Eleftherias).

(Il a soutenu le PASOK quand il était au PS, plus tard il a soutenu son clone, Syriza, et maintenant que Syriza au pouvoir applique la politique du PASOK, il soutient un nouveau parti issu de Syriza, et si celui-ci parvenait au pouvoir, il appliquerait la même politique que Syriza, et ainsi de suite. Et chaque fois on nous a dit qu'il fallait soutenir ces partis au nom du front unique ouvrier et pas seulement en Grèce. Quand les militants vont-ils comprendre que leurs dirigeants ont passé leur temps à se foutre littéralement d'eux, quand ? - LVOG)

Et il ne peut pas se passer de la BCE, c'est dans l'ordre des choses.

Le député français a enfin une nouvelle fois appelé à ce que la Banque centrale européenne rachète "la totalité" des titres des dettes souveraines de tous les pays européens pour les mettre ensuite "dans le frigidaire".

Intransigeant avec M. Tsipras, il a jugé que sa "capitulation" devant les exigences de l'Union européenne était "la catastrophe la plus terrible (car elle est) morale, psychologique, spirituelle, affective".

(Mais surtout pas politique... comme la sienne ! On comprend. - LVOG)

Ce qui n'a pas empêché M. Mélenchon de "remercier" les Grecs d'avoir porté le Syriza, dirigé par M. Tsipras, au pouvoir en janvier 2015.

(Quel cynisme ! Je ne suis pas certain que les travailleurs grecs apprécieront. - LVOG)

Les travailleurs qui la paient en sueur et privations de tout ordre seront heureux de l'apprendre.

"Voici le terrible secret: aucun effort ne servira jamais à rien, la dette ne sera jamais payée", a-t-il argumenté. AFP 27 octobre 2017

En France le service de la dette qui représente plus de 40 milliards d'euros chaque année, et qui est le second budget de l'Etat je crois me souvenir, qui le finance, qui paie cette dette sinon les travailleurs sous forme d'impôts et de taxes ou de prélèvements divers. Ce sale type raconte n'importe quoi, il se fout du sort des travailleurs.

Jacques a dit lever la main, LFI lève la main. Jacques a dit baisser la main, LFI baisse la main (ou baiser la main de son souverain...

Harcèlement: les députés LFI plaident pour des "moyens sonnants et trébuchants" AFP

Les députés de la France insoumise ont plaidé jeudi pour des "moyens sonnants et trébuchants" pour lutter contre le harcèlement, arguant que "les mots ne suffiront pas", même s'ils sont "essentiels", dans une tribune publiée dans Le Monde.

Il est la coqueluche des médias-oligarchiques, eux au moins ils ne s'y trompent pas.

Est-ce le rôle de dirigeants censés représenter la classe ouvrière de réclamer le renforcement de l'appareil militaro-policiier-judiciaire de l'Etat des capitalistes destiné avant tout à réprimer les exploités et les opprimés? Au fait, tous les militants le savent-ils, en ont-ils conscience ?

Splendeur et décadence de la civilisation humaine. La "lèpre idéologique" qui gangrène lentement mais sûrement les consciences.

Pour l'Académie, l'écriture inclusive est un «péril mortel» - LeFigaro.fr

Les immortels de l'Académie française se sont fendus ce jeudi 26 octobre d'une déclaration au ton alarmiste condamnant vertement l'écriture inclusive. Ils vont même jusqu'à prédire un «péril mortel» pour l'avenir de la langue française. Pour rappel, cette graphie consiste à inclure le féminin, entrecoupé de points, dans les noms, comme dans «mes ami-e-s», pour le rendre «visible». Le «point milieu», ce signe situé à mi-hauteur des lettres, peut être utilisé alternativement en composant un mot comme «lycéen-ne» comme suit: racine du mot + suffixe masculin + le point milieu + suffixe féminin.

Cette pratique défendue par certaines militantes féministes au prétexte que la langue française «invisibiliserait les femmes» a beaucoup fait parler d'elle ces dernières semaines alors qu'un manuel scolaire, destiné à des élèves de CE2, a été publié pour la première fois en écriture inclusive en mars 2017. On peut y lire que «grâce aux agriculteur.rice.s, aux artisan.e.s et aux commerçant.e.s, la Gaule était un pays riche». L'éditeur a expliqué avoir choisi d'appliquer les recommandations du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes datant de 2015.

Prenant acte de la diffusion de cette «écriture inclusive» qui «prétend s'imposer comme norme», l'Académie française élève à l'unanimité une solennelle mise en garde: «La démultiplication des marques orthographiques et syntaxiques qu'elle induit aboutit à une langue désunie, disparate dans son expression, créant une confusion qui confine à l'illisibilité. On voit mal quel est l'objectif poursuivi et comment il pourrait surmonter les obstacles pratiques d'écriture, de lecture - visuelle ou à voix haute - et de prononciation. Cela alourdirait la tâche des pédagogues. Cela compliquerait plus encore celle des lecteurs.

Il est déjà difficile d'acquérir une langue, qu'en sera-t-il si l'usage y ajoute des formes secondes et altérées? Comment les générations à venir pourront-elles grandir en intimité avec notre patrimoine écrit? Quant aux promesses de la francophonie, elles seront anéanties si la langue française s'empêche elle-même par ce redoublement de complexité, au bénéfice d'autres langues qui en tireront profit pour prévaloir sur la planète.»

«Bégaiement cérébral»

Membre de l'Académie française, Michael Edwards, poète, philosophe et traducteur franco-britannique, avait confié début octobre au Figaro à quel point l'écriture inclusive abîmait, selon lui, la langue française. «C'est la chair même du français qui est ainsi rongée, et son esprit qui se trouve frappé d'une sorte de bégaiement cérébral», indiquait-il. Les académiciens avec qui il avait discuté du sujet étaient «scandalisés» mais ont décidé de prendre un peu de temps pour réagir officiellement.

La virulence du communiqué de l'Académie a été peu goûtée, jeudi, par les féministes, comme la militante et «cheffe d'entreprise» Caroline De Haas: «On va tous mourir!», écrit-elle sur Twitter. «Et après, c'est nous qu'on traite d'hystériques...»

Cette condamnation sans appel des académiciens sera-t-elle entendue? Pas si sûr. Depuis 2015 et les recommandations du Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes, l'écriture inclusive, longtemps cantonnée aux associations féministes et aux partis d'extrême gauche, entre peu à peu dans les mœurs.

Plusieurs ministères, institutions, collectivités et universités se sont depuis mises à appliquer peu ou prou ces recommandations. Sur le site du ministère de l'Éducation nationale, il est ainsi désormais question de professeur-es. Le ministère de la Santé, quant à lui, évoque les chirurgien-ne-s-dentistes. Depuis 2016, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) s'est engagé très officiellement à écrire de façon inclusive: «Assemblée la plus paritaire de la République française, le CESE est convaincu que les stéréotypes, terreau du sexisme, sont profondément ancrés dans notre société et s'expriment dans le langage et la grammaire.» Le Cnam se définit désormais comme une école d'ingénieure-es «parce que nos formations sont ouvertes à toutes et tous».

Dans certains médias comme TV5Monde, dans des communications du CNRS, cette graphie a fait son apparition. Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation, lui, n'approuve pas: «On doit revenir aux fondamentaux sur le vocabulaire et la grammaire, je trouve que ça ajoute une complexité qui n'est pas nécessaire.» LeFigaro.fr 26 octobre 2017

Jamais je n'emploierai cette graphie débile qu'une partie de l'extrême gauche la plus décomposée (NPA en tête) - et par bien des aspects la plus réactionnaire (Syrie), a adoptée. La pire réaction leur balance un os à ronger et ils s'empressent de se jeter dessus comme des morfales. Mais les travailleurs s'en foutent complètement, tout comme ils se foutent de cette élite de nantis dégénérés.

Ce n'est pas un hasard, si ce sont les mêmes militants qui refuseront de s'associer avec des militants d'autres partis, au nom de désaccords qu'ils s'emploient à multiplier et qui à leurs yeux sont prioritaires sur ce qu'ils ont en commun, c'est là qu'on s'aperçoit que les intérêts collectifs des travailleurs passent chez eux après leurs intérêts individuels ou de leurs chapelles.

La réaction le sait, elle connaît leurs faiblesses, elle leur balance un appât et eux ils se jettent dessus, ils vont enfin pouvoir faire parler d'eux, ils vont être associés à des gens respectables, ils vont enfin pouvoir remporter une victoire... pendant que sur fond de division le gouvernement en profite pour faire passer des mesures antisociales collectives ! Avec le PS hier, LREM aujourd'hui, ils se retrouvent au côté de la pire réaction, c'est toujours mieux que de se retrouver au côté du POID ou du POI, par exemple.

Au contraire, la langue française devrait être simplifiée, par exemple l'accent circonflexe d'hôtel, de théâtre, etc. est inutile et devrait être supprimé, tout comme le "h" d'héberger ou celui de philanthrope (th). On peut se passer de ces lettres ou accents qui ont une origine étymologique (contraction du "s", par exemple, ostel au XIe siècle, hôtel) ou servent à fournir une indication illusoire sur la manière de prononcer une lettre, que le (phonème) "a" de théâtre soit antérieur ou postérieur, qu'il provienne du devant ou du fond du palais pour faire simple ne le rendra pas plus ou moins audible, ils ont modifié l'orthographe d'évènement en événement, après s'être aperçus que la plupart des gens prononçaient événement.

Commentaires d'internautes

1- Pourquoi dans son commentaire Twitter Mme Haas n'a-t-elle pas écrit "On va tou.te.s mourir"? En fait, cette "règle" est tellement compliquée qu'elle n'arrive même pas à l'utiliser elle-même.

2- "Le Petit Robert contient 60 000 mots.

Les personnes cultivées connaissent 15 000 mots.

Les Français, en moyenne, n'utilisent que 3 000 mots.

Les lycéens maîtrisent 800 à 1 600 mots.

Les 10% de Français les moins éduqués ont 350 à 400 mots à leur disposition (selon le linguiste Alain Bentolila).

Ne soyons pas étonnés du fiasco continu de "l'école ascenseur social". Ne soyons pas non plus surpris par l'essor de l'enseignement privé qui n'en demandait pas tant. L'idéologie gauchiste aura réussi de façon spectaculaire et déplorable à remplacer l'ascenseur social par la fracture sociale."

3- Masculin, féminin, et les trans... les neutres, les non masculin/ féminin? Ils ne sont pas représentés dans cette orthographe sexiste! Je proteste énergiquement, et demande une correction immédiate de ces règles hyper sexuées qui génèrent une nouvelle domination!

4- Dans mon entourage, 100% des femmes interrogées trouvent ça grotesque! Il n'y a guère que quelques féministes hystériques (pléonasme...) pour défendre une telle hérésie! Il faudrait qu'un jour les féministes se rendent compte que leur comportement est presque systématiquement contreproductif.

5- En quoi cette écriture est-elle "inclusive"? Le sens de ce mot est travestis pour des raisons marketing. On pourrait parler d'écriture "polygenre" ou tout simplement "neutre", mais le terme "inclusive" laisse entendre que ses détracteurs sont des personnes qui "excluent" et donc des bêtes à abattre. Décidément, la "bien pensée" et la novlangue qui l'accompagne sont prêts à tout pour monter les gens les uns contre les autres. Heureusement que les femmes n'aiment pas les féministes dans leur majorité, sinon je crois que je n'aimerais plus les femmes.

6- L'écriture inclusive laisse supposer que les lecteurs sont des abrutis finis incapables de faire un quelconque discernement sans qu'on leur expose le mot (faute de l'éducation nationale ?).

7- La lecture procède d'une combinaison reconnaissance visuelle des mots et sens de la phrase: on ne peut modifier d'un coup d'un seul l'orthographe d'autant de mots sans affecter la compréhension d'un texte: la répercussion attendue en est évidemment le retard d'acquisition d'une lecture fluide et globale aux élèves de CE2

8- Depuis quand l'idéologie modifie la langue française ? Non non et re-non. Même notre langue n'est pas à l'abri des lobby.

9- Les récentes réformes de l'orthographe et de la grammaire visaient à simplifier un corpus que certains trouvent au-dessus de leurs méninges. Et là, curieusement, il s'agit de tout compliquer! Il m'est d'avis que ce jargon inutile ne va pas tenir très longtemps. La question est : combien de temps?

10- L'écrire va devenir une corvée, la traduction va devenir une torture et l'esprit intelligent qui cherche et trouve toujours la simplification, va très vite adapté l'Anglais... eh je suis bien d'accord avec l'académie, la langue Française massacrée aura vécu,

tué par les femmes savantes, à la Molière.

11- Jusqu'où certains vont-ils aller dans la débilite ?

12- L'idéologie féministe est une aberration intellectuelle qui confond l'égalité et la non-différence, qui nie les différences biologiques des femmes et des hommes. C'est sur le moyen long terme probablement plus mortelle que cette ridicule écriture inclusive : quand les femmes et les hommes ne se fréquenteront plus l'espèce humaine aura un petit problème...

13- Au fond c'est le grand retour des ligues de vertu et des petits curetons. Libe et les Inrocks sont les publications paroissiales modernes. Rien de nouveau. Juste la bêtise épaisse qui fait son boulot éternel.

Ravage et héritage de l'OTAN.

Héritage de l'Otan: la Serbie première en Europe pour le nombre de cancéreux - Arrêt sur Info.

<http://arretsurinfo.ch/heritage-de-lotan-la-serbie-premiere-en-europe-pour-le-nombre-de-cancereux-2/>

Les bombardements avec des munitions à l'uranium appauvri n'ont jamais préoccupé les partis écologistes et Verts qui, comme on l'a constaté, ont soutenu et continuent de soutenir les guerres de l'Otan, sans jamais se soucier des conséquences pour l'environnement et la santé des gens. Ces partis, comme tous les autres, combattent le nucléaire mais ne condamnent pas l'usage des armes à l'uranium appauvri, qui irradie et rendent invivables des pays entiers. Arrêt sur Info.

Il y a 16 ans, l'Otan commençait à bombarder la Yougoslavie.

Avec 5.500 cas de cancer enregistrés pour un million d'habitants, la Serbie arrive en première position en Europe pour le nombre de décès dus au cancer. L'opération militaire de l'Otan contre la Yougoslavie a fait jusqu'à 2.500 morts. Mais il ne s'agit là que d'un préjudice direct. Les avions de l'Otan ont largué près de 15 tonnes d'uranium appauvri sur le territoire serbe. La période radioactive de l'uranium est de 4,5 milliards d'années. Depuis les bombardements otaniens, les experts ont également découvert en Serbie des traces de plutonium dont la « longévité » atteint 24.000 ans.

Deux mois et demi après les bombardements, des spécialistes grecs ont constaté une augmentation de la radioactivité en Grèce en moyenne de 20% à 30%.

Les spécialistes serbes rappellent pour leur part que même une faible dose de radiation suffit à déclencher la transformation de cellules saines en cellules cancéreuses. Un autre risque consiste dans la mutation génétique qui entraîne la naissance d'enfants présentant des incapacités mentales et physiques. (...)

Selon l'Institut de santé publique de Serbie, pendant la période d'avant 2012, le nombre de malades atteints de lymphome et de leucémie a augmenté de 80% dans le pays.

« Si cette tendance se maintient, la Serbie comptera 5.500 cas de cancer enregistrés pour un million d'habitants. Par rapport à l'indice moyen (2.000 malades pour un million de personnes), ce chiffre ne manque pas d'inquiéter », a souligné le professeur Cikaric. » La Serbie occupe actuellement la première place en Europe pour le nombre de décès dus au cancer », a conclu le spécialiste serbe. Arrêt sur Info.

Syrie. Quand leur rhétorique les trahit.

Grille de lecture.

Tout d'abord, on nous dit que des experts appartenant tous à des pays en guerre contre la Syrie (détail fourni ailleurs le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov) confirment les accusations portées précédemment contre Bachar al-Assad sans preuve par Washington, Londres et Paris notamment.

Ensuite, en guise de preuves matérielles, ils affirment que ce serait, je cite, le "*scénario le plus probable*", mais une probabilité n'a jamais constitué un début de preuve.

Enfin, peu importe, pour le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, cette probabilité constitue une "*conclusion claire*" de la culpabilité de Bachar al-Assad, bref, il doit dégager.

Précisons que les Britanniques et les Français, ainsi que les Américains qui ont commandé ce rapport bidon soutiennent le clan

de l'oligarchie anglo-saxonne opposé à celui de Trump, ils ne désarment pas.

- Le régime Assad tenu pour responsable d'une attaque au gaz sarin - AFP

Ces experts (de l'ONU et de l'OIAC - Organisation pour l'interdiction des armes chimiques - LVOG) ont conclu, comme l'affirmaient notamment Washington, Londres et Paris, que le régime de Damas est bien responsable de l'attaque: les éléments rassemblés vont dans le sens du "scénario le plus probable" selon lequel "le gaz sarin a été le résultat d'une bombe larguée par un avion", affirme le rapport, "certain que le responsable de cette attaque sur Khan Cheikhoun est le régime syrien".

Le rapport a délivré une "conclusion claire", a abondé le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, qui a exhorté "la communauté internationale à s'unir pour tenir le régime de Bachar al-Assad responsable" de cette attaque. AFP

- «Vous trouvez ça normal?»: Sergueï Lavrov évoque la mission de l'OIAC en Syrie - Sputnik 22.09

La mission de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques qui enquête sur les attaques chimiques en Syrie est composée de pays occidentaux hostiles à Damas, selon le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

«Il suffit de regarder la composition nationale des experts de la mission d'établissement des faits en Syrie formée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques », a-t-il indiqué.

«Elle compte deux groupes dont l'un examine les plaintes formulées par l'opposition et l'autre se penche sur les affirmations du gouvernement au sujet de l'emploi de substances toxiques par l'opposition. Tous les deux sont présidés par des ressortissants d'un même pays, un pays occidental qui se range sur des positions radicales et antigouvernementales dans la crise syrienne», a constaté Sergueï Lavrov ce vendredi au cours d'une conférence de presse.

«Vous trouvez ça normal? Moi non. Ce n'est pas normal en soi. En outre, la majorité des experts de cette mission font partie du groupe des Amis de la Syrie qui a été mis en place par l'administration Obama et dont les membres ont été choisis parmi ceux qui ne veulent que changer le système», a-t-il ajouté. Sputnik 22.09

[Quand ils refusent leur défaite, ils en appellent au clan de la guerre.](#)

- Venezuela: 12 pays d'Amérique demandent à l'ONU d'intervenir - AFP

Dans ce communiqué, le "groupe de Lima", regroupant l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay et le Pérou, "demande au Secrétaire général et aux Nations unies de contribuer à gérer la crise et les violations continues des droits de l'homme".

Dans leur déclaration conjointe, les 12 pays dénoncent la façon dont se sont déroulées les élections régionales du 15 octobre, avec "des actes d'intimidation, de la manipulation, de contrainte sociale et de conditionnement du vote, en autres irrégularités".

A l'inverse de ce que prédisaient les sondages, le camp présidentiel a largement remporté ce scrutin, gagnant 18 des 23 postes de gouverneurs, générant une crise dans l'opposition. AFP

[Tartuferies. C'est dans l'ordre des choses.](#)

- L'opposition vénézuélienne, prix Sakharov 2017 du Parlement européen. - AFP

Le Parlement européen récompense la droite vénézuélienne liée à Washington et associée à des milices d'extrême droite, c'est dans l'ordre des choses, et il ne faut surtout pas en être choqué, il soutenait déjà le gouvernement et le parlement néonazis ukrainiens.

- Dossiers Kennedy: Washington met en ligne des milliers de documents - AFP

Après un suspense long de plus d'un demi-siècle, l'administration Trump a publié jeudi près de 3.000 dossiers secrets sur l'assassinat du président américain John F. Kennedy, repoussant toutefois de six mois la divulgation de certains documents jugés trop "sensibles".

On attendait la publication des 3.100 dossiers encore secrets. Finalement, 2.891 ont été mis en ligne jeudi soir sur le site des Archives nationales américaines (<https://www.archives.gov/research/jfk/2017-release>).

Mais "le président a autorisé de retenir temporairement certaines informations qui pourraient porter atteinte à la sécurité nationale,

au maintien de l'ordre ou aux affaires étrangères", ont précisé les Archives nationales américaines.

La plupart de ces demandes sont venues de la CIA et du FBI, la police fédérale américaine, selon des responsables de l'administration Trump.

Le président américain a donné six mois aux services de renseignement, jusqu'au 26 avril 2018, pour éplucher les documents jugés sensibles et en censurer, le cas échéant, les parties les plus délicates.

"Au terme de ce délai, j'ordonnerai la publication de toutes informations dont les services n'auront pas pu démontrer" qu'elles devaient être tenues secrètes, a martelé le président, qui est lui-même par le passé entré dans le jeu des théories et fantasmes autour de cet assassinat.

Une commission d'enquête lancée quelques jours après la mort du charismatique président de 46 ans, la commission Warren, avait conclu que "JFK" avait été tué par l'ancien Marine tireur d'élite Lee Harvey Oswald, ayant agi seul.

Cette position officielle n'a pourtant jamais suffi à étouffer les hypothèses sur un complot ourdi contre le 35e président américain à Dallas, au Texas. AFP 27 octobre 2017

On aura compris qu'ils ne publieront jamais l'intégralité des documents encore existants démontrant l'implication de la CIA ou d'autres acteurs liés à l'oligarchie dans l'assassinat de Kennedy, les plus compromettants ayant sans doute déjà été détruits.

Ils osent tout.

- «Peur du CDI» : la fausse piste de «l'incertitude juridique» - liberation.fr
- Les indices qui montrent que Robert Boulin a été tué - LePoint.fr
- La Fondation Nobel possède indirectement des parts chez des fabricants d'armes atomiques - Liberation.fr
- Mikheïl Saakachvili, chef d'un village d'irréductibles protestataires à Kiev - Liberation.fr
- Une lycéenne japonaise est en procès contre les autorités de sa région : ses professeurs la forçaient à teindre en noir ses cheveux, naturellement bruns, au nom du règlement intérieur de l'établissement qui bannit tous les cheveux d'une autre couleur. - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Le père fouettard n'était pas le bienvenue.

- «Je ne suis pas le Père Noël»: la phrase de Macron qui déclenche des émeutes en Guyane - Sputnik

«Je ne suis pas le Père Noël parce que les Guyanais ne sont pas des enfants», a déclaré Emmanuel Macron lors de son premier voyage outre-mer. Bilan: cocktails Molotov, gaz lacrymogènes, personnes interpellées, un gendarme et un policier blessés...

Plusieurs heures d'affrontements à Cayenne entre forces de l'ordre et manifestants ont marqué jeudi soir le premier jour de la visite en Guyane d'Emmanuel Macron, qui a averti dès son arrivée qu'il n'était pas venu en «Père Noël».

Plus d'un millier de personnes se sont ainsi rassemblées pour réclamer le respect de l'accord signé le 21 avril, par lequel l'ancien gouvernement a acté un plan d'urgence de 1,08 milliard d'euros, signé des accords sectoriels et «pris acte» d'une demande de 2,1 milliards d'euros de mesures supplémentaires.

Réclamant un rendez-vous avec le chef de l'État, les manifestants se sont ensuite rassemblés devant la préfecture, où ils ont écarté une première série de barrières pour se rapprocher du bâtiment.

L'Élysée leur a proposé un rendez-vous vendredi matin, mais les manifestants ont réclamé de voir M. Macron dès la soirée.

La tension est ensuite montée. Emmanuel Macron «n'a aucun respect pour nous», a déclaré Davy Rimane, membre du

collectif. «Maintenant, on sait à qui on a affaire.»

Cinq personnes ont été interpellées, a indiqué le procureur Eric Vaillant à l'AFP. Un gendarme mobile et un policier ont été légèrement blessés.

Pendant plusieurs heures, les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes destinés au départ à disperser un rassemblement devant la préfecture de Guyane.

En réponse, des jeunes, plusieurs cagoulés, ont lancé des cocktails Molotov et des projectiles, notamment aux abords du commissariat. Des poubelles ont été incendiées.

Avec un taux de chômage de plus de 20%, un taux de pauvreté de plus de 40%, une population jeune en forte croissance et une dépendance extrême aux dépenses publiques, la collectivité d'outre-mer connaît une situation économique difficile. Sputnik 21.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

Le Parlement catalan a voté l'indépendance - publicsenat.fr et AFP

Après des semaines de tensions, les députés catalans viennent de voter en faveur de l'indépendance. Suite à quoi, le Sénat espagnol a voté l'application de l'article 155 de la Constitution pour permettre à Madrid de suspendre l'autonomie de la Catalogne.

L'article 155 stipule que « si une communauté autonome ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par la Constitution ou par d'autres lois, ou agit d'une manière qui porte gravement atteinte à l'intérêt général de l'Espagne, le gouvernement (...) pourra adopter les mesures nécessaires pour l'obliger à respecter les dites obligations, ou pour la protection de l'intérêt général ».

En attendant les nouvelles élections régionales, convoquées par Madrid pour le 21 décembre, la nuit barcelonaise était dominée par les indépendantistes et leurs feux d'artifice, sur la place Sant Jaume.

Mais samedi, à Madrid, ce sera au tour des partisans du maintien de la Catalogne en Espagne de manifester: deux camps diamétralement opposés, symbole de cette crise sans précédent pour l'Espagne depuis son retour dans le camp de la démocratie, en 1977.

A l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, le dirigeant conservateur Mariano Rajoy a annoncé la destitution du président séparatiste catalan Carles Puigdemont et de son gouvernement. Et le parlement catalan, dominé par les indépendantistes, a été dissous, en attendant son renouvellement, lors d'un scrutin annoncé pour le 21 décembre.

Dès samedi, la vice-présidente du gouvernement espagnol, Soraya Saenz de Santamaria, devait réunir les secrétaires d'Etat qui seront chargés d'assumer les fonctions des gouvernants catalans.

Les autres mesures annoncées comprennent la destitution du directeur de la police régionale catalane ou encore la fermeture des "représentations" catalanes dans le monde.

Mais les conséquences de cette déclaration d'indépendance unilatérale de la Catalogne, comme de la mise sous tutelle par Madrid, sont incalculables.

Washington, Londres, Berlin, Ottawa ou encore Paris ont de même immédiatement fait savoir qu'ils soutenaient l'unité de l'Espagne.

Relevé de ses fonctions par Madrid, le président catalan Carles Puigdemont ne s'est pas exprimé depuis l'annonce officielle de sa destitution. publicsenat.fr et AFP 28 octobre 2017

[Haut de page ↗](#)

Le 30 octobre 2017

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (5 pages)
- ABC du marxisme : la nation. Tout nationalisme repose sur un mythe (GMI)

A lire.

Il s'agit d'une sélection d'articles que j'ai lus et que je vous recommande.

OTAN

10 articles sur les guerres conduites par l'OTAN à travers le monde de 1991 à 2014, par Manlio Dinucci et publiés séparément par différents médias dits alternatifs (Mondialisation.ca), que j'ai rassemblés dans un seul fichier pdf.

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien il manifesto.

- La « Grande Otan » au format pdf (26 pages)

Libye

- Mémoire sur la Libye - Intoxications contre l'État, la guidance et l'armée par Saïf al-Islam Kadhafi

- L'article au format html

Ce mémoire vise à cerner ce qu'a subi le peuple libyen au cours des six dernières années. Ces crimes ont été commis au nom de l'interventionnisme humanitaire, de la protection des civils, de l'introduction de la démocratie et de la prospérité. Les forces de l'Otan, avec l'aide de certains États arabes et de quelques Libyens, ont attaqué la Libye avec tous les moyens à leur disposition. Les justifications avancées étaient aussi fausses que pour l'invasion de l'Irak en 2003. Ce fut une destruction systématique d'un pays souverain et d'une nation pacifique.

- Lafarge : Arrestation de Firas Tlass aux Émirats Arabes Unis Par René Naba — Arrêt sur Info 28 octobre 2017

- L'article au format html

Firas Tlass, fils aîné du général Moustapha Tlass, ancien ministre syrien de la défense, a été arrêté aux Émirats Arabes Unis, à la suite d'un mandat d'Interpol, pour une affaire en relation avec les contributions versées par le cimentier franco suisse Lafarge Holcim en Syrie; Une opération qui a été vécue par bon nombre d'opposants syriens comme un coup de semonce à l'opposition syrienne off shore pétro-monarchique.

L'arrestation d'une des anciennes coqueluches du régime baasiste, rallié à l'opposition, a été annoncé par le site «Zaman Al Wassel», un site électronique de Syriens proche de Qatar et de la Turquie et du site «Almayadeen.net», le site de la chaîne libanaise almayadeen, constituée en 2011 par des dissidents de la chaîne qatarie Aljazeera.

Sur le Qatar

- Le Qatar remplacera-t-il l'Arabie contre le Myanmar ?

- L'article au format html

La stratégie britannique d'instrumentation du terrorisme islamiste se poursuit en Asie du Sud-Est. En février-mars dernier, le roi Salmane d'Arabie saoudite était venu préparer la Malaisie à jouer un rôle d'appui dans la crise à venir des Rohingyas au Myanmar. Cependant, le retournement de l'Arabie par le président Trump, en mai, a laissé ce dispositif orphelin lorsque la crise a éclaté en août. L'émir de Qatar s'est donc rendu les 15 et 16 octobre en Malaisie pour y réactiver les soutiens aux jihadistes. (...)

L'émir Tamim du Qatar, le président turc Recep Tayyip Erdogan et le Premier ministre malais Najib Razak sont actuellement les

trois chefs d'État et de gouvernement qui soutiennent les jihadistes Rohingya.

- Qatar : Voici venu le temps des aveux...

● L'article au format html

Il a fallu attendre avril 2016 pour entendre l'ancien premier ministre du Qatar, Cheikh Hamad Ben Jassam ou « HBJ », déclarer dans un entretien avec Roula Khalaf du Financial Times [1] : « Je vais dire une chose pour la première fois... Quand nous avons commencé à nous engager en Syrie, en 2012, nous avons le feu vert pour que le Qatar dirige [les opérations], car l'Arabie saoudite ne voulait pas le faire à cette époque. Ensuite, il y a eu un changement dans la politique et Riyad ne nous a pas dit qu'elle nous voulait sur le siège arrière. Aussi, nous nous sommes retrouvés en concurrence et cela n'était pas sain ».

Quant à la Libye, c'est sans vergogne, que HBJ avait résumé l'agression meurtrière des coalisés par cette odieuse métaphore :

« Il y avait trop de cuisiniers, le plat a été gâché » ! (...)

Un discours qui ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà mais qui, mieux que le criminel, connaît les détails du crime ? Même s'il ne dit pas toute la vérité :

Cheikh Hamad Ben Jassam - « Dès que les choses ont commencé en Syrie, je me suis rendu en Arabie saoudite à la demande de son altesse père. J'ai rencontré le roi Abdallah, que Dieu lui accorde Sa miséricorde. Il m'a dit : « Nous sommes avec vous, vous avancez, nous coordonnons, mais vous prenez les choses en mains ». Ce que nous avons fait. Je ne voudrais pas entrer dans les détails...

Nous possédons des preuves complètes sur ce sujet.

Tout passait par la Turquie, tout se faisait en coordination avec les forces américaines, les Turcs, nous-mêmes et nos frères saoudiens. Tous étaient présents via leurs militaires. Il se peut que des erreurs aient été commises au niveau de certains détails en matière de soutien [au terrorisme, Ndt], mais pas en ce qui concerne Daech. Là, ils exagèrent ! Il se peut qu'il y ait eu relation avec le Front al-Nosra. C'est possible. Par Dieu, je n'en sais rien ! Cependant, si tel était le cas, je peux dire que dès qu'il a été décrété que le Front al-Nosra était inacceptable, il n'a plus été soutenu et les efforts se sont focalisés sur la libération de la Syrie... [Ici, sans transition, Ndt]... nous nous sommes disputés la proie... la proie s'est envolée... et nous nous la disputons encore !

[1] Les aveux de cheikh Hamad, surnommé HBJ, sur la Libye http://www.huffpostmaghreb.com/2016/04/21/hamad-ben-jassem-libyesyrie_n_9751762.html

Les travailleurs ont le droit de savoir de quoi ils sont capables...

- « L'État profond », le mensonge profond, le terrorisme profond! par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 29 octobre 2017

Extrait. Pour ceux qui se sont sérieusement penchés sur les éléments d'information à notre disposition, mais qu'il faut certes aller chercher à la manière des orpailleurs, il n'est plus nécessaire de démontrer que ce sont les experts de la CIA et des élites de « l'Etat Profond » américain qui ont organisé, planifié, formé, équipé, financé, protégé, ravitaillé les djihadistes en Syrie et Irak, comme c'est aussi le cas pour les néo nazis en Ukraine.

Nous savons tous objectivement, aujourd'hui – même si certains médias et inconditionnels du système continuent obsessionnellement d'invoquer le recours malhonnête à la raillerie facile du « complotisme », sans jamais pouvoir avancer la moindre réelle preuve rationnelle confirmant ce que ce comportement compulsif « officiel » prétend – que les forces présentes en Syrie et en Irak, luttant contre DAECH, ISIS, EIL, et dirigées par les USA, ont tout fait pour protéger leurs mercenaires djihadistes, avec l'aide inconditionnelle d'Israël, en tâchant également de les redéployer sur d'autres théâtres d'opérations de déstabilisation à travers le monde (Les djihadistes pour les pays à dominance musulmane : Philippines, Myanmar, Yémen, Somalie... Les néo nazis pour les pays à dominance chrétienne: Ukraine et bientôt Venezuela...) Mondialisation.ca, 29 octobre 2017

Le pivot US vers l'Asie et la balkanisation

● L'article au format html

Les médias-oligarques ne seraient rien sans des journalistes corrompus.

- « Journalistes achetés », Note de lecture par Jacques Maillard - Comité Valmy 27.10.2017

« Gekaufte Journalisten » d'Udo Ulfkotte.

Si vous ne lisez pas l'allemand, mais lisez l'anglais, soyez patients, la seule traduction actuellement existante, en anglais, n'est plus disponible, et seuls quelques exemplaires d'une première édition, « journalist for hire » sont vendus, d'occasion, quelquefois sur Amazon pour 1440 euros... Mais il est annoncée une version anglaise pour bientôt. Sinon toutes les autres traductions seraient bloquées...

L'auteur fut journaliste au FAZ, le réputé « Frankfurter Allgemeine Zeitung », durant 17 ans. Il quitta le FAZ en 2003, écoeuré par une propagande qui, non seulement violait tous les principes du journalisme, mais aussi, au delà de la corruption, de la falsification de la vérité, devenait une machine de guerre de l'OTAN, des oligarchies occidentales. Ce qu'elle poursuit aujourd'hui, et de manière amplifiée.

Il décrit avec preuves et citations à l'appui, comment, en Allemagne (mais il explique fort bien comment son discours est parfaitement valable pour la France, en citant sources et noms, Bouygues, Delors, Mitterrand, Lagardère, DSK, Sarkozy, Rothschild, Royal...), la haute finance, les services secrets US, allemands et britanniques, les politiques, interagissent très étroitement avec les médias de masse, quels qu'ils soient. Dictée de textes, menaces, licenciement, ostracismes, corruption, etc. Il dénonce ceux qui ne savent, devant les faits décrits et avérés (les réunions et les participants à Bilderberg en premier lieu) que répéter le mot « théorie du complot », pour disqualifier ceux qui essaient de sortir ou combattre cet empire du mensonge.

Parmi les « ponts » entre les médias de masse et les pouvoirs économiques, politiques et militaires, un certain nombre d'institutions sont citées (sans aucune exclusive) : En premier lieu Bilderberg, Puis les institutions liées à Rockefeller, Soros, Carnegie, les « prix », en particulier celui de la « liberté », portant le nom de Vernon Walters Award, directeur de la CIA qui orchestra les « très sales coups d'Etat en Iran (1954), au Brésil (1964), au Chili (1973) et la subversion contre les syndicats en Italie durant les années 1960 »... Un autre prix « pour la liberté » camoufle la récompense des fabricants de cigarettes. Nous retrouvons aussi les « young leaders », bien connus en France. Et nous prenons connaissance avec la « fondation Adenauer » et « le pont atlantique », dont la traduction en français serait l'« Arc Atlantique »...

Dans cette dernière institution, nous trouvons (p164 et 165) comme personnalité primée en 2005, Thomas Enders, directeur d'EADS (il l'est toujours), grand ami des USA. Nous comprenons alors la dérive actuelle d'Airbus, nommant des citoyens US, ayant fait toute une carrière dans l'appareil militaro-industriel des USA, à des postes clés. L'avenir d'AIRBUS est donc clair, accompagnant Alstom, Pechiney, hier, et demain, si la politique actuelle se poursuit, Areva, Dassault, Safran, Ariane espace, et les autres fleurons industriels français (car en réalité la partie allemande est déjà sous contrôle) dans l'orbite américaine.

On devine que les autres intellectuels, artistes, scientifiques, ingénieurs... subissent aussi le même traitement. J'ai pu le constater dans ma carrière de physicien des particules, au CERN notamment dont la directrice actuelle a été invitée à la réunion de Bilderberg 2017, comme la directrice de la biologie au Max Planck Institut. De même Philip Morris donnait en ne cachant pas son nom un prix à des physiciens méritants...

Le livre se lit comme un roman, avec une précision précieuse. Il relate son recrutement, avec l'aide manifeste des services secrets, durant ses études. Il décrit la réalité des journalistes de guerre (il assista au gazage de soldats iraniens dans la guerre Iran-Irak). Il explique comment les effets de l'uranium appauvri fut caché par les médias, ses visites dans les émirats (avec cadeaux),...

La première édition de son livre date de 2014, et d'autres suivirent jusqu'en 2015. Au début de l'année 2017, la maladie l'emporta. Comité Valmy 27.10.2017

Comment le nouvel ordre mondial se met en place.

Nouveaux accords de libre-échange: la normalisation de la brutalité des chaînes d'approvisionnement mondiales.

● L'article au format html

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Trop tard, apparemment il n'était pas au courant...](#)

- Macron appelle Bagdad au "dialogue" avec les Kurdes - AFP

- Irak: Barzani, fondateur de l'autonomie du Kurdistan contraint au départ - AFP

[Il ne faut pas le répéter à Brigitte...](#)

- "Monsieur Macron, ça le fait rire qu'on puisse fumer du cannabis", s'indigne Marine Le Pen - Franceinfo

[En famille, ils osent tout. En quête de crédibilité, Mélenchon légitime Macron. Mais ce n'est qu'un jeu...](#)

- Mélenchon juge que Macron "a le point pour l'instant" - AFP 29 octobre 2017

"Nous avons un mécanisme de résistance sociale tel que le dur de la réforme libérale qui est passé sur l'Angleterre, l'Allemagne, et même le Portugal, l'Espagne, l'Italie, n'avait pas atteint la France", a déclaré M. Mélenchon.

"Monsieur Macron s'en est vanté dans son interview. Il a dit : 'J'y suis arrivé en cinq mois'. Bon, il y est arrivé", a-t-il admis.

"Pour l'instant, c'est lui qui a le point. Faut pas chercher à le cacher, parce que si on raconte des histoires, on n'est pas crédible", a-t-il ajouté. AFP 29 octobre 2017

La lutte de classe ramenée à une partie de pétanque, on pouvait difficilement tomber plus bas...

Il a passé plus de 30 ans au PS et depuis il a amplement démontré qu'il n'avait jamais rompu avec son idéologie réactionnaire, et il ose sortir "si on raconte des histoires, on n'est pas crédible".

Il ne faut pas attendre l'impossible de ce charlatan, auquel complaisamment les médias-oligarques accordent des articles ou relaient les déclarations quotidiennement.

[Si la créature du diable est impuissante, c'est qu'il y a encore de l'espoir !](#)

- L'Union européenne est victime d'une «stérilité dramatique» selon le pape - LeParisien.fr

[Date de validité du traitement des déchets : 1 an !](#)

- "Je me donne un an pour voir si je suis utile", déclare Nicolas Hulot - Franceinfo

[Haut de page ↗](#)